



ICREDES

**ANALYSE DES OPPORTUNITES ECONOMIQUES DANS
LES ZONES DE MISE EN OEUVRE DE PROJETS DE
REINTEGRATION SOCIOECONOMIQUE**

Référence: PNUD0266/RFP/CIDD/2016.

***Cartographie des principales activités économiques sources de
revenus pour les populations des différents sites de projets de
réintégration socioéconomique et Plan de développement des
chaînes de valeurs des filières porteuses***

RAPPORT FINAL

Kinshasa, le 29 Août 2017.

Table des matières

REMERCIEMENTS.....	6
RESUME EXECUTIF.....	8
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	14 15
1. Objectifs de l'étude.....	15
2. Résultats attendus.....	15 16
PREMIÈRE PARTIE :.....	20
ANALYSE DE PRODUCTION, MARCHES ET RENTABILITE.....	20
Introduction méthodologique.....	20 24
CHAPITRE 1. SITE DE BASILI.....	22 23
1.1. Monographie et cartographie de la chefferie.....	22 23
1.1.1. Situation administrative, géographique et socioculturelle.....	22 23
1.1.2. Situation économique.....	25 26
1.2. Marchés existants et potentiels.....	29 30
1.2.1. Cartographie des activités économiques par filière.....	29 30
1.2.2. Les indicateurs de rentabilité des activités économiques.....	32 33
1.3. Filières porteuses.....	48 49
1.4. Forces, faiblesses, menaces et opportunités.....	50 54
Conclusion.....	51 52
CHAPITRE 2 . SITE DE MAMBASA.....	52 53
2.1. Monographie du site et cartographie des principales activités économiques.....	52 53
2.1.1. Situation administrative, géographique et socioculturelle.....	52 53
2.1.2. Situation économique.....	54 55
2.2. Marchés existants et potentiels.....	59 60
2.2.1. Cartographie des activités économiques dans la chefferie de Mambasa.....	59 60
2.2.2. Les indicateurs de rentabilité des activités économiques dans la chefferie de Mambasa.....	62 63
2.3. Activités porteuses dans la chefferie de Mambasa.....	82 83
2.4. Forces, faiblesses, menaces et opportunités.....	84 85
Conclusion.....	86 87

CHAPITRE 3 : SITE DE RUTSHURU	87 88
3.1. Monographie et Cartographie économiques	87 88
3.1.1 Situation administrative, géographique et socioculturelle.....	87 88
3.1.2. Situation économique	89 90
3.2. Marchés existants et potentiels	92 93
3.2.1. Cartographie des activités économiques par filière	92 93
3.2.2. Les indicateurs de rentabilité.....	94 95
3.3. Filières porteuses.....	106 107
3.4. Opportunités, contraintes et perspectives	108 109
Conclusion.....	108 109
CHAPITRE 4 : SITE D'IDJWI	110 111
4.1. Monographie et cartographie économiques	110 111
4.1.1. Données administratives, géographiques et Culturelles	110 111
4.1.2. Situation économique	112 113
4.2. Marchés existants et potentiels	114 115
4.2.1. Cartographie des activités économiques par filière	114 115
4.2.2. Les indicateurs de rentabilité.....	115 116
4.3. Activités porteuses	128 129
4.4. Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces	130 131
Conclusion.....	131 132
CHAPITRE 5 : SITE DE KAMANYOLA.....	133 134
5.1. Les données administratives de la Province du Sud-Kivu	133 134
5.1.1. Les données administratives	133 134
5.1.2. La carte administrative de la province	134 135
5.2. Monographie et cartographie de Kamanyola.....	135 136
5.2.1. Situation administrative, géographique et socioculturelle.....	135 136
5.2.2. Situation économique	137 138
5.3. Marchés existants et potentialités.....	139 140
5.3.1. Cartographie des activités économiques par filière	139 140
5.3.2. Indicateurs de rentabilité des activités économiques par filière dans le groupement	140 141

5.4. Identification des filières porteuses.....	156 157
5.5. Forces, faiblesses, opportunités et menaces	158 160
Conclusion.....	160 164
CHAPITRE 6 : SITE DE LUVUNGI.....	161 163
6.1. Monographie et cartographie de Luvungi	162 163
6.1.1 Situation administrative, géographique et socio-culturelle	162 163
6.1.2. Situation économique	163 164
6.2. Marchés existants et potentialités.....	165 166
6.2.1. Cartographie des activités économiques par filière	165 166
6.2.2. Les indicateurs de rentabilité.....	166 168
6.3. Identification des filières porteuses.....	181 182
6.4. Forces, faiblesses, opportunités et menaces	181 183
Conclusion.....	183 184
DEUXIEME PARTIE :	185 186
PLAN DE DEVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEURS DES AGRs PORTEUSES	185 186
CHAPITRE 7 : PLAN DE DEVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEURS DES AGR PORTEUSES	185 187
7.1. RAPPEL SYNTHESE DE LA CARTOGRAPHIE DES AGR PORTEUSES	186 188
7.2. ENJEUX ET DEFIS POUR LE DEVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEURS	191 193
7.2.1. Enjeux du développement des filières/chaines de valeurs des AGR porteuses	192 193
7.2.2. Les défis de l'exploitation des chaînes de valeurs.....	193 194
7.3. OBJECTIFS, AXES STRATÉGIQUES ET ACTIONS PRIORITAIRES	195 196
7.3.1. Objectifs du plan de développement des chaînes de valeurs	195 196
7.3.2. Axes stratégiques et actions prioritaires	195 197
7.3.3. Cadre logique des actions planifiées	202 203
7.4. MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE DÉVELOPPEMENT DES CHAÎNES DE VALEURS	212 213
7.4.1. Moyens et instruments (politiques et techniques).....	212 213
7.4.2. Rôle des acteurs du développement des chaînes de valeurs	213 214

7.4.3. Pistes et rôle pour les Partenaires Techniques et Financiers (PTF)	220 224
7.4.4. Chronogramme/Séquences possibles de mise en œuvre	222 223
7.4.5. Conditions et mesures d'accompagnement	224 225
7.4.6. Organigramme proposé pour le pilotage du plan de développement des chaînes de valeurs.....	226 228
7.5. MECANISME DE SUIVI-EVALUATION	228 229
CONCLUSION GÉNÉRALE	230 232
BIBLIOGRAPHIE	245 247
ANNEXE : LES TERMES DE REFERENCE DE L'ETUDE	247 248

REMERCIEMENTS

Au moment de déposer ce Rapport final de l'**Analyse des opportunités économiques dans les zones de mise en œuvre de projets de réintégration socioéconomique** assortie du Plan de mise en œuvre des filières porteuses en chaînes de valeur, l'ICREDES voudrait exprimer ses remerciements au PNUD en général et au pilier CIDD en particulier.

En effet, l'Institut se sent honoré de la confiance que le CIDD lui a ainsi témoignée, en lui confiant la réalisation de cette étude, et il lui en est reconnaissant. Notre gratitude s'adresse en particulier à Monsieur Etienne de Souza, team leader du pilier et son équipe qui a supervisé le déroulement de l'étude. Monsieur Polycarpe Kapuadi en a encadré et suivi le déroulement opérationnel, tandis que les autres collègues du PNUD à Kinshasa comme ceux des projets dans les sites visités ont fait de leur mieux pour faciliter le travail des missions de l'ICREDES dans les six sites. Leur compréhension des problèmes et impondérables de terrain nous a permis une collaboration fructueuse qui nous amène à ce résultat, et l'Institut leur en est reconnaissant. C'est également le moment de réitérer les remerciements de l'ICREDES et de ses chercheurs à l'endroit des experts, responsables administratifs, dirigeants des ONG et Associations, enquêteurs recrutés, ainsi que des personnes et établissements enquêtés.

En soumettant ce rapport final de l'étude, l'ICREDES espère avoir rempli la mission qui lui a été confiée de manière correcte et professionnelle, et à la hauteur de la confiance du PNUD/CIDD. Il forme enfin l'espoir de voir ce partenariat continuer de manière fructueuse pour les mois et années à venir.

L'ICREDES saisit cette occasion aussi pour remercier les membres de son équipe qui a réalisé cette étude. Ce sont le Prof L. Kabeya Tshikuku, coordonateur de l'étude et Messieurs Boniface Ilunga Mutombo, Fabrice Ilunga Mutonj et Guillaume Ilunga Kankwenda. Leur participation aux missions de terrain dans des conditions peu aisées, et leur engagement à contribuer chacun à une élaboration conjointe des trois livrables et quatre résultats attendus de l'étude, ont permis de respecter les exigences de calendrier et de qualité des produits.

Fait à Kinshasa, le 29 aout 2017.

LISTE DES SIGLES ET ACCRONYMES

ACF : Action Contre la Faim
AGR : Activité génératrice de revenu
ANR : Agence nationale de renseignement
CEPGL : Communauté Économique des Pays du Grand Lac
CEP : Champ, École Paysan
CV : chaîne de valeur
CPNCK : Coopérative des Planteurs et Négociants du Café au Kivu
DGRPI : direction générale de Recette de la Province de l'Ituri
FAO : Programme de Nations unies pour l'Agriculture et l'Alimentation
FEC : Fédération des entreprises du Congo
FENAPEC : Fédération Nationale des petites entreprises du Congo
ICCN : Institut Congolais pour la Conservation de la Nature
ICREDES : Institut Congolais de Recherche en Développement et Etudes Stratégiques
INPP : Institut National de Préparation professionnel
IPAPEL : Inspection provinciale de l'agriculture, Pêche et Elevage
IPDR : Inspection provinciale du Développement Rural
IRC : International Rescue Comitee;
LOFEPACO : Ligue des organisations de Femmes Productrices du Congo
LQAS: Lot Quality Assurance Sampling
MARP : Méthode Accélérée sur la Recherche Participative
MEPSP : Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel
MSLC : Micro-stations de lavage du café
ONG: organisation non gouvernementale
OREDEC :
PAM : Programme de Nations unies pour l'alimentation
PME : Petites et moyennes entreprises
PMI : petites et moyennes industries
PMEA : Petites et Moyennes entreprises et Artisanat
PTF : Partenaires Techniques et Financiers
PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement
RDC : République Démocratique du Congo
RN: Route nationale
UP : Unité de production
TdRs : Termes de référence

RESUME EXECUTIF

Le présent rapport est une étude conduite par l'ICREDES pour le compte du PNUD et sous la supervision du team leader du pilier CIDD. L'étude est une « **Analyse des opportunités économiques dans les zones de mise en œuvre de projets (PNUD) de réintégration socioéconomique** », analyse qui est assortie du Plan de mise en œuvre des filières porteuses en chaînes de valeur.

L'analyse est basée sur deux sources importantes d'informations et de données : la recherche documentaire et l'enquête de terrain dans lesdites zones de mise en œuvre des projets de réintégration.

Au total, six sites ont été enquêtés et analysés. Les sites enquêtés sont : en province d'Ituri la localité de Komanda (chefferie de Basili) et la localité de Mambasa (chefferie de Mambasa) ; en province du Nord-Kivu, le territoire de Rutshuru (spécifiquement dans les localités de Rubare, Kinyandoni et Kiringa) ; en province du Sud-Kivu, la zone d'Idjwi-Nord (territoire insulaire d'Idjwi), le groupement de Kamanyola (territoire de Walungu), et le groupement de Luvungi (territoire d'Uvira). Sur chacun des 6 sites, l'étude livre **trois résultats distincts** :

- i une monographie présentée sous la forme d'une **cartographie des principales AGR ou filières économiques** pouvant devenir bases de la construction des *chaînes de valeur locales*, à présent sources de revenus pour les populations ;
- ii une **étude de rentabilité de ces principales AGRs ou produits** ; à ce sujet, il est précisément question de :
 - o dégager, par activité/produit, le *capital investi* et le *chiffre d'affaires*,
 - o évaluer les *charges d'exploitation* par produit et/ou par filière,
 - o déterminer les gains en termes de *marges bénéficiaires* par produit,
 - o dégager la *rentabilité* réelle et/ou potentielle, par produit,
 - o estimer le *marché* réel/potentiel, par produit ou activité.
- iii une liste des **contraintes** qui entravent ou pourraient entraver le développement des AGR dans les chaînes de valeurs de chaque produit (production, transformation, commercialisation, etc.). Pour cela il faut :
 - o analyser les *contraintes structurelles* (à long terme),
 - o analyser les *contraintes conjoncturelles* (à court et moyen termes).

- iv un **plan stratégique de développement des AGR porteuses** (en termes de rentabilité réelle et ou potentielle) en filières ou chaînes de valeurs.

Ci-après, une brève présentation des 4 "produits" de l'étude menée sur le terrain.

Premier produit : Cartographie des principales filières économiques existantes

Dans chaque site, il est identifié les principales filières ou mieux branches de production des biens et services, et dans chaque filière, les principales productions/activités et, enfin, dans chacune de ces activités, les principaux produits *effectivement* fabriqués ou services *effectivement* livrés sur le marché. Les cartographies des six sites sont présentées site par site ; elles le sont dans un tableau à deux entrées avec, sur les lignes les différentes filières et, sur les colonnes, les diverses activités et/ou biens (et services) effectivement livrés.

À quelques nuances près, les 6 sites enquêtés appartiennent à un même type d'environnement physique, d'habitudes de consommation et de peuplement humain : (i) hautes altitudes du graben dont la crête sépare le bassin du Nil à l'est et celui du Congo à l'ouest (900–1.400m) ; (ii) végétation faisant échelonner – et souvent alterner – des savanes boisées et des forêts primaires ; (iii) large réseau de cours d'eau de hautes altitudes à lit cascadié et à écoulement rapide ; (iv) modes de consommation très proches combinant céréales, féculents, légumineuses, légumes et fruits ; (v) éloignement vis-à-vis de principaux centres urbains et de grands marchés régionaux, mais localisation sur de grands carrefours routiers, proximité avec la frontière orientale du Congo, et position à cheval entre différentes zones monétaires et entre divers courants commerciaux frontaliers, (vi) densité rurale parmi les plus élevées du Congo ; (vii) habitat et mode de peuplement serrés ; (viii) zones généralement affectées directement ou indirectement par les conséquences des conflits armés.

Sur ces similitudes s'érigent des activités rurales principalement liées à l'autoconsommation (agriculture pluviale, pêche et élevage de petit et de gros bétail), auquel s'ajoutent des activités "subsidiaries" productrices de revenus monétaires : commerce, artisanat et divers menus services. C'est ainsi que les enquêteurs ont découvert partout les filières de production ci-après (à l'exemple de la chefferie de Basili, en Ituri) :

Situation des principales activités économiques dans la chefferie de Basili (Ituri, 2017)

N°	Filières	P R I N C I P A U X P R O D U I T S E T S E R V I C E S									
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	Agricole	Manioc	Riz	Maïs	Huile de palme	Café	Banane plantain	Haricot	Tomate	Choux	Aubergine
2	Petit commerce	Boutique alimentaire	Boutique habits	Boucherie	Carburant	Bar	Restaurant	Friperie	Quincaillerie	Cabine Communications	Pharmacie
3	Services	Secrétariat public	Transport moto	Réparation moto	Salon de coiffure	Ajustage	Moulin	Menuiserie	-	-	-
4	Artisanat	Production alcool local	Production charbons de bois	Exploitation artisanale de bois	Boulangerie	Exploitation minière artisanale	-	-	-	-	-
5	Elevage	Gros bétail	Petit bétail	-	-	-	-	-	-	-	-

Légende : La 2^e colonne enregistre les 5 principales filières trouvées dans tous les sites. Les lignes enregistrent les activités et/ou les biens et services qui en sont issus (AGR) : de gauche à droite, la population qui s'y consacre diminue en proportion

D'un site à l'autre, les lignes du tableau sont plus ou moins longues, selon le nombre d'activités ou de biens/services effectivement trouvés sur le terrain ; autrement dit, selon la longueur constatée dans chaque branche d'activités considérée ici comme filière.

Les constats ci-après se dégagent de l'examen des différentes cartographies économiques dressées sur les 6 sites enquêtés :

- i Le nombre des branches/filières de production est très limité : agriculture, élevage, petit commerce, artisanat et menus services ;
- ii Les activités génératrices de revenus (AGR) peuvent être davantage multipliées dans chaque filière, pour constituer une chaîne de valeurs locale plus longue encore ; plus spécifiquement, les activités manufacturières de transformation/diversification de produits sont très rares ;
- iii Toutes ces limites tiennent essentiellement aux trois facteurs ci-après : 1° une absence généralisée d'énergie qui bloque toute diversification industrielle ; 2° la présence des marchés locaux peu nombreux et étroits, à la dimension de la faible démographie locale, du pouvoir d'achat faible et des habitudes de consommation ; 3° le coût élevé des échanges commerciaux à grande distance, dû notamment à l'état dégradé des infrastructures.

En bref, l'activité économique demeure primaire et peu développée dans chacun des sites enquêtés. Partout, les chaînes de valeurs sont extrêmement peu nombreuses et très courtes : les économies locales enquêtées se limitent à seulement quelques biens et services rudimentaires, et difficilement différenciables. L'énergie, l'industrie, l'audace entrepreneuriale, le transport rapide et sécurisé à grande distance, ainsi que les marchés d'approvisionnement et de débouché ne sont guère au rendez-vous. Ce qui annonce un potentiel relativement large d'impulsion des AGRS de promotion des

chaines de valeur, de diversification économique locale, et surtout de réintégration socioéconomique des populations vulnérables.

Deuxième produit : Etude de rentabilité au sein des filières et liste de leurs AGR porteuses, site par site.

Quelques 3 critères croisés ont été utilisés pour mener l'étude, et ensuite, dresser la liste des AGR porteuses.

- le niveau élevé du **taux de rentabilité** constitue le premier critère ; il l'est pour des raisons de lutte contre la pauvreté et de protection des écosystèmes naturels ;
- la facilité relative de réunir le **capital de démarrage** constitue le second critère ;
- le niveau faible des **charges d'exploitation** est le troisième critère.

Il est utile de souligner ici quelques remarques méthodologiques complémentaires et importantes pour la sélection. Dans ce cadre, il a été tenu compte aussi de certaines considérations particulières :

1. l'existence des marchés porteurs (à la fois réels et potentiels), ainsi qu'une rentabilité assurée dans l'avenir pour chaque activité porteuse ;
2. les activités destructrices de l'environnement (comme la production et le commerce du charbon de bois) sont écartées de la liste des AGR porteuses ;
3. les activités facilement exerçables par les femmes et les jeunes ont été choisies comme porteuses, par-delà les 3 critères retenus.

C'est à la lumière de ces critères combinés qu'ont été sélectionnées les AGR porteuses. Leurs listes ont été présentées sous la forme de tableaux. Et ces nouveaux tableaux sont élaborés sur le modèle de ceux utilisés pour présenter le premier "produit" : la cartographie des filières de production trouvées dans chaque site enquêté.

Les tableaux enregistrant les AGR porteuses appellent les remarques ci-après :

- Les activités agricoles sont quasiment identiques dans les différents sites, à cette exception près qu'elles présentent leurs produits porteurs, d'un site à un autre, dans un ordre de priorité différent à la lumière des critères de classement adoptés ;
- La liste inventorie "par le bas" les activités/filières porteuses, c'est-à-dire qu'elle commence par les activités et produits qui sont les plus banals et les plus courants. Un tel choix s'explique par le caractère permanent des marchés de débouché, et donc par un niveau élevé des taux de rentabilité ;

- La liste donne pour les plus porteuses les activités et filières économiques "bas de gamme" : ainsi 1° elle mobilise les femmes et les jeunes (vulnérables et peu pourvus en ressources et en expertise), les protège par des emplois rémunérateurs et leur assure l'insertion socio-économique ; 2° elle prend en compte les besoins de subsistance et couvre les besoins de la plus large majorité ; et 3° elle favorise la création des groupements de producteurs.
- Les activités et filières retenues comme les plus porteuses du moment le sont effectivement : elles sont, en majorité, susceptibles d'être entreprises malgré les obstacles structurels que sont le manque d'énergie, l'état délabré des infrastructures, l'absence handicapante des installations d'entreposage, de conditionnement et de conservation, le niveau faible ou nul de formation professionnelle.
- Les filières et activités retenues sur la liste d'AGR porteuses sont, en l'état, des chaînes de valeurs très courtes, réduites à un ou deux produits. Mais elles sont susceptibles de devenir à terme des très longues chaînes de valeurs intégrant des dizaines de produits nouveaux, à force de diversification par l'industrie.

En fin de compte les AGR porteuses et économiquement rentables effectivement ou potentiellement comme base de développement des chaînes de valeur locale sont présentés par site en tableaux indiquant à la fois la branche d'activités et l'AGR porteuse elle-même.

Ce deuxième "produit" représente le "cahier de charges" du projet dont la mise en œuvre dans les sites choisis n'attend plus qu'un plan portant *stratégie de mise en œuvre*. Mais avant cela, il convient d'analyser les contraintes de terrain.

Troisième produit : Brève analyse des contraintes structurelles et conjoncturelles, à moyen et court termes.

À moyen et long termes, la majorité des contraintes qui se profilent à l'horizon se situent dans la permanence et le prolongement des obstacles actuels. Une partie des contraintes de demain proviendra de l'échec ou, au contraire, du succès même des stratégies effectivement mises en œuvre pour combattre la pauvreté généralisée et la marginalisation socio-économique des groupes vulnérables (réfugiés, déplacés, vieillards, invalides, femmes et jeunes). Ci-après la synthèse des analyses consacrées à ces contraintes dans le corps du texte, site par site.

(i) Permanence et prolongement des contraintes actuelles

Les contraintes actuelles constatées dans tous les sites sont relatives à l'absence de l'énergie, l'état défectueux des infrastructures, une relative insécurité, l'absence d'installations de transformation, d'entreposage et de conditionnement des produits,

un chômage de masse, un niveau très faible (voire ça et là nul) de formation professionnelle, et une large plage de pauvreté et même de misère.

La levée de telles contraintes ne peut être envisagée à court terme. Et il faut un grand optimisme pour espérer les voir levées à moyen terme : car la charge financière qu'impose leur levée semble à ce jour disproportionnée, notamment par rapport aux ressources modestes de l'État qui fait face à des tâches semblables dans plusieurs coins de l'immense territoire congolais. Bien au contraire, un espoir, bien mince, réside dans la réussite des stratégies d'intégration socio-économique des masses de marginaux actuels, et surtout, dans l'augmentation et la diversification des productions et des revenus. On peut compter à terme sur cette modeste embellie économique et sociale - ainsi que sur de nouvelles synergies qui l'auront créée - pour attaquer les grands chantiers de l'énergie, des infrastructures et des diverses installations qui manquent cruellement à ce jour.

(ii) Les contraintes à venir, consécutives à la mise en œuvre des stratégies d'insertion

Cette catégorie de contraintes est relativement peu prévisible aujourd'hui. En effet, elle dépend du degré, du moment et des bénéficiaires ou victimes du succès ou de l'insuccès des stratégies d'insertion qui seront effectivement mises en œuvre.

Il va de soi que la levée de cette catégorie spéciale de contraintes dépend, à moyen et surtout à long termes, du niveau d'aspirations/frustrations des témoins du succès ou de l'échec. Elle dépendra également des synergies qui auront été créées de par les efforts de mise en œuvre des stratégies d'insertion.

Quatrième produit : un Plan de développement des chaînes de valeurs des AGR porteuses.

Ce *Plan* est abordé au point de vue de ses enjeux et défis, ses objectifs (global et spécifiques), ses axes stratégiques et actions prioritaires ainsi que son mécanisme de mise en œuvre et de suivi-évaluation.

Dans ce processus, le PNUD est dans la posture de concepteur, de maître d'œuvre et de bailleur de fonds. Au plan technique il appuie le gouvernement qui a la responsabilité politique et morale du projet de réintégration socioéconomique comme de l'ensemble des stratégies de développement du pays. L'essentiel de l'impulsion est attendu du Gouvernement à ses différents niveaux et échelons du pouvoir d'État.

C'est en appui aux autorités dans leurs programmes (provinciaux et locaux) que le PNUD, comme d'autres PTF, entend exercer ses responsabilités dans la mise en œuvre du projet sur les différents sites, jusqu'au moment prévu de la fin du projet (préconisé pour 5 ans) où il doit passer la main. Il les exerce à travers un *Comité de pilotage*, au sein d'un cadre de concertation plus large des représentants de tous les partenaires au projet.

Les objectifs général et opérationnels sont clairement définis dans ce *Plan Stratégique* de développement des chaînes de valeurs. Le couronnement du projet, à son terme prévu de 5 ans, interviendra avec, sur le terrain, la présence des MPE et PME comme formes modernes d'unités d'exploitation en lieu et place d'unités familiales ou d'entreprises informelles. À cette échéance, les filières économiques porteuses ne se limiteront plus à une demi-douzaine d'activités, comme c'est le cas aujourd'hui. Elles comporteront plutôt une multitude d'activités au sein desquelles d'innombrables produits, à différents paliers de transformation, viendraient prolonger et enrichir les chaînes de valeurs, et ainsi développer les régions concernées et sauver leurs populations de la pauvreté.

En même temps que l'objectif de réinsertion socio-économique des populations pauvres et des personnes déplacées sera atteint, un développement autonome et localement soutenu sera amorcé avec, pour retombées immédiates, la réduction du chômage (surtout au profit des femmes et des jeunes) et le ravalement des inégalités trop grandes entre les milieux ruraux et les milieux urbains.

Tel est le *résumé exécutif* de l'étude réalisée sur terrain par l'ICREDES dans 6 sites choisis de l'est de la RDC.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Elles ont fait l'objet d'une légère évaluation économique : environ 50% des activités économiques développées dans la Phase II étaient encore très fragiles et pouvaient échouer en l'absence d'actions de redressement et de réorientation ; bien plus, environ 25% étaient carrément déclarées non rentables après analyse de leurs comptes d'exploitation prévisionnels.

Les interventions du PNUD dans le domaine des économies locales visent à aider les groupes vulnérables à subvenir à leurs besoins, de façon durable, grâce aux revenus qu'ils gagnent. Les premières expériences en matière d'approche 3 x 6 ont été réalisées au Nord et au Sud-Kivu en 2014 et 2015. Tirant les leçons de ces deux expériences, le programme CIDD-PNUD a initié la réalisation de la présente étude.

1. Objectifs de l'étude

Objectif global

Identifier les opportunités économiques les plus porteuses et analyser leur rentabilité et leur viabilité dans les zones de mise en œuvre de l'approche 3x6 (chefferies de Basili et de Mombassa dans l'Ituri, chefferie de Bwisha à Rutshuru (Nord Kivu), territoire d'Idjwi (Sud-Kivu), et groupement de Kamanyola, territoire de Walungu (Sud-Kivu), et, en fin, groupement de Luvungi, territoire d'Uvira (Sud-Kivu). Cela totalise 6 sites couverts par la présente étude.

Objectifs spécifiques

- Identifier les principales activités économiques du milieu (Chefferie, Groupement, Localité) et les chaînes de valeurs locales qui ont un potentiel significatif à générer des revenus ;
- Examiner les AGR développées dans la zone afin d'identifier celles qui, par leur importance et leur connaissance par les populations locales, sont susceptibles de permettre aux groupes vulnérables appuyés par le programme d'offrir des produits compétitifs sur le marché local, et même sur des marchés lointains (de la région et même de l'étranger) ;
- Définir les AGR/filières les plus porteuses sur base des critères de faisabilité technique dans le milieu, de rentabilité financière, de viabilité économique et de possibilité de soutenir le financement et d'envisager un accroissement de la capacité de production, même après l'arrêt du programme d'appui ;
- Elaborer les conseils et recommandations sur les meilleures approches de soutenir les filières identifiées pour en garantir la viabilité et la durabilité.

2. Résultats attendus

Les produits ci-après sont attendus pour chaque zone du projet de réintégration socio-économique :

- Une cartographie des principales activités économiques et des chaînes de valeur locales, à présent sources de revenus pour les populations des différentes localités ;
- Une étude de rentabilité des activités économiques/chaînes de valeur locales, menée sur les 6 sites du projet ; à ce sujet, il est précisément question de :
 - dégager, par activité/produit, le capital investi et le chiffre d'affaires ;
 - évaluer les charges d'exploitation par produit et/ou par filière
 - déterminer les gains en termes de marges bénéficiaires
 - dégager la rentabilité réelle et/ou potentielle
 - estimer le marché potentiel du produit/activité
- Une liste des contraintes qui entravent le développement des AGR dans les chaînes de valeurs de chaque produit (production, transformation, commercialisation, etc.).
 - Analyser les contraintes structurelles (à long terme)
 - Analyser les contraintes conjoncturelles (à court et moyen termes)
- Un plan de développement stratégique des AGRs porteuses (en termes de rentabilité réelle et ou potentielle) en filières ou chaînes de valeurs.

3. Approche méthodologique – outils de collecte et d'analyse des données

À travers les produits livrables de la présente étude, les termes de référence déterminent la nature et la qualité des données d'information à collecter.

La démarche méthodologique utilisée pour analyser les opportunités économiques dans les zones de mise en œuvre du projet de réintégration socio-économique. Elle a consisté à rechercher deux types de données qui sont complémentaires les données qualitatives et les données quantitatives.

À propos des données qualitatives

L'approche qualitative a eu pour base une revue documentaire, l'identification des structures et acteurs socioéconomiques et la collecte des données essentielles spécifiquement grâce aux entretiens individualisés menés sur les différents sites avec un même guide d'entretien.

Ainsi, la réalisation de cette partie du travail sur le terrain est passée par les étapes ci-dessous :

- Recherche de la documentation sur les données administratives et socioculturelles, sur les monographies économiques, les principales activités économiques, les sources de revenus des populations, les structures et les acteurs économiques majeurs ;
- Entretiens avec les responsables des structures/organisations impliquées dans l'administration et la gestion des activités économiques, avec les professionnels (producteurs, intermédiaires, détaillants, grossistes, transporteurs, etc.) du secteur économique, et avec les représentants du patronat local (FEC, FENAPEC), des coopératives et associations des commerçants, artisans et agriculteurs. Les informations ainsi recueillies ont permis d'obtenir une vision panoramique sur la situation des activités économiques dans les sites d'étude.

A ce sujet, il a été fait recours à la MARP (*Méthode Accélérée sur la Recherche Participative*). Cette méthode a permis de cerner le passé économique des sites enquêtés, d'en identifier le contexte actuel et d'en entrevoir les lignes de fond des évolutions ultérieures. De telles données qualitatives ont servi de base large à l'interprétation appropriée des données quantitatives.

À propos des données quantitatives

L'approche qualitative ne suffit pas à cerner les opportunités. Une approche quantitative est venue en complément : c'est essentiellement une enquête menée selon la technique d'échantillonnage LQAS (*Lot Quality Assurance Sampling*) ayant couvert 1 564 unités de production ou activités génératrices de revenu.

Le chiffre de 19 unités de production ou AGRs a été tiré de manière aléatoire par filière/produit identifié dans les sites du projet. La finalité est de dresser la cartographie des principales activités économiques, dégager successivement le chiffre d'affaires par activité, le coût de fabrication de chaque produit (bien et service), le revenu obtenu par produit (mensuellement ou par cycle de production), la rentabilité par produit, et le marché potentiel par activité.

Au total 60 enquêteurs locaux ont été recrutés et formés, à raison de 10 par site. Leur formation visait leur compréhension et leur maîtrise du questionnaire d'enquête, ainsi que leur savoir-faire dans la technique de sélection des unités à enquêter par filière.

En fin de compte, l'enquête a touché plus de 1 600 unités acteurs ou agents économiques opérant dans les différentes AGRs/unités de production des différentes filières dans les 6 sites pré-identifiés. Et le traitement des données ainsi collectées est passé par les 4 étapes suivantes :

- a) *Contrôle de qualité des données sur terrain.*

Les dispositifs ont été mis en place pour que le formateur accompagne les enquêteurs sur terrain aux fins d'obtenir les résultats ci-après : i) garantir le respect des techniques d'enquête, ii) s'assurer de la conformité de la technique d'interview utilisée, iii) visiter les enquêtés après le travail des enquêteurs pour la contre-vérification et la validation des données collectées.

b) Codification et saisie de données

La codification a été réalisée à Kinshasa. Dix (10) opérateurs de saisie et codificateurs ont été mis à contribution. Leur travail a été organisé comme suit :

- D'abord, les questionnaires remplis sur le terrain ont été numérotés et encodés par quartier, village, site et province, de façon à réussir leur archivage électronique selon cet ordre ;
- Deuxième étape : les questions ouvertes ont été dépouillées en vue de recevoir leurs codes. Après quoi un *code book* reprenant tous les codes de l'enquête a été créé en vue de permettre une meilleure exploitation des données ;
- Enfin, les données ont fait l'objet d'un double enregistrement selon un programme écrit sous Cs-Pro version 6.3.

c) Nettoyage du fichier/base de données et production de résultats

Le nettoyage/apurement du fichier (ou de la base des données) a été réalisé en recourant concomitamment aux logiciels Cs-Pro, Ms Excel et SPSS.

Le contrôle des données a été assuré par les tests de validité de réponses, de cohérence des variables, et d'exhaustivité de l'échantillon.

d) Validation de la base des données et production des résultats

La validation de la base des données a été faite à l'aide du test Alpha de Cronbach. Enfin, la production et l'analyse des principaux résultats ont été réalisées par l'utilisation simultanée des logiciels Cs-Pro version 6.3, Ms Excel et SPSS.

4. Zones de l'étude

Conformément aux termes de référence de l'étude, de l'avenant portant élargissement de l'envergure géographique de l'étude, et de commun accord avec le PNUD (*Pilier Planification du Développement, Croissance Inclusive et Ressources Naturelles ou CIDD*), l'étude a couvert les territoires suivants : Irumu et Mambasa en Ituri, Rutshuru au Nord-Kivu, Idjwi, Walungu et Uvira au Sud-Kivu. Plus spécifiquement, les sites enquêtés sont : Komanda (chefferie de Basili), Mambasa, Rubare, Kinyandoni, Kiringa dans le Rutshuru, Idjwi-Nord, Kamanyola, et Luvungi.

5. Difficultés sur le terrain

Il est réjouissant de n'avoir pas enregistré des difficultés majeures dans les différents sites enquêtés, alors que plusieurs éléments s'y prêtaient *a priori* : horaires d'avion vers des coins du pays parmi les moins sillonnés ; délais minutieusement chronométrés dans des coins où les aléas sont innombrables qui guettent les programmes les mieux étudiés ; les correspondants et points de chute sur les différents terrain avaient été prévenus quelques jours, voire quelques heures à peine, de la venue de l'équipe sur terrain ; etc.

La qualité de la préparation à Kinshasa a été pour beaucoup dans la réussite des différentes missions sur terrain. C'est sans doute le lieu de dire combien la partie de préparation de l'accueil sur terrain assurée par le personnel du PNUD mérite d'être saluée ici. Il est vrai que la mobilité des chercheurs sur terrain, la coordination des multiples opérations programmées dans tel ou tel coin, le respect de part et d'autre des rendez-vous avec les experts/responsables sur place, ... ont du se heurter à quelques obstacles et à quelques contretemps. Toutefois, la bonne foi et l'engagement des uns et des autres ont eu le dessus.

6. Structure de l'étude

Le Rapport final de l'étude est présenté en deux parties couvrant sept chapitres. La première partie porte sur l'analyse de la production, des marchés et de la rentabilité des AGR dans chacun des six sites concernés par l'étude. Les six chapitres de cette partie concernent respectivement les sites de Basili et Mambasa (Province de l'Ituri) ; Rutshuru (Province du Nord Kivu) ; Idjwi, Kamanyola et Luvungi (Province du Sud Kivu).

La deuxième partie fait des propositions de recommandation sous forme de plan de développement des filières et/ou chaînes de valeur des AGR jugées porteuses dans les différents sites, mais avec un horizon géographique plus large que celui des groupements, chefferies ou territoires administratifs concernés.

PREMIÈRE PARTIE :

ANALYSE DE PRODUCTION, MARCHES ET RENTABILITE

INTRODUCTION METHODOLOGIQUE

Cette première partie porte de l'analyse des opportunités économiques dans les zones de mise en œuvre des projets de réintégration socioéconomique porte principalement sur trois des résultats attendus de cette étude : la monographie socioéconomique des zones de mise en œuvre concernées, l'analyse des résultats de l'enquête sur la rentabilité selon les paramètres de rentabilité définis, et l'examen des contraintes propres des différentes filières et AGR dans chaque site ou zone d'intervention.

En application de la méthodologie définie aussi bien dans l'Introduction générale de ce rapport que dans la Note technique présentée au commencement de cette étude, le travail de terrain a été conduit sur base d'un certain nombre d'outils méthodologiques, dont l'enquête auprès d'un échantillon de dix-neuf personnes par AGR des filières retenues dans chaque site (il y en a six), soit une moyenne de près de trois cents personnes par site. L'enquête se faisait principalement au moyen d'un questionnaire élaboré à cet effet, et la tenue des réunions en focus groupes avec les personnes ressources et parties prenantes locales.

Le dépouillement a été fait par échantillon dans chaque activité de la filière, et les résultats sont présentés comme résultats collectifs pour les personnes faisant partie de l'échantillon enquêté pour chaque AGR et chaque filière dans le site concerné. Le dépouillement a permis aussi de dégager les données moyennes sur les indicateurs de rentabilité au niveau des agents économiques individuels.

En ce qui concerne le mode de calcul des indicateurs, l'équipe a procédé de la manière suivante :

- Le Bénéfice brut = chiffre d'affaires – coût ou charges d'exploitation ;
- Le taux de rentabilité = bénéfice brut /capital investi x 100.

Il est à noter que la périodicité des indicateurs diffère selon les AGR et les filières. Pour les activités de la filière commerce et services, le coût d'exploitation, le chiffre d'affaires, le bénéfice brut et le taux de rentabilité sont estimés mensuellement, tandis que pour les activités de la filière agricole, le coût d'exploitation, le chiffre d'affaires, le bénéfice brut et le taux de rentabilité sont estimés par cycle de production. Le capital investi est annuel comme capital de démarrage de l'activité des filières du commerce et des services, tandis qu'il est saisonnier pour les AGR agricoles.

Le rapport de ce premier livrable est présenté en six chapitres portant chacun sur un site ou zone d'intervention des projets de réintégration socioéconomique qui sont du Nord au Sud : la chefferie de Basili, la chefferie de Mambasa dans la province de l'Ituri ; le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu), le territoire d'Idjwi (Sud-Kivu ; le groupement de Kamanyola dans le territoire de Walungu au Sud Kivu, et le groupement de Luvungi

dans le territoire de Uvira également dans la province du Sud-Kivu. Chaque chapitre est structuré de manière à faire d'abord la présentation de la cartographie et de la monographie économiques de la zone d'intervention dans le contexte de son environnement, analyser ensuite les indicateurs de rentabilité des AGR dans leurs filières respectives, présenter une appréhension des AGR porteuses suivant aussi bien la situation présente que l'examen des perspectives de marchés potentiels, avant de terminer avec la présentation en synthèse des contraintes à envisager pour les différentes filières et leurs AGR dans la zone considérée.

Une conclusion générale fait la synthèse des principales recommandations en termes d'identification des AGR porteuses et les raisons ou critères de leur sélection.

CHAPITRE 1. SITE DE BASILI

1.1. MONOGRAPHIE ET CARTOGRAPHIE DE LA CHEFFERIE

1.1.1. Situation administrative, géographique et socioculturelle

(i) Situation administrative

La chefferie de Basili est l'une des douze chefferies constituant le territoire d'Irumu. Elle fut créée vers 1910 et l'acte de reconnaissance n°187 fut signé en juillet 1929. Ses limites naturelles sont, les rivières Ituri et Shari à l'Est et au Sud, la rivière Bulombo au Nord, et la rivière Ituri à l'Ouest. Ses limites sont partagées avec d'autres chefferies de la manière suivante :

- au Nord : la chefferie des Walesse Vonkutu ;
- au Sud : la chefferie des Walesse Vonkutu ;
- à l'Est : la chefferie des Mobala, Andisoma Sud, Baboabokole, Bahema Dirumu et la ville de Bunia ;
- à l'Ouest : les chefferies des Walesse Vonkutu, Walesse Karo, Banyali/Kilo, Babila Bakwanza, Babelebe.

Komanda est le chef-lieu de la chefferie des Basili. Cette localité est un carrefour au croisement de la route nationale n°4 et la route nationale n°27. A sa création, la chefferie avait comme chef-lieu Makabo dans le groupement portant le même nom. C'est vers 1976 que le chef de chefferie Gili Makabo avait transféré le chef-lieu de la chefferie de Makabo à Komanda. En effet, Makabo était ex-centrique, avec pour conséquence l'impossibilité de contrôler les mouvements des hommes et des biens dans tous les coins.

La chefferie de Basili compte 28 villages répartis sur 4 Groupement dont un Groupement de fait, Bakongolo, avec 2 villages (Hoho Kidjogolyo et Hoho II). Parmi les trois groupements reconnus officiellement, il y a d'abord, celui de Bandiamusu constitué de 11 villages (Kpalamuta, Ngombenyama, Makayanga, Batiti, Buliki, Mangusu, Mbolumbolu, Holu II, Ngalula I, Kibonge, Mangiva) ; ensuite, celui de Makabo regroupant 6 villages (Bungalu, Kombokabo, Ngadju, Ibara, Luga II, Luga I) , et enfin, celui de Basunu comptant 9 villages (Kinga, Kela I, Binda, Basiga, Ngumata, Singinini, Bagalaba, Kela II et Gboloko).

(ii) Situation géographique

Située à 946 m d'altitude, entre 29° et 30° de longitude Est et 1° C et 2°C de latitude Nord, la chefferie de Basili s'étend sur 1,775 Km². Elle est limitée à l'Est et au Sud par les rivières Ituri et Shari, au Nord par la rivière Bulombo et à l'Ouest par la rivière Ituri. La chefferie est caractérisée par les éléments géographiques suivants :

- a. Relief : Il est peu accidenté et constitué de petites collines.

- b. Hydrographie : Les principaux cours d'eau drainant la chefferie des Basili sont :
- Les rivières Holu, Maytatu, Ituri, Bolombo, Kpelekepele, Nanga, Asisa, Tambau, Toroko, Mongomu, Masinda, Gbokuma, Balingomba, Maybaridi et Bomboo dans le groupement Bandiamusu ;
 - Les rivières Basango, Ituri, Samate, Seyi, Mbumba, Bagalaba, Mbili, Ndoya, Kluwanga, Kengel, Mambongo, Babukolo et Kela dans le groupement Basunu ;
 - Les rivières Mborobire, Hoho, Tinda, Orwa, Singasa, Mangutu et Kinyambongo dans le groupement MAKABO.
- c. Climat : La chefferie des Basili connaît le climat équatorial avec une alternance de deux saisons pluvieuses entrecoupées par une courte saison sèche. La grande saison pluvieuse va du mois de Juillet à Octobre (grosse pluie) ; et la petite saison pluvieuse d'Avril à Mai (pluies légères). Tandis que la saison sèche va de décembre à Mars.

Ces quatre dernières années, il s'observe une perturbation climatique qui influence le calendrier agricole. Les agriculteurs travaillent conformément à leur ancien calendrier traditionnel et subissent des diminutions de récoltes.

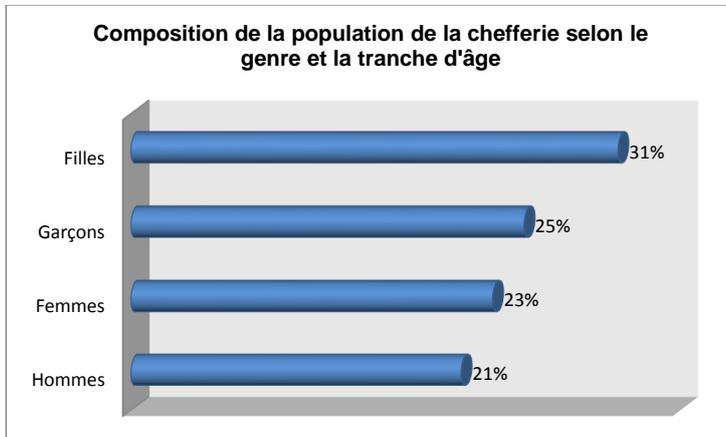
- d. Sol : Le sol de la chefferie est très fertile, surtout aux environs du chef-lieu (villages Masome, Mbolumbolu, Bolombo, Ngombenyama, Shaurimoya et Mangusu). Le sol est argileux et sablonneux. Le sous-sol contient des matières premières minérales, plus précisément au bord de la rivière Ituri : une exploitation artisanale et semi-industrielle de l'or et du coltan est assurée respectivement par les exploitants artisanaux et les chinois.
- e. Végétation : Au Nord et au Sud, la chefferie des Basili est couverte de savanes herbeuses. La forêt équatoriale la borde au Nord et la traverse d'Est en Ouest.

(iii) Situation socio-culturelle

- a. Population et groupes ethniques.

Selon le recensement administratif de 2016, la population de la chefferie des Basili s'élève à 115.829 habitants. Elle est reprise dans le graphique ci-dessous en tranches d'âge et selon le sexe.

Graphique 1.1. Composition de la population de la chefferie de Basili selon l'âge et le genre



Source : Rapport administratif de la chefferie 2016

La composition ethnique de la population résidente de la chefferie des Basili est faite des autochtones et allochtones (des groupes ethniques Bira, Ngiti, Pygmées, Lendu, Nyali, Nande, Lokela, Logo, Hema, Kakwa, Lugbara, Budu, Alur et quelques étrangers).

b. Occupation d'espace

La chefferie des Basili est au croisement de la route nationale 4 et de la nationale 27. Elle connaît une dynamique démographique due principalement à cette position géographique. La croissance démographique a un impact sur l'occupation du sol. La terre est affectée aux activités agricoles et d'élevage prioritairement, activités auxquelles s'ajoute la production de charbon à grande échelle pour des besoins ménagers. L'explosion démographique et économique de la chefferie ne favorise pas la cohabitation des activités agricoles et l'élevage de gros bétail. Ceci constitue une source permanente de conflits entre les éleveurs concessionnaires et les cultivateurs. Il n'existe pas de plan d'aménagement ou d'utilisation des terres dans la chefferie.

1.1.2. Situation économique

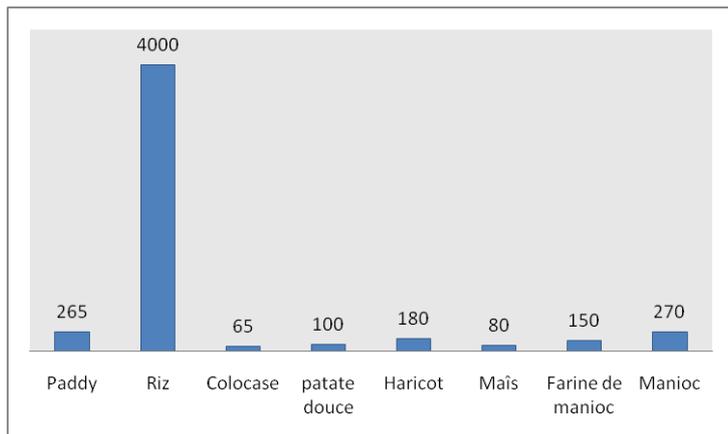
Cette section examine la situation économique de la chefferie à travers les principales productions, les infrastructures routières et commercialisation, l'industrie de transformation ainsi que les groupements de producteurs.

(i) Principales productions

L'agriculture est la principale production de la chefferie de Basili, et à double titre. D'abord, elle constitue sa source d'alimentation (autoconsommation). Ensuite, elle est

source de revenus pour pratiquement tous les ménages. En effet, l'essentiel de la est constitué principalement de produits vivriers¹ (voir les graphiques ci-dessous).

Graphique 1.2. Production agricole commercialisée en 2016 (Tonnes)



Source : Rapport annuel de la chefferie 2016

La population de Basili ne pratiquait pas les cultures pérennes. C'est seulement depuis quatre ans que des cultures pérennes ont été lancées par les Nande en provenance du Nord Kivu. Il s'agit spécialement de palmiers à huile, de caféiers et de cacaoyers ayant couvert respectivement 55 hectares, 3 hectares et 5 hectares. Le rapport de la chefferie de 2016 renseigne que la production de cacao a atteint 8.500Kg et sa tendance à la hausse présente de bonnes perspectives du fait que plusieurs cultivateurs s'y investissent, encouragés par une demande solvable dans la zone.

A côté de la production agricole, il se développe ces dernières années les activités de production du charbon, stimulées par la demande dans les grands centres de consommation, par la croissance démographique au chef-lieu ainsi que par une urbanisation des habitudes entraînant d'utilisation de la braise comme source d'énergie ménagère.

L'élevage du petit bétail est faible. La pêche est peu pratiquée. Les produits manufacturés occupent une place importante dans le circuit commercial de la chefferie. Ils proviennent de l'extérieur notamment de Beni, Butembo, Bunia, Ouganda, etc.

¹ Rapport Annuel de 2016 de la chefferie, p38

Les principaux systèmes d'exploitation nuisent à la biodiversité de la zone. L'agriculture itinérante sur brûlis, l'exploitation du charbon de bois, l'exploitation minière et l'exploitation de bois d'œuvre contribuent à la dégradation de la biodiversité et provoquent des déséquilibres écologiques. D'où la nécessité de repenser les principaux systèmes de production de manière à concilier les impératifs du développement socio-économique avec ceux de protection de la biodiversité.

(ii) Infrastructures et commercialisation

Les routes locales (provinciales et de desserte agricole) sont dans un état de dégradation avancé faute d'entretien et de réhabilitation. Seule la route Ngombenyama-Shauri Moya a été réhabilitée par l'ONG FOMI sur financement du PNUD. Les autres demeurent dans un état d'impraticabilité avancé, notamment les routes :

- Makayanga –Masome (14km) ;
- Komanda-Tindo (10km) ;
- Komanda-Bogo Ituri (9km).

La chefferie de Basili est traversée par deux routes d'intérêt national, notamment la route nationale N°4 qui traverse une partie de la chefferie (groupement Bandiamusu), allant du pont Ituri au pont Bolombo. Cette route est en bon état, alors que la route nationale n°27 reliant Komanda à Bunia s'est dégradée. Bien que les travaux de réhabilitation aient été lancés, ils demeurent néanmoins inachevés à ce jour.

Komanda est un grand carrefour commercial, situé au croisement de la route nationale n°4 et la route nationale n°27. Il existe un grand centre commercial à Komanda et trois marchés locaux, respectivement dans le groupement de Bandiamusu à Komanda (mercredi et dimanche), à Makayanga (dimanche), et, enfin, dans le groupement de Makabo à Ngadju (deux fois par mois, les mercredis).

Tableau 1.1. Principales activités économiques

N°	Filières	Produits/services									
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	Agricole	Manioc	Riz	Maïs	Huile de palme	Café	Banane plantain	Haricot	Tomate	Choux	Aubergine
2	Petit commerce	Boutique d'habillement	Boutique alimentaire	Boucherie	Carburant	Bar	Restaurant	Friperie	Quincaillerie	Cabinet communication	Pharmacie
3	Services	Secrétariat public	Transport moto	Réparation moto	Salon de coiffure	Ajustage	Moulin	Menuiserie			
4	Artisanat	Production alcool local	Productin charbon de bois	Exploitation artisanale de bois	Boulangerie	Exploitation minière artisanale					
5	Elevage	Gros bétail	Petit bétail								

Source : les discussions de groupes (focus group) organisées par ICREDES

Comme indiqué sur le tableau 1.1, les principaux produits et services commercialisés dans la chefferie de Basili peuvent être regroupés en cinq filières à savoir : agriculture, petit commerce, services, artisanat et élevage.

A côté de ces trois principaux marchés, on note deux petits marchés appelés communément "limanga" : le petit marché de Mangiva et celui de Luga II. Des efforts ont été fournis pour diversifier et élargir ces deux petits marchés ; mais les résultats sont très faibles.

Sur ces différents marchés, plusieurs produits sont commercialisés : il s'agit des produits manufacturés provenant d'ailleurs (Beni, Butembo, Bunia, etc.) et des produits agricoles locaux. Les principaux produits et services commercialisés sont repris dans le tableau ci-dessous.

(iii) Industries de transformation

L'industrie de transformation est quasi-inexistante dans la chefferie. Cependant, on y observe de petites unités de transformation tels les moulins, les décortiqueuses du paddy et les presses artisanales à huile de palme.

(iv) Groupements de producteurs

Deux fédérations patronales sont opérationnelles dans la chefferie des Basili : la *Fédération des Entreprises du Congo* (FEC) et la *Fédération Nationale des Petites Entreprises du Congo* (FENAPEC). Ces deux fédérations travaillent en collaboration avec la chefferie. Les producteurs sont regroupés par filières d'activités.

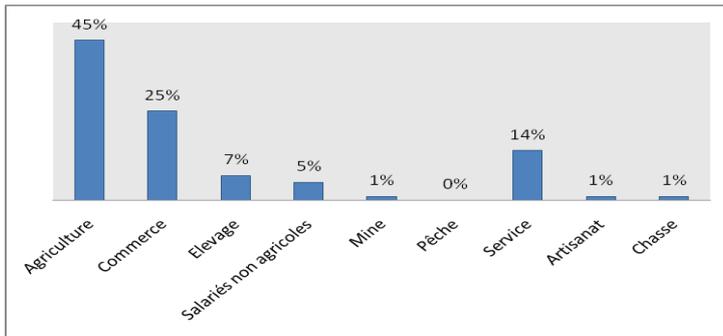
De façon spécifique, les producteurs du riz sont réunis dans une association de production et de commercialisation. Cette association travaille en collaboration avec la *Ligue des organisations de Femmes Productrices du Congo* (LOFEPACO, siège à Butembo) ayant un quota du riz à fournir à la Brasimba. Mais la capacité à fournir la Brasimba est limitée. La LOFEPACO associe alors d'autres producteurs de la zone à apporter leur production ; celles-ci lui paient une commission fixée à 2 \$ par sac du riz vendu à la Brasimba.

1.2. Marchés existants et potentiels

1.2.1. Cartographie des activités économiques par filière

Plusieurs activités économiques ont été identifiées comme source de revenu pour la population au cours de douze derniers mois. Ces différentes activités sont regroupées en cinq filières : notamment l'agriculture, l'élevage, le commerce, le transport et les autres services (voir le graphique 1.3 ci-dessous).

Graphique 1.3. Poids relatif des activités économiques dans l'économie de Basili (2017)



Source : Enquête ICREDES, mai 2017

Le graphique 1.3 ci-dessus est bâti sur les opinions recueillies sur terrain en mai 2017. **Le secteur agricole** est prédominant dans l'économie de la chefferie de Basili : 45% des 311 ménages enquêtés ont déclaré tirer son revenu du secteur agricole par la production, la commercialisation et l'autoconsommation de produits issus de cultures telles que le manioc, le riz, le maïs, la tomate, le haricot, la banane plantain, le chou, l'aubergine, l'huile de palme et le café. Ce fait s'explique d'une part, par les conditions géographiques favorables (relief, hydrographie, pluviométrie, sol et végétation) et, d'autre part, par la praticabilité des voies d'évacuation (notamment les routes nationales n°4 et n°27 qui mènent aux grands centres de consommation).

Ces conditions géographiques ont favorisé également le développement de l'élevage de gros et petit bétail comme source de revenu (pour 23% de ménages dans la chefferie).

Le secteur du commerce fait vivre 25% de ménages. Ce secteur comprend les activités suivantes : pharmacie, boutique d'habillement, boutique de produits alimentaires, vente de carburant, vente de charbon de bois ou braise, restauration, fabrication et vente de pains (boulangerie), vente de pièces de rechange, vente de vêtements usagés (friperie), vente de boissons et, enfin, vente de petits articles. Le commerce est un secteur en expansion, favorisé par la croissance démographique, les voies de communication facilitant les mouvements de personnes et de biens, ainsi que la position géographique privilégiée de la chefferie de Basili au carrefour des grands axes routiers ouvrant sur Bunia, Butembo, Goma, Beni et Kisangani, grandes agglomérations et importants centres de consommation.

Dans la chefferie de Basili, **le secteur de services** regroupe les activités de coiffure, couture, taxi moto, taxi automobile, maçonnerie, bureautique (secrétariat public), mécanicien et moulin servant de source de revenu pour 14% des ménages.

L'artisanat comprend la production de l'alcool local et la menuiserie, source de revenu pour 1% des ménages dans la chefferie de Basili. **La chasse, la pêche et l'exploitation minière artisanale** représentent respectivement 1%, 1% et 3% comme source de revenu des ménages.

15% de ménages tirent leur revenu du **secteur salarié non agricole**. Il s'agit principalement des employés de l'administration publique, y compris les enseignants. Les entreprises sont quasi-inexistantes dans la chefferie.

1.2.2. Les indicateurs de rentabilité des activités économiques

(i) Les indicateurs de rentabilité dans la filière "commerce"

Tableau 1.2. Activités dans la filière commerce selon le niveau de rentabilité (2017)

Indicateurs (en USD)	ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES													
	Friperie	Pagne	Carbu-rant	Braise	Bouche-rie	Pièces de recharge	Phar-macie	Boutique habille-ment	Petits articles	Huile	Boissons	Vivres	Pain	Change
Investissement	1 529	800	1 500	504	1 000	1 606	1 500	10 952	9 000	2 683	300	11 042	1 800	2 192
Charges d'exploitation	421	100	57	186	957	626	21	4 409	1 403	128	25	515	747	241
Chiffre d'affaires	4 064	600	3 179	332	1 493	1 426	93	21 835	3 562	336	93	4 726	3 671	2 046
Marge brute	3649	500	3 122	146	536	800	71	17 427	2 159	208	68	4 211	2 924	1 805
Taux de rentabilité	238%	62%	208%	29%	53%	50%	5%	159%	24%	8%	23%	38%	162	82%

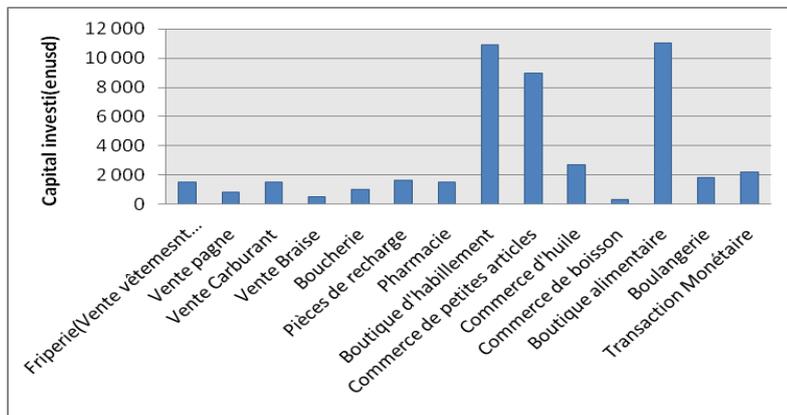
Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

- *Le capital investi*

Il s'agit de la mise initiale pour démarrer une activité économique. En effet, le capital est un élément déterminant et condition nécessaire pour le lancement d'une activité économique, sans lequel aucune réalisation ou mise en œuvre d'un projet, rentable soit-il, n'est possible.

Globalement, le capital investi dans la "filiale commerce" est estimé à 50.449 dollars américains, avec une concentration dans les activités ci-dessous : habillement, petits articles, alimentation, carburant, pièces de rechange, pharmacie, boissons, boucherie et boulangerie, avec un taux de rentabilité moyen estimé à 81%.

Graphique 1.4. Comparaison des activités de la filière commerce selon le niveau du capital investi (2017).



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

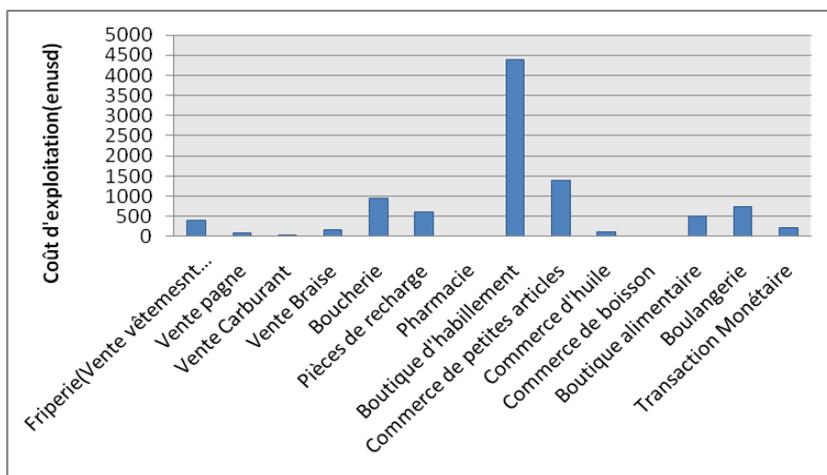
De l'analyse du graphique 1.4 ci-dessus, il y ressort que les activités : boutique d'habillement, boutique alimentaire, commerce de petits articles, boucherie et boulangerie représentent 73% du capital investi dans la filière commerce. Prise de façon isolée, chacune de ces quatre activités affichent un niveau élevé de capital investi, variant entre 300 \$ dans la vente de boisson et 11.042 \$ dans le commerce de vivres. L'investissement est capital pour toute activité économique. Son niveau et sa source sont très déterminants.

Les activités identifiées dans la "filiale commerce" indiquent un montage simplifié du capital investi, constitué de fonds propres mobilisés dans un montage financier simplifié. En effet, il n'existe pas d'établissements de crédits, bancaires ou non bancaires.

- *Les charges d'exploitation*

Il s'agit de coût lié à la production des biens et services. Selon les estimations des personnes concernées, les charges d'exploitation soutenables représenteraient 21% du capital investi dans la "filiale commerce".

Graphique 1.5. Comparaison des activités de la filière commerce selon la hauteur des charges d'exploitation (2017).



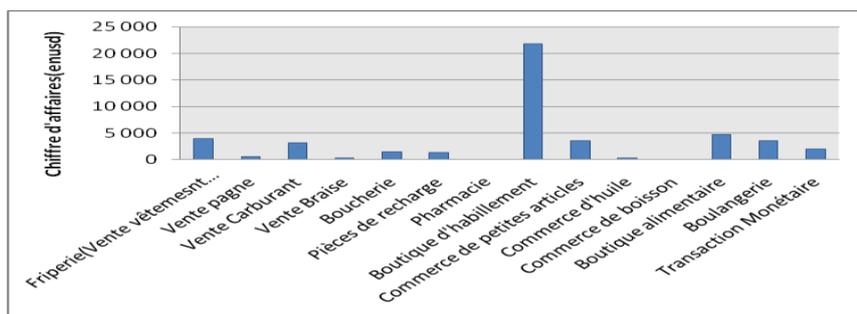
Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Les charges d'exploitation des activités dans cette filière varient dans des limites qui ne sont pas très grandes. Il a été observé une situation particulière pour les boutiques d'habillement : ces charges sont au-delà de la moyenne générale, probablement à cause des coûts de transport, du loyer, des charges du personnel, du stock, etc. Le reste des activités présentent des coûts d'exploitation assez faibles.

- *Chiffre d'affaires*

Il s'agit, pour chaque activité enquêtée, des recettes réalisées mensuellement ou par cycle de production. Le graphique ci-dessous en donne les divers niveaux.

Graphique 1.6. Comparaison des activités de la "filiale commerce" selon le niveau du chiffre d'affaires (2017).



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

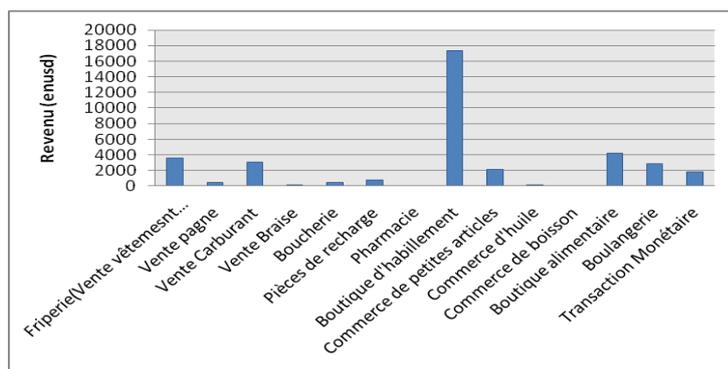
Sur le graphique 1. 6 ci-dessus, les chiffres d'affaires peuvent être classés en trois niveaux :

- chiffre d'affaires supérieur à 20 000 dollars américains, caractérisant l'activité boutique d'habillement ;
- chiffres d'affaire compris entre 3 000 et 5 000 dollars américains pour les activités suivantes : restauration, commerce de petits articles, friperie, carburant et boulangerie ;
- chiffres d'affaires inférieurs à 3 000 dollars américains : pièces de rechange, pharmacie, boisson, boucherie, etc.

- *Marge brute*

Il s'agit du gain brut généré par chaque activité enquêtée dans la "filiale commerce" au cours des douze derniers mois dans la chefferie de Basili.

Graphique 1.7. Comparaison des activités dans la filiale commerce selon le niveau de marge brute (2017).



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

L'analyse du graphique 1.7 ci-dessus présente les différentes marges brutes également en quatre tranches :

- 16 000 dollars, chiffre le plus élevé, pour l'activité boutique d'habillement ;
- entre 2 000 et 4 000 dollars, il faut ranger les activités ci-après : boutique d'alimentation, friperie, boulangerie, commerce de petits articles et carburant ;
- moins de 2 000 dollars : pièces de rechange, braise, pharmacie, boucherie, etc.

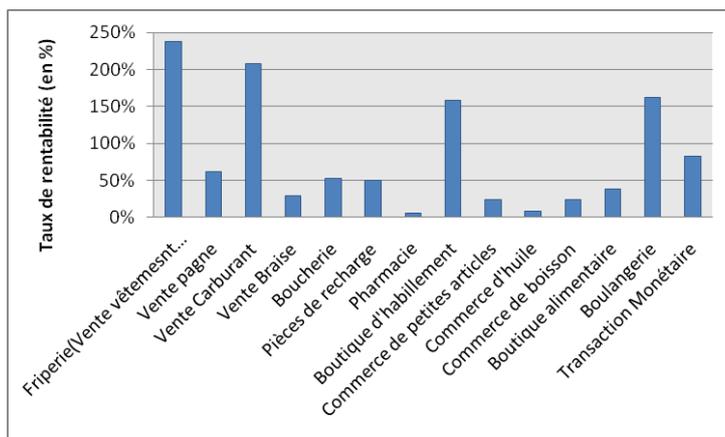
Du point de vue de la marge brute, toutes choses restant égales par ailleurs, les activités ci-après présentent de bonnes perspectives, perspectives qui méritent d'être

envisagées : boutique d'habillement, restaurant, boutique alimentaire, friperie, carburant, boulangerie et commerce de petits articles.

- *Niveau de rentabilité*

Le graphique 1.8 ci-dessous renseigne sur le niveau de taux de rentabilité des activités économiques identifiées dans la filière commerce.

Graphique 1.8. Comparaison des activités dans la "filiale commerce" selon le niveau de rentabilité (2017).



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Comme indiqué sur le graphique 1.8 ci-dessus, les activités de la "filiale commerce" dégagent des taux de rentabilité susceptibles d'être regroupés en trois tranches :

- les taux de rentabilité supérieurs à 150% concernent les activités ci-après : friperie, carburant, habillement et boulangerie ;
- les taux de rentabilité compris entre 50% et 100% concernant les activités suivantes : boucherie, pièces de rechange, vente de pagnes et change ;
- les taux de rentabilité inférieurs à 50% qui concernent les activités suivantes : braise, pharmacie, commerce de petits articles, boisson, huile de palme, boutique alimentaire, etc.

Le taux de rentabilité est un bon indicateur de gestion courante des affaires. En effet, il permet de mesurer le niveau de profitabilité ou la capacité de l'activité économique, à amortir l'investissement, et également à garantir la pérennité du commerce. A ce titre, les activités de la "filiale commerce" présentent un bon éventail des taux de rentabilité, parmi lesquels les plus élevés peuvent être proposés au choix des populations en mal d'insertion socio-économique.

(ii) Les indicateurs de rentabilité dans la "filiale services et artisanat"

Tableau 1.3. Indicateurs de rentabilité des activités économiques de la "filiale services et artisanat" (2017).

Indicateurs (en USD)	ACTIVITES ECONOMIQUES							
	Change et cabines téléph.	Garage/Mécanique	Maçonnerie	Bureautique	Restauration	Atelier Couture	Taxi-auto	Taxi-Moto
Capital investi	2 192	864	120	5 276	5 041	3 323	1 040	14 741
Coût d'exploitation	241	70	68	929	1 091	1 493	240	7 119
Chiffre d'affaires	2 046	1 050	137	1 964	5 446	1 979	1 200	17 187
Bénéfice brut	1 805	980	69	1 036	4 356	486	960	10 069
Taux de rentabilité	82%	113%	58%	20%	86%	15%	92%	68%

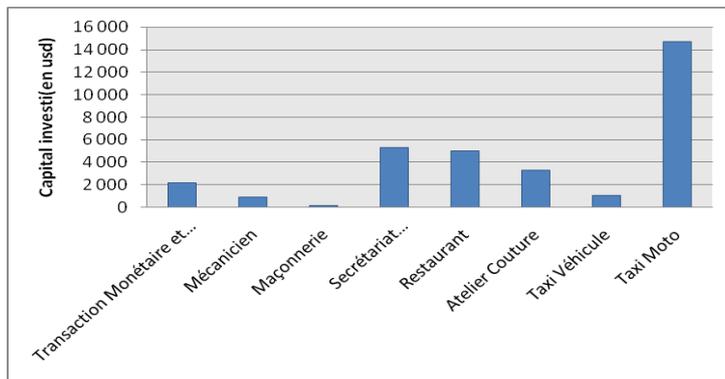
Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017.

Le tableau 1.3 ci-dessus renseigne sur les indicateurs de rentabilité dans la filière service dont les détails sont développés dans les lignes suivantes. Aux termes de ses données, le taux de rentabilité est très élevé ou suffisamment élevé pour les activités mécaniques et de garage, de taxi auto et moto, de restauration, et de maçonnerie. La bureautique et la couture ont les plus faibles taux de rentabilité.

- Le capital investi

Il s'agit de la mise initiale pour démarrer une activité économique. En effet, le capital est un élément déterminant et l'une des conditions nécessaires pour lancer une activité économique, sans lequel aucune réalisation ou mise en œuvre d'un projet, rentable soit-il, n'est possible.

Graphique 1.9. Comparaison des activités de la "filiale service et artisanat" selon la hauteur du capital investi (2017).



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Le graphique 1.9 ci-dessus indique qu'il y a une grande concentration des investissements de la "filiale service et artisanat" dans les activités de taxi moto, de restauration et de secrétariat public suivi de loin par l'atelier de couture.

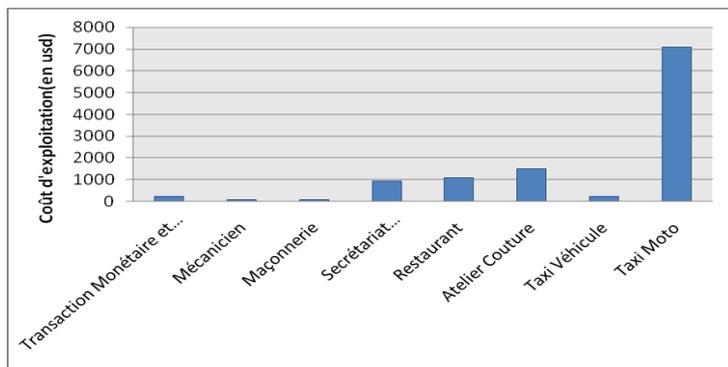
L'activité taxi-moto et l'activité taxi-véhicule jouent un rôle important dans la mobilité des personnes et des biens dans la zone sous étude : en effet, les moyens de déplacement sont ici rares pendant que la population est en croissance. Cette situation crée une demande solvable à laquelle il faut répondre. S'agissant de l'activité de secrétariat public, elle est sans cesse en expansion, impulsée par la modernisation de l'administration publique et privée. L'activité d'entretien et réparation mécaniques est intimement liée au développement des activités de taxi-véhicule et de taxi-moto. Le développement de la maçonnerie est justifié par l'urbanisation de la chefferie qui connaît une mutation remarquable en termes de modernisation de l'habitat, et de construction de nouveaux édifices.

Les services fournis par cette filiale sont de plus en plus incontournables et de ce fait, la tendance de leur demande s'inscrit dans une dynamique ascendante. Dans l'ensemble, le capital investi est constitué de fonds propres mobilisables avec une architecture financière simplifiée dans une zone caractérisée par la quasi-inexistence des établissements de crédits bancaires et non bancaires.

- *Les charges d'exploitation*

Le graphique 1.10 ci-dessous donne les informations sur le coût d'exploitation par activité économique de la filiale services.

Graphique 1.10. Comparaison des activités de la filière services et artisanat selon la hauteur des charges d'exploitation (2017).



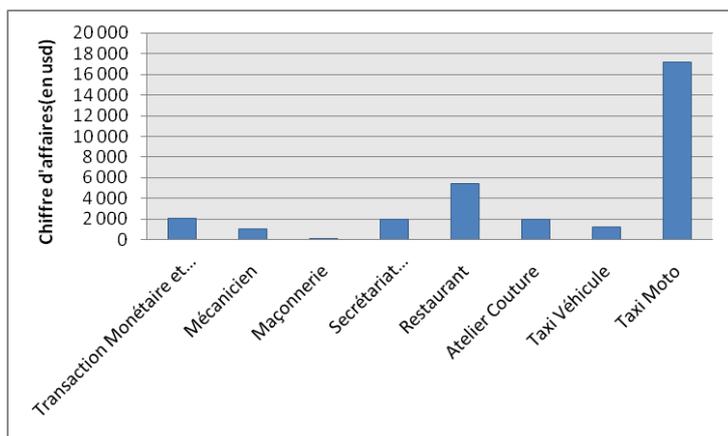
Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Les charges d'exploitation sont comparativement concentrées sur l'activité taxi-moto (7.119 \$) ; elles sont successivement suivies par les charges d'exploitation dans l'activité d'atelier de couture de restauration et de secrétariat public. Le garage mécanique et la maçonnerie ferment la marche avec respectivement 70 \$ et 68 \$.

- *Le chiffre d'affaires*

Quant au chiffre d'affaires comme un des paramètres indicateurs de rentabilité, le graphique 1.11 ci-dessous en donne la répartition par activité de la filière.

Graphique 1.11. Comparaison des activités de la "filiale Services et Artisanat" selon la hauteur du chiffre d'affaires (2017).



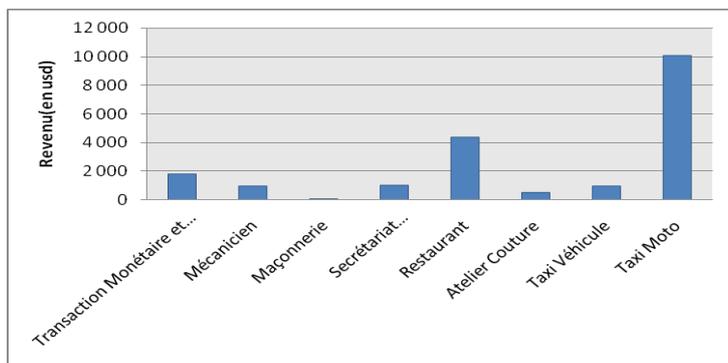
Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

L'analyse des activités de cette filière révèle trois niveaux de chiffre d'affaires (graphique 1.11):

- chiffre d'affaires supérieur à 16 000 dollars américains caractérise l'activité taxi moto particulièrement ;
- chiffre d'affaires compris entre 2 000 et 4 000 dollars américains concerne les activités suivantes : restaurant, transactions monétaires et cabines téléphonique, secrétariat public et atelier de couture;
- chiffre d'affaires inférieur à 2 000 dollars américains pour les activités : de mécanique, taxi-véhicule et maçonnerie.

- *Marges brutes*

Graphique 1.12. Comparaison des activités de la "filiale Services et Artisanat" selon le niveau des marges brutes (2017).



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

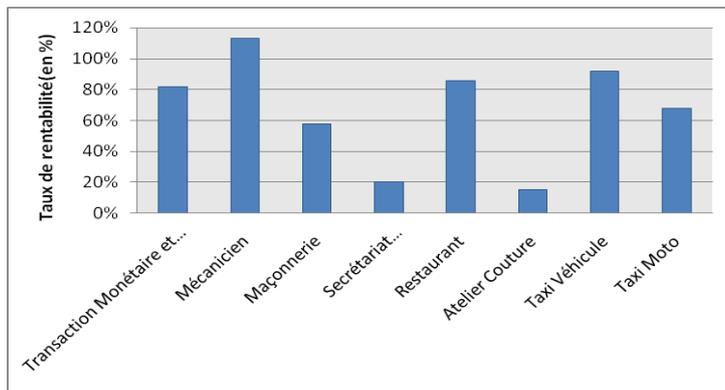
Du point de vue de l'indicateur « marge brute », il est possible de regrouper les activités en trois niveaux (voir graphique 1.12) :

- 10 000 dollars pour l'activité taxi-moto ;
- 4 000 dollars pour l'activité de restauration ;
- 2 000 dollars et moins pour les autres activités de la filière.

- *Niveau de rentabilité*

Le graphique ci-dessous renseigne sur les différents niveaux de taux de rentabilité des activités économiques de la "filiale Services et Artisanat".

Graphique 1.3. Comparaison des activités de la "filière Services et Artisanat" selon leurs niveaux de rentabilité (2017).



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

L'analyse des activités de la filière présente des taux de rentabilité parmi les plus élevés de toutes les filières économiques dans la chefferie de Basili (voir tableau 1.3 et graphique 1.13). En effet,

- 6 activités sur les 8 enquêtées dans cette filière exhibent des taux compris entre 58% et 110 % ; de haut en bas, il s'agit de taxi moto, taxi véhicule, mécanique, restauration, change et cabines téléphoniques ;
- les 2 activités restantes (secrétariat et atelier de couture) ont leurs taux de rentabilité entre 17% et 20%.

Les activités de la "filière Services et Artisanat" présentent effectivement les meilleures options vers lesquelles les investissements pourraient être orientés dans le cadre de la réintégration socioéconomique de la population vulnérable.

(iii) Les indicateurs de rentabilité dans la "filière agriculture"

L'analyse de l'ensemble des activités de la filière agricole indique que les activités productives de ce secteur sont généralement d'un niveau élevé de rentabilité, allant de 38 % à 261 % (tomate). Seules les actives de production du manioc et du riz affichent un taux de rentabilité comparativement faible, même si celui du riz est d'un niveau acceptable (30%). Voir le tableau 1.3.

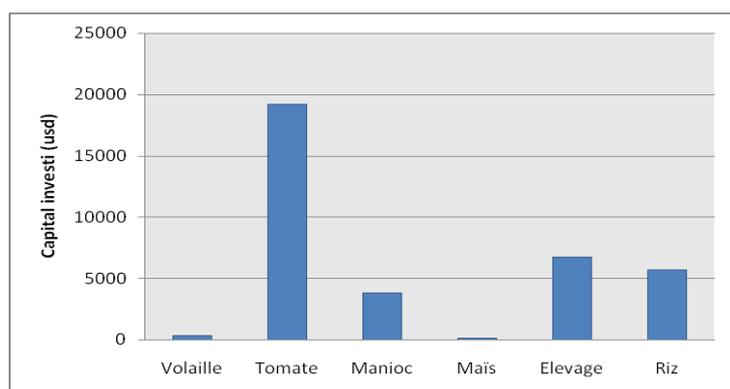
Tableau 1.4. Indicateurs de rentabilité des activités de la "filrière Agriculture" (2017).

Indicateurs (en USD)	ACTIVITES ECONOMIQUES					
	Volaille	Tomate	Manioc	Maïs	Elevage	Riz
Investissement	350	19 218	3 826	150	6 770	5 700
Charges d'exploitation	30	2 287	429	45	1 500	65 145
Chiffre d'affaires	380	7 321	863	165	4 046	66 855
Marge brute	350	5 034	434	120	2 546	1 710
Taux de rentabilité	100%	261%	11%	80%	38%	30%

Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

- *Le capital investi*

Graphique 1.14. Comparaison des activités de la filière Agriculture selon le niveau du capital investi (2017).



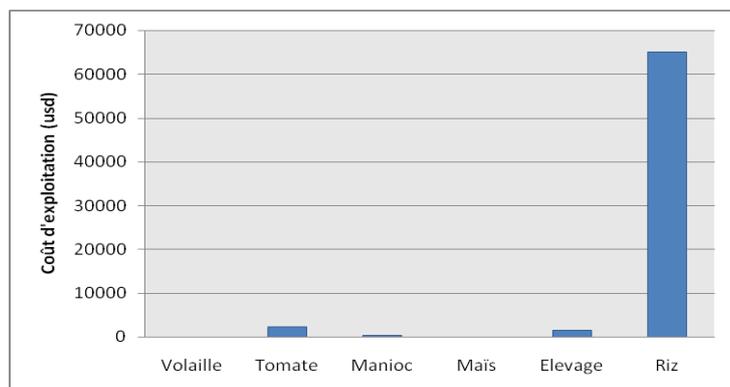
Source : Enquête ICREDES, mai 2017

Le graphique 1.14 ci-dessus indique la concentration du capital de cette filière dans la culture de la tomate. Ce fait s'explique largement par l'existence d'un marché important de cette denrée en Ouganda et dans d'autres grands centres de consommation plus ou moins à proximité.

Comme dans les autres cas dans ce domaine, le financement du capital investi se fait généralement sur ressources propres, en l'absence de système de crédit.

- *Les charges d'exploitation*

Graphique 1.15. Comparaison des activités de la "filière Agriculture" selon la hauteur des charges d'exploitation (2017).



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

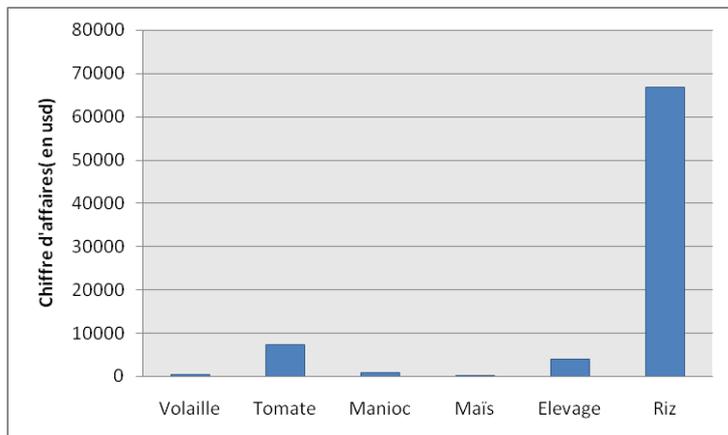
La culture du riz affiche la hauteur la plus élevée des charges d'exploitation (65.145 \$), suivie successivement, et à de très grandes distances, des activités ci-après : tomate (2 287 \$), élevage (1 500 \$), manioc (429 \$) Mais (45 \$) et volaille (30 \$). Voir le graphique 1.15. Les charges d'exploitation du riz semble liées aux dépenses élevées dans la phase de récolte, de transport du champ à la route, de décorticage, des emballages en sacs, de manutention, de taxe locale, et de transport par véhicule de Komada vers les marchés de Beni et de Bunia, ainsi que de la taxe ANR. À ces dépenses s'ajoutent les commissions dues aux intermédiaires, notamment à la *Ligue des organisations de femmes paysannes du Congo*.

- **Chiffre d'affaires**

Comme on peut le constater sur le graphique 1.17 ci-dessous, on peut également regrouper les le chiffre d'affaires en trois niveaux :

- chiffre d'affaires de la culture de riz (66 855 \$) : un record à confronter au record de charges d'exploitation expliqué plus haut ;
- chiffres d'affaire des activités d'exploitation/vente des tomates et du manioc, respectivement de 7 321 \$ et de 4 046 \$;
- chiffre d'affaires inférieur à 500 \$ pour la volaille (380 \$) et le maïs (120 \$).

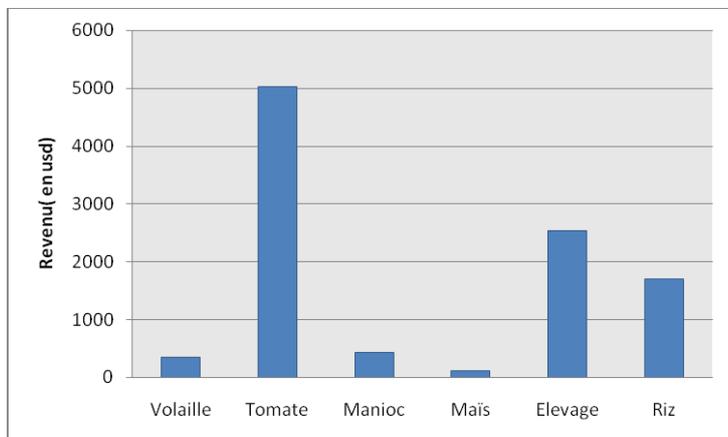
Graphique 1.16. Comparaison des activités de la filière Agriculture selon le niveau du chiffre d'affaires (2017).



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

- La marge brute

Graphique 1.17. Comparaison des activités de la filière Agriculture selon le niveau de la marge brute (2017).



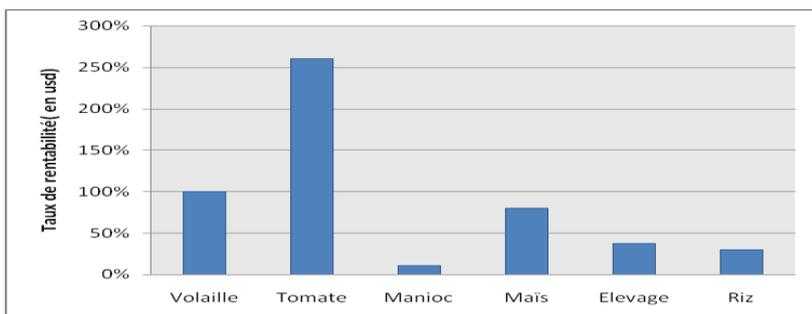
Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Le record de la marge brute revient à la culture de tomates (5 034). L'élevage qui suit ne fait que la moitié de ce score, avec 2 546 \$. Le riz, le manioc et la volaille se contentent respectivement de 1 700 \$, 434 \$ et 350 \$. Le maïs vient fermer la marche

avec 120 \$, loin derrière. La "filiale Agriculture" se caractérise par une très forte disparité entre activités pour ce qui est de la marge bénéficiaire (graphique 1.17), à l'image de ce que ce fut pour le niveau des investissements, celui des charges d'exploitation et celui enfin, des marges brutes.

- Niveau de rentabilité

Graphique 1.18. Comparaison des activités de la filière Agriculture selon leurs niveaux de rentabilité (2017).



Source : Enquête de l'ICREDE, mai 2017

Les disparités caractéristiques à cette filière se confirment également en comparant entre eux les taux de rentabilité des différentes activités. La tomate caracole avec 261 % de rentabilité des capitaux investis. La volaille suit de fort loin avec 100%, talonnée par le maïs (80%). L'élevage du bétail, la culture du riz et celle du manioc se contentent respectivement de 38%, 30% et 11%, très loin derrière le record de la tomate. Ce fait confirme la tomate dans le rôle de la spéculation la plus rentable et la plus intéressante à d'autres égards : le capital investi est raisonnable, plus de 30 fois inférieur à celui investi dans le riz, les charges d'exploitation sont 8,5 fois inférieures à celles du riz, et le chiffre d'affaire est 1,5 fois celui de l'élevage qui la talonne.

(iv) Indicateurs de rentabilité par agent économique et filière dans la chefferie

Filière commerce

Les données de groupe rapportées à la moyenne par agent économique indiquent le coût de l'investissement dans cette filière est élevé pour le citoyen moyen en ce qui concerne l'implantation d'une boutique ou magasin des produits alimentaires ou vestimentaires, suivi du commerce d'étalage (500 à 600\$) de capital à investir. Ce coût reste abordable dans les autres AGR où il est possible de démarrer son activité avec une centaine de dollars ou moins.

Les autres indicateurs de rentabilité indiquent que la majorité de ces activités est rentable, bien que cette rentabilité soit faible pour les AGR comme la vente des

médicaments et le commerce d'huile en particulier. Tandis qu'elle est élevée pour les autres AGR et même très élevée notamment pour les activités des boutiques, de commerce de friperie, boucherie, boulangerie et transactions de change (voir tableau 1.5).

Tableau 1.5. Indicateurs de rentabilité de la filière commerce par agent économique

Indicateurs (en USD)	Activités économiques														
	Friperie (Vente vêtements usés)	Vente pagne	Vente Carburant	Vente Braise	Boucherie	Pièces de recharge	Pharmacie	Boutique d'habillement	Commerce de petites boutiques	Commerce d'huile	Commerce de boisson	Boutique alimentaire	Boulangerie	Transaction Monétaire	
Capital investi	80	42,10	79	26,53	53	85	79	576	474	141	15,79	581	95	115	
Coût d'exploitation	22,16	5,26	3	9,78	50	32,95	1,105	232	74	6,73	1,31	27,10	39,3	12,68	
Chiffre d'affaires	214	31,57	167	17,47	79	75	48,95	1 149	187	17,68	4,89	249	193	108	
Bénéfice net	192	26	164	8	28	42	4	917	114	11	4	222	154	95	
Taux de rentabilité	238%	75%	22%	66%	149%	89%	6%	199%	40%	13%	31%	43%	204%	93%	

Source : ICREDES, Enquête de terrain mai 2017.

Filière service

Tableau 1.6. Indicateurs de rentabilité de la filière services et artisanat par agent économique

Indicateurs (en USD)	Activités économiques								
	Transaction Monétaire	Mécanicien	Maçonnerie	Secrétariat public (bureautique)	Restaurant	Atelier Couture	Taxi Véhicule	Taxi Moto	
Capital investi	115	45	6	278	265	175	1 040	776	
Coût d'exploitation	13	4	4	49	57	79	240	375	
Chiffre d'affaires	108	55	7	103	287	104	1 200	905	

Bénéfice brut	95	52	4	54	229	26	960	530
Taux de rentabilité	82%	113%	58%	20%	86%	15%	92%	68%

Source : ICREDES, Enquête de terrain mai 2017.

L'investissement dans le transport motorisé, qu'il soit en taxi auto ou en taxi moto semble être le coût en capital le plus élevé dans cette filière, et peut être à la portée du « Basilien » moyen, car faisant en moyenne mille USD ou un peu moins. Les autres AGR sont moins demandant en termes de capital à investir, soit autour de 200 \$ ou beaucoup moins pour les activités de maçonnerie et de mécanique auto et moto (voir tableau 1.6).

Quant à la rentabilité de l'investissement dans cette filière, elle est très encourageante pour la quasi-totalité des AGR de cette filière, allant de 60 à 113%, à l'exception de l'investissement dans le secrétariat public (la bureautique n'étant pas encore avancée en milieu rural) et la couture, vu la montée du commerce de friperie.

Filière agriculture

Tableau 1.7. Indicateurs de rentabilité de la filière agricole par agent économique

Indicateurs (en USD)	Activités économiques					
	Volaille	Tomate	Manioc	Mais	Élevage	Riz
Capital investi	35	201	201	8	356	300
Coût d'exploitation	3	120	23	2	79	3429
Chiffre d'affaires	20	385	45	9	213	3519
Bénéfice brut	17	265	23	6	134	90
Taux de rentabilité	49%	131%	11%	80%	38%	30%

Source : ICREDES, Enquête de terrain mai 2017.

Comme ailleurs dans le pays, l'investissement requis pour les activités génératrices de revenu dans cette filière sont à la portée d'un chacun pourvu qu'on le veuille et qu'on s'y mette. Le capital investi est de l'ordre 8 à 350 \$ et cela est abordable pour le « Basilien » moyen. La rentabilité est aussi encourageante puisqu'elle va de 30 % à 131%, bien que faible pour la culture du manioc (tableau 1.7). La culture de la tomate et du maïs, ainsi que l'élevage (petit bétail et volaille) semblent être les AGR les plus rentables vers lesquels les programmes de réintégration pourraient orienter les efforts.

(v) Estimation du marché potentiel

Sans entrer dans le détail du marché potentiel pour chaque AGR ou filière, il est possible de donner la tendance et les perspectives de développement commercial et donc de marchés pour les activités porteuses de chaque site, ici la chefferie de Basili. Par ailleurs le marché potentiel a trois composantes :

- i) le marché local en tant qu'opportunités économiques faiblement exploitées ou inexploitées, et le marché que le développement actuel ouvre en perspective comme opportunités émergentes pour les différentes filières et AGR ;
- ii) le marché des chefferies et territoires environnant qui sont ou peuvent entrer dans les relations de vente et d'achat avec la chefferie de Basili, et qui présente des potentialités de croissance ;
- iii) le marché d'exportation hors territoire ou pays notamment vers les grands centres de consommation qui sont les villes ou chefs-lieux de la province de l'Ituri ou des provinces voisines ou des pays voisins.

L'estimation de la demande solvable actuelle et de la dynamique de son devenir dans ces trois composantes, tenant compte de la croissance démographique, de l'accélération de l'urbanisation, de la pénétration des progrès et des techniques modernes de production et donc de l'amélioration des revenus, tout cela concourt à l'affirmation des perspectives heureuses. Elles constituent ainsi un marché potentiel croissant pour la chefferie, offrant par là des opportunités économiques encore plus larges.

1.3. FILIERES PORTEUSES

Au vu de la situation socio-économique de la chefferie de Basili, il a été retenu principalement le critère de taux de rentabilité actuel avec l'hypothèse qu'il a des chances de se maintenir. Le choix des filières porteuses doit également respecter les exigences de protection de la biodiversité et des écosystèmes naturels. A cet effet, les activités économiques reprises dans le tableau ci-dessous ont été jugées porteuses.

Tableau 1.18. Activités économiques porteuses

N°	Filières	Activités économiques porteuses									
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	Agricole	Manioc	Riz	Maïs	Huile de palme	Café	Banane plantain	Haricot	Tomate	Cacao	
2	Petit commerce	Boutique d'habillement	Boutique alimentaire	Boucherie	Carburant	Bar	Restaurant	Friperie	Quincaillerie	Cabinet communication	Pharmacie
3	Services	Secrétariat public	Transport moto	Réparation moto	Salon de coiffure	Ajustage	Moulin	Menuiserie	Maçonnerie		
4	Artisanat	Boulangerie	Carbonisation	Exploitation artisanale de bois							
5	Elevage	Gros bétail	Petit bétail	Base cours							

Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Plusieurs raisons justifient le choix de ces diverses activités et filières (tableau 1.18) comme les meilleures porteuses dans la chefferie de Basili. Les indicateurs suivants ont été pris en compte :

- Du point de vue **capital investi**, l'ensemble de filières identifiées nécessitent un montage administratif et financier simplifié, en adéquation avec le profil socio-économique de la population de la chefferie ;
- S'agissant des **charges d'exploitation**, les filières choisis impliquent des coûts assez soutenables dans les conditions socio-économiques améliorant ainsi le niveau de rentabilité ;
- A quelques exceptions près, les filières retenues présentent un tableau bien encourageant en termes de **chiffre d'affaires** ;

- Du point de vue de la **marge bénéficiaire**, les filières retenues comme porteuses présentent un niveau non seulement acceptable, mais encore susceptible d'être amélioré ;
- Par rapport au **taux de rentabilité**, les filières retenues indiquent un meilleur niveau de rentabilité.

1.4. FORCES, FAIBLESSES, MENACES ET OPPORTUNITES

L'analyse des forces, faiblesses, menaces et opportunités vise à appréhender aussi bien les atouts que les défis et contraintes auxquels les producteurs et les principales filières économiques font face. Ces éléments permettent de mettre en perspective les AGR, mais également d'apprécier la facilité avec laquelle peut être réalisée l'intégration socioéconomique des diverses victimes des conflits armés dans la région. Enfin, ces éléments orientent l'élaboration des stratégies les plus appropriées pour stimuler la croissance, améliorer les revenus des ménages et, par ricochet, lutter efficacement contre la pauvreté et l'insécurité.

L'environnement socio-économique de la chefferie de Basili est caractérisé par les éléments suivants :

- Faiblesses
 - Manque de l'énergie électrique ;
 - Inaccessibilité de certains coins ;
 - Non-respect des règles en matière de prix et de bénéfice ;
 - Rareté de certains produits manufacturés
- Menaces
 - Insécurité
 - Tracasseries administratives et fiscales/multiplicité de taxes
 - Faible activité économique dans certaines localités
 - Dépréciation de la monnaie nationale
- Forces
 - Présence d'un marché central construit ;
 - Présence d'un marché de bêtes ;
 - Présence des opérateurs économiques dynamiques ;
 - Présence des magasins, boutiques et agences de transfert de fonds ;
 - Présence des corporations des commerçants FEC et FENAPEC ;

- Organisation des foires dans les localités ;
 - Présence des produits agricoles et manufacturés ;
 - Position géographique de la chefferie, au carrefour de la nationale n°4 et la nationale n°27
- Opportunités
 - Accès aux grands centres et pays voisins
 - Facilité de transactions grâce aux réseaux de communication

Il ressort de l'analyse des éléments ci-dessus que les activités économiques dans la chefferie de Basili sont sous la pesanteur des faiblesses et menaces liées à son environnement immédiat. En effet, le manque de l'énergie électrique, l'inaccessibilité de certaines parties de la chefferie, le non-respect de la réglementation en matière de prix et de bénéfice, la rareté de certains produits manufacturés, l'insécurité, les tracasseries administratives et fiscales, la multiplicité de taxes, la faible activité économique dans certaines localités et la dépréciation de la monnaie nationale, limitent l'exercice du potentiel économique et rendent vulnérables les investissements existants.

Par ailleurs, quelques atouts majeurs susceptibles de stimuler le potentiel économique de la chefferie ont été identifiés, notamment l'accès aux grands centres de consommation en RDC et dans les pays voisins, la facilité de transactions commerciales grâce au réseau de communication, l'existence des corporations professionnelles patronales (FEC et FENAPEC), l'existence des infrastructures commerciales (marché central construit, boutiques, magasins, agences de transfert), le potentiel agricole et les ressources humaines en quantité.

CONCLUSION

A la lumière de ce qui précède, la chefferie de Basili présente les conditions favorables pour exploiter et élargir le potentiel économique, ainsi que pour libérer les initiatives.

Les activités économiques identifiées dans la chefferie ont été regroupées en trois filières : commerce, service/artisanat et agriculture. Ces trois filières présentent des caractéristiques différentes en termes du capital investi, revenu généré et niveau de rentabilité.

Par ailleurs, et en plus du marché local en croissance, la dimension carrefour de Basili traversée par deux routes nationales qui s'ajoutent aux routes locales, en fait aussi un attrait pour communiquer et écouler la production de la chefferie sur les marchés non locaux. Ce potentiel et les opportunités qu'il présente méritent d'être valorisés.

CHAPITRE 2 . SITE DE MAMBASA

2.1. MONOGRAPHIE DU SITE ET CARTOGRAPHIE DES PRINCIPALES ACTIVITES ECONOMIQUES

2.1.1. Situation administrative, géographique et socioculturelle

(i) Situation administrative

La chefferie de Mambasa est l'une des sept chefferies constituant le territoire de Mambasa, en province de l'Ituri. Elle fut créée en date du 2 Décembre 1915.

La chefferie compte 28 localités réparties sur trois groupements dont un groupement de fait, Binase, créé en 1982 avec 7 localités (Bapongomo, Boimesa, Binase/A, Koko, Yinide, Banande et Babudu). Le groupement Nyangwe est constitué de 9 localités (Makalanga, Saio, Nyangwe, Bavalakaniki, Makoko I, Madidi, Mirindi, Makoko II et Kero Zanzibar) ; le Groupement Mputu, quant à lui, est composé de 12 localités (Mputu, TP/3225, Mandima, Harua II, Garage, Harua I, Butama/Tokoleko, Butiaba II, Butiaba I, Gabon, Kisanga/Plateau médical, Congo ya Sika et Brazza).

(ii) Situation géographique

La chefferie de Mambasa couvre une superficie de 1 100 Km² limitée au Nord par les chefferies de Walese Karo et Dese, au Sud par les chefferies de Babila, Bakwanza et Babombi, à l'Est par la chefferie de Bakwanza et à l'Ouest par la chefferie de Babila Babombi. La chefferie est caractérisée par les éléments géographiques suivants :

- **Relief** : Hauts plateaux clairsemés de petites collines.
- **Hydrographie** : L'hydrographie de la chefferie de Mambasa est caractérisée par les rivières Ituri, Epulu, Nduye et Ebiena. Les autres rivières sont les affluents de la rivière Ituri. Toutes ces rivières sont poissonneuses.
- **Climat** : La chefferie de Mambasa connaît entièrement équatorial, caractérisé toute l'année par des températures très élevées et des fortes insulations diurnes, suivies de l'humidité nocturne.

Il y alternance des saisons. La petite saison pluvieuse commence en Mars et finit en Juin. La grande saison pluvieuse démarre en Juillet pour prendre fin en Novembre-Décembre.

- **Sol** : Les sols sont naturellement fertiles à cause de la décomposition de quantités importantes des débris végétaux d'une forte pluviométrie et d'une grande variété et activité des microflores. Ces sols sont principalement argileux, sablonneux et sablo-argileux, très propices à un large éventail des cultures. Par contre, comme tous les

sols équatoriaux, ils s'appauvrissent rapidement sous l'action dessicative et minéralisante des l'acidité, des champignons et des celluloses.

- **Végétation** : La forêt dense constitue la principale source de pluies (évapo-transpiration), de matière organiques et d'une large variété d'essences forestières de haute valeur commerciale. La forêt équatoriale est ombrophile et abrite une grande biodiversité se caractérisant de flore et de faune : Okapis, Eléphants, Buffles, Hippopotames, diverses espèces de singes, reptiles, oiseaux et insectes, et une importante Réserve de Faune à Okapi (RFO) est aménagée à Epulu.

(iii) Situation socioculturelle

- Population et groupes ethniques

Selon le recensement administratif de 2015, la population de la chefferie de Mambasa s'élève à 232 945 habitants. Elle comprend les peuples autochtones Pygmées, le groupe ethnique Ngwana (deuxième occupant originaire) et les peuples Lese, Ndaka, Bila, Budu, Nande, etc.

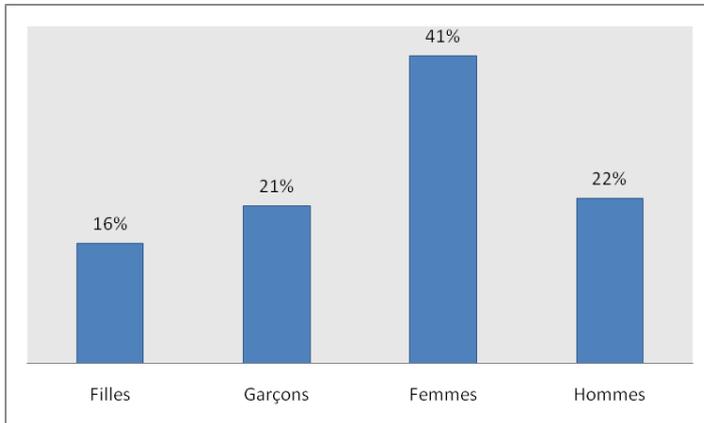
Tableau 2.1. Population de la chefferie de Mambasa

Groupements de la chefferie	Hommes	Femmes	Garçons	Filles	Total
Mputu	13 961	26 159	21 742	13 869	75 731
Nyangwe	14 661	18 081	15 742	1 592	50 076
Binase	22 631	50 311	12 428	21 768	107 138
Total	51 253	94 551	49 912	37 229	232 945

Source : Rapport annuel de la chefferie 2015

Il ressort du tableau ci-dessus que les hommes représentent 43% contre 57% de femmes de la population de la chefferie de Mambasa. Le déséquilibre des sexes semble prononcé dans cette chefferie.

Graphique 2.1. Composition de la population de la chefferie selon le genre et l'âge



Source : *Rapport annuel de la chefferie de Mambasa 2015*

La grande différence entre filles (16%) et garçons (21%) s'explique par le mariage précoce des filles en contexte de polygamie. C'est le même phénomène social traditionnel qui s'affiche par l'abondance de la catégorie des femmes (41%) comparée à la catégorie des hommes (21%). Mais le déséquilibre des sexes demande un examen approfondi au-delà des schèmes traditionnels.

- Occupation d'espace

Jadis peu peuplée, la chefferie de Mambasa connaît ces quinze dernières années, une démographie croissante pour plusieurs raisons : extension de terres arables, exploitation minière et de bois d'œuvre, phénomène migratoire, etc.

Sur fond d'une absence de plan d'aménagement ou occupation des terres, des conflits fonciers menacent la paix et la sécurité, comme ils menacent les ressources naturelles, les écosystèmes et la biodiversité. Une réflexion et des efforts sont nécessaires pour capitaliser et exploiter les avantages de cette croissance démographique, tout en réduisant le risque des conflits intercommunautaires, et l'impact négatif sur les ressources naturelles et l'environnement.

2.1.2. Situation économique

La situation économique de la chefferie est examinée à travers les principales productions, les infrastructures, les échanges commerciaux, l'industrie de transformation ainsi que les regroupements de producteurs.

(i) Principales productions

La population originaire de la chefferie de Mambasa réalise des superficies insignifiantes des champs. L'agriculture connaît néanmoins un essor considérable grâce aux

agriculteurs provenant d'autres territoires tels que Djugu, Irumu, Mahagi, Wamba, Beni et Lubero.

Les cultures vivrières comprennent le paddy, la banane, l'arachide, le haricot, le manioc, le maïs, les cultures maraichères, etc.

Les cultures pérennes sont constituées essentiellement de :

- Palmiers à huile : les palmiers à huile dans la chefferie sont en grande partie de vieux palmiers, très mal entretenus. Les jeunes palmiers proviennent des nouvelles cultures ou des graines disséminées par les oiseaux et les écureuils qui les déposent dans les jachères. A partir de l'année 2016, les membres du groupe CEP (*Champ Ecole Paysan*) préparent des pépinières de démonstration à redistribuer aux cultivateurs des palmeraies ;
- Les cacaoyers : la culture de cacao, introduite dans la chefferie par la société ESCO-Kivu depuis quatre ans, attire bien l'attention des agriculteurs et continue à gagner du terrain ;
- Les citronniers, les papayers, les avocatiers, les cannes à sucre et autres arbres fruitiers existent dans le milieu, mais avec une valeur économique inférieure à celle des cultures susmentionnées.

Les jeunes garçons et certains hommes s'intéressent à l'exploitation artisanale des matières précieuses. Les jeunes filles et les femmes pratiquent la commercialisation des produits vivriers ou manufacturés sur les marchés locaux et dans les sites miniers.

Les Nande et des populations venues des différentes zones du pays exercent des activités commerciales organisées sous forme de boutiques, restaurant, boissons, or, diamant..., et exploitent le bois.

Le tableau ci-dessous renseigne sur le niveau de la production agricole et du commerce des produits agricoles.

Tableau 2.2. Production et commercialisation de biens agricoles.

N°	Cultures	Production (en tonnes)	Commercialisation (en tonnes)	Stocks+Invendus (en tonnes)
1	Maïs	1674	938	736
2	Haricot	22743	9554	13189
3	Manioc	26350	16647	9703
4	Paddy	2964	1038	1926
5	Arachide	652	398	254
6	Banane	7905	5289	2616
7	Patate douce	1878	1655	223

8	Céréales	609	426	183
9	Soja	772	546	226
10	Légumes verts	4560	2897	1663
11	Canne à sucre	2360	1876	484
12	Café robusta	9	8	1
13	Cacaoyer	220	220	0
14	Elaeis	221	200	21
TOTAL		72917	41692	31225

Source : Rapport annuel du Territoire 2016

Globalement et toutes les cultures confondues, 41 692 tonnes de produits agricoles ont été commercialisés sur 72 917 tonnes produits en 2016, soit un taux de commercialisation de 57%. Le volume de la production stockée et invendue est de 31 225 tonnes, soit 43% de la production réalisée en 2016. Ce dernier taux révèle surtout les difficultés liées au circuit de la commercialisation.

En définitive, l'agriculture constitue la principale production et source économique de la chefferie de Mambasa. La culture de cacao a été stimulée depuis quatre ans suite à la demande dans la zone.

A côté de la production agricole, il se développe ces dernières années dans la chefferie les activités de production du charbon de bois. Elles sont stimulées par la demande dans les grands centres de consommation, la croissance et la concentration démographique au chef-lieu ainsi que l'urbanisation de la chefferie qui vient ensemble avec les habitudes d'utilisation de la braise comme source d'énergie ménagère.

La production minière est artisanale. Le petit élevage domestique est faible et rare. La pêche est peu pratiquée. Les produits manufacturés occupant certes une place importante dans les échanges marchands de la chefferie, mais ils proviennent surtout de l'extérieur (Beni, Butembo, Bunia, etc.).

La croissance démographique, la pratique de l'agriculture itinérante sur brûlis et la production des charbons de bois contribuent à la dégradation rapide de la biodiversité/ressources naturelles. Il y a donc nécessité de repenser la structure des activités génératrices de revenu, en identifiant et en abandonnant celles à impact négatif sur la biodiversité.

(ii) Infrastructures et commercialisation

L'infrastructure routière de la chefferie de Mambasa est celle du Territoire portant le même nom. Elle comprend quatre axes principaux :

- Axe Sud Mambasa-Komanda-Bunia sur la route nationale n°4 ;

- Axe Nord-Ouest Mambasa-Mungbere-Hydro, considérablement impraticable à cause bourbiers. Cet axe permet de relier les deux provinces sœurs, l'ITURI et le Haut-Uele ;
- Axe Ouest Mambasa-Nia-Nia sur la route nationale n°4. La route nationale n°4 a été réhabilitée et facilite très bien le trafic ;
- Axe Sud-Ouest Mambasa-Bella-Beni était jadis réhabilité, mais aujourd'hui sans maintenance.

Le réseau routier peut être regroupé en routes d'intérêt local et routes d'intérêt national. Les routes de desserte agricole et d'intérêt local ou territorial/provincial comprennent :

- l'axe routier Mambasa-Dingbo : 135Km ;
- l'axe routier Mambasa-Makeke long de 112 Km.

En ce qui concerne les routes d'intérêt national, la route nationale n°4 traverse la chefferie sur une distance de 272Km, dont 70 km relient Mambasa au territoire d'Irumu, et 202 km joignent Mambasa/Nia-Nia au pont Ituri, à la limite avec le territoire de Bafwasende. Cet axe nécessite de la maintenance.

En ce qui concerne la commercialisation, le passage de la route nationale n°4 dans la chefferie de Mambasa facilite les mouvements des personnes et de leurs biens et, par ricochet, constitue un atout majeur en faveur des activités commerciales.

C'est ainsi que s'y est développé un centre commercial et des marchés locaux, notamment à Mputu où sont vendus principalement les produits agricoles et manufacturés. Il sied également de souligner les échanges commerciaux qui se font avec l'Ouganda. Les principaux produits et services commercialisés sont repris dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2.3. Principales activités économiques

N°	Filières	Produits et services									
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	Agricole	Manioc	Riz	Maïs	Huile de palme	Cacao	Banane plantain	Haricot	Tomate	Choux	Aubergine
2	Petit commerce	Boutique d'habillement	Boutique alimentaire	Boucherie	Carburant	Bar	Restaurant	Friperie	Quincaillerie	Cabinet communication	Pharmacie
3	Services	Secrétariat public	Transport moto	Réparation moto	Salon de coiffure	Ajustage	Moulin	Menuiserie			
4	Artisanat	Production alcool local	Production charbon de bois	Exploitation artisanale de bois	Boulangerie	Exploitation minière artisanale					
5	Elevage	Gros bétail	Petit bétail								

Source : Les discussions de groupe (focus group) organisées par ICREDES, mai 2017

Il ressort du tableau 2.3 ci-dessus que les ménages de la chefferie de Mambasa dépendent d'une diversité d'activités économiques comme source de revenu. Ces activités sont regroupées en cinq filières : agriculture, petit commerce, services, artisanat et élevage. La filière petit commerce constitue l'épine dorsale de l'économie domestique et locale dans la chefferie de Mambasa. La filière agricole quant elle, non seulement elle occupe la place de choix comme source de revenu ménager, mais elle sert également de l'auto source alimentaire par l'autoconsommation de ménages producteurs et non production au nom de la socialisation de la consommation. Les filières « services et artisanat » sont caractérisées par le développement des activités (transport et réparation, secrétariat public, ajustage, meunerie, salon de coiffure, production de bois, etc.) dicté par

la croissance démographique et le mixage des habitudes et cultures du fait de la position carrefour de la chefferie de Mambasa.

.(iii) Industries de transformation

L'industrie de transformation est quasi-inexistante dans la chefferie de Mambasa. Cependant, on y observe de petites unités de transformation telles que les moulins pour la transformation de cossette de manioc (aliment de base de la population), les décortiqueuses pour le traitement du paddy, et les presses à huile artisanales pour la production de l'huile de palme.

(iv) Groupements de producteurs

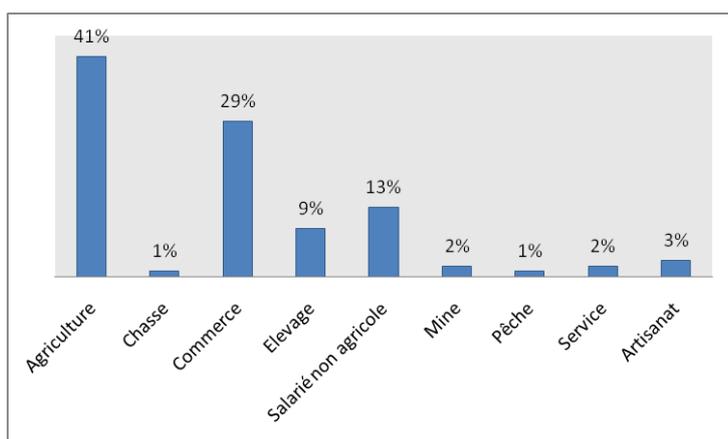
Deux fédérations patronales sont opérationnelles dans la chefferie, notamment la Fédération des Entreprises du Congo (FEC) et la Fédération Nationale des Petites Entreprises du Congo (FENAPEC). Ces deux fédérations travaillent en collaboration avec les autorités de la chefferie.

Il sied de souligner que les anciennes coopératives agricoles ont disparues ou en péril. Mais les agriculteurs n'arrêtent pas de se regrouper en associations. Certaines associations sont de vraies coopérations qui se camouflent sous cette appellation pour échapper aux taxes et impôts. Il s'agit de CADEMUCO, OREDEC, CEPHACO.

2.2. Marchés existants et potentiels

2.2.1. Cartographie des activités économiques dans la chefferie de Mambasa

Graphique 2.2. Répartition des activités économiques à Mambasa (2017)



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Il ressort des opinions recueillies telles que repris dans le graphique 2.2 ci-dessus que le secteur agricole représente une proportion importante dans l'économie de la chefferie de Mambasa. En effet, 41% des 258 ménages enquêtés de la chefferie ont déclaré tirer leur revenu du secteur agricole par la production, la commercialisation et l'autoconsommation de produits issus de cultures telles que manioc, riz, maïs, la tomate, le haricot, la banane plantain, le chou, l'aubergine, l'huile de palme et le cacao. La prédominance du secteur agricole dans la chefferie s'explique d'une part, par les conditions géographiques favorables en termes de relief, hydrographie, climat, sol et végétation et, d'autre part, par la praticabilité des voies d'évacuation : les routes nationales n°4 et n°27 vers les grands centres de consommation.

Ces conditions géographiques ont favorisé également le développement de l'élevage de gros et petit bétail comme source de revenu pour 9% de ménages de la chefferie.

Le secteur du commerce permet à 29% de ménages d'y tirer le revenu. Ce secteur opère autour des activités commerciales telles que pharmacie, boutique d'habillement, boutique de produits alimentaires, vente de carburant, vente de charbon de bois /braise, restauration, boulangerie, la vente de pièces de rechange, vente de vêtements usés (friperie), vente de boissons et commerce de petits articles. Ce secteur est en expansion favorisée par la combinaison des facteurs tels que l'accroissement de la population, les voies de communication facilitant les mouvements de personnes

et de biens ainsi que la position géographique de la chefferie de Mambasa se trouvant au carrefour avec accessibilité sur Bunia, Butembo, Goma, Beni et Kisangani, grandes agglomérations, centres de consommation y compris l'accès aux marchés d'Ouganda.

Dans la chefferie de Mambasa, le secteur de services regroupe les activités de coiffure, couture, taxi moto, taxi automobile, maçonnerie, bureautique (secrétariat public), mécanicien, menuiserie et meunier servant à 2% de ménages comme source de revenu.

L'artisanat comprend la production de l'alcool local et l'exploitation artisanale de bois source de revenu pour «3% de ménages dans la chefferie de Mambasa. La chasse, la pêche et l'exploitation minière artisanale représentent respectivement 1%, 1% et 2% comme source de revenu de ménages.

13% de ménages tirent leur revenu du secteur salarié non agricole. Il s'agit principalement des employés de l'administration publique y compris les enseignants. Les entreprises sont quasi-inexistantes dans la chefferie.

2.2.2. Les indicateurs de rentabilité des activités économiques dans la chefferie de Mambasa

(i) Les indicateurs de rentabilité des activités économiques dans la filière "commerce"

Tableau 2.4. Indicateurs de rentabilité des activités économiques

Indicateurs(en USD)	Activités économiques							
	Fabrication alcool local	Boutique d'habillement	Commerce petites articles	Friperie	Boutique alimentaire	Boulangerie	Change	Boucherie
Capital Investi	1 200	9 000	3 369	1 002	15 447	2 755	725	1 879
Charges d'exploitation	129	5 527	1 081	543	1 020	1 791	102	340
Chiffre d'Affaires	225	6 755	1 246	754	23 593	2 146	285	804
Marge brute	96	1 228	166	211	22 573	355	183	464
Taux de rentabilité	8%	14%	5%	21%	146%	13%	25%	25%

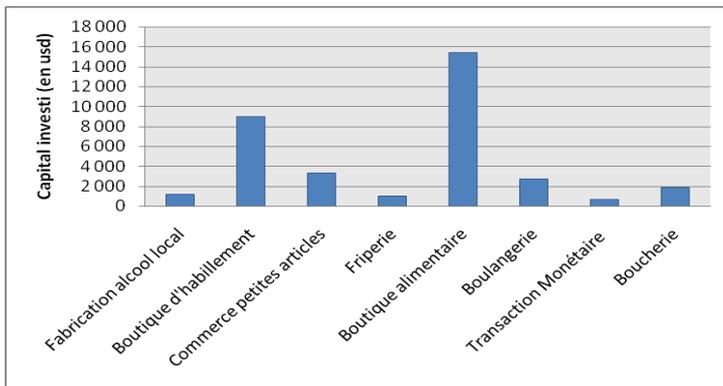
Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017.

L'enquête a montré que les activités commerciales les plus rentables sont en particulier la boutique (taux de rentabilité de 146%), le change (25 %), la boucherie (25%) et la friperie (21%), alors que les autres activités vivent (tableau 2.4).

- Le capital investi

Globalement, le capital investi est le plus important dans la boutique d'alimentation (15 447 \$), suivie de loin par la boutique d'habillement (9 000 \$) et, de plus loin encore, par le petit commerce d'articles divers (3 369 \$). Voir graphique 2.3.

Graphique 2.3. Répartition des activités économiques selon le capital investi

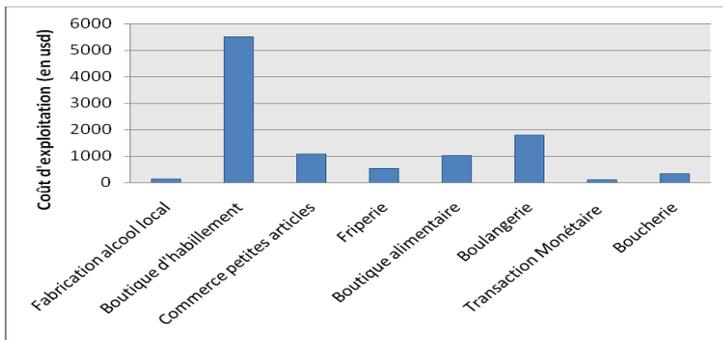


Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Les autres activités se contentent d'un niveau d'investissement plus modeste encore. Il s'agit des activités ci-après : boulangerie, boucherie, fabrication d'alcool et friperie.

- Les charges d'exploitation

Graphique 2.4. Comparaison des activités selon le coût d'exploitation



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

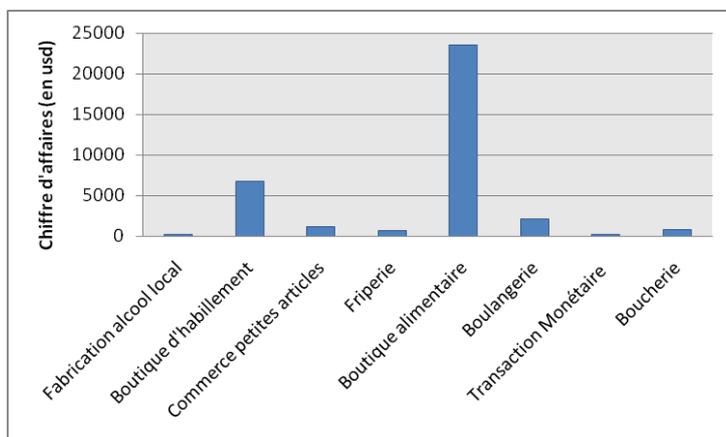
La comparaison des charges d'exploitation des activités économiques de cette filière ne connaît pas de très grandes fluctuations entre activités. Cependant, il a été observé une situation particulière caractérisant l'activité "boutique d'habillement" qui affiche des coûts d'exploitation assez élevés, au delà de la moyenne générale. Ces charges sont amplifiées probablement par les dépenses liées au transport de la marchandise, au loyer, et à des charges du personnel.

Le coût d'exploitation renseigne sur le niveau de charges devant être couvertes dans l'effectivité ou la mise en œuvre d'une activité économique. Ce coût d'exploitation est inhérent à l'activité économique. Ce qui suppose qu'il doit être minimisé le plus possible pour une maximisation de profit. De ce point de vue, à l'exception de l'activité boutique d'habillement qui nécessite de coût d'exploitation très importants, le reste des activités de la filière commerce présentent de coût d'exploitation assez soutenables oscillant autour de la moyenne.

- Chiffre d'affaires

Il s'agit comme déjà défini, de recettes réalisées mensuellement ou par cycle de production pour une activité économique donnée. Le graphique 2.5 illustre le niveau du chiffre d'affaires réalisé par les activités économiques identifiées dans la filière commerce.

Graphique 2.5. Répartition des activités économiques selon le chiffre d'affaires



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

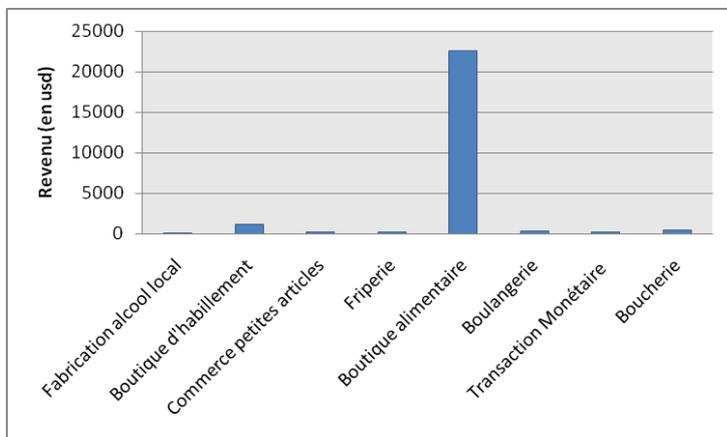
L'analyse du niveau du chiffre d'affaires par activité économique de cette filière révèle une forte fluctuation entre activités. Il en ressort trois niveaux :

- un chiffre d'affaires supérieur à 20 000 dollars américains caractérisant l'activité boutique d'habillement particulièrement ;
- un chiffre d'affaire compris entre 3 000 et 5 000 dollars américains. Sont concernées les activités : boutique alimentaire, commerce de petits articles, friperie, carburant et boulangerie;
- et un chiffre d'affaires inférieur à 3 000 dollars américains touchant les activités : pièces de rechange, pharmacie, boisson, etc.

- Revenu

Il s'agit de la rémunération du capital investi dans une activité économique. Autrement dit, le gain généré par une activité économique. Les activités économiques réalisées dans la filière commerce ont généré un revenu global estimé à 23 277 dollars américains au cours de douze derniers mois. Le graphique ci-dessous indique le niveau du revenu généré par les activités économiques de la filière commerce au cours de douze derniers mois.

Graphique 2.6. Répartition des activités économiques selon le niveau de revenu



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

L'analyse du revenu généré par chaque activité économique de la filière commerce révèle une forte fluctuation entre activités. Deux niveaux du revenu peuvent être identifiés :

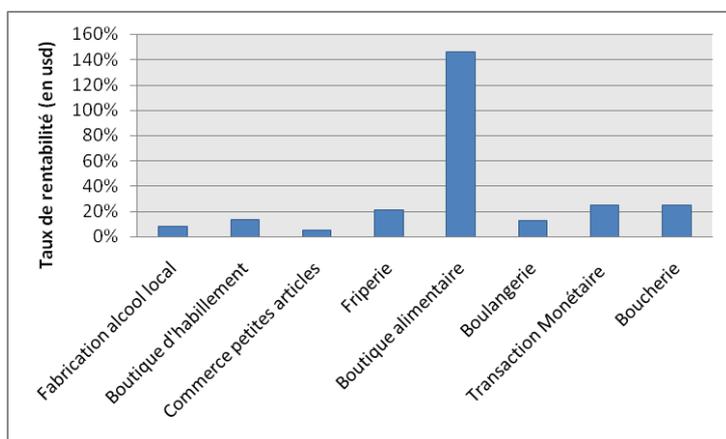
- Revenu de plus 20 000 dollars américains caractérisant l'activité boutique alimentaire ;
- Revenu de moins de 2 000 dollars américains touchant les autres activités : friperie, boucherie, pharmacie, commerce de petits articles, etc.

Du point de vue revenu généré par l'activité économique et toute chose restant égale par ailleurs, les activités boutique d'habillement, boutique alimentaire, friperie, carburant, boulangerie et commerce de petits articles présentent de bonnes perspectives et méritent d'être envisagées en perspective.

- Niveau de rentabilité

Dans le cas échéant, il a été mesuré par le taux rentabilité mensuel ou par cycle de production selon la nature de l'activité économique. Le graphique 2.7 renseigne le niveau de taux de rentabilité des activités économiques identifiées dans la filière commerce.

Graphique 2.7. Répartition des activités économiques selon leur niveau rentabilité



Source : Enquête de l'ICREDE, mai 2017

Il ressort de l'analyse des activités économiques de la filière commerce qu'elles dégagent globalement un taux de rentabilité positif bien que différents par AGR de la filière. On peut noter trois niveaux du taux de rentabilité :

- un taux supérieur à 140% concerne l'activité boutique alimentaire;
- un taux compris entre 20% et 30% concerne les activités : boucherie, transactions monétaires, friperie ;
- et un taux inférieur à 20% concerne les activités : alcool local, commerce de petits articles, boulangerie, etc.

Les activités de la filière commerce présentent ainsi un bon tableau de rentabilité et les meilleures options vers lesquelles la réintégration de certaines couches des populations pourrait être orientée.

(ii) Les indicateurs de rentabilité dans la filière services et artisanat

Tableau 2.5. Indicateurs de rentabilité des activités économiques

Indicateurs (en USD)	Activités économiques									
	Cabinet téléphonique	Moulin	Menuiserie	Maçonnerie	Secrétariat public	Atelier de Coiffure	Atelier Couture	Taxi Véhicule	Taxi Moto	Restaurant
Capital Investi	725	8893	6885	100	470	100	570	793	16098	4257
Coût d'exploitation	200	1 148	1 693	20	80	10	50	145	1 079	989
Chiffre d'Affaires	285	5 730	3 668	150	210	45	210	275	3 852	3960
Marge brute	85	4 582	1 975	130	130	35	160	130	2 773	2971
Taux de rentabilité	12%	51%	29%	130%	28%	35%	29%	16%	17%	70%

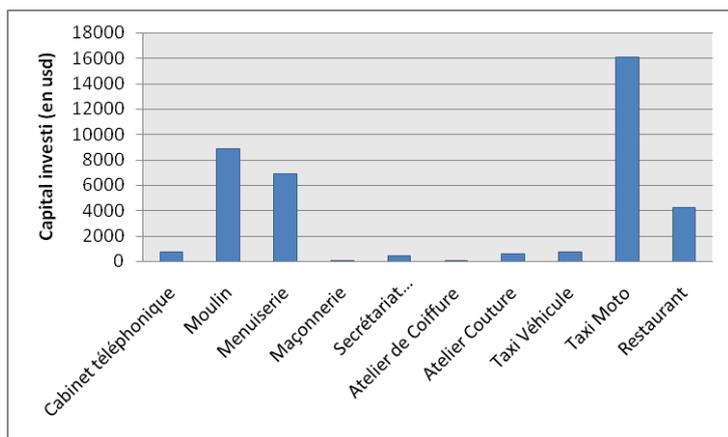
Source : Enquête de l'ICREDES

De manière générale pour cette filière, les AGR qui affichent le taux de rentabilité sont en premier lieu la maçonnerie (130%), la restauration (70%) et le moulin (51%). Au veau moyen ce sont les activités de coiffure (35%), couture et menuiserie (29%), et secrétariat public (28%). Les autres AGR affichent un taux inférieur à 20% (tableau 2.5).

- Le capital investi

Dans l'ensemble de la filière services et artisanat, 38 891 dollars américains y ont été investis au cours de 12 derniers mois par les ménages enquêtés. Ce capital a été investi dans les activités : restaurant, cabines téléphoniques, mécanique, maçonnerie, secrétariat public, atelier de couture, salon de coiffure, taxi véhicule et taxi moto au taux moyen de rentabilité de 33% dans la filière, toute activité confondue.

Graphique 2.8. Répartition des activités économiques selon le capital investi



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Comme indiqué dans le graphique 2.8, il y a une grande concentration de capitaux de la filière service dans l'activité taxi moto, représentant près de la moitié, soit 41% de capitaux investis dans la filière service.

En effet, l'activité taxi moto joue un rôle important dans les mouvements de personnes et de leurs biens dans la zone sous étude, caractérisée d'une part, par une rareté de moyens de déplacement et, d'autre part par l'accroissement de la population ainsi que la dynamique économique. Cette situation crée une demande solvable à laquelle il faut répondre. S'agissant du secrétariat public, son expansion est impulsée par la modernisation de l'administration publique et privée. L'activité de mécanique est intimement liée au développement de l'activité taxi véhicule et taxi moto. Une corrélation est établie entre d'une part l'activité taxi véhicule, taxi moto et, d'autre part l'activité mécanique. Le développement de cette dernière est lié à la tendance de l'activité taxi moto, plus il y a de taxi véhicule et taxi moto, plus les perspectives de la mécanique sont garanties. Le développement de la maçonnerie et de la menuiserie est justifié par l'urbanisation de la chefferie qui connaît une mutation remarquable en termes de nouveaux bâtiments.

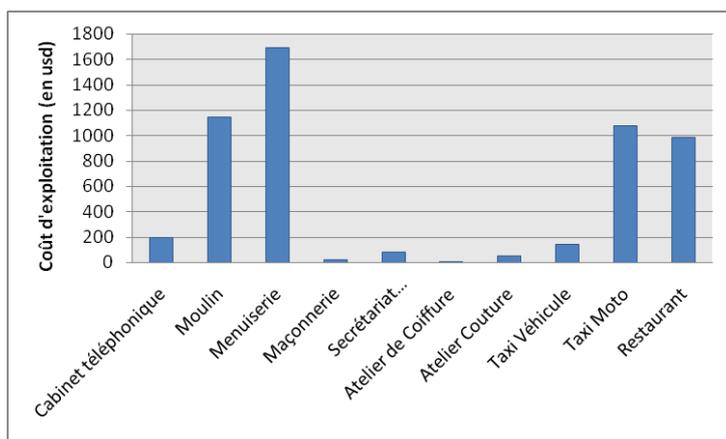
Les services fournis par cette filière sont de plus en plus incontournables et donc la tendance de leur demande s'inscrit dans une dynamique ascendante.

Dans l'ensemble, ce capital investi est constitué de fonds propres mobilisables avec une architecture financière simplifiée en l'absence de mécanismes de crédits dans la zone. L'option d'appuyer les activités économiques de cette filière est donc susceptible de libérer les initiatives et potentiel économique que recèlent les micro-entreprises en terme de capacité d'absorber la main d'œuvre, et d'engendre les revenus.

- Le coût d'exploitation

Pour les activités économiques de la filière service, il a été constaté que les charges occasionnées par chacune des activités identifiées sont soutenables. Ci-dessous l'état de coûts d'exploitation par activité économique de la filière service (graphique 2.9).

Graphique 2.9. Répartition des activités économiques selon le coût d'exploitation



Source : Enquête de l'ICREDE, mai 2017

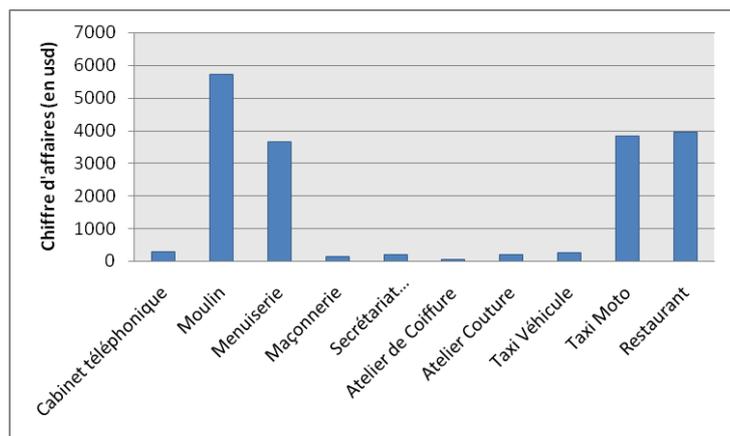
Le coût d'exploitation des activités économiques de la filière service est marqué par de faibles variations entre activités. Il représente 14% et 29% respectivement du capital investi et du chiffre d'affaires réalisé dans la filière au cours des 12 derniers mois. Cependant, les activités taxi moto, menuiserie, meunerie et restauration ont un coût d'exploitation assez élevé, au delà de la moyenne générale de la filière.

L'exception de l'activité taxi qui nécessite donc un coût d'exploitation assez important, tandis que le reste des activités de la filière connaissent un niveau de coût d'exploitation soutenable, oscillant autour de la moyenne de la filière.

- Chiffre d'affaires

Le graphique ci-dessous illustre le niveau du chiffre d'affaires des activités de cette filière.

Graphique 2.10. Répartition des activités économique selon le chiffre d'affaires



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

L'analyse des activités économiques de la filière service et artisanat (graphique 2.10) révèle deux niveaux du chiffre d'affaires:

- un chiffre d'affaires compris entre 3000 et 6000 dollars américains caractérise les activités : taxi moto, meunier, menuiserie, restaurant;
- un chiffre d'affaires inférieur à 1 000 dollars américains touche les activités : cabines téléphoniques, taxi véhicule, secrétariat public, salon de coiffure et atelier de couture.

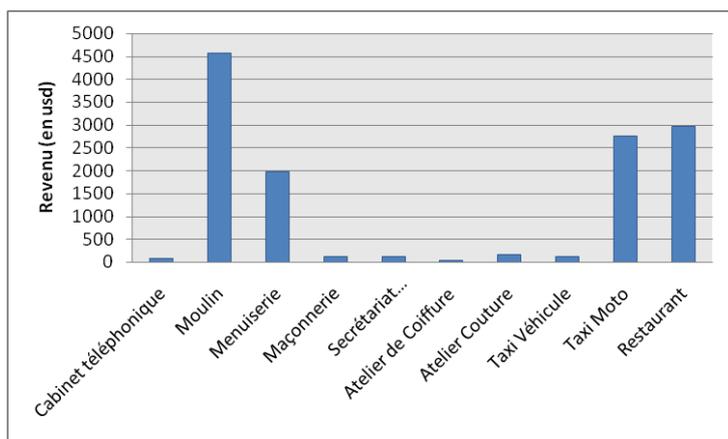
Les activités taxi moto, restauration, meunerie et menuiserie semblent présenter de meilleures options vers lesquelles les populations pourraient être orientées dans le cadre de la réintégration socio-économique.

- Marge brute

Les activités économiques de cette filière ont généré un revenu global estimé à 12 971 dollars américains au cours des 12 derniers mois. Ce revenu représente 33% du

capital investi dans la filière. Le graphique ci-dessous indique le niveau du revenu généré par les activités économiques de la filière service au cours de douze derniers mois.

Graphique 2.11. Répartition des activités économiques selon le niveau de revenu



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Il ressort du graphique 2.11 que le revenu généré par chaque activité de la filière peut être situé à deux niveaux :

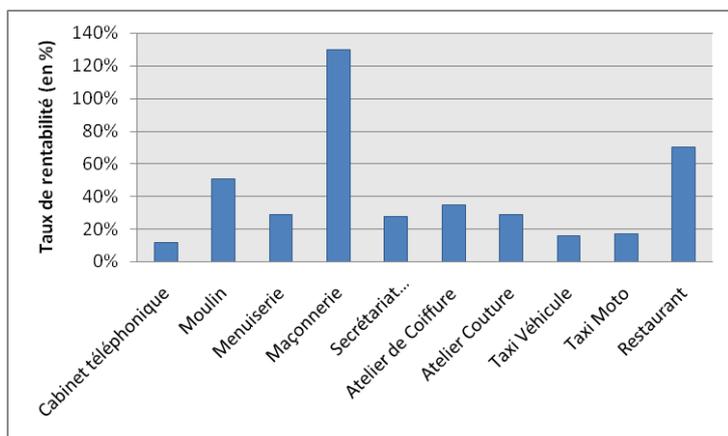
- un revenu de 2 000 dollars américains et plus caractérisant les activités : taxi moto, restaurant, meunier et menuiserie;
- un revenu de moins de 2 000 dollars américains concerne les autres activités de la filière service.

Du point de vue revenu généré par l'activité économique et toute chose restant égale par ailleurs, les activités taxi moto et restauration présentent de bonnes perspectives et méritent d'être envisagées pour la réintégration socioéconomique de la population vulnérable.

- Niveau de rentabilité

Le graphique 2.12 ci-dessous renseigne sur le niveau de taux de rentabilité des activités économiques de la filière service.

Graphique 2.12. Répartition des activités économiques selon leur niveau de rentabilité



Source : Enquête de l'ICREDE, mai 2017

Il ressort de l'analyse des activités économiques de la filière service qu'elles dégagent globalement de taux de rentabilité positif avec quelques variations illustrées à deux niveaux :

- un taux de rentabilité de 60% et plus caractérisant les activités : restaurant et maçonnerie ;
- un taux de rentabilité de moins de 60% concerne les autres activités de la filière service (meunier, menuiserie, salon de coiffure, atelier de couture, taxi moto, taxi véhicule).

Les activités de cette filière présentent de meilleures options vers lesquelles les investissements pourraient être orientés dans le cadre de la réintégration socioéconomique de la population vulnérable.

(iii) Les indicateurs de rentabilité dans la filière agriculture

Tableau 2.6. Indicateurs de rentabilité des activités économiques

Indicateurs(en usd)	Activités économiques
---------------------	-----------------------

	Tomate	Manioc	Maïs	Elevage	Riz	Huile de palme
Capital Investi	6 561	854	600	5 121	1050	2100
Coût d'exploitation	235	201	170	372	945	100
Chiffre d'Affaires	3 325	324	450	19 959	1350	380
Bénéfice brut	3 090	124	280	19 587	405	280
Taux de rentabilité	47%	14%	47%	383%	39%	13%

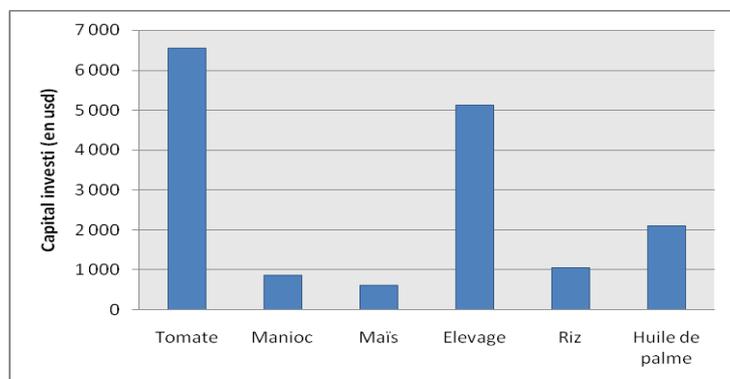
Source : Enquête de l'ICREDE, mai 2017

Il se dégage du tableau d'ensemble de cette filière (tableau 2.6) que les AGR agricoles portant sur l'élevage, la culture de la tomate, du maïs et du riz sont des activités à rentabilité élevée, dont le taux va de 40% à 383%.

- Le capital investi

Globalement, le capital investi dans la filière agricole au cours de 12 derniers mois par les ménages enquêtés est estimé à 16 286 dollars américains, investi d'une part dans les cultures de tomate, maïs, manioc, riz, huile de palme et, d'autre part dans l'élevage.

Graphique 2.13. Répartition des activités économiques selon le capital investi



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

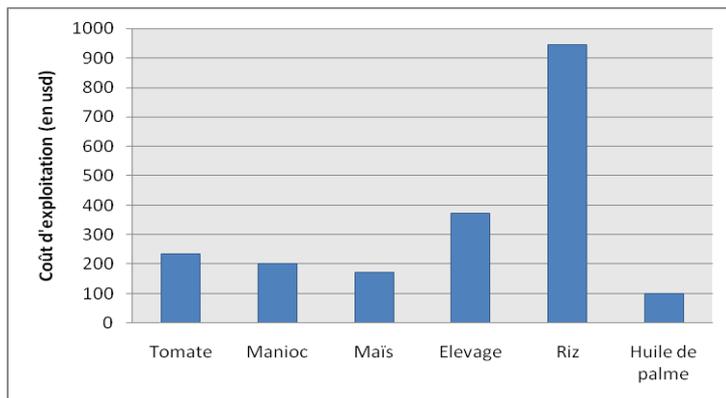
Le graphique ci-dessus indique la concentration du capital dans la culture de tomate représentant un peu moins de la moitié, soit 40% du capital investi dans la filière agricole. L'élevage représente 31% du capital investi dans la filière. Les autres cultures (manioc, maïs, riz et huile de palme) représentent 29% dans la filière agricole.

En ce qui concerne le financement de l'investissement dans cette filière, dans l'ensemble, ce capital investi est constitué de fonds propres qui sont généralement faibles alors que le besoin de financement est immense dans une zone caractérisée par la quasi-inexistence des établissements de crédits bancaires et non bancaires. C'est dire que l'option d'appuyer les activités économiques de la filière agricole est susceptible de libérer les initiatives et le potentiel économique que recèlent les micro-entreprises en terme de capacité d'absorber la main d'œuvre, et d'engendrer les revenus.

- Le coût d'exploitation

Pour les activités économiques de la filière agricole, il a été saisi les charges occasionnées de l'activité économique mensuellement ou par cycle de production selon le cas. Ci-dessous (graphique 2.14) la tendance de coût d'exploitation pour chaque activité économique de la filière agricole.

Graphique 2.14. Répartition des activités économiques de la filière agricole selon le coût d'exploitation



Source : Enquête de l'ICREDE, mai 2017

Le coût d'exploitation des activités de cette filière ne connaît pas de très grandes fluctuations entre activités. La variation du coût d'exploitation évolue en dent de scie entre activités de la filière. Néanmoins, la culture du riz enregistre un coût d'exploitation assez élevé au delà de la moyenne générale, coût amplifié par les dépenses liées à la récolte, au transport du champ à la route, au décorticage, à l'acquisition des sacs d'emballage, à la manutention, aux taxes locales y compris celles de la DGRPI et de

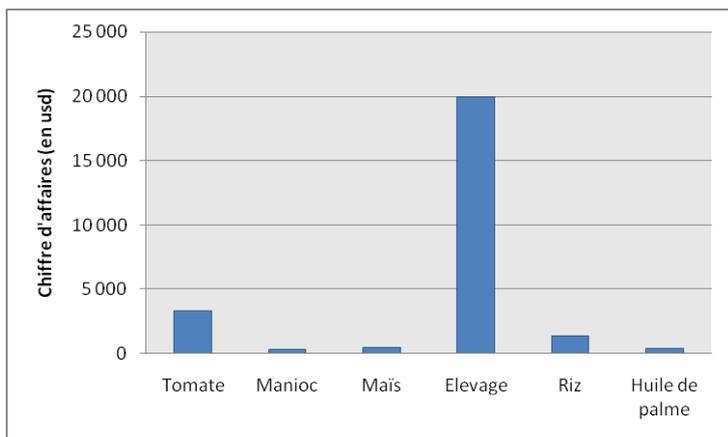
l'ANR, au transport et aux commissions des intermédiaires, notamment la Ligue des organisations de femmes paysannes du Congo, etc.

De ce point de vue, à l'exception de la culture du riz qui nécessite un coût d'exploitation important, le reste des cultures identifiées dans la filière connaît des coûts d'exploitation assez soutenables.

- Chiffre d'affaires

Encore une fois il s'agit de recettes réalisées mensuellement ou par cycle de production selon le cas. Le graphique 2.15 donne des indications sur le niveau du chiffre d'affaires réalisé par les activités de la filière agricole.

Graphique 2.15. Répartition des activités économique selon le chiffre d'affaires



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

L'analyse du niveau du chiffre d'affaires par activité de la filière agricole révèle une forte variation entre activités. Il ressort de l'analyse du chiffre d'affaires trois niveaux distincts :

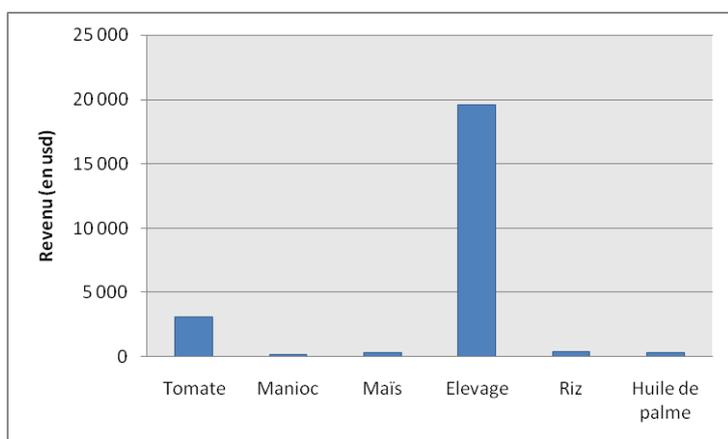
- un chiffre d'affaires supérieur à 20 000 dollars américains caractérisant l'élevage particulièrement ;
- un chiffre d'affaire compris entre 1000 et 4 000 dollars américains concerne les cultures de tomate et du riz;
- un chiffre d'affaires inférieur à 1000 dollars américains concerne les autres cultures : maïs, manioc, huile de palme.

Ce niveau montre que les activités de la filière agricole présentent de meilleures options vers lesquelles les investissements pourraient être orientés.

- Marge brute

Les activités économiques réalisées dans la filière agricole ont généré un revenu global estimé à 23 766 dollars américains au cours des 12 derniers mois tel qu'illustré dans le graphique 2.16 ci-dessous.

Graphique 2.16. Répartition des activités économiques selon le niveau de revenu.



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

L'analyse du revenu généré par chaque activité économique de la filière révèle une forte disparité entre activités. Trois niveaux du revenu ont été constatés :

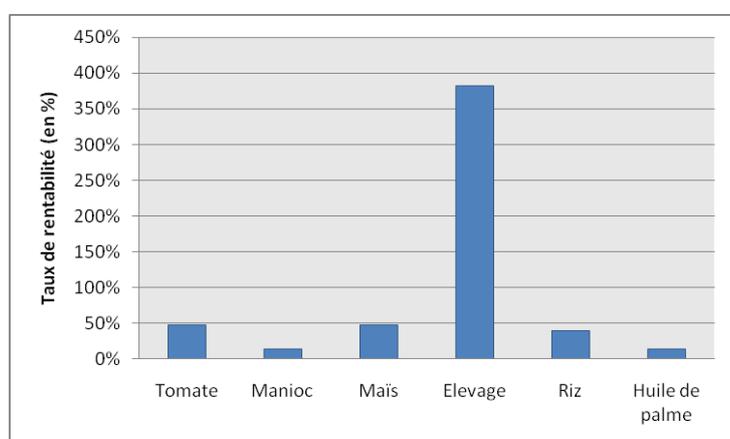
- un revenu de plus de 15 000 dollars américains caractérise l'élevage particulièrement ;
- un revenu de plus de 3000 dollars américains concerne la culture de tomate exclusivement ;
- un revenu de moins 500 dollars américains touche les cultures : maïs, riz, manioc et huile de palme.

Du point de vue du revenu généré par l'activité économique et toutes choses restant égales par ailleurs, les activités de la filière agricole ne semblent pas présenter des perspectives très heureuses dans l'état actuel des choses. Seul l'élevage suivi de loin par la culture de la tomate s'affichent porteurs de ce point de vue.

- Niveau de rentabilité

Ce niveau est mesuré par le taux rentabilité par cycle de production de l'activité économique. Le graphique 2.17 ci-dessous en donne le détail pour les AGR de la filière agricole.

Graphique 2.17. Répartition des activités agricoles selon leur niveau de rentabilité.



Source : Enquête de l'ICREDE, mai 2017

De manière générale, les activités économiques de la filière agricole dégagent globalement de taux de rentabilité positif avec des différences illustrées à trois niveaux du taux de rentabilité :

- un taux de plus de 350% pour l'élevage particulièrement ;
- un taux compris entre 30% et 50% pour les cultures de tomate, riz et maïs;
- et un taux inférieur à 30% pour les cultures de manioc et huile de palme.

Il apparaît donc évident que la culture de la tomate, du maïs et l'élevage de la volaille particulièrement présentent de meilleures options par rapport aux autres dont le taux de rentabilité est certes positif mais faible.

(iv). Indicateurs de rentabilité par agent économique et filière dans la chefferie

Filière commerce

Tableau 2.7. Indicateurs de rentabilité de la filière commerce par agent économique

Indicateurs(en usd)	Activités économiques							
	Fabrication alcool local	Boutique d'habillement	Commerce petites articles	Friperie	Boutique alimentaire	Boulangerie	Transaction Monétaire	Boucherie
Capital Investi	63	474	177	53	813	145	38	99
Coût d'exploitation	7	291	57	29	54	94	5	18
Chiffre d'Affaires	12	356	66	40	1 242	113	15	42
Bénéfice brut	5	65	9	11	1 188	19	10	24
Taux de rentabilité	8%	14%	5%	21%	146%	13%	25%	25%

Source : ICREDES, Enquête de terrain mai 2017.

Dans la chefferie de Mambasa comme dans celle de Basili, l'investissement dans les magasins ou boutiques d'habillement ou des produits alimentaires semble être le plus coûteux pour les « Mombasiens ». Les autres AGR de la filière sont moins exigeants en capital investi. Les chiffres d'affaires sont encourageants vu la faiblesse des coûts d'exploitation. Mais le retour sur investissement est très inégal, car le taux de rentabilité n'est exceptionnellement élevé que pour une seule activité, la boutique des produits alimentaires (taux de 146 %), suivi de loin par des activités comme la boucherie, le change et le commerce de friperie avec un niveau de taux de rentabilité oscillant entre 20 et 25 %. L'investissement dans les autres AGR semble être peu encourageant (voir tableau 2.7).

Filière service

Tableau 2.8. Indicateurs de rentabilité de la filière services et artisanat par agent économique

Indicateurs(en usd)	Activités économiques									
	Cabinet téléphonique	Moulin	Menuiserie	Maçonnerie	Secrétariat public(Bureautique)	Atelier de Coiffure	Atelier Couture	Taxi Véhicule	Taxi Moto	Restaurant
Capital Investi	38	468	362	20	235	17	95	793	847	224
Coût d'exploitation	11	60	89	4	40	2	8,333	145	57	52
Chiffre d'Affaires	15	302	193	30	105	7,5	35	275	203	208
Bénéfice brut	4	241	104	26	65	6	27	130	146	156
Taux de rentabilité	12%	52%	29%	130%	28%	35%	29%	16%	17%	70%

Source : ICREDES, Enquête de terrain mai 2017.

Dans cette filière, l'investissement qui exige la disposition d'un équipement importé important est généralement coûteux et peu à la portée du citoyen moyen de la chefferie. C'est le cas du transport taxi en automobile ou en moto et du moulin à manioc ou maïs. Le capital moyen à investir dans els autre AGR de cette filière est relativement abordable pour les agents économiques. À l'exception de trois activités qui sont l'exploitation de la cabine téléphonique, et le transport taxi, les autres activités sont d'un niveau de rentabilité encourageante, allant de de 30% à 130% pour la maçonnerie. (voir tableau 2.8).

Tableau 2.9. Indicateurs de rentabilité de la filière agricole par agent économique

Indicateurs(en usd)	Activités économiques					
	Tomate	Manioc	Mais	Elevage	Riz	Huile de palme
Capital Investi	345	45	32	270	55	111
Coût d'exploitation	12	11	9	20	50	5
Chiffre d'Affaires	175	17	24	1 050	71	20
Bénéfice brut	163	6	15	1 031	21	15
Taux de rentabilité	47%	14%	47%	382%	39%	13%

Source : ICREDES, Enquête de terrain mai 2017.

La filière agricole est celle qui est la plus abordable pour les populations de la chefferie. C'est la base de leur subsistance, et l'investissement dans les AGR de cette filière sont à leur portée, puisqu'allant de 30\$ à 350\$ environ. Les coûts d'exploitation sont faibles alors que le chiffre d'affaire est relativement encourageant pour un capital investi si peu élevé. Si le bénéfice brut mensuel semble faible pour certaines de ces activités, en revanche le taux de rentabilité est réellement encourageant, allant de 40% à 382 % pour l'Élevage. Il est faible seulement pour la culture du manioc et la production d'huile de palme (tableau 2.9).

(v) Estimation du marché potentiel

Comme indiqué au chapitre précédent, cette section se réserve d'entrer dans le détail du marché potentiel pour chaque AGR ou filière. Elle donne cependant les perspectives de développement commercial et donc de marchés pour les activités porteuses de la chefferie de Mambasa. Encore une fois, le marché potentiel a trois composantes :

- i) le marché local en tant qu'opportunités économiques faiblement exploitées ou inexploitées, et le marché que le développement actuel ouvre en perspective comme opportunités émergentes pour les différentes filières et AGR. On sait de manière générale que la province de l'Ituri connaît un niveau de revenu par tête au-dessus de la moyenne nationale, et que cela constitue en soi un potentiel important de développement d'opportunités économiques ;

- ii) le marché des chefferies et territoires environnant qui sont ou peuvent entrer dans les relations de vente et d'achat avec la chefferie de Mambasa, et qui présente des potentialités de croissance ;
- iii) le marché d'exportation hors territoire ou pays notamment vers les grands centres de consommation qui sont les villes ou chefs-lieux de la province de l'Ituri ou des provinces voisines ou des pays voisins.

L'estimation de la demande solvable actuelle et de la dynamique de son devenir dans ces trois composantes, tenant compte de la croissance démographique, de l'accélération de l'urbanisation, de la pénétration des progrès et des techniques modernes de production et donc de l'amélioration des revenus, tout cela concourt à l'affirmation des perspectives heureuses. Elles constituent ainsi un marché potentiel croissant pour la chefferie, offrant par là des opportunités économiques encore plus larges.

2.3. ACTIVITES PORTEUSES DANS LA CHEFFERIE DE MAMBASA

Comme au chapitre 1^{er}, et au vu de la situation socio-économique de la chefferie de Mambasa, il a été retenu principalement le critère de taux de rentabilité actuel avec l'hypothèse qu'il a des chances de se maintenir. Le choix des filières porteuses doit également respecter les exigences de protection de la biodiversité et des écosystèmes naturels pour un développement durable. A cet effet, les activités économiques reprises dans le tableau ci-dessous ont été jugées porteuses.

Tableau 2.7. Activités économiques porteuses dans la chefferie de Mambasa

N°	Filières	Activités économiques porteuses									
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	Agricole	Manioc	Riz	Maïs	Huile de palme	Café	Banane plantain	Haricot	Tomate	Cacao	
2	Petit commerce	Boutique d'habillement	Boutique alimentaire	Boucherie	Carburant	Bar	Restaurant	Friperie	Quincaillerie	Cabinet communication	Pharmacie
3	Services	Secrétariat public	Transport moto	Réparation moto	Salon de coiffure	Ajustage	Moulin	Menuiserie	Maçonnerie		
4	Artisanat	Boulangerie	Carbonisation	Exploitation artisanale de bois							
5	Elevage	Gros bétail	Petit bétail	Base cours							

Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Plusieurs raisons justifient l'orientation de la population vers les filières susmentionnées comme celles porteuses dans la chefferie de Mambasa. De manière générale, il y a une variété riche d'AGR porteuses à travers les cinq filières indiquées comme indiqué dans le tableau 2.7 ci-dessus. Les cultures vivrières et l'élevage qui sont de la filière agricole, et certaines branches d'activité dans l'artisanat sont des créneaux porteurs dans le secteur productif. En ce qui concerne le commerce et les services, le commerce des biens de première nécessité, l'habillement, la restauration, le commerce des médicaments et le transport demeurent aussi des AGR porteuses et elles sont largement ouvertes notamment aux jeunes.

Par rapport aux indicateurs de rentabilité retenus dans cette analyse, il y a lieu de souligner que :

- du point de vue du capital à investir, l'ensemble des filières identifiées nécessitent un montage administratif et financier simplifié en adéquation avec le profil socio-économique de la population de la chefferie de Mambasa;
- s'agissant du coût d'exploitation, globalement les filières susmentionnées impliquent des coûts d'exploitation soutenables pour contribuer à l'élévation du niveau de profitabilité et à l'amélioration des conditions de vie de leurs acteurs ;
- à quelques exceptions près, les filières retenues présentent un tableau bien encourageant en termes de chiffre d'affaires tendant aux meilleures options vers lesquelles la population concernée par le projet pourrait être orientée;
- du point de vue du revenu généré par l'investissement, les filières retenues comme porteuses présentent un niveau acceptable de revenu et méritent d'être amélioré en perspective ;
- par rapport au taux de rentabilité, les filières retenues indiquent un meilleur niveau de profitabilité présentant les meilleures options vers lesquelles les investissements pourraient être orientés.

2.4. FORCES, FAIBLESSES, MENACES ET OPPORTUNITES

Dans le cadre de cette étude, l'analyse des forces, faiblesses, menaces et opportunités vise à appréhender aussi bien les atouts que les défis et contraintes auxquels les producteurs et les principales filières économiques font face pour la promotion de leurs AGR en général, et pour l'intégration socioéconomique des sortants des conflits en particulier. Elle vise aussi et sur cette base, à formuler les stratégies potentielles susceptibles de stimuler la croissance de l'activité économique indispensable à l'amélioration du revenu ménager et, par ricochet à lutter efficacement contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire dans la chefferie de Mambasa pour une meilleure intégration socio-économique.

De ce point de vue, l'environnement socio-économique de la chefferie de Mambasa est caractérisé par les éléments suivants :

- Faiblesses
 - Manque de l'énergie électrique ;
 - Inaccessibilité de certains coins ;
 - Non-respect des règles en matière de prix et de bénéfice ;
 - Rareté de certains produits manufacturés

- Menaces
 - Insécurité
 - Tracasseries administratives et fiscales/multiplicité de taxes
 - Faible activité économique dans certaines localités
 - Dépréciation de la monnaie nationale
- Forces
 - Présence d'un centre commercial ;
 - Présence des opérateurs économiques dynamiques ;
 - Présence des magasins, boutiques et agences de transfert de fonds ;
 - Présence des corporations des commerçants FEC et FENAPEC ;
 - Organisation des foires dans les localités ;
 - Présence des produits agricoles et manufacturés ;
 - Position géographique de la chefferie, un carrefour de la nationale n°4 et la nationale n°27
- Opportunités
 - Accessibilité aux grands centres et pays voisins
 - Facilité de transactions grâce aux réseaux de communication

Il ressort de l'analyse des éléments susmentionnés que les activités économiques dans la chefferie de Mambasa sont sous la pesanteur de faiblesses et menaces liées à son environnement immédiat. En effet, le manque de l'énergie électrique, l'inaccessibilité de certaines parties de la chefferie, le non-respect de la réglementation en matière de prix et de bénéfice, la rareté de certains produits manufacturés, l'insécurité, les tracasseries administratives et fiscales, la multiplicité de taxes, la faible activité économique dans certaines localités et la dépréciation de la monnaie nationale limitent l'exercice de potentiel économique et rendent vulnérable les investissements existants.

Par ailleurs, quelques atouts majeurs susceptibles de stimuler le potentiel économique dans la chefferie de Mambasa ont été identifiés, notamment l'accessibilité aux grands centres de consommation en RDC et pays voisins (Ouganda), la facilité de transactions commerciales grâce au réseau de communication, existence des corporations professionnelles-organisations patronales (FEC et FENAPEC), existence des infrastructures commerciales (marché central construit, boutiques, magasins, agences de transfert), potentiel agricole et les ressources humaines.

CONCLUSION

A la lumière de ce qui précède, la chefferie de Mambasa présente les conditions favorables susceptibles de stimuler le potentiel économique et de libérer les initiatives que recèlent les activités porteuses pour absorber la main d'œuvre et, engendre le revenu, facilitant ainsi la réintégration socio-économique de la population vulnérable.

Les activités économiques identifiées dans la chefferie ont été regroupées en trois filières : commerce, agricole et service. Ces trois filières ont présenté de caractéristiques différentes en termes du capital investi, revenu généré et niveau de rentabilité.

En effet, 90 554 \$ ont été investis par les ménages enquêtés dont 40% investis dans la filière commerce, 43% dans la filière service et 17% dans la filière agricole. Le niveau de rentabilité de 66%, 33% et 15% a été constaté respectivement dans la filière commerce, service et agricole. Par ailleurs, une demande potentielle de 3 394 341\$ mensuelle a été estimée pour une population de 232 945 habitants, soit une demande potentielle mensuelle de 14,57\$ par habitant.

CHAPITRE 3 : SITE DE RUTSHURU

3.1. MONOGRAPHIE ET CARTOGRAPHIE ECONOMIQUES

3.1.1 Situation administrative, géographique et socioculturelle

Le territoire de Rutshuru est une entité de la province du Nord-Kivu. Il a été créé en 1909. Il est divisé en deux chefferies (Bwisha et Bwito) où les *Mwami* (monarchies traditionnelles) exercent un pouvoir considérable. Situé à l'Est de la République Démocratique du Congo, le territoire de Rutshuru s'étend de la frontière avec le Rwanda et l'Ouganda à l'Est jusque dans la chaîne de *Mitumba* à l'Ouest. Il est limité au Sud par le territoire de Nyiragongo et le Rwanda, à l'Ouest par le territoire de Masisi et de Walikale, au Nord par le territoire de Lubero et le lac Edouard. Il a une superficie de 5 289 Km² dont une partie importante (2 400 km²) est occupée par le parc national des Virunga et ses réserves apparentées : ces richesses naturelles sont classées "patrimoine mondiale de l'Humanité".

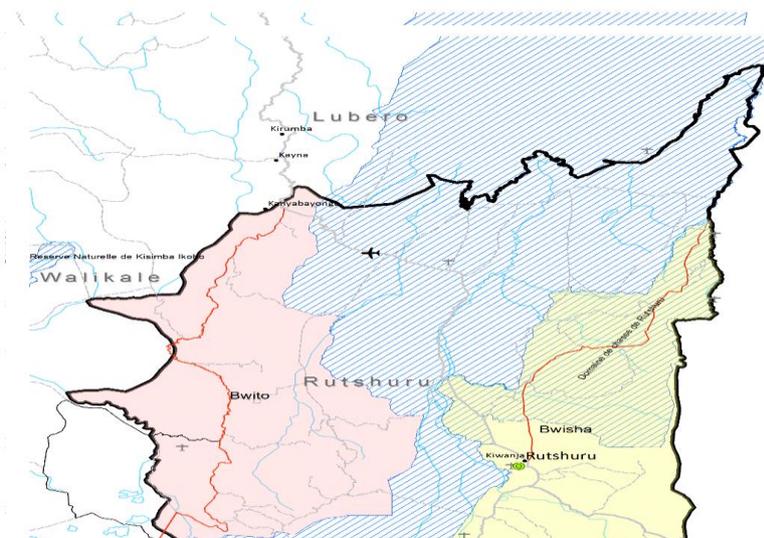
La taille estimée de la population de Rutshuru est de 1 602 550 habitants selon le *Rapport annuel 2015* de l'Administration du territoire.

Coordonnées géographiques. Le Territoire est situé :

- entre 28°56' et 29°42' de longitude Est ;
- entre 00°42' et 01°30' de latitude Sud ;
- entre 900 et 4 507 m d'altitude avec une moyenne de 1400 m.

L'économie de Rutshuru repose principalement sur l'agriculture. Outre les activités agricoles, le Parc national des Virunga offre une particularité au territoire de Rutshuru : patrimoine mondial, il suscite l'attention de la communauté internationale. Plusieurs financements sont octroyés à l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN) pour réaliser plusieurs projets en faveur du Parc et, accessoirement, au profit des activités des populations riveraines. L'exemple typique est fourni par le financement extérieur en faveur de la Centrale Hydroélectrique de Matebe, inaugurée le 16 décembre 2015.

Le sol est argileux, sablonneux, argilo-sablonneux et sablo-argileux, riche et très fertile, ce qui explique que 90% de la population du territoire sont des agriculteurs. Quant au sous-sol, le territoire est riche en minerais, dont l'exploitation est artisanale et informelle : or, wolfram, fer, quartz, colombo-tantalite (coltan), etc.



La végétation du territoire de Rutshuru est dominée par une savane herbeuse et arbustive. Néanmoins, plusieurs essences forestières et une forêt boisée sont remarquables dans la chefferie de Bwisha (groupements de Binza, Busanza et Kisigari), et dans la chefferie de Bwito (groupements de Tongo, Kihondo et Kanyabayonga), ainsi que dans une partie du Parc national des Virunga.

Le territoire de Rutshuru enregistre en moyenne une température de 26°C sur l'année. Sa pluviométrie moyenne annuelle est de 1 800 mm d'eau. Il connaît l'alternance de deux saisons : la saison des pluies (de septembre à décembre et de mars à mai – A et B -) et la saison sèche (de juin à août et de janvier à février).

L'hydrographie du territoire de Rutshuru est très importante. Les cours d'eau les plus importants sont la rivière Rutshuru et la rivière Rwindi, toutes situées dans le bassin hydrographique du fleuve Nil. La rivière Rutshuru est d'ailleurs considérée comme la source du Nil Blanc au Congo ; elle se déverse dans le lac Edouard, après avoir traversé chutes et rapides.

Trois principaux groupes ethniques habitent le territoire de Rutshuru : *Hutu* (82%), *Nande* (10%) et *Hunde* (5%). Les *Tutsi*, les *Nyanga* et les *Twa* (appelés parfois

Bambutí) y sont minoritaires. Ces groupes diffèrent par leur ancienneté sur le site, par leurs langues, leurs mœurs et leurs modes de vie.

Les *Nande* et les *Hutu* exercent le commerce et pratiquent l'agriculture principalement. Ils parlent respectivement le *Kinande* et le *Kinyabwisha* (et/ou *Kinyarwanda*). Les *Hutu* sont présents partout sur le territoire. Les *Nande* sont beaucoup plus au Nord, au Nord-Ouest et dans les grandes agglomérations.

Les *Hunde* parlent le *Kihunde* et sont également des agriculteurs. Ils se retrouvent surtout dans la partie Ouest du territoire (chefferie de Bwito). Les *Tutsi*, quant à eux, sont un peuple pasteur et parlent le *Kinyarwanda*. Ils sont nombreux dans la partie Est du territoire surtout dans le groupement de Jomba.

Le *Swahili* est la langue vernaculaire la plus parlée dans le territoire de Rutshuru. Près de 85% de la population parlent *Swahili*. En effet c'est même cette langue qui facilite la communication entre les différents groupes de ce territoire. Le *Kinyabwisha*, un dialecte du *Kinyarwanda*, occupe la deuxième place parce qu'il constitue la langue parlée par l'ethnie majoritaire du territoire, les *Tutsi*. D'autres langues peuvent être parlées dans certains coins du territoire. C'est le cas du *Lingala*, parlé surtout par les militaires et les policiers.

3.1.2. Situation économique

Selon la *Cellule d'Analyses des Indicateurs de Développement*, les principales activités de la population de Rutshuru sont : agriculture, pêche, élevage, artisanat, petit commerce, enseignement et fonctionariat dans l'administration publique.

L'agriculture vivrière est essentiellement pluviale (manioc, haricot, soja, maïs, arachide, pomme de terre, oignon, tomate). Des cultures pérennes sont également pratiquées (cannes à sucre, arbres fruitiers, banane, ...), ainsi que des cultures industrielles (café, thé, quinquina, ...). Ces dernières occupent de vastes étendues de terres.

Selon le service en charge d'encadrer les *Petites et Moyennes entreprises et Artisanat* (PMEA) dans le territoire de Rutshuru, les principales activités des "opérateurs économiques enregistrés" sont essentiellement le commerce et le transport relatifs aux produits pétroliers, aux divers autres produits et surtout aux biens alimentaires. D'autres "opérateurs économiques" sont détenteurs et gestionnaires de garages, d'ateliers de soudure ou de menuiserie, d'hôtels, de restaurants, etc.

Quant aux activités génératrices de revenus (AGR) non enregistrées, il y a lieu de mentionner l'agriculture, l'élevage, la production et le commerce des boissons alcoolisées et le petit commerce. Le commerce extérieur de Rutshuru comprend deux volets : d'une part, l'exportation des productions locales (maïs, soja, café, etc.)

principalement vers l'Ouganda, et, d'autre part, l'importation des produits manufacturés et alimentaires au départ de l'Ouganda et du Rwanda voisins.

Pour rappel, les principaux produits agricoles sont : manioc, haricot, maïs, patate douce, soja, sorgho, canne à sucre, pomme de terre, banane, café, fruit, légumes, arachide, oignon, tomate et paddy.

Il n'existe pas d'industries de transformation des produits agricoles. Toutefois, il existe quelques transformations artisanales domestiques dont les exemples sont succinctement présentés ci-après.

Le **manioc** est le principal produit agricole du territoire. Il est consommé sous plusieurs formes : cossettes, pâtes (après avoir été réduit en farine) et *chikwange* ; les feuilles de manioc sont consommées comme légume (*sombe*). Comme tous les autres produits cités ci-haut, le manioc est produit par les ménages. Il n'existe pas encore de fermes, d'entreprises privées modernes ou de coopératives qui sont équipées pour la transformation de ces produits. Le **haricot** intervient dans l'alimentation de tous les ménages comme aliment d'accompagnement. Tous ces biens et articles vivriers sont produits prioritairement pour la consommation locale ; accessoirement, ils sont vendus sur les marchés urbains de Goma et Bukavu, ainsi que sur les marchés d'autres localités du territoire (commerce de proximité).

Les activités artisanales locales de transformation des produits vivriers portent en particulier sur le manioc qui est changé en farine, en pâte (*ugali*), en légume et en *chikwange* ; le **sorgho** transformé en farine et/ou en boisson locale appelée « *musururu* » ; le **maïs** est transformé en farine et/ou en boisson locale appelée « *mandale* » et la **banane** est transformée en boisson locale connue sous l'appellation de « *kasiks* ».

L'entreprise PREMIDIS produit des **liqueurs** (40 à 42% d'alcool). Elles sont vendues dans le territoire, mais une grande production est acheminée vers l'extérieur (en Ouganda, Goma et Kindu). D'autres entreprises familiales produisent des boissons alcoolisées à base des jus de fruits ou bien à base de maïs.

Les principaux **produits non agricoles** sont la braise, la viande et le poisson. Les produits non agricoles les plus consommés dans le territoire de Rutshuru viennent de l'extérieur.

La **viande** est produite aussi à Rutshuru. Sa production n'est pas négligeable, mais elle est principalement pour la consommation locale. L'élevage des poules commence à prendre de l'ampleur, grâce à l'introduction des races améliorées (surtout de poulets de chair) en provenance de l'Ouganda.

La **pêche** de Vitshumbi (lac Edouard) produit une quantité suffisante de **poisson** pour la consommation locale. Mais vu la pauvreté de la population et les habitudes alimentaires, 90% de cette production sont à la recherche du pouvoir d'achat vers la ville de Goma. Le poisson le plus produit est le Tilapia.

Les Principales sources d'énergie sont : le bois, le pétrole et l'électricité, la Centrale Hydroélectrique de Matebe vient en prime. Néanmoins, il existe quelques ménages desservis en électricité dans la chefferie de Bwisha (à Rutshuru, dans la cité de Kiwanja, à Rubare et à Katale), et dans la chefferie de Bwito (à Bambo et à Nyanzale). Cette desserte sert à l'éclairage et au fonctionnement de quelques appareils électroménagers.

Le bois est la principale source d'énergie du territoire de Rutshuru. Tout le monde l'utilise sous différentes formes surtout pour la cuisson. Quant aux produits pétroliers, il sont d'importation et servent principalement à l'éclairage domestique et à faire tourner des groupes électrogènes.

L'accès au Territoire de Rutshuru se fait principalement par route. On accède au territoire de Rutshuru par la RN4 de Nyiragongo (au sud) ou de Lubero (au nord-ouest). De Masisi (à l'ouest du territoire de Rutshuru), l'on accède à Rutshuru par des routes provinciales quasiment impraticables. Toutefois, Rutshuru est également accessible par voies lacustre et aérienne ; mais ces deux derniers accès sont secondaires.

En provenance de l'Ouganda, le territoire de Rutshuru est la porte d'accès à la RDC par la frontière de Bunagana (à 26 km de Rutshuru) et celle d'Ishasha (à 64 km de Rutshuru). Ces deux frontières sont très fréquentées, et on y enregistre chaque jour le passage de plusieurs tonnes des produits importés (vivres, produits manufacturés, hydrocarbures, ...).

Il est important de faire remarquer que toutes les routes nationales de Rutshuru sont en médiocre état, tandis que les routes provinciales sont toutes en très mauvais état. A Vitshumbi, au nord du territoire, on enregistre une entrée considérable de marchandises par des pirogues sur le lac Edouard en provenance des localités congolaises de Kisaka (Lubero) et de Kyavinyonge (Beni), mais également des produits d'importation en provenance de Kasese (Uganda). Le transport humain sur ce lac s'est traditionnellement fait grâce aux pirogues motorisées ; actuellement, il est facilité par un canot rapide, financé par le Gouvernement central.

Le territoire de Rutshuru comptait 4 aérodromes ; à ce jour, faute d'entretien et de maintenance, un seul est en état de fonctionnement. C'est l'aérodrome du Domaine de Katale qui est entretenu et exploité par l'ICCN.

Trois réseaux de télécommunication desservent le territoire de Rutshuru ; mais la couverture en ondes hertziennes demeure partielle et à la diligence de quatre

entreprises : Airtel, Vodacom et Orange/Tigo. Les services *m-pesa* de Vodacom, *Airtel money* de Airtel et *Orange money* d'Orange/Tigo sont fonctionnels dans les grandes agglomérations du territoire, *Airtel money* étant le plus populaire et le plus facilement accessible.

Notons qu'à certains endroits, la qualité du réseau n'est pas bonne notamment à cause des coupures intempestives. Certains coins, surtout dans la chefferie de Bwito, ne sont pas couverts. L'internet fonctionne mais le téléchargement des données est très lent.

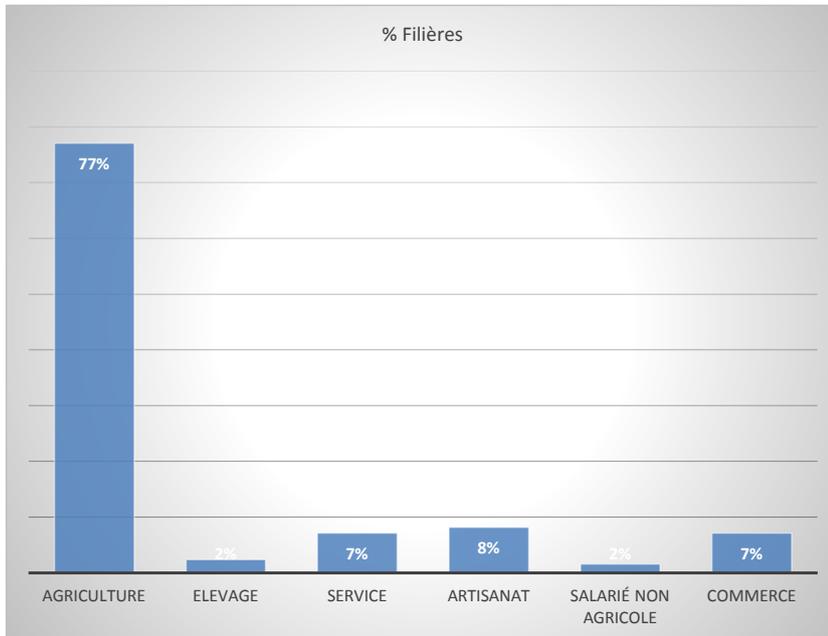
3.2. MARCHES EXISTANTS ET POTENTIELS

3.2.1. Cartographie des activités économiques par filière

Plusieurs activités économiques ont été identifiées comme source de revenu pour la population du territoire de Rutshuru, au cours des douze derniers mois. Ces différentes activités sont regroupées en six filières identifiées dans le graphique ci-dessous : agriculture familiale, élevage, services, artisanat, salariat agricole et commerce.

Sur le graphique ci-dessous, il ressort que 77% des personnes enquêtées dans le territoire de Rutshuru ont déclaré tirer leur revenu de la filière agricole. Les autres filières se partagent les 23% restants : artisanat 8%, services 7%, commerce 7%, élevage 2% et, enfin, salariat non agricole (le total des pourcentages dépasse les 100% du fait de cumul de plusieurs activités dans le chef d'un seul et même actif).

Graphique 3.1. Répartition des activités économiques par filière



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Récapitulons. L'agriculture comprend les cultures ci-après : manioc, haricot, soja, banane, café, arbre fruitier, maïs, arachide, riz, canne à sucre, pomme de terre, oignon, tomate, etc. La filière artisanat comprend les activités suivantes : couture, maçonnerie, menuiserie, salon de coiffure, briqueterie, ajustage fabrication alcool, etc. La filière petit commerce couvre boutiques, articles divers, pharmacie, huile de palme, viande, friperie, produits de communication. Dans la rubrique "service", il faut ranger les réparations des "deux roues" (motos et vélos), les opérations de change, etc. L'élevage concerne, en plus des bovins, plutôt le petit bétail domestique : chèvres, poules, vaches et porcs.

3.2.2. Les indicateurs de rentabilité

(i) Filière Commerce

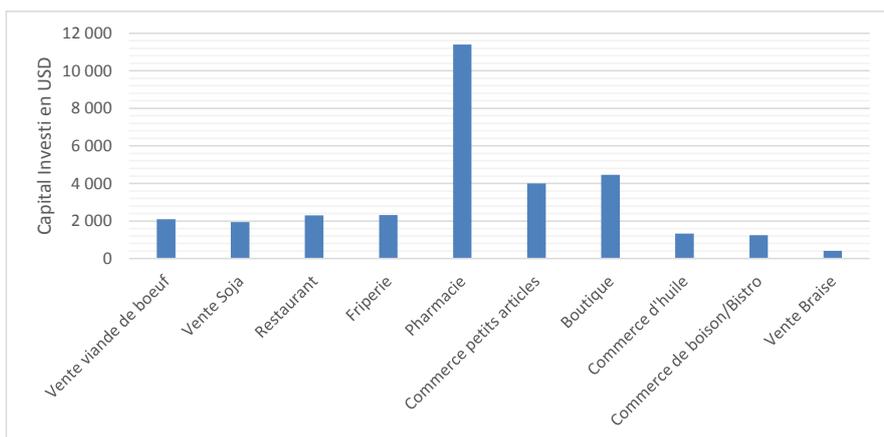
Tableau 3.1. Indicateurs de rentabilité des activités dans la filière commerce

	Viande bovine	Soja	Restaurant	Friperie	Pharmacie	Articles divers	Boutique	Huile de palme	Bar/Bistro	Braise
Investissement	2.100	1.946	2.300	2.307	11.401	3.999	4.458	1.327	1.235	412
Charges d'exploitation	750	356	957	1.102	1.000	588	695	79	128	16
Chiffre d'affaires	1.425	1.239	1.602	1.722	1.943	1.983	2.481	874	1.002	352
Bénéfice brut	675	883	645	620	943	1.395	1.786	795	874	336
Marge brute	32%	45%	28%	27%	8%	35%	40%	60%	71%	82%

Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Comme les données du tableau 3.1 l'indiquent, la pharmacie exige la plus forte somme de capital investi, tandis que son taux de rentabilité est très faible. À l'opposé, les gens s'intéressent moins à la braise qui, pourtant, dégage la marge brute la plus élevée (82% contre seulement 8% dans la pharmacie).

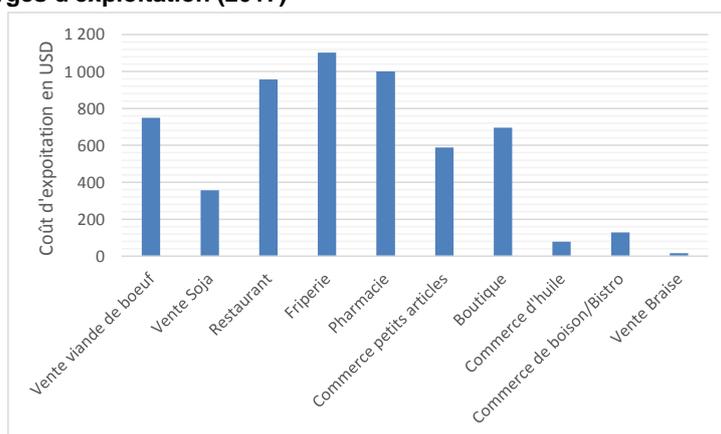
Graphique 3.2. Comparaison des activités de la "filère commerce" selon la hauteur du capital investi (2017)



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Il ressort du graphique ci-dessus que le plus grand capital investi dans la filière commerce au cours des douze derniers mois dans le territoire de Rutshuru parmi la population échantillonnée est évalué à 11.401\$, et se trouve dans les officines pharmaceutiques. Le commerce de boutiques vient en deuxième position avec 4.458 \$. La vente des braises vient en dernière position avec 412 \$.

Graphique 3.3. Répartition des activités de la "filère commerce" selon la hauteur des charges d'exploitation (2017)

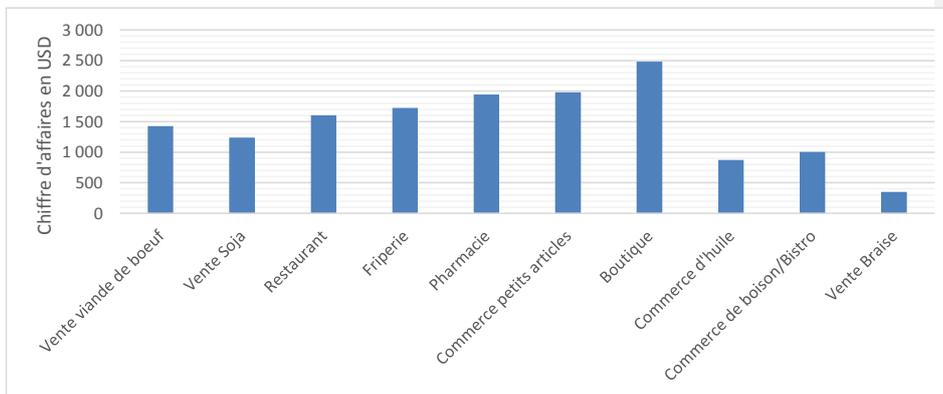


Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Le graphique 3.3 ci-dessus montre qu'au cours des douze derniers mois, le commerce de friperie se caractérise par les charges d'exploitation les plus élevées (1.102 \$). Viennent après la pharmacie et la restauration avec respectivement 1.000\$ et 957\$. Le commerce de braise ferme la marche avec seulement 16 \$.

Analysé suivant l'indicateur chiffre d'affaires réalisé, la situation économique de la filière commerce dans ce territoire indique que la boutique (commerce de divers articles vendus en boutique) enregistre le plus haut chiffre d'affaires (2.481 \$), suivie du commerce de "petits articles" en étalage informel (graphique 3.4).

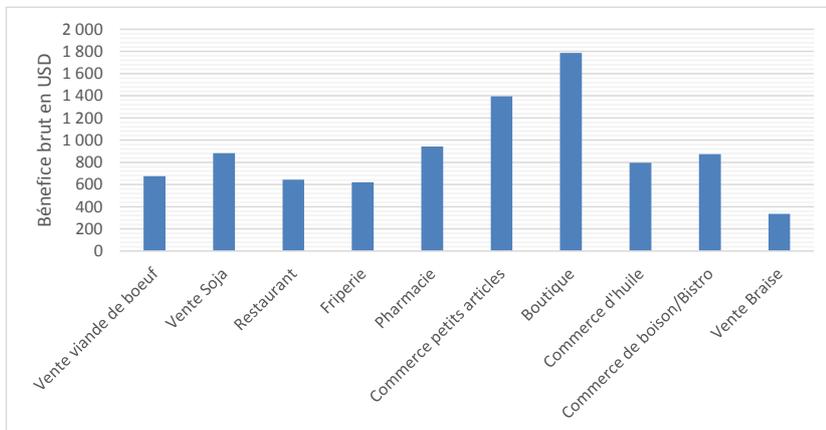
Graphique 3.4. Répartition des activités économiques de la filière commerce selon le Chiffre d'affaires (2017)



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

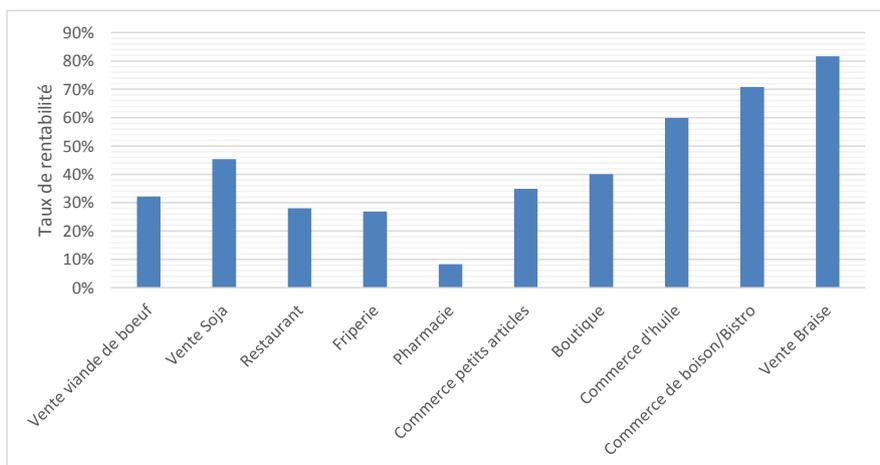
De même en ce qui concerne la marge brute, le graphique 3.5 ci-dessous montre que la boutique produit plus de bénéfice brut que toutes les autres activités dans la filière commerce au cours des douze derniers dans la population enquêtée. Soit 1.786\$. Le petit commerce vient en deuxième position avec 1.395\$. La braise est au bas de l'échelle avec 336\$.

Graphique 3.5. Comparaison des activités de la "filiale commerce" selon la hauteur de la marge brute (2017)



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Graphique 3.6. Répartition des activités économique de la filière commerce selon le taux de rentabilité (2017)



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Suivant l'indicateur du taux de rentabilité (voir graphique 3.6 ci-dessus), le taux de rentabilité est plus élevé dans la braise que les autres activités enquêtées. Il est de plus de 80%. Il est suivi par le commerce de boisson/bistro avec 71%. C'est la pharmacie qui affiche le taux de rentabilité le plus faible, soit 8%, alors qu'elle demande un chiffre élevé de capital investi.

(ii) Filière services et artisanat

Le tableau 3.2 regroupe les activités de deux filières, qui sont les « services » et « l'artisanat ». Il donne une vision d'ensemble des différents indicateurs de rentabilité des activités génératrices de revenus dans cette double filière.

Tableau 3.2. Indicateurs de rentabilité des activités de la "filière Services" et de la "filière Artisanat" (2017)

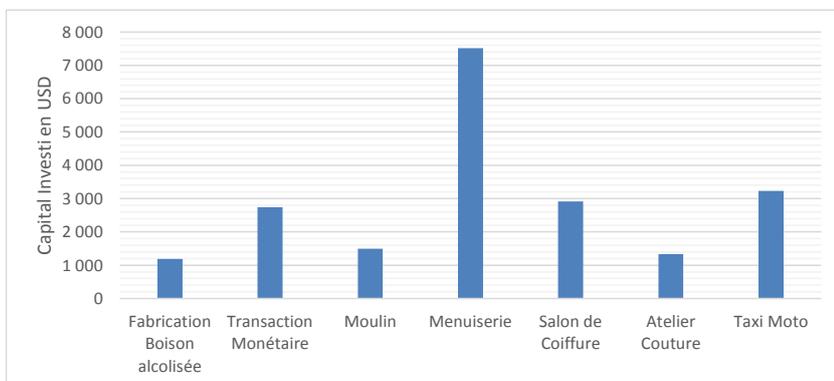
	Fabrication boisson alcoolisée	Change	Moulin	Menuiserie	Salon coiffure	Atelier couture	Taxi moto
Investissement	1.189	2.746	1.500	7.518	2.911	1.329	3.233
Charges d'exploitation	846	167	157	2.579	141	752	198
Chiffre d'affaires	987	2.230	846	6.587	890	1.571	1.213
Marge brute	141	2,063	689	4,008	749	819	1,015
Taux de rentabilité	12%	75%	46%	53%	26%	62%	31%

Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Il apparaît évident (voir tableau 3.2 ci-dessus) que la menuiserie exige le coût le plus élevé en investissement, soit 7.518 \$. Vient en deuxième position le taxi-moto avec 3.233 \$. À l'opposé, les gens investissent moins leur capital dans la fabrication des boissons alcoolisées. Quant à la rentabilité, c'est le service de change qui est gratifié du taux le plus élevé, soit 75%.

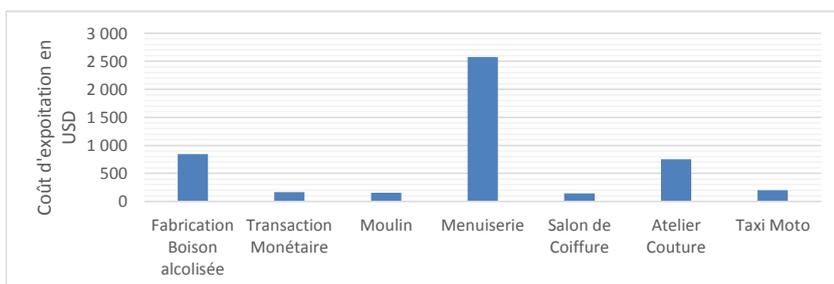
En reprenant l'examen par indicateur séparé, il ressort du graphique 3.7 ci-dessous que le plus grand capital investi dans la "filière Services" et dans la "filière Artisanat" est évalué à 7.518 \$ et se trouve dans la menuiserie. Le taxi-moto vient en deuxième position avec 3.233 \$. La fabrication des boissons alcoolisées vient en dernière position, avec 1.189 \$.

Graphique 3.7. Comparaison des activités de la "filière Services" et de la "filière Artisanat" selon le capital investi (2017)



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Graphique 3.8. Comparaison des activités de la "filière services" et de la "filière Artisanat", selon la hauteur des charges d'exploitation (2017)

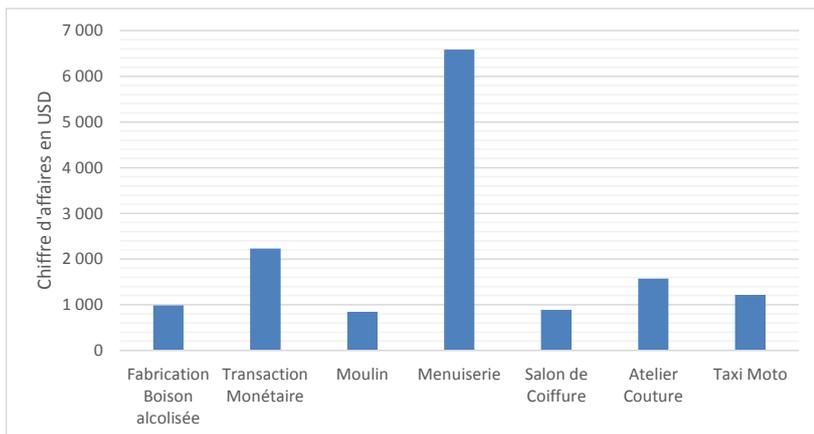


Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Dans la "filière Artisanat", la menuiserie a les charges d'exploitation les plus élevées (2,579 \$) comparées en coût absolu ou nominal, suivies de celles de fabrication de boisson alcoolisée et de l'atelier de couture (respectivement 846 \$ et 752 \$). Le moulin, dans la "filière Services" se range en toute dernière position (voir le graphique 3.8 ci-dessus).

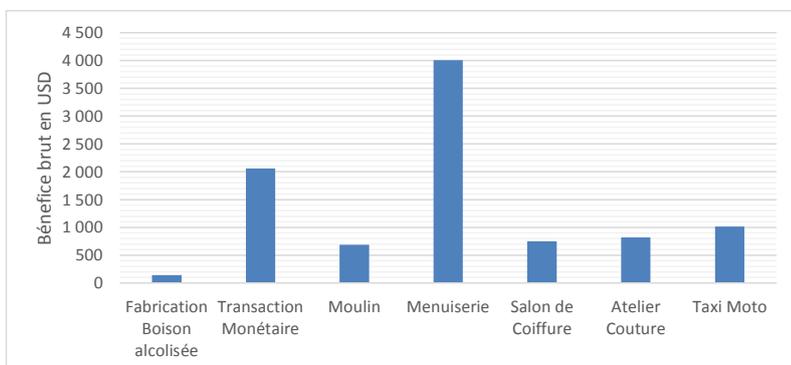
Du point de vue de l'indicateur « chiffre d'affaires réalisé », le graphique 3.9 ci-dessous indique que la menuiserie a produit le plus haut chiffre d'affaires avec 6.587 \$, suivie du change avec 2.230 \$. Par contre, c'est le moulin qui affiche le chiffre d'affaires le plus faible comparativement aux autres activités.

Graphique 3.9. Comparaison des activités de la "filiale Services" et de la "filiale Artisanat" selon le chiffre d'affaires (2017)



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

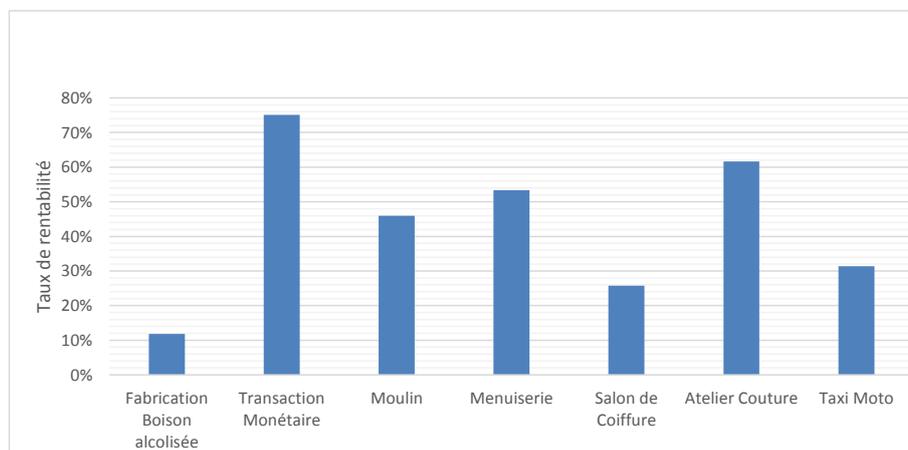
Graphique 3.10. Répartition des activités de la filiale service et artisanat selon le « bénéfice brut ».



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Au regard du graphique 3.10 ci-dessus, la menuiserie produit plus de bénéfice brut que toutes les autres activités dans la filiale service au cours des douze derniers dans la population enquêtée. Soit 4008\$. Le petit commerce vient en deuxième position avec 2063\$. La fabrication de boisson alcoolisée est au bas de l'échelle avec 141\$.

Graphique 3.11. Comparaison des activités de la "filiale Services" et de la "filiale Artisanat" selon le taux de rentabilité (2017)



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Selon le graphique 3.11 ci-dessus, il apparaît que le taux de rentabilité est plus élevé dans le change : il est de 75%. L'atelier de couture suit immédiatement avec 62%. C'est la fabrication de boisson alcoolisée qui affiche le taux de rentabilité le plus faible, soit 12%.

(iii) Filière agriculture

Le tableau 3.3 ci-dessous présente les principales activités génératrices de revenus dans cette filière. Il donne une vision d'ensemble des cinq paramètres retenus comme indicateurs de rentabilité de ces AGR.

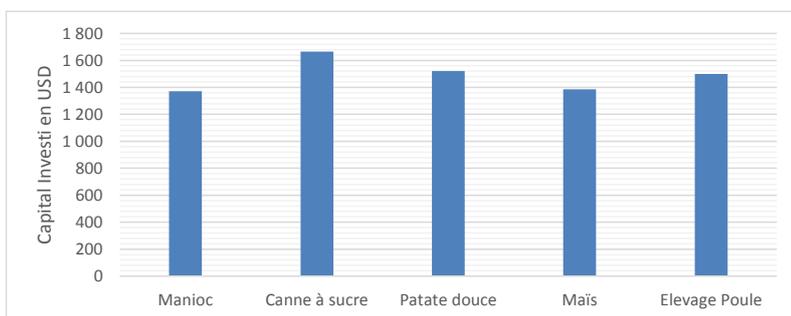
Tableau 3.3. Les indicateurs de rentabilité des activités de la "filiale agricole" (2017).

	Manioc	Canne à sucre	Patate douce	Maïs	Élevage Poule
Investissement	1.372	1.666	1.520	1.386	1.500
Charges d'exploitation	321	223	350	351	251
Chiffre d'affaires	1.123	663	750	842	971
Marge brute	802	440	400	491	720
Taux de rentabilité	58%	26%	26%	35%	48%

Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Les indications générales de ce tableau renseignent que le capital investi est presque le même pour tous les produits agricoles. La canne à sucre vient en tête, suivie de la patate douce. Le chiffre d'affaire est le plus élevé pour le manioc : 1.123 \$. Quant au bénéfice brut, c'est également le manioc qui vient en tête avec 802 \$.

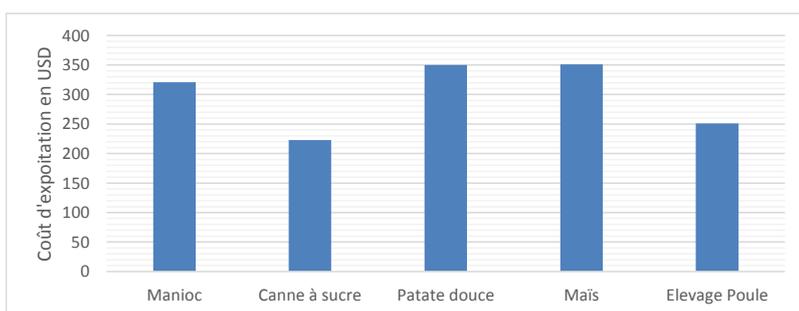
Graphique 3.12. Comparaison des activités de la "filiale agricole" selon la hauteur du capital investi (2017).



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Analysé du point de vue du critère/indicateur capital investi, et comme mentionné plus haut au tableau 3.3, il ressort du graphique 3.12 ci-dessus que le plus grand capital investi dans la "filiale agricole" au cours des douze derniers mois dans ce territoire, est évalué à 1.666 \$, et concerne la plantation de la canne à sucre. La patate douce vient en deuxième position avec 1520 \$. Et le manioc ferme la marche avec 1.372 \$.

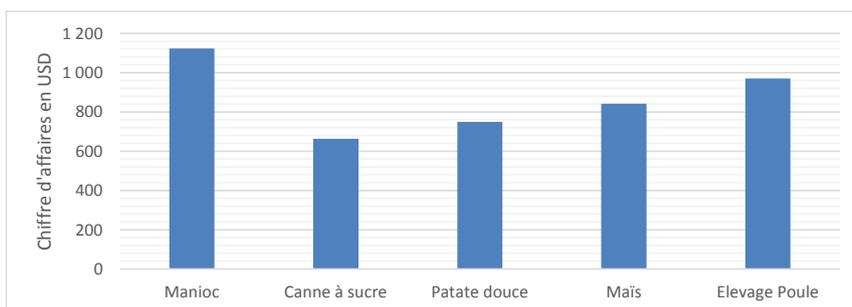
Graphique 3.13. Comparaison des activités de la "filiale agricole" selon les charges d'exploitation (2017).



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Selon le graphique 3.13 ci-dessus, les cultures de maïs, de la patate douce et du manioc ont les charges d'exploitation les plus élevées, situées respectivement à 351 \$, 350 \$ et 321 \$. La culture de la canne à sucre vient en dernier ressort avec 223 \$ au cours des douze derniers mois.

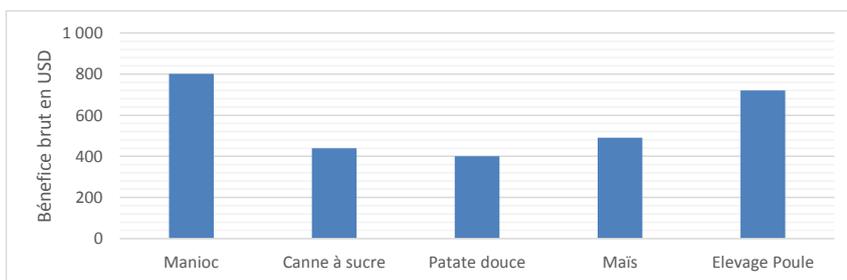
Graphique 3.14. Comparaison des activités de la "filiale agricole" selon la hauteur du chiffre d'affaires (2017).



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Du point de vue de ce critère de chiffre d'affaires réalisé au cours des douze derniers mois, le manioc a produit le chiffre d'affaires le plus élevé avec 1,123 \$, suivi de l'élevage des poules avec 971 \$. La culture de la canne affiche le chiffre le plus faible comparativement aux autres activités enquêtées (voir graphique 3.14).

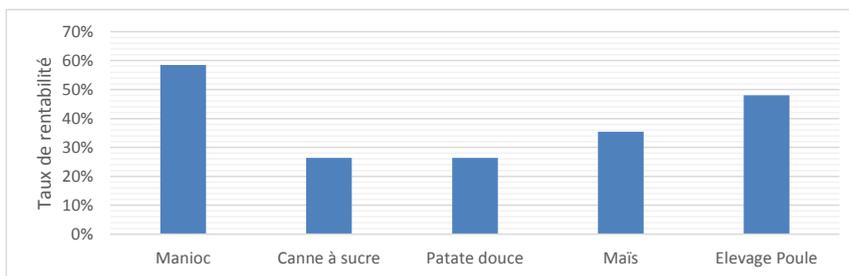
Graphique 3.15. Comparaison des activités de la "filiale agricole" selon le niveau de la marge brute (2017).



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Au regard du tableau 3.15 ci-dessus, le manioc a rapporté plus que toutes les autres activités dans la filière agricole au cours des douze derniers mois dans la population enquêtée, soit 802 \$. L'élevage des poules vient en deuxième position avec 720 \$. La patate douce est au plus bas de l'échelle avec 400 \$.

Graphique 3.16. Comparaison des activités de la "filière agricole" selon le taux de rentabilité (2017).



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Quant au taux de rentabilité, il apparaît être le plus élevé pour le manioc (58%). Il est suivi par celui enregistré dans l'élevage des poules avec 48%. La canne à sucre et la patate douce sont *ex-æquo* avec 26% (voir graphique 3.16).

(iv). Indicateurs de rentabilité par agent économique et filière dans la chefferie

Filière commerce

Tableau 3.4. Indicateurs de rentabilité de la filière commerce par agent économique

	Viande bovine	Soja	Restaurant	Friperie	Pharmacie	Articles divers	Boutique	Huile de palme	Bar/Bistro	Braise
Investissement	111	102	121	121	74	210	235	70	65	22
Charges d'exploitation	39	19	50	58	53	31	37	4	7	1
Chiffre d'affaires	75	65	84	91	104	104	131	46	53	19
Bénéfice brut	36	46	34	33	52	73	94	42	46	18
Taux de rentabilité	32%	45%	28%	27%	70%	35%	40%	60%	71%	81%

Source : ICREDES, Enquête de terrain mai 2017.

L'investissement dans les activités de la filière commerce dans ce territoire sont relativement abordables pour un citoyen moyen de Rutshuru (voir tableau 3.4). C'est comme si le commerce était à la portée de tout le monde dans le territoire. En outre les charges d'exploitations sont faibles pour le niveau de capital investi, et avec un chiffre d'affaires et un niveau de rémunération brut encourageant. Ce qui annonce un taux de rentabilité individuel très satisfaisant pour toutes les AGR de cette filière, allant de 30 à plus de 80%.

Filière Services et artisanat

Tableau 3.5. Indicateurs de rentabilité de la filière services et artisanat par agent économique

Indicateurs (usd)	Fabrication boisson alcoolisée	Change	Moulin	Menuiserie	Salon coiffure	Atelier couture	Taxi moto
Investissement	63	145	79	396	153	70	170
Charges	45	9	8	136	7	40	10
Chiffre d'affaires	52	117	45	347	47	83	64
Marge brute	7	109	36	211	39	43	53
Taux de rentabilité	12%	75%	46%	53%	26%	62%	31%

Source : ICREDES, Enquête de terrain mai 2017.

En ce qui concerne la filière Services et artisanat (voir tableau 3.5), le capital à investir pour démarrer une activité génératrice de revenus est relativement faible. Il va de 60 à moins de 400\$ selon les activités choisies. Les charges mensuelles d'exploitation comme le chiffre d'affaire sont conséquents avec le niveau de l'investissement. Mais la rentabilité est variable, avec des niveaux encourageants de l'ordre de 26 % à 75%, les AGR comme le change, la couture, la menuiserie et la meunerie. Seule la fabrication des boissons locales semble être peu rentable avec un niveau de 12%.

Filière Agriculture

Tableau 3.6. Indicateurs de rentabilité de la filière agricole par agent économique

	Manioc	Canne à sucre	Patate douce	Maïs	Élevage Poule
Investissement	72	88	80	73	79
Charges d'exploitation	17	12	18	18	13
Chiffre d'affaires	59	35	39	44	51
Marge brute	42	23	21	26	38
Taux de rentabilité	58%	26%	26%	35%	48%

Source : ICREDES, Enquête de terrain mai 2017.

Dans la filière agricole, qui est la base d'existence des populations du territoire le capital à investir dans les différentes AGR de cette filière est très à la portée des citoyens (moins de 100\$). L'investissement dans chacune des spéculations agricoles et dans le petit élevage (petit bétail et volaille) fait partie de leurs besoins de subsistance. Bien que lente saisonnière et pas particulièrement élevée, la rentabilité est assurée, car il est un principe de leur culture que la « terre ne trompe pas son Homme ». Elle va de 26 à 60% environ par spéculation (voir tableau 3.6).

Sur la base des informations chiffrées affichées dans les tableaux et graphiques ci-dessus, expliqués et largement commentés, il est temps de proposer un choix raisonnable des filières les plus porteuses de rentabilité.

3.3. FILIERES PORTEUSES

Au vu des analyses faites dans les sections ci-dessus, il est possible de dégager un classement des filières porteuses. C'est fait au tableau 3.4 ci-dessous.

Tableau 3.4 : Les activités économiques les plus porteuses, territoire de Rutshuru (2017).

N°	Filières	ACTIVITES ÉCONOMIQUES PORTEUSES								
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
1	Agriculture/ élevage	Manioc	Poules	Maïs	Huile de palme	Canne à sucre	Patate douce	-	-	-
2	Commerce	Braise	Boisson en bistro	Huile de palme	Soja	Divers articles de boutique	Divers articles au détail	Viande bovine	Friperie	Pharmacie
3	Services/ Artisanat	Change	Couture	Menuiserie	Moulin	Taxi moto	Coiffure en salon	Fabrication boissons alcoolisées	-	-

Source : ICREDES, Enquête de terrain, mai 2017.

La combinaison/consolidation de ces critères/indicateurs montre qu'en première catégorie, les AGR les plus porteuses sont celles du secteur productif en particulier pour les spéculations vivrières comme le manioc, le maïs, l'huile de palme, mais aussi la couture et la menuiserie dans l'artisanat notamment ainsi que l'élevage des poules. Il y a aussi des AGR porteuses dans le commerce et notamment pour la braise, les boissons, le change et le soja. Ce qui laisse voir que la culture du soja pourrait pour sa production locale devenir une autre AGR porteuse dans la filière agricole. Les autres activités productives et commerciales viennent en seconde catégorie des AGR porteuses.

3.4. OPPORTUNITES, CONTRAINTES ET PERSPECTIVES

La population de Rutshuru est **très active**. Tout le monde est **intéressé au travail** surtout aux activités champêtres. Le majeur obstacle reste l'**insécurité** : des agriculteurs sont kidnappés aux champs pour être échangés contre une rançon (souvent pas moins de 500\$). Le **sol** de Rutshuru, quant à lui, est **productif**. Une fois la **terre disponible**, les **connaissances modernes de l'agriculture** acquises et les **outils de travail** à la portée de la population, cette dernière exploiterait la terre et produirait beaucoup plus de récoltes pour la consommation et même pour la vente tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Actuellement, avec la **présence de l'électricité** dans certains coins du territoire, Rutshuru est **propice pour l'implantation des industries** de transformation. Une fois des industries implantées, on pourrait transformer le maïs, le poisson, le manioc, la canne à sucre, les fruits, ... Ceci contribuerait à la stabilité des prix des produits alimentaires et au développement de l'agriculture.

Développer le **tourisme** dans le parc national des Virunga est aussi un atout pour le développement de Rutshuru. En effet, avec la présence de nombreux touristes, les échanges commerciaux, technologiques et culturels ne peuvent qu'être favorables au développement local.

CONCLUSION

Toutes filières confondues, les principales activités économiques porteuses sont intimement liées à la survie de la population locale (consommation locale) et qui bénéficient des données naturelles et environnementales favorables : climat équatorial frais et humide, terres riches volcaniques de haute altitude et basses terres, position géographique stratégique de verrou entre la RDC et l'Ouganda, environnement naturel généreusement doté en ressources, et fertilité exceptionnelle du sol constituent autant d'atouts.

Au-delà de ces atouts rares de Rutshuru, ses activités économiques les plus rentables sont légion :

- production agricole et pastorale : manioc, maïs, huile de palme, poules, cannes à sucre et patate douce ;
- commerce de braise, boisson en bistro, huile de palme, soja, divers articles en boutique, divers articles au détail, viande bovine, friperie et articles de pharmacie ;

- services et artisanat : change, couture en salon, coiffure en salon, menuiserie, moulin, taxi-moto et boissons alcoolisées.

CHAPITRE 4 : SITE D'IDJWI

4.1. MONOGRAPHIE ET CARTOGRAPHIE ECONOMIQUES

4.1.1. *Données administratives, géographiques et Culturelles*

L'île d'Idjwi, jadis subdivision administrative de la chefferie de Buhavu en territoire de Kalehe, avait été érigée en territoire autonome par l'ordonnance n° 078/238 du 29 septembre 1974 portant création de ce territoire. Situé au milieu du lac Kivu à mi-chemin entre la ville de Bukavu et celle de Goma, Idjwi est la plus grande île de la RDC.

Le territoire d'Idjwi est limité :

- au Nord par le lac Kivu et la ville de Goma,
- au Sud par le lac Kivu, le Rwanda et le territoire de Kabare,
- à l'Est par le lac Kivu et le Rwanda,
- à l'Ouest par le lac Kivu et les territoires de Kabare et de Kalehe.

Les données géographiques placent l'île d'Idjwi entre 1°56 et 2°8 de latitude Ouest, et entre 28°56' et 29°5' de longitude Est. Située à l'est dans la province du Sud-Kivu, l'île d'Idjwi a 310 Km² de superficie, et une population estimée à 285 997 habitants.

De par sa position géographique, Idjwi se singularise de tous les autres territoires du au Kivu et dans la RDC, du fait qu'il est isolé de tous les côtés par les eaux du lac Kivu. Ainsi, contrairement à d'autres territoires accessibles par route, c'est seulement par voie lacustre qu'on accède à Idjwi.

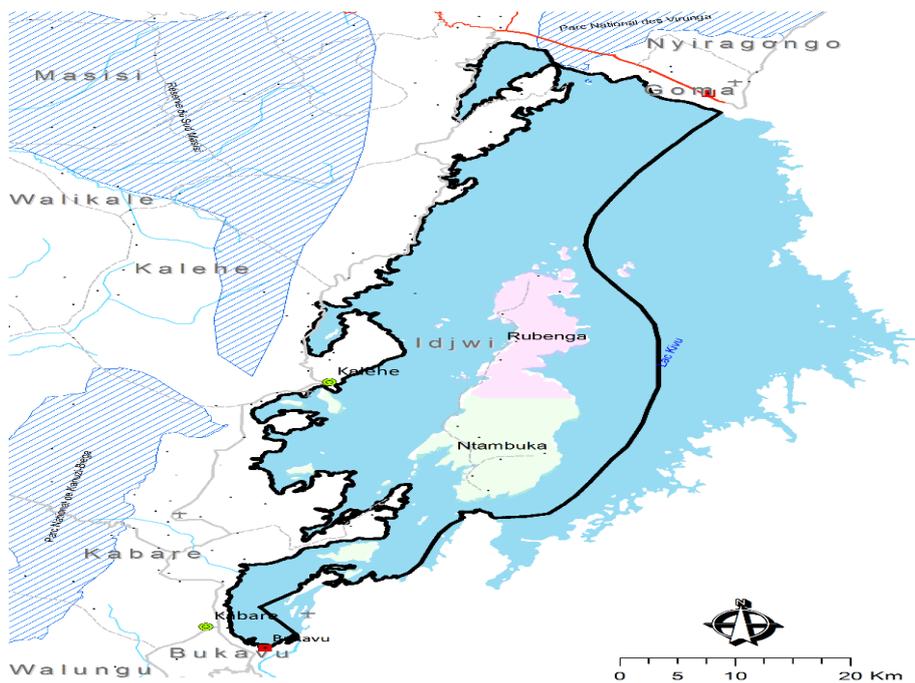
Au point de vue de son peuplement, Idjwi est un des rares territoires du pays où l'on trouve les Bambuti, un des peuples chasseurs autochtones les plus anciens de la RDC. On les trouve dans toutes les deux chefferies d'Idjwi, mais beaucoup plus dans la chefferie Rubenga, où ils sont sédentarisés et installés dans les activités agricoles sous la direction d'un chef coutumier.

Le positionnement de ce territoire dans les eaux favorise la pêche et l'exploitation des carrières de sable et des briqueteries, à côté de quelques minerais. Argilo-sablonneux, le sol permet la production du sable, des briques, des ananas, du café et du quinquina.

Le territoire d'Idjwi ne compte un seul grand groupe ethnique *bantu* : l'ethnie *Havu* (95%). En outre, on y trouve également une population d'origine rwandaise. La coexistence est généralement pacifique entre les diverses composantes ethniques de

la population. Celles-ci vivent regroupées en deux royaumes dirigés chacun par un *Mwami* (une royauté traditionnelle vieille de plusieurs siècles).

Le *Kihavu* est la langue la plus usitée d'Idjwi, à l'exception d'une poignée de personnes venues d'autres territoires. Le Swahili est la principale langue de communication, vernaculaire, entre les autochtones d'Idjwi et les populations urbaines.



Le territoire d'Idjwi a un climat équatorial doux et humide, propre aux hautes altitudes, avec deux saisons en alternance : la saison pluvieuse s'étend sur neuf mois environ (de septembre à mai, mais avec une courte interruption en janvier) et la saison sèche dure environ 4 mois (de mai à août). Les températures moyennes annuelles oscillent autour de 17°C en saison de pluies et 30° au moment le plus chaud en saison sèche (janvier).

Le sol est essentiellement sablonneux au Nord, et argileux au Sud. La végétation menacée d'extinction est naturellement arbustive et herbeuse, parsemée de forêts secondaires. Idjwi possède ses propres cours d'eau, mais à faible débit.

Trois réseaux de télécommunication sont en service, mais avec une couverture partielle (Airtel, Vodacom et Orange/Tigo). Les services *m-pesa* de Vodacom, *Airtel money* et *Orange money* sont fonctionnels, mais de façon très limitée. La qualité du réseau, à plusieurs endroits, n'est pas bonne. L'internet fonctionne mais le téléchargement des données est très lent, à cause d'un débit très faible.

4.1.2. Situation économique

Les habitants d'Idjwi sont essentiellement des agriculteurs. L'agriculture de subsistance est pratiquée par la quasi-totalité de la population. Chez les *Havu*, l'homme laboure les champs et la femme vient semer, sarcler, récolter et, enfin, préparer les produits pour l'autoconsommation dans le ménage ou, le cas échéant, pour la vente sur le marché (local ou urbain). Les recettes de vente reviennent à l'homme qui décide de la répartition/affectation.

Les principales activités économiques d'Idjwi sont l'agriculture, le petit commerce, la pêche, l'élevage l'exploitation des carrières de sable et des briqueteries.

L'**agriculture** vivrière est pratiquée par la quasi-totalité de la population d'Idjwi. Le manioc, le haricot, le soja, la banane, l'arbre fruitier, l'ananas et le café sont les principaux produits agricoles. Il existe une vaste plantation qui occupe à elle seule presque le tiers des terres arables du territoire d'Idjwi. Il s'agit de la ferme familiale "Bisengimana", spécialisée dans les cultures industrielles notamment le quinquina et le café.

Le **petit commerce** est la deuxième activité en importance. Les produits agricoles ainsi que certains produits manufacturés venus d'autres territoires font l'objet d'échanges à Idjwi. La **pêche** demeure à un stade artisanal compte tenu des techniques utilisées. Le fretin (*sambaza*) est le produit phare issu de la pêche à Idjwi, et constitue un aliment de base consommé durant toute l'année sur l'ensemble du territoire.

L'**élevage** du petit bétail et de la volaille est courant, à côté de l'élevage de dindons qui est particulièrement pratiqué. Celui du gros bétail est rare, par manque d'espace

pour les pâturages. En effet, l'île est surpeuplée et les terres de cultures sont rares ; c'est ainsi que des anciens pâturages ont été transformés en champs de cultures vivrières.

La plupart des intermédiaires commerciaux d'Idjwi sont dans le **petit commerce**. Au niveau local, ils vendent les biens agricoles produits à Idjwi. D'autres font quitter les produits manufacturés de la ville de Bukavu et de Goma pour venir les vendre dans les différents marchés d'Idjwi. Les transactions commerciales s'effectuent même avec le Rwanda, et les commerçants d'Idjwi vont y acheter certains biens notamment le riz, l'huile de palme (sans doute produite au Burundi), la farine de froment, etc.

À Idjwi, la plupart des **PME** œuvrent beaucoup plus dans le petit commerce. Ce sont des entreprises individuelles ou familiales ; elles emploient 1 ou 2 personnes le plus souvent. Le transport lacustre, l'exploitation et la commercialisation du sable sont également des activités au cœur du business des PME à Idjwi. Les industries sont rares à Idjwi. Les quelques très petites industries sont dans la briqueterie, la production agricole, la fabrication de jus et de boisson à base de certaines fruits, notamment d'ananas, de banane, et de soja. Toutes ces PMI sont artisanales et ne disposent pas de moyens nécessaires pour assurer ni une grande production, ni une production de grande qualité.

Le **manioc** est le produit agricole phare d'Idjwi. Il constitue le poumon économique de ce territoire. Il est produit dans toutes les deux chefferies et dans les six groupements de l'île. À Idjwi, il est plus consommé sous forme de « ugali » et quelque fois sous celle de tubercules bouillis. Une bonne partie du manioc est revendue dans les territoires voisins, et plus particulièrement dans la ville de Bukavu.

Le **haricot** est produit dans les deux chefferies. Sa consommation est locale. Consommé toute l'année, le plus souvent avec les bananes plantains pour certains ménages et le riz ou le fufufu pour d'autres, le haricot est un aliment de base.

Le **café** étant une culture industrielle, il est produit et vendu mais pas consommé localement. La production est exportée en grande partie vers le Rwanda. Avec la CPNCK (Coopérative des Planteurs et Négociants du Café au Kivu) qui essaie d'encadrer et d'assister les planteurs du café par l'implantation des Micro-stations de lavage du café (MSLC), la production du café semble prendre de l'ampleur ces dernières années, et cette coopérative parvient même à exporter en Europe le café qu'elle achète auprès de ses membres.

À ce jour, Idjwi est le seul grand producteur d'**ananas** dans la province du Sud-Kivu. Ce territoire produit les ananas d'une très bonne qualité qui sont consommés comme fruits, ou utilisés pour fabriquer des vins et des jus. La grande quantité est revendue dans les villes de Bukavu et de Goma ainsi que dans d'autres territoires voisins.

Les produits non agricoles consommés à Idjwi sont les espèces aquatiques (**fretin, goujons et tilapia**) du lac Kivu. Les espèces comme les fretins (sambaza) représentent un aliment de base dans l'île comme une source importante de protéines, et sont consommés durant toute l'année. Une autre partie des fretins est revendue dans la ville de Bukavu et celle de Goma. Le tilapia et les goujons sont consommés localement.

Le **sable** est aussi l'un des produits caractéristiques du territoire d'Idjwi. Son exploitation est effectuée sur les rives du lac Kivu et cela sur tous les versants de l'île. Plusieurs jeunes œuvrent dans cette exploitation pour acheminer le sable à Bukavu et à Goma. Ce sable est chargé dans des barques de certains opérateurs économiques œuvrant dans ce secteur. Ainsi, la plupart des maisons de Goma et surtout de Bukavu sont construites avec le sable venu d'Idjwi.

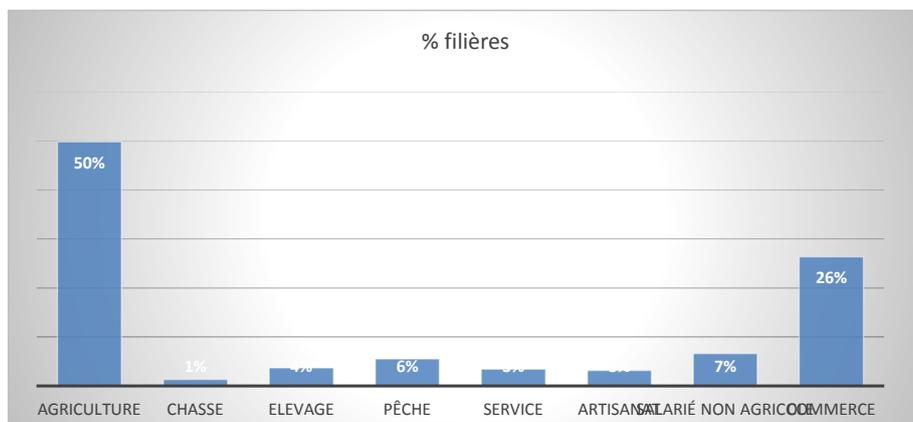
L'utilisation de l'**énergie électrique** est très faible sur ce territoire. La plupart des ménages qui le peuvent utilisent des **panneaux solaires** pour l'éclairage. Au cours de la journée, ce sont également des panneaux dont se servent quelques petits entrepreneurs pour réaliser leurs activités (salon de coiffure, restaurant, débits de boissons). Les **groupes électrogènes** sont rares et ne sont utilisés que dans certaines organisations de grande taille comme les ONG, les hôpitaux, les églises, les universités et quelques écoles. Le **bois** est utilisé pour la cuisine dans presque tous les ménages, et sert à d'autres besoins comme la fabrication des pirogues. Le **pétrole** est aussi utilisé pour éclairage la nuit.

4.2. MARCHES EXISTANTS ET POTENTIELS

4.2.1. Cartographie des activités économiques par filière

Plusieurs activités économiques ont été identifiées comme source de revenu pour la population du territoire d'Idjwi au cours des douze derniers mois. Ces différentes activités sont regroupées en huit filières, telles qu'illustrées dans le graphique ci-dessous. On peut citer notamment l'agriculture, l'élevage, la chasse, la pêche, les divers services, l'artisanat, le salariat non agricole et le commerce.

Graphique 4.1. Répartition des activités économiques par filières (2017)



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Sur le graphique 4.1 ci-dessus, 50% des personnes enquêtées ont déclaré tirer leur revenu des activités agricoles, soit la moitié de la population qui travaille. Le commerce vient en deuxième position avec 26%. Les autres filières se partagent 24% : salariat non agricole 7%, pêche 6%, élevage 4%, artisanat 3%, service 3%, et chasse 1%.

4.2.2. Les indicateurs de rentabilité

(i) Filière Commerce

Tableau 4.1. Comparaison des activités de la filière commerce selon le niveau de rentabilité (2017).

	Vente briques	Restaura- tion	Fabrication Boisson alcoolisée	Vente boutique	Vente petits articles	Pharma- cie	Vente ananas	Vente œufs	Vente sable
Investissement	1.050	6.995	814	7.846	6.875	5.348	1.485	1.309	1.573
Charges d'exploitation	135	5.262	105	2.876	2.147	3.185	867	945	1.051
Chiffre d'affaires	961	8.523	514	4.216	3.698	6.845	2.106	1.824	2.461
Marge brute	826	3.261	409	1.340	1.551	3.660	1.239	879	1.410
Taux de rentabilité	79%	47%	50%	17%	23%	68%	83%	67%	90%

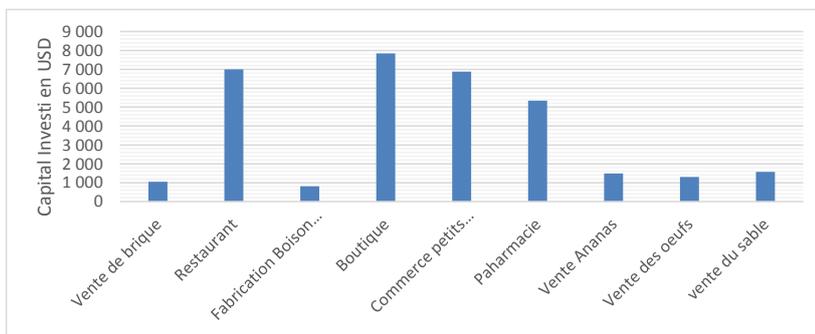
Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

En examen global, il est évident sur le tableau 4.1 que la boutique nécessite le plus grand capital investi (7.846 \$) ; à l'opposé, son taux de rentabilité est le plus faible. Le

taux de rentabilité est le plus élevé dans la vente de sable (90%), suivi de la vente d'ananas (83%) et de briques avec (79%).

Il est utile de noter que normalement l'activité de fabrication de boisson locale aurait dû être classée dans la filière artisanat et commerce ci-dessous. Mais une erreur de dépouillement l'a regroupée dans cette filière. Mais l'analyse en ce qui la concerne reste valable.

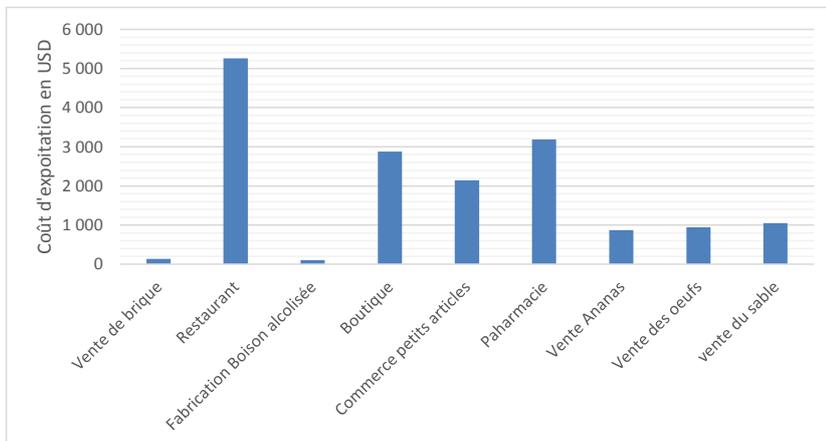
Graphique 4.2. Comparaison des activités de la filière commerce selon le niveau du capital investi (2017).



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Il ressort du graphique ci-dessus que le plus grand capital investi dans la filière commerce au cours des douze derniers mois dans le territoire d'Idjwi est évalué à 7.846\$, et se trouve respectivement dans l'activité de la boutique. Le restaurant vient en deuxième position avec 6.995 \$. La fabrication des boissons alcoolisée vient en dernière position avec 814\$.

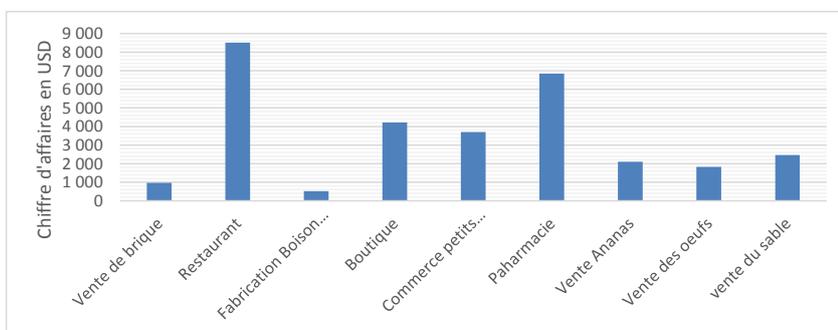
Graphique 4.3 : Comparaison des activités de la filière commerce selon le niveau des charges d'exploitation (2017).



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Sur le graphique 4.3 ci-dessus, l'enquête a montré que le restaurant demande plus de coût d'exploitation avec 5.262 \$. Suivi de la pharmacie et de la boutique et du commerce respectivement 3.185\$ et 2.876\$. La fabrication de la boisson alcoolisée ne nécessite pas beaucoup de coût d'exploitation selon ce graphique (105\$).

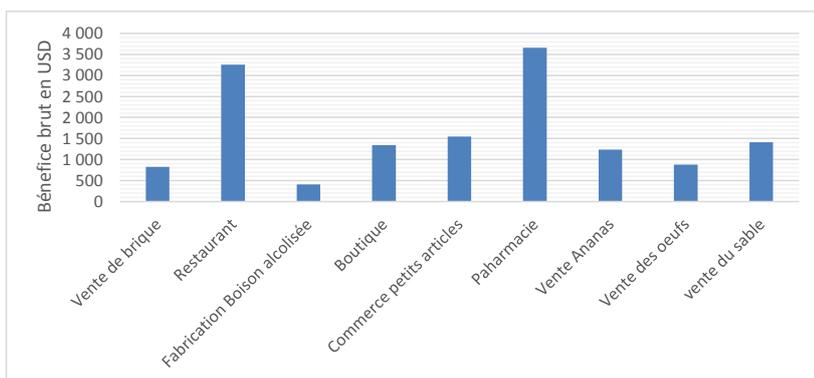
Graphique 4.4. Répartition des activités économiques de la filière commerce selon le chiffre d'affaires



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

De même, la restauration a le chiffre d'affaires le plus élevé dans cette filière, avec 8.523 \$ au cours des douze derniers mois, suivi de la pharmacie avec 6.845 \$. Par contre, le chiffre d'affaires dans le secteur de fabrication des boissons alcoolisées est le plus faible (514 \$). Voir graphique 4.4 ci-dessus.

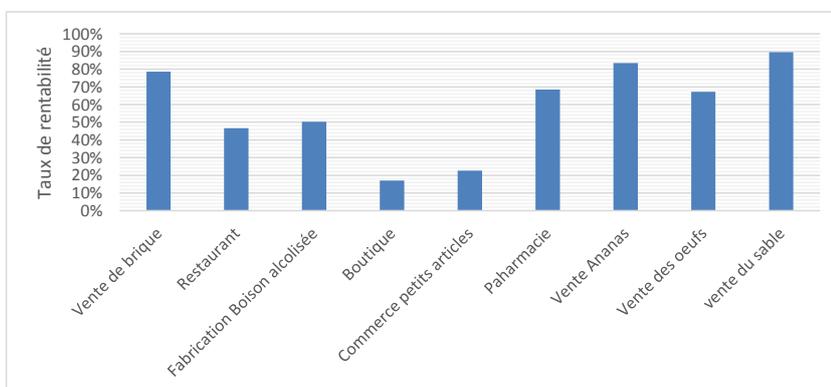
Graphique 4.5. Comparaison des activités de la "filère commerce et artisanat" selon le niveau de la marge brute (2017).



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Au regard du graphique 4.5 ci-dessus, le commerce des médicaments en officine pharmaceutique produit la marge brute la plus élevée de toutes les autres activités dans la "filère commerce (3.660\$). Le restaurant vient en deuxième position avec 3261\$. La fabrication des boissons l'alcoolisées est au bas de l'échelle avec 409\$.

Graphique 4.6. Comparaison des activités de la "filère commerce et artisanat" selon le taux de rentabilité, territoire d'Idjwi (2017).



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Selon le graphique ci-dessus, le taux de rentabilité est plus élevé dans la vente du sable que dans les autres activités des personnes enquêtées à Idjwi. Il est de 90%. Il

est suivi par la vente d'ananas avec 73%. C'est la boutique qui affiche un taux de rentabilité trop faible, soit 17%.

(ii) Filière services et artisanat

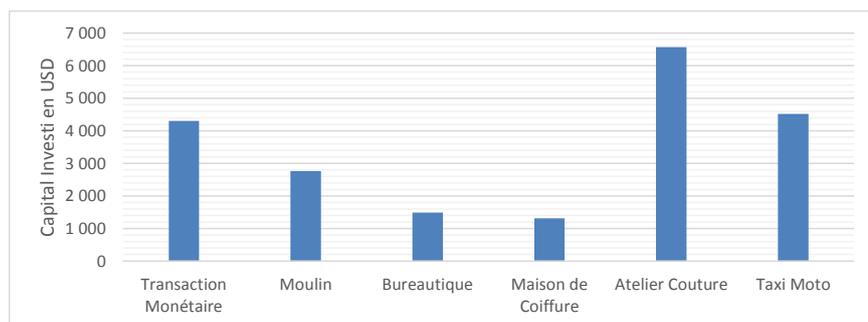
Tableau 4.2. Les indicateurs de rentabilité des activités de la filière services et artisanat (2017).

	Change	Moulin	Bureautique	Coiffure	Couture	Taxi-Moto
Investissement	4.300	2.764	1.485	1.309	6.571	4.519
Charges d'exploitation	220	536	315	436	1.051	676
Chiffre d'Affaires	2.350	739	750	1.128	13.174	1.991
Marge brute	2.130	203	435	691	12.122	1.315
Taux de rentabilité	50%	7%	29%	53%	184%	29%

Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Les données du tableau 4.2 ci-dessus montrent en examen général de la filière, que la couture exige le plus grand investissement (6.571\$). En deuxième position, c'est le taxi-moto avec 4.519 \$. Par contre, le change procure la meilleure marge brute de toutes les activités de la filière services et artisanat. Quant au taux de rentabilité, la couture enregistre le meilleur score avec 184%.

Graphique 4.7. Comparaison des activités de la filière Service et Artisanat selon l'importance du capital investi (2017).

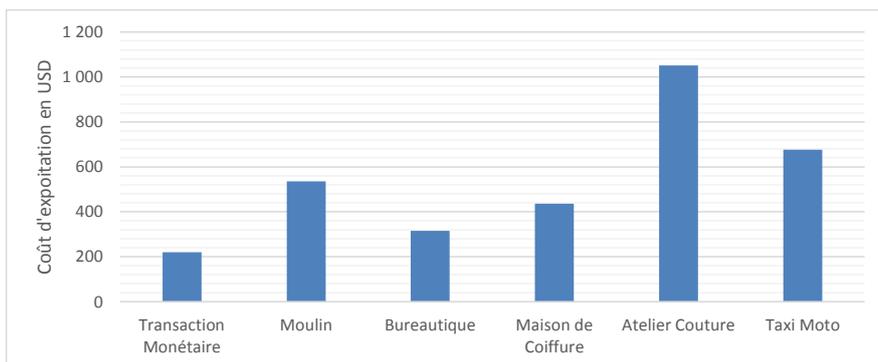


Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Il ressort du graphique 4.7 ci-dessus que le plus grand capital investi dans la filière Services et Artisanat au cours des douze derniers mois dans le territoire d'Idjwi est

évalué à 6.571\$ et concerne l'activité de couture. Le taxi-moto vient en deuxième position avec 4.519 \$. La maison de coiffure tient la toute dernière avec 1.309 \$.

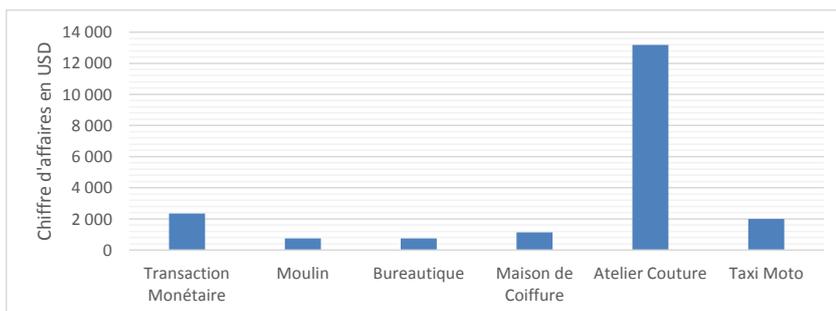
Graphique 4.8. Comparaison des activités de la filière Services et Artisanat selon la hauteur des charges d'exploitation (2017).



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Le graphique 4.8 ci-dessus renseigne que, dans la "filiale Services et Artisanat" du territoire d'Idjwi au cours des douze derniers mois, l'activité de couture enregistre les charges d'exploitation les plus élevées (1.051 \$), suivie du transport taxi-moto et de meunerie avec, respectivement, 676 \$ et 536 \$. L'activité de change vient en toute dernière position à cet égard.

Graphique 4.9. Comparaison des activités de la "filiale Services et Artisanat" selon le chiffre d'affaires réalisé, territoire d'Idjwi (2017).

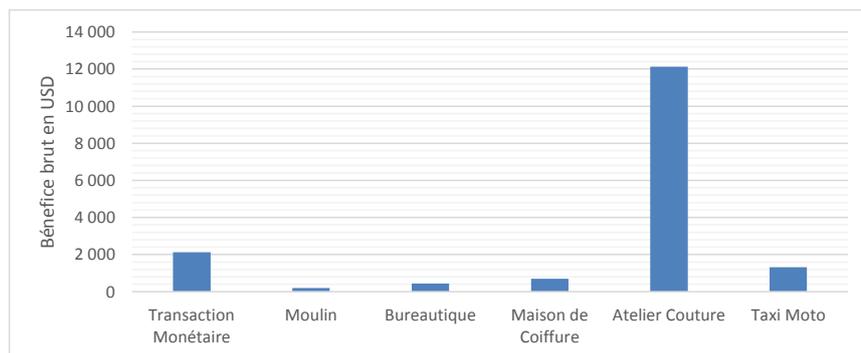


Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Comme indiqué dans le graphique 4.9, l'activité de couture affiche le niveau de chiffre d'affaires le plus élevé du territoire avec 13.174\$, suivie de l'activité de change (2.350

\$). Les recettes des douze derniers mois qui ont été produites dans la meunerie sont par contre, les plus faibles parmi toutes les activités de la filière (750\$).

Graphique 4.10. Comparaison des activités de la filière Services et Artisanat selon le niveau de la marge brute.

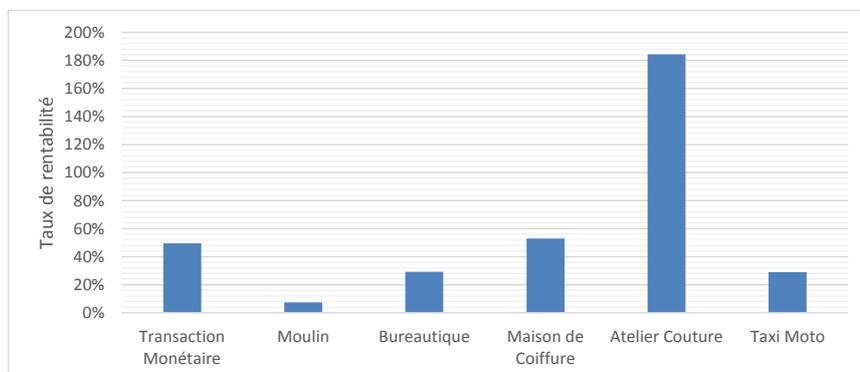


Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Dans le même ordre d'idées, l'atelier de couture produit la plus haute marge brute de toutes les autres activités de la filière au cours des douze derniers, soit 12.122 \$. L'activité de change vient en deuxième position avec 2.130\$. La meunerie ferme la marche avec seulement 203 \$ (voir graphique 4.10).

Quant au taux de rentabilité, le plus élevé est celui de l'atelier de couture (184%). Il est suivi de loin par celui de la maison de coiffure (53%). C'est le moulin qui affiche le taux de rentabilité le plus faible de tous, soit 7% (graphique 4.11). Mais comme on le sait, et bien que très rentable aux termes de l'enquête, la couture est une activité limitée en ouverture de ses praticiens. Elle ne peut être pratiquée que par un petit groupe de personnes. Elle n'est pas ouverte à une large population du territoire.

Graphique 4.11 : Comparaison des activités de la "filiale Services et Artisanat" selon le taux de rentabilité, territoire d'Idjwi (2017).



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

(iii) Filière agriculture

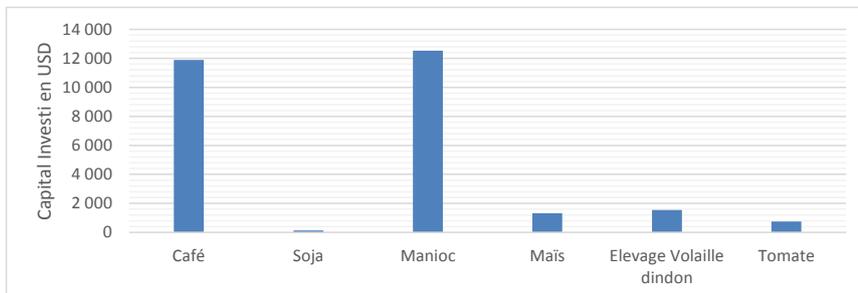
Tableau 4.3. Indicateurs de rentabilité des activités de la filière agriculture (2017).

	Café	Soja	Manioc	Maïs	Elevage volaille/ dindons	Tomate
Investissement	11.891	130	12.536	1.321	1.550	743
Coût d'exploitation	2.036	33	52	143	165	114
Chiffre d'Affaires	4.718	152	493	346	840	264
Marge brute	2.682	119	440	203	675	150
Taux de rentabilité	23%	92%	4%	15%	44%	20%

Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

En appréhension d'ensemble des principales productions agricoles du territoire, le tableau 4.3 ci-dessus renseigne que le capital investi est le plus élevé dans la culture du manioc (12.536 \$), suivi de fort près par la culture du café (11.891 \$). Le chiffre d'affaire est le plus élevé dans la culture de café avec 4.718 \$. Quant à la marge bénéficiaire, c'est la culture de café qui vient en tête avec 2.682 \$. Enfin, quant au taux de rentabilité, c'est la culture de soja qui caracole en tête avec 92%.

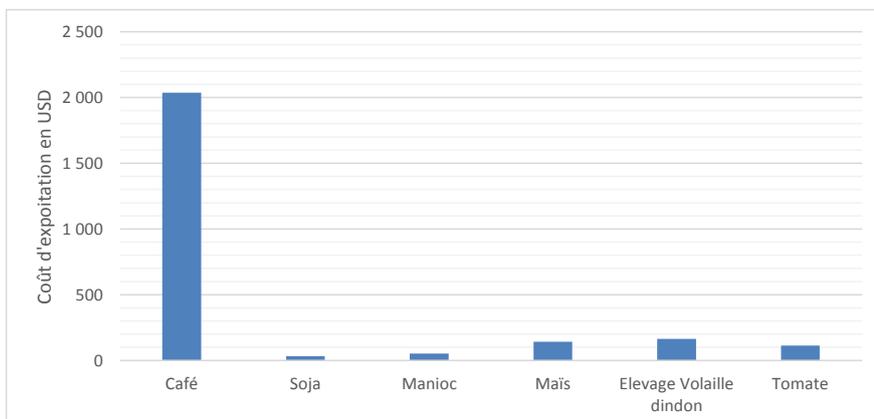
Graphique 4.12. Comparaison des activités de la filière agriculture selon le niveau du capital investi (2017).



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Il ressort du graphique 4.12 ci-devant que le plus grand capital investi dans la filière agricole au cours des douze derniers mois dans le territoire d'Idjwi, est évalué à 13.536 \$, et se trouve dans le manioc. La culture de café talonne avec 11.891 \$. Le soja vient en dernière position avec seulement 130 \$.

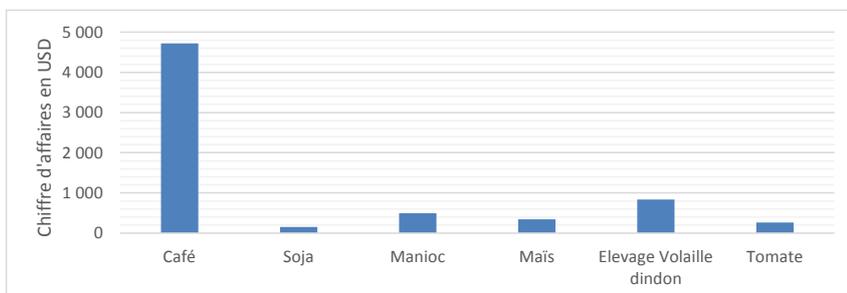
Graphique 4.13. Comparaison des activités de la filière agriculture selon le niveau des charges d'exploitation (2017).



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Dans cette filière, l'activité de culture du café s'est distinguée avec les charges d'exploitation les plus élevées (2.036 \$). La culture de soja vient très loin derrière, et en toute dernière position (33 \$) comme l'indique le graphique 4.13.

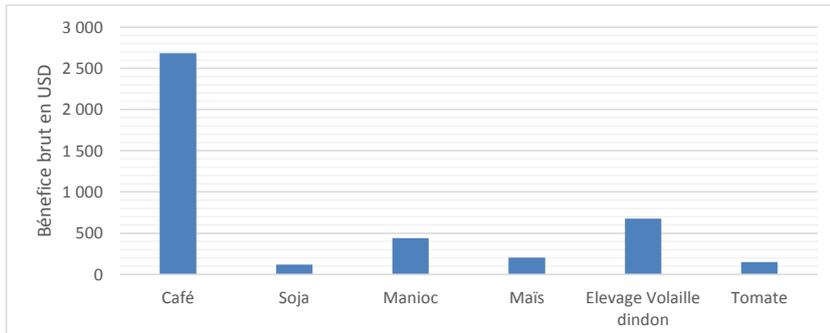
Graphique 4.14. Comparaison des activités de la filière agriculture selon le niveau du chiffre d'affaires (2017).



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

D'un autre point de vue, cette activité (la culture de café) a produit le chiffre d'affaires le plus élevé de toutes les activités agricoles, soit 4.718 \$. Elle est suivie de très loin par l'élevage de la volaille (840\$). Les autres activités agricoles ont fait des chiffres très modestes, la culture de soja étant à la queue de toutes les activités du monde agricole d'Idjwi, avec seulement 152 \$ (voir graphique 4.14).

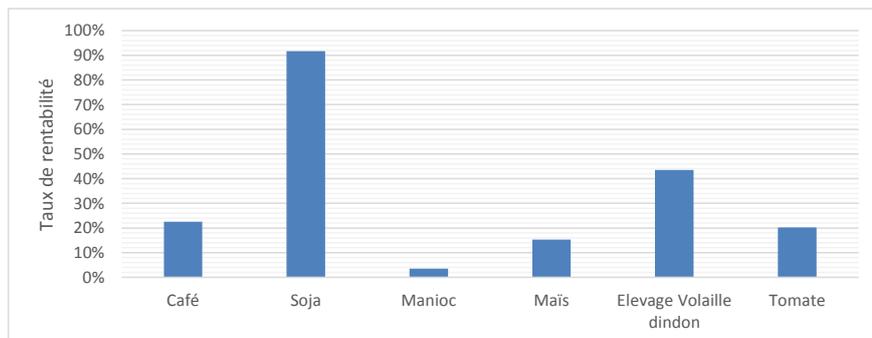
Graphique 4.15. Comparaison des activités de la filière agriculture selon le niveau de marge brute (2017).



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017.

Au regard du graphique 4.15 ci-dessus, le café a produit plus de bénéfice brut que toutes les autres activités dans la filière agricole au cours des douze derniers mois dans la population enquêtée d'Idjwi, soit 2.682 \$. L'élevage de la volaille se trouve en deuxième position mais loin derrière le café, avec 675 \$. Le soja est au plus bas de l'échelle avec seulement 119 \$.

Graphique 4.16. Comparaison des activités de la filière agriculture selon le taux de rentabilité (2017).



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017.

Bien qu'en termes de marge brute la culture de soja se positionne en queue des autres activités agricoles, le graphique 4.16 ci-dessus renseigne par contre que le taux de rentabilité est le plus élevé dans la culture de soja, parmi toutes les autres activités enquêtés à Idjwi en mai 2017. Ce taux est de 92%. Il est suivi par celui de l'élevage de volailles avec moins de la moitié (44%). Le manioc arrive en dernier avec seulement 4%.

(iv) Indicateurs de rentabilité par agent économique et par filière

Filière commerce

En dehors des AGR comme le commerce en boutique ou magasin formel, en ventes informelles d'articles de première nécessité, et la restauration pour lesquelles, le capital investi par agent économique dépasse vont de 300\$ à plus de 400\$, le reste des activités nécessite un niveau de capital à investir relativement faible et à la portée des agents économiques qui veulent s'y lancer.

Le niveau de rentabilité par contre est très satisfaisant pour l'ensemble des AGR de cette filière, à l'exception du commerce en boutique formelle (taux de rentabilité de 17%). Il va de 23% à 90% pour les autres activités de la filière commerce (voir tableau 4.4).

Tableau 4.4. Indicateurs de rentabilité de la filière commerce par agent économique

	Vente briques	Restauration	Fabrication Boisson alcoolisée	Vente boutique	Vente petits articles	Pharmacie	Vente ananas	Vente œufs	Vente sable
Investissement	55	368	43	413	362	281	78	69	83
Charges d'exploitation	7	277	6	151	113	168	46	50	55
Chiffre d'affaires	51	449	27	222	195	360	111	96	130
Marge brute	43	172	22	71	82	193	65	46	74
Taux de rentabilité	79%	47%	50%	17%	23%	68%	83%	67%	90%

Source : ICREDES, Enquête de terrain mai 2017.

Filière Services et artisanat

Tableau 4.5. Indicateurs de rentabilité de la filière services et artisanat par agent économique

	Change	Moulin	Bureautique	Coiffure	Couture	Taxi- Moto
Investissement	226	145	78	69	346	238
Charges d'exploitation	12	28	17	23	55	36
Chiffre d'Affaires	124	39	39	59	167	105
Marge brute	112	11	23	36	112	69
Taux de rentabilité	50%	7%	29%	52%	32%	29%

Source : ICREDES, Enquête de terrain mai 2017.

Le change et le taxi moto sont les activités de cette filière qui nécessitent un capital investi d'un niveau moyen, mais pas forcément accessible au citoyen lambda de l'île d'idjwi. Dans le même ordre d'idées, les charges d'exploitation sont faibles et le chiffre d'affaires mensuels encourageants pour le niveau d'investissement dans ces AGR. Il en découle que les taux de rentabilité sont d'un niveau très encourageant, allant de 30

% à 52%, à l'exception du moulin (à manioc et à maïs) dont le taux n'est que de 7% (voir tableau 4.5).

Filière Agriculture

Tableau 4.6. Indicateurs de rentabilité de la filière agricole par agent économique

	Café	Soja	Manioc	Maïs	Elevage volaille/ dindons	Tomate
Investissement	100	7	660	70	82	39
Coût d'exploitation	107	2	3	8	9	6
Chiffre d'Affaires	248	8	26	18	44	14
Marge brute	141	6	23	11	36	8
Taux de rentabilité	142%	120%	4%	15%	44%	20%

Source : ICREDES, Enquête de terrain mai 2017.

Le territoire est essentiellement agricole, et presque chaque citoyen de l'île a un pied dans l'agriculture. Les besoins de capital à investir dans les activités agricoles sont donc relativement à la portée des populations. Le capital investi par spéculation est inférieur à 100\$, à l'exception de la culture de manioc, pour laquelle il n'est pas facile d'expliquer un niveau aussi élevé actuellement.

En termes de rentabilité par contre la culture du manioc et même du maïs dans une certaine mesure est plus que décourageante comme AGR. Il est évident cependant que la grande partie de la récolte de ces spéculations est destinée à l'autoconsommation et non à la vente. C'est ce qui explique ce semblant de faible rentabilité. Les autres activités ou cultures et auxquelles il faut ajouter la pêche surtout des fretins dans le lac Kivu affichent un niveau de rentabilité plus que satisfaisant, allant de 20% pour la culture de la tomate à 120% et 142% respectivement pour le soja et le café. L'élevage de la volaille, et notamment de la dinde, est aussi une activité rentable avec un taux de 44% (voir tableau 4.6).

4.3. ACTIVITES PORTEUSES

Au vu des constats faits et des analyses développées dans les deux sections ci-dessus (4.1 et 4.2), il est possible de proposer le classement ci-après des filières économiques les plus porteuses de revenus dans le territoire d'Idjwi.

Tableau 4.4. Activités économiques porteuses dans le territoire d'Idjwi (2017).

N°	Filières	A C T I V I T É S É C O N O M I Q U E S P O R T E U S E S						
		1	2	3	4	5	6	7
1	Agriculture et élevage	Soja	Elevage volailles	Café	Tomate	Maïs	Manioc	-
2	Commerce	Sable	Ananas	Pharmacie	Œufs	Restauration	Vente article petits	Articles divers en boutique
3	Services	Salon de coiffure	Change	Boutique	Taxi moto	-	-	-
4	Artisanat	Briques	Salon de couture	Fabrication boissons alcoolisées	-	-	-	-
5	Pêche	Fretins	-	-	-	-	-	-

NB. Certaines filières présentées et analysées ci-haut ensemble ont été déconstruites et présentées séparément dans le tableau de synthèse ci-dessus. Il s'agit notamment des filières composites ci-après : i) Commerce et ii) Services et Artisanat. De même, la pêche

a été sortie de la filière Agriculture pour faire bande à part. Du point de vue productif, la culture des spéculations vivrières avec le soja en tête, du café, et l'élevage de volaille et la pêche de fretins, constituent els AGR les plus porteuses dans la filière agricole. Tandis que la production du sable, des briques de construction, la fabrication de boissons alcoolisées locales, la couture, la coiffure et le transport moto sont dans le secteur artisanat et services, les AGR les plus porteuses, Enfin il y a les autres activités commerciales indiquées dans le tableau 4.4 ci-dessus.

4.4. FORCES, FAIBLESSES, OPPORTUNITES ET MENACES

Le territoire d'Idjwi possède plusieurs potentialités pouvant permettre son développement économique. Ainsi, plusieurs domaines peuvent être exploités pour arriver à développer ce territoire.

L'agriculture et la création des coopératives agricoles. Dans les décennies passées, les cultures de bananes et de manioc étaient le poumon économique d'Idjwi. La production d'Idjwi a sensiblement baissé à tel point que ce territoire qui était un grand exportateur de ces produits en importe actuellement à certaines périodes.

Dans cette situation, il est nécessaire d'adopter des méthodes modernes de production pour arriver à juguler cette crise et augmenter la production agricole. Dans ce contexte, la présence des associations locales des cultivateurs appuyées par le gouvernement permettrait une large diffusion des techniques modernes de production et permettrait même aux agriculteurs d'avoir accès aux semences améliorées. Quelques ONG locales interviennent déjà en ce sens. Mais leur action reste de faible portée et ne couvre qu'une petite portion de la population. L'implication des grands acteurs et particulièrement du gouvernement serait un atout pour la réussite de cette mission.

Les coopératives agricoles sont rares à Idjwi. En se regroupant en coopérative, les agriculteurs d'Idjwi peuvent améliorer leurs conditions de production et accroître leur production. Bien plus, les coopératives sont financièrement capables de construire des dépôts pour le stockage des produits agricoles et arriver à maîtriser l'écoulement de leurs productions au meilleur moment et aux meilleurs prix. Ce serait un moyen efficace de stabiliser les prix des produits agricoles, de lutter contre la spéculation et de conjurer la rareté de ces produits en périodes de soudure.

La pêche. Entouré de tous les côtés par le lac Kivu, le territoire d'Idjwi est un milieu propice à la pêche. La pêche du lac Kivu repose essentiellement sur l'exploitation de la sardine appelée « sambaza », mais aussi sur celle d'autres espèces notamment le goujon, le tilapia. Toutefois, cette pêche demeure au stade artisanal. Son rendement est faible, à cause des techniques et outils traditionnels utilisés. Si cette pêche dépasse le stade artisanal et en présence des méthodes modernes de conservation de poissons et de fretins, ceci permettrait d'en accroître la production et d'augmenter les revenus de la population.

L'énergie. L'accès à l'énergie est un prérequis impérieux pour le développement économique dans toute l'entité. Jusqu'à l'heure actuelle, l'énergie électrique est quasiment absente sur le territoire. Ceci constitue un des principaux freins au développement. En effet, en l'absence d'énergie, il est impossible d'implanter les entreprises industrielles ou semi-industrielles capables d'exercer une emprise significative sur le développement.

La création des petites et moyennes industries (PMI) modernes. Dans le territoire d'Idjwi on trouve un sol sablo-argileux. Ce fait représente un grand atout pour la production des briques. Les personnes désireuses de bâtir leurs maisons se fabriquent généralement leurs propres briques. Au lieu d'en rester à ce stade, il est possible de développer des briqueteries modernes afin de produire plus et mieux, pour la consommation locale et pour la vente ailleurs.

Le territoire d'Idjwi est un grand producteur de fruits et particulièrement de l'ananas, car il est actuellement le seul territoire à en produire en grande quantité au Sud-Kivu. La création des entreprises industrielles ou semi-industrielles de transformation des fruits en jus et en boisson permettrait non seulement d'augmenter l'emploi, mais également d'accroître les revenus des habitants. En effet, une production de jus accrue et améliorée à Idjwi peut remplacer quantité des jus importés sur les marchés urbains de Bukavu et de Goma.

L'exploitation de sable et minière. Le territoire exploite en grande quantité du sable sur des plages. En outre, la présence des minerais comme la cassitérite et le colombo-tantalite (coltan) est remarquable à Idjwi. Une exploitation techniquement améliorée du sable et des minerais créerait plusieurs emplois et relèverait des revenus.

Le développement du tourisme. Le tourisme est une activité parmi les plus appropriées à promouvoir à Idjwi. En effet, le simple fait que ce territoire soit la plus grande île de la RDC est un facteur favorable à la promotion du tourisme. En outre, ce territoire dispose d'un beau paysage, plusieurs îlots situés dans le lac Kivu, plusieurs plages naturelles ainsi que plusieurs autres sites touristiques non encore aménagés. Il est impérieux de valoriser tous ces espaces et d'aménager tous ces sites, de façon à attirer des milliers de touristes. La création des entreprises orientées vers le tourisme serait le moyen le plus efficace d'arriver à valoriser ce secteur à Idjwi. Un organisme local de promotion du tourisme assurerait la coordination et le suivi de l'aménagement des sites touristiques et devrait faire connaître les différents sites touristiques.

CONCLUSION

L'analyse socio-économique consacrée au territoire d'Idjwi a débouché sur une sélection d'une longue liste d'activités génératrices de revenus (AGR). La sélection des AGR a obéi essentiellement aux critères de rentabilité financière avérée sur terrain, de rentabilité économique et sociale rationnellement justifiée, d'atouts et potentialités contextuels vérifiés, et de caractère innovant.

À la lumière de ces divers critères de sélection, les AGR ne sont pas toutes logées à la même enseigne pour ce qui est du niveau de leurs avantages respectifs. Les unes sont plus rentables que d'autres, dotés d'effets d'entraînement plus forts et plus durables que d'autres, moins exigeantes en investissements et en apprentissage que d'autres, moins porteurs de risques que d'autres, etc. En attendant leur mise en

perspective temporelle selon toutes ces caractéristiques, leur liste a été dressée essentiellement en fonction des taux comparés de leur rentabilité financière, Elle se présente comme suit :

- La production du soja, et élevage des volailles, ananas dans la filière agricole.
- La vente du sable, vente d'ananas et vente des briques dans la filière commerce.
- Le salon de couture, la salon de coiffure et le change, menuiserie et moulin dans la "filière Services".

CHAPITRE 5 : SITE DE KAMANYOLA

5.1. Les données administratives de la Province du Sud-Kivu

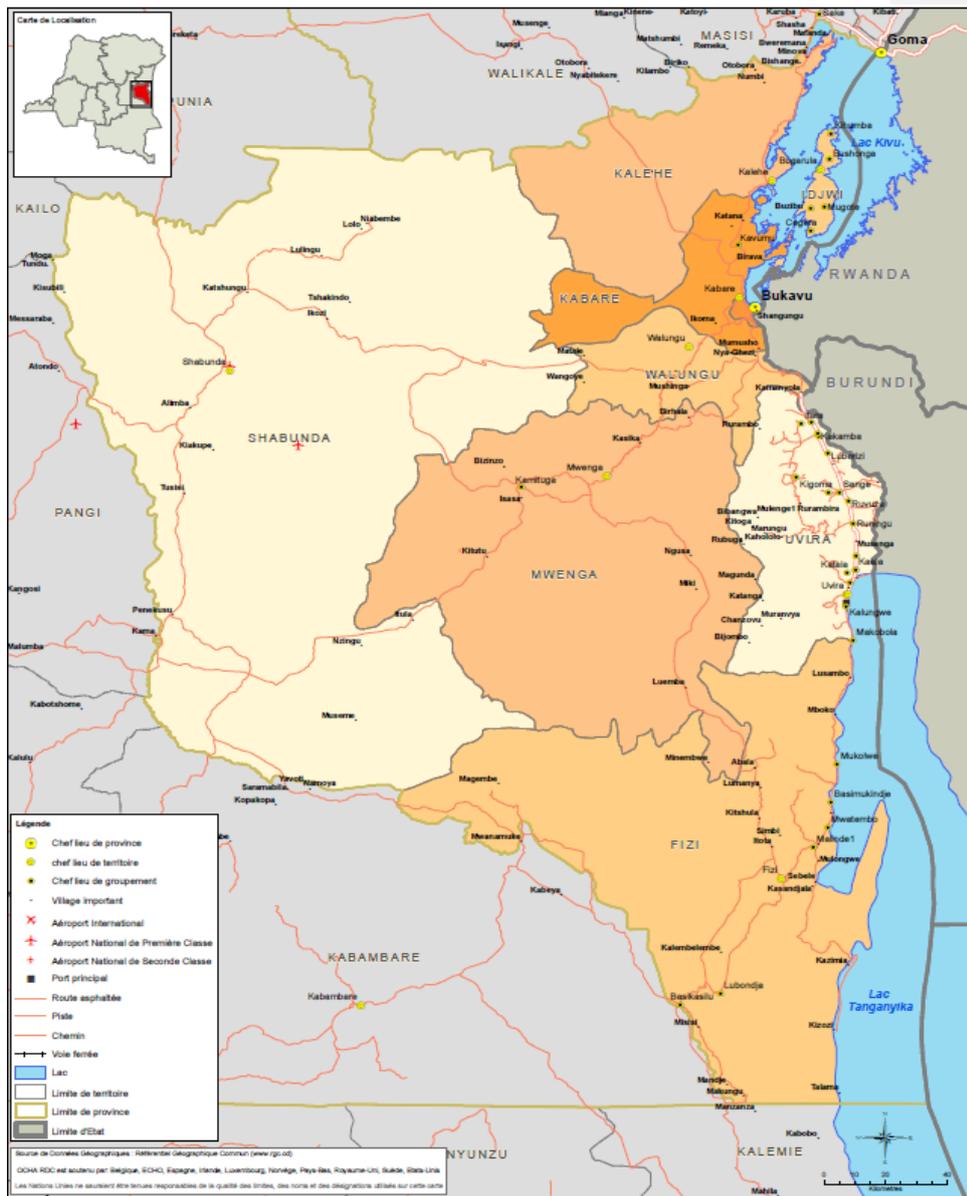
5.1.1. Les données administratives

Province	Sud-Kivu
Superficie	69.130Km²
Population (Google 2015)	5.772 millions
Nombre de Territoire	8
Secteurs/Chefferies	23
Groupement	185
Route urbaine	5.109 Km
Route nationale	1.041 Km
Route d'intérêt Provincial	813 Km
Réseau ferroviaire	0 Km
Gestion de la Province	Gouvernement provincial

Source : Profil Sud-Kivu, PNUD/RDC, Mars 2009.

5.1.2. La carte administrative de la province

Fig. 5.1. Carte administrative de la Province du Sud-Kivu



5.2. Monographie et cartographie de Kamanyola

5.2.1. Situation administrative, géographique et socioculturelle

(i) Situation administrative

Avant d'évoquer le cas spécifique du groupement de Kamanyola, il est tout d'abord important de situer le territoire dans lequel il est situé. En effet, le groupement de Kamanyola, chef-lieu Kamanyola est situé dans le territoire de Walungu. Il fut créé officiellement par ordonnance présidentielle N°65-221 du 3 mai 1967 révisée en 1982 par l'ordonnance 82-006 du 25 février 1982. Ce territoire est l'une des entités décentralisées de la Province du Sud-Kivu. Il est situé approximativement à 45 km de la Ville de Bukavu, et accessible via la Route nationale N°5 qui part de Bukavu vers Fizi.

Le territoire de Walungu a une superficie de 1.800 km² répartie en deux chefferies :

- 1.605 km² pour la chefferie de Ngweshe (au Nord et Sud-Est),
- et 195 km² pour la chefferie de Kaziba (au Sud).

Il est limité :

- au Nord : par le Territoire de Kabare,
- au Sud : par le Territoire de Mwenga,
- à l'Est : par le Territoire d'Uvira, le Rwanda et le Burundi,
- à l'Ouest : par les Territoires de Shabunda et Kabare.

Sur le plan administratif, Kamanyola est un groupement appartenant à la chefferie de Ngweshe dans le territoire de Walungu. Il fait partie de la Plaine de la Ruzizi du nom de la rivière qui relie le lac Kivu au lac Tanganyika. Une des particularités spécifiques à cette entité est sa position géographique. Elle est aux confins de trois pays, à savoir le Rwanda, le Burundi et la RDC. Comme l'attestent ses habitants, Kamanyola est effectivement le vrai centre de la Communauté Économique des Pays du Grand Lac (CEPGL), du fait d'être un carrefour entre les trois pays.

(ii) Situation géographique

- Le groupement de Kamanyola est situé géographiquement entre la latitude 2° 46' 0" Sud et la longitude 29° 0' 0" Est. Vu la faible étendue sur le globe, il n'est pas indiqué autrement.

- Climat

Avec une altitude qui varie entre 1.000 m et 2.000 m, le groupement de Kamanyola a un climat tropical froid de basse altitude. Il existe deux principales saisons : la saison sèche qui va du mois de mai au mois de septembre ; et la saison pluvieuse laquelle va de septembre jusqu'en mai, avec une brève interruption en janvier pour séparer les saisons agricoles A et B. Les températures varient entre 17°C (en Juillet) et 20°C (en Octobre), tandis que les précipitations oscillent entre 900 et 1.500 mm par an, avec une moyenne annuelle de 1.300mm.

- Hydrographie

Le groupement est traversé essentiellement par deux grandes rivières que sont Luvimvi et la plus connue, la rivière Ruzizi qui délimite les frontières avec les deux pays voisins.

- Type de sol et végétation

Le sol rencontré de manière générale est du type sablo-limoneux et dans d'autres endroits sablo-argileux. Cependant, avec le déboisement des montagnes, l'on assiste à des fortes érosions qui entraînent avec elles les limons très fertiles pour le sol. Cela a des conséquences très visibles y compris dans la partie urbaine, dû notamment à la non canalisation des eaux de pluie des toits des maisons.

En ce qui concerne l'environnement, l'on observe une très nette dégradation avancée de la végétation ; c'est-à-dire qu'il ne subsiste plus de forêt dense autour de Kamanyola à cause du déboisement intensif dû à la forte pression démographique, et également des abattages systématiques lors des périodes troubles d'occupations par des milices armées.

(Voir Annexe sur les Caractéristiques physiques et sociales des territoires).

(iii) Situation socioculturelle

La population est en majorité dominée par l'ethnie Shi, suivi d'autres groupes minoritaires. Selon les informations recueillies, le nombre d'habitants s'élève à 72.000 habitants. (Source : Chef de poste administratif de Kamanyola).

La langue dominante dans cette partie du territoire de Walungu est bien le Mashi. Mais en réalité, le swahili occupe beaucoup une place prépondérante en raison d'abord du voisinage et de l'influence linguistique de la ville chef-lieu de Province Bukavu, et des Territoires de Kabare, Uvira, Mwenga et Shabunda où le Swahili est une langue vernaculaire dominante, et ensuite en raison de la position stratégique de Kamanyola (RDC) frontalier avec le Rwanda et le Burundi, qui sont les pays de la CEPGL. Il y a enfin l'influence des mouvements des populations avec d'autres pays de la sous-région des Grands Lacs que sont : Ouganda, Tanzanie et le Kenya, en raison notamment des échanges commerciaux avec ces pays.

5.2.2. Situation économique

(i) Principales productions agricoles

Du fait de sa position géographique tel qu'indiqué plus haut, on remarque au niveau des postes frontaliers à Kamanyola, qu'il y a un flux important du trafic des personnes et des biens. D'abord ceux qui dans les deux sens (RDC/Rwanda) vont pour acheter quelques produits locaux ou importés (pour le cas des congolais allant au Rwanda). Ensuite ceux qui pour la plupart venant des Territoires du Nord de la Province du Sud-Kivu, transitent au Rwanda à cause des bonnes infrastructures routières pour aller vers les Territoires du Sud de la Province du Sud-Kivu et vice versa. Car pour atteindre Bukavu, il suffit à peine moins d'une heure pour atteindre la capitale du Sud-Kivu via le Rwanda. Il est alors plus facile pour les habitants de Kamanyola de s'y approvisionner en biens de première nécessité payables soit en Francs congolais, soit en dollar américain. La raison en est toute simple, c'est à cause de manque d'entretien de la route nationale, et donc d'une dégradation générale qui prend en moyenne trois heures de temps, sans oublier les tracasseries routières et autres barrières policières.

Un autre fait important à souligner ici, est la présence des commerçants Rwandais qui possèdent des boutiques à Kamanyola (RDC) et le soir venu, ils retournent chez eux.

De manière générale, l'agriculture est l'activité la plus importante pratiquée par la population. D'après les discussions en focus groupe, on parle de plus de deux tiers de la population qui sont agriculteurs/paysans. On retrouve également l'élevage, l'artisanat (briqueterie) et le commerce. Il se développe néanmoins quelques filières non négligeables des petits garages de réparation des motos, les restaurants et buvettes, et le commerce, notamment dans la vente des friperies et des boutiques des biens de première nécessité.

Le tableau monographique des filières à Kamanyola se présente comme suit :

Agriculture

Selon les données de l'enquête et notamment des discussions en focus groups, les cultures les plus pratiquées et donc prioritaires, sont celles cultivées deux fois l'an, aussi bien en saison agricole A (grande saison des pluies) qu'en saison agricole B (petite saison des pluies). En dehors des légumes traditionnels qui sont cultivés durant les deux saisons agricoles, certains légumes introduits surtout par les réfugiés sont pratiqués principalement en une saison agricole (A). Sans être une culture importante, le riz est pratiqué aussi bien comme riz pluvial ou de montagne que comme riz des marais par irrigation.

Tableau 5.1. Principales productions agricoles du groupement de Kamanyola

Manioc	Maïs	Haricot	Tomate	Oignon, aubergine	Sorgho	Soja	Patate douce	Arachide	Piment	Fruits et légumes
A, B	A, B	A, B	A, B	A	A	A, B	AB	AB	A	A, B

Source ICREDES : Enquête de terrain, mai 2017.

Élevage

Tableau 5.2. Principaux produits d'élevage du groupement

Vache	Caprins (chèvre & mouton)	Volaille	Lapin	Porc	Cochon d'inde
-------	---------------------------	----------	-------	------	---------------

Source ICREDES : Enquête de terrain, mai 2017.

NB.

- Tableau recueilli en ordre des priorités en focus groupe
- La volaille comprend poule, canard, pigeon et oie.

En réalité, l'élevage de bœuf a fortement diminué en raison des conflits armés (pillages et vols). Mais, un fait important est à mentionner, il y a le coût élevé d'achat d'une paire de bœufs. Beaucoup de ménages préfèrent miser sur l'élevage des chèvres, volailles moins couteux, et depuis peu il y a quand même une reprise dans l'élevage des porcs.

(ii) Infrastructures et commercialisation

Infrastructures routières

Le réseau routier est dans un état délabré, faute d'entretien. Il n'y a qu'une voie principale asphaltée qui va de la frontière rwandaise jusqu'au niveau du pont Kamanyola près de la rivière Luvimvi en allant vers le Territoire d'Uvira. C'est en fait un branchement de la route nationale no 5 qui va de la ville de Bukavu jusqu'au territoire de Fizi. Mais dans l'ensemble, il n'existe pas beaucoup de routes, excepté quelques tronçons répertoriés de dessertes agricoles.

Commercialisation

Le réseau commercial d'évacuation des produits emprunte différents circuits notamment la destination principale qu'est la ville de Bukavu, suivi du territoire d'Uvira et du Rwanda. Mais, il reste que c'est une production mal quantifiée faute des statistiques fiables. Malgré le fait qu'en focus groupe, certains ont avancé que les articles comme l'oignon, la tomate et l'aubergine produits localement alimentent une partie du Nord-Kivu et l'ex province Orientale.

(iii) Industrie de transformation

Il n'existe pas de PME dignes de ce nom ou moins encore d'industrie, excepté la minoterie de Kamanyola qui fonctionne au ralenti à cause d'une faible production de maïs, due elle-même à la présence des chenilles légionnaires qui sévissent dans toute la plaine depuis quelques années. Il existe cependant une carrière de pierre exploitée d'une manière artisanale, laquelle sert aux travaux de construction de maisons ainsi que de réhabilitation des routes dans les environs.

(iv) Commerce et artisanat

Commerce : ce secteur couvre différents types d'activités qui sont : boutiques des biens de première nécessité, restaurants, transport taxi-moto et taxi-vélo (dariste), débit de boisson, dépôt/grossiste (boisson, carburant, braise), laiterie, pharmacie, cabine téléphonique, cambiste, friperie, moulin, salle de cinéma, produits alimentaires, poissons dont poisson séché et fretin.

Artisanat : la branche couvre les activités comme : atelier de coupe et couture, menuiserie, maçonnerie, briqueterie, soudure, réparation des motos et vélos, soudure, casseur de pierre, tissage des nattes et cordonnerie.

(v) Groupement des producteurs

Il n'existe pas d'association de producteurs, entrepreneurs ou paysans à Kamanyola.

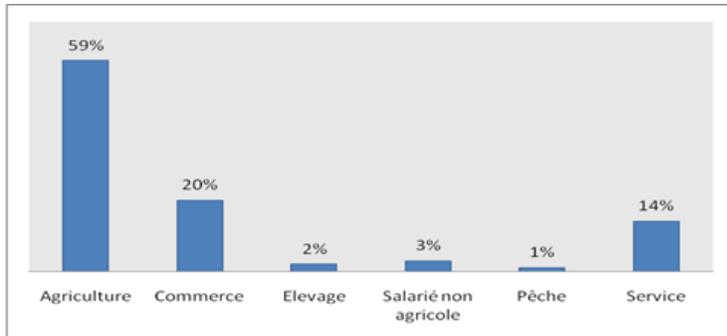
5.3. MARCHES EXISTANTS ET POTENTIALITES

5.3.1. Cartographie des activités économiques par filière

Comme le montre le graphique 5.1 ci-dessous, la majorité des habitants pratique l'agriculture au sens large, soit 62% (agriculture, pêche et élevage). Le commerce (20%) vient en deuxième position, car il permet de gagner des revenus supplémentaires. En ce qui concerne le service, il regroupe en fait un ensemble d'activités : le restaurant, le transport taxi-moto, vente de braise, etc.

En focus groupe, l'opinion a été formelle que la majorité des habitants exercent dans l'agriculture. La configuration montre que l'agriculture reste la filière la plus importante (près de 60% de la population), et que le commerce et la filière services constituent deux autres domaines importants d'activités.

Graphique 5.1. Répartition des activités économiques à Kamanyola



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Légende :

- Commerce : 1- articles d'étalage informel 2-boutique (articles de première nécessité vendu régulièrement)
- Salarié non agricole : qui perçoit un salaire hors du secteur agricole
- Service : restaurant, taxi-moto, vente de braise, etc.

5.3.2. Indicateurs de rentabilité des activités économiques par filière dans le groupement

(i) Les indicateurs de rentabilité de la filière commerce

En termes d'indicateurs de rentabilité, seuls trois produits se distinguent dans cette filière, et notamment la fabrication de boissons locales avec un taux supérieur à 100%, suivi de la vente de braise et de la boutique. Le commerce de petits articles est informel. Elle n'est pas une activité régulière mais plutôt d'occasion avec très peu de moyens investis et de gains. Elle peut varier en fonction des saisons. Cependant, elle est mentionnée ici parce qu'elle demeure très pratiquée par les paysans et est très visible dans le marché

Tableau 5.3. Indicateurs de rentabilité des activités économiques de la filière commerce

	Activités économiques
--	-----------------------

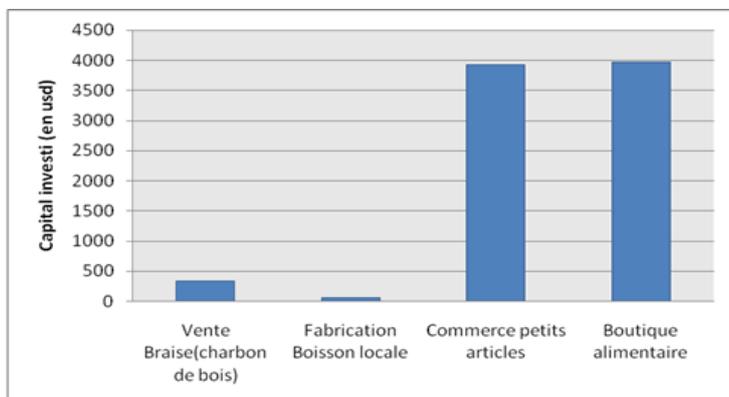
Indicateurs (en USD)	Vente Braise (charbon de bois)	Fabrication boisson locale	Commerce petits articles	Boutique alimentaire ?
Capital Investi	343	64	3 929	3 973
Coût d'exploitation	64	20	100	1 791
Chiffre d'Affaires	407	89	309	4 553
Bénéfice brut	343	69	209	2 762
Taux de rentabilité	100%	107%	5%	70%

Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Légende :

- Commerce : 1. Commerce de petits articles = Étalage informel d'articles de première nécessité
- 2. Boutique = commerce formel d'articles vendus régulièrement dans un magasin.
- Du fait de la faiblesse de l'artisanat, la fabrication des boissons locales a été volontairement incluse dans cette filière.

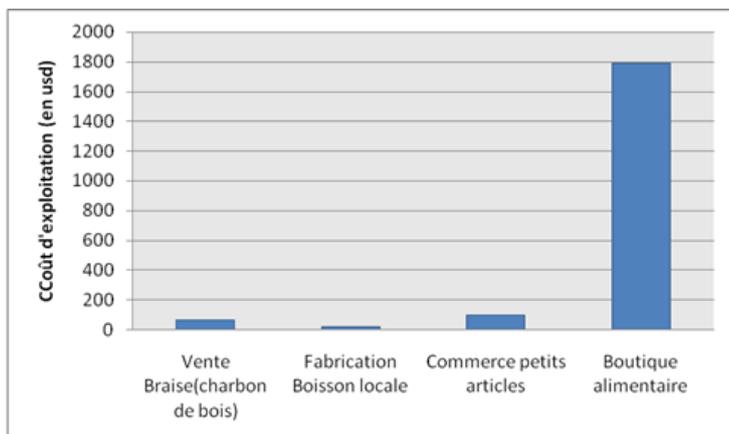
Graphique 5.2. Répartition des activités économiques selon le capital investi dans la filière commerce



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Dans la filière commerce, c'est une activité très pratiquée par bon nombre de ménages dans la quête de survie et de gains supplémentaires. Ainsi, à Kamanyola, beaucoup de ménages vendent de la boisson, tout comme certains vendent des petits articles très prisés (savon, sel, cigarette, etc.). C'est pourquoi, l'on constate une somme élevée dans ce type de commerce dont le capital investi est cumulé au cours de douze dernières années. On remarque le même cas avec la boutique dont l'activité est régulière et de manière formelle avec un capital d'investissement accumulé à 4.000\$ au cours d'une année.

Graphique 5.3. Répartition des activités économiques selon le coût d'exploitation dans la filière commerce.

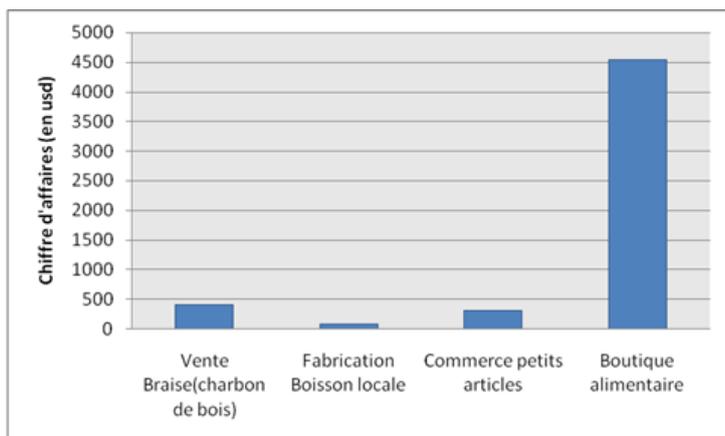


Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Seule la boutique a un coût d'exploitation élevé, de l'ordre de 1.800\$. Ceci justifie déjà le caractère informel des autres activités identifiées dans la filière de commerce tel que

visible dans le graphique 5.3 ci-dessus. Vu que c'est une activité formelle, on peut donc comprendre le problème de multiplicité des taxes administratives, souligné par les tenanciers et autres travailleurs des boutiques.

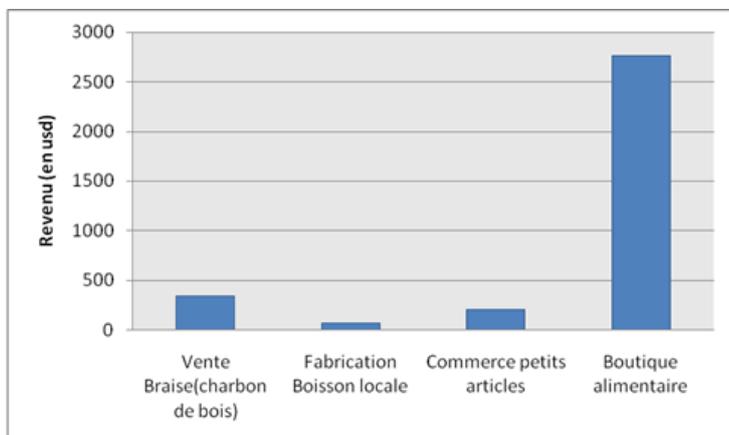
Graphique 5.4. Répartition des activités économiques selon le chiffre d'affaires dans la filière commerce



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

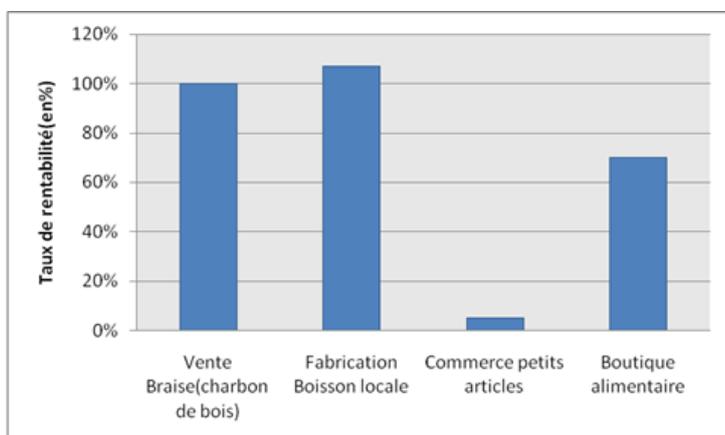
En fonction du coût d'exploitation, la boutique a encore une fois un chiffre d'affaires élevé, atteignant plus de 4.500\$, tout comme en termes de revenu brut qui se situe à plus de 2.500\$ (voir graphiques 5.4 et 5.5).

Graphique 5.5. Répartition des activités économiques selon le revenu dans la filière commerce



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Graphique 5.6. Répartition des activités économiques selon le niveau de rentabilité dans la filière commerce



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Du point de vue de cet indicateur (taux de rentabilité), la fabrication des boissons locales et la vente de braise sont très rentables. Mais, elles ne constituent pas une AGR aussi porteuse à long terme. La fabrication de boisson locale reste encore artisanale, et dont les inputs pour sa fabrication ne sont pas nécessairement quantifiés. De même, pour ce qui est de la vente de charbon de bois, elle est une menace à

l'écosystème de Kamanyola en raison de l'abatage systématique des arbres, et avec des conséquences néfastes pour toute la zone de la Plaine (Ruzizi). Il n'y a que le commerce de la boutique qui peut être préconisé comme un secteur d'avenir, à condition que le mécanisme de gestion soit bien intégré par les propriétaires pour être considéré comme une AGR rentable.

(ii) Les indicateurs de rentabilité de la filière services

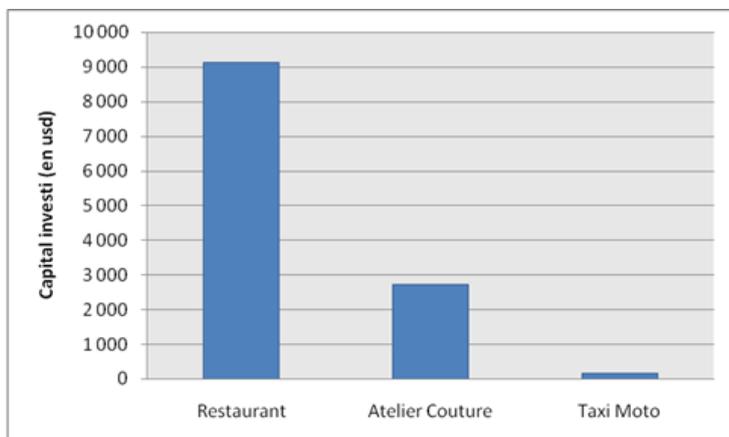
Tableau 5.4. Indicateurs de rentabilité des activités économiques de la filière services

Indicateurs (en USD)	Activités économiques		
	Restaurant	Atelier Couture	Taxi Moto
Capital Investi	9 136	2 721	159
Coût d'exploitation	1 563	1 670	139
Chiffre d'Affaires	16 171	2 989	339
Bénéfice brut	14 609	1 319	200
Taux de rentabilité	160%	48%	125%

Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Kamanyola est un petit groupement, et seules trois filières ont été ciblées : à savoir la restauration, l'atelier de couture et le taxi-moto très comme seul moyen de transport commercial. Au vu des données du tableau 5.4 ci-dessus, les activités de restauration et de transport par moto, ont un taux de rentabilité de plus de 100%. Bien qu'étant plutôt une activité artisanale et non pas de service à proprement parler, l'atelier de couture, suit de loin avec un taux de 48%, mais qui reste un bon niveau de rentabilité.

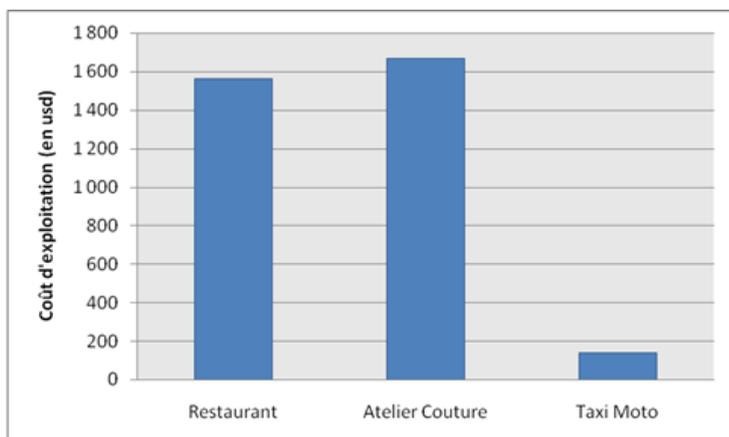
Graphique 5.7. Répartition des activités économiques selon le capital investi dans la filière services



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Le capital investi au niveau de la restauration est très élevé soit plus de 9.000\$ suivi de l'atelier de couture qui est à plus de 2.500\$ (graphique 5.7). Il faut retenir que c'est un capital investi au cours des douze derniers mois. Le capital de taxi moto est par contre très insignifiant. Il n'est pas sûr que les personnes interviewées maîtrisent tous les chiffres avancés. Car, il reste un moyen de transport très sollicité et donc certainement rentable au vu de la réalité de mouvements des personnes tant de Kamanyola comme venues d'ailleurs.

Graphique 5.8. Répartition des activités économiques selon le coût d'exploitation dans la filière services

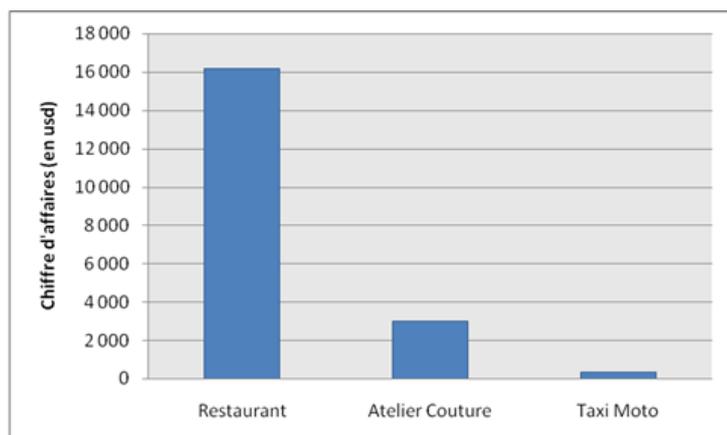


Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

L'activité de la couture suscite quelques hésitations, le coût très élevé d'exploitation ne se justifie pas clairement, car il est à plus de 1.600\$, donc supérieur au secteur de

la restauration dont le coût d'exploitation se situe à moins de 1.400\$. Ce sont les clients qui apportent la matière première pour la couture alors que le couturier n'apporte que quelques intrants (fil, aiguille) et l'unité de production qu'est la machine à coudre plus son savoir-faire qu'est la main-d'œuvre. Même si le problème de taxe a été soulevé par les tailleurs, les chiffres avancés semblent douteux.

Graphique 5.9. Répartition des activités économiques selon le chiffre d'affaires dans la filière services



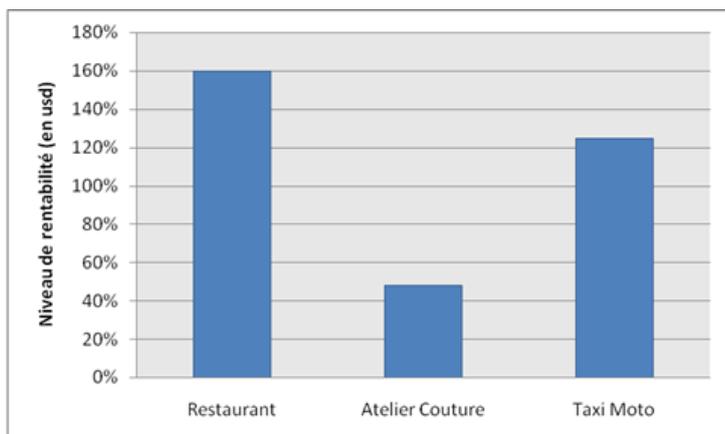
Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Seule la restauration a un chiffre d'affaires très élevé soit plus de 16.000\$ (graphique 5.9). On le remarque également en fonction du revenu tel qu'indiqué dans le graphique 5.10 ci-dessous, se situant au niveau de 14.000\$. La deuxième activité qu'est l'atelier de couture a un chiffre d'affaire inférieur à 4.000\$. La concurrence avec la friperie justifie cette baisse du chiffre d'affaires lequel est saisonnier : par exemple lors de la rentrée scolaire ou à l'occasion de certaines fêtes particulières, familiales, etc. Voir à cet effet le tableau sur le revenu dans le graphique ci-dessous que montre que seule l'activité de la restauration atteint un revenu de plus de 14.000\$ pendant que les deux autres secteurs sont très faibles pour ce qui est de l'atelier, et insignifiant pour ce qui est du transport par moto. (Voir graphique 5.10 ci-dessous)

Graphique 5.10. Répartition des activités économiques selon le revenu dans la filière services



Graphique 5.11. Répartition des activités économiques selon le niveau de rentabilité dans la filière services



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

En conclusion, la restauration est une AGR très rentable dans le secteur des services au vu des indicateurs autres indicateurs de cette filière (graphique 5.11). Elle nécessite toutefois d'être bien structurée pour répondre non seulement à une demande permanente et croissante, mais aussi au besoin d'amélioration de la qualité de service offert qui reste moins professionnalisé et marginalisé. À la limite, on penserait à une activité informelle.

(iii) Les indicateurs de rentabilité de la filière agricole

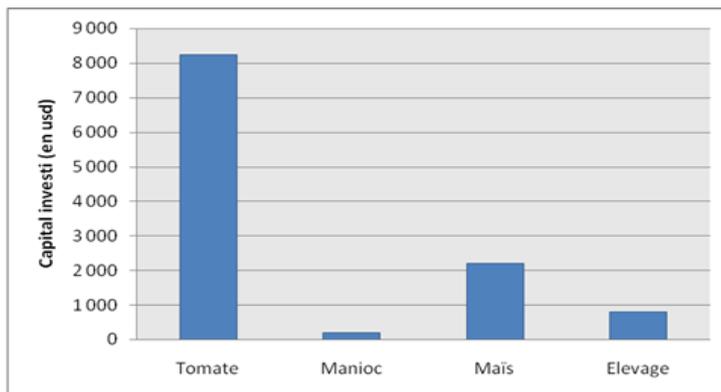
Tableau 5.5. Indicateurs de rentabilité des activités économiques de la filière agricole.

Indicateurs (en USD)	Activités économiques			
	Tomate	Manioc	Mais	Elevage
Capital Investi	8 237	204	2 200	796
Coût d'exploitation	2 114	105	170	100
Chiffre d'Affaires	10 384	272	500	184
Bénéfice brut	8 270	167	330	84
Taux de rentabilité	100%	81%	15%	10%

Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Le tableau d'ensemble de cette filière montre que dans le secteur agricole, il est donné de constater avec étonnement que la tomate vienne en première position en termes de taux de rentabilité alors que dans la Plaine, c'est habituellement le manioc et le maïs qui constituent la base alimentaire culturelle. La raison en est toute simple, c'est à cause de problèmes phytosanitaires qui y règnent depuis des années et affectent particulièrement le manioc et le maïs. La culture de la tomate n'en souffre pas autant, d'autant moins qu'elle est cultivée y compris pendant la saison sèche (culture des marais).

Graphique 5.12. Répartition des activités économiques selon le capital investi dans la filière agricole.

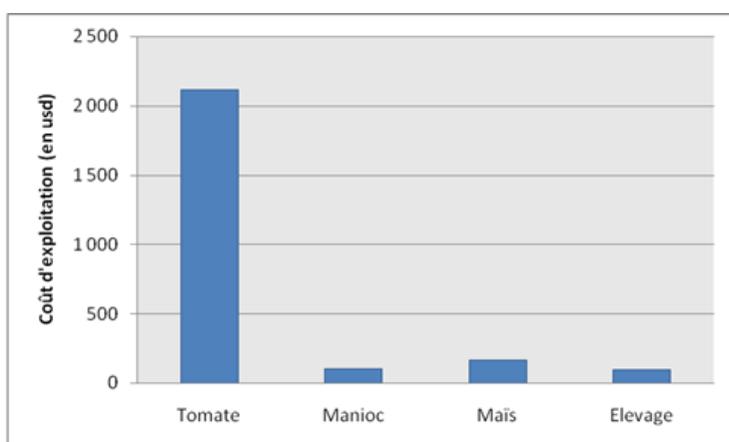


Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

La culture de la tomate rapporte des revenus substantiels, vu son niveau élevé de commercialisation. C'est pratiquement une culture produite pour le marché, y compris

des villes voisines. Le capital investi y est élevé soit plus de 8.000\$ comparé à celui investi dans les produits de base que sont le manioc et le maïs ainsi que l'élevage. Le maïs se distingue comme deuxième spéculation en capital investi, bien que restant faible, avec à peine à plus de 2.000\$ seulement (graphique 5.12). Pour ce qui est de l'élevage qui vient en troisième position de cet indicateur, c'est beaucoup plus l'élevage des caprins dont l'acquisition ne nécessite pas beaucoup d'argent.

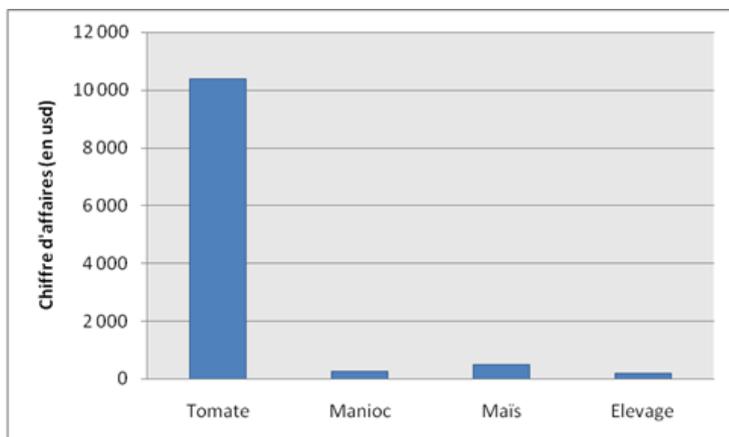
Graphique 5.13. Répartition des activités économiques selon le coût d'exploitation dans la filière agricole.



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Comme relevé plus haut, la tomate rapporte beaucoup. Son coût d'exploitation dépasse plus de 2.000\$, mais son chiffre d'affaires est encore plus élevé. À part le fait que cette culture est très commercialisée, les autres raisons ne sont pas explicitement claires. Il n'a pas été possible à travers l'enquête (questionnaire) de connaître l'étendue des superficies cultivées.

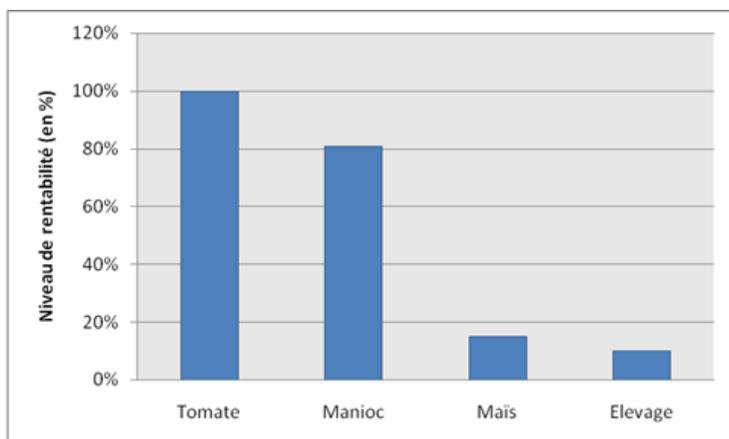
Graphique 5.14. Répartition des activités économiques selon le chiffre d'affaire dans la filière agricole.



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Le chiffre d'affaire de la tomate atteint des sommes de plus de 10.000\$ comme le montre le graphique 5.14 ci-dessus. Il est de très loin supérieur à celui du manioc, du maïs et de l'élevage. La faiblesse des autres produits s'explique par le problème phytosanitaire depuis une décennie. Les produits de l'élevage proviennent des groupements voisins.

Graphique 5.15. Répartition des activités économiques selon le niveau de rentabilité dans la filière agricole.



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Dans l'ensemble, la tomate rapporte beaucoup. Elle est une activité recommandable au vu des performances de rentabilité. Le manioc même si au vu du graphique semble

rentable, il reste qu'il demeure fragile tant que le problème de la maladie mosaïque persiste dans la Plaine.

(iv) Indicateurs de rentabilité par agent économique et filière dans le groupement

Filière commerce

Tableau 5.6. Indicateurs de rentabilité de la filière commerce par agent économique

Indicateurs (en USD)	Activités économiques			
	Vente Braise (charbon de bois)	Fabrication boisson locale	Commerce petits articles	Boutique alimentaire ?
Capital Investi	18	3	207	209
Coût d'exploitation	3	1	5	94
Chiffre d'Affaires	21	5	16	240
Bénéfice brut	18	4	11	145
Taux de rentabilité	100%	108%	5%	70%

Source : ICREDES, Enquête de terrain mai 2017.

Lancer une activité commerciale est très abordable à Kamanyola. Le capital investi n'est pas élevé, du moins pour les activités représentées dans l'échantillon (voir tableau 5.6 ci-dessus). À l'exception de la vente en étalages informels pour la vente d'articles de première nécessité, le niveau de rentabilité est particulièrement élevé, allant de 70 % pour la boutique formelle, à plus de 100% pour la vente des braises et la fabrication des boissons locales avec un taux respectif de 100 et 108 %.

Filière services et artisanat

Tableau 5.7. Indicateurs de rentabilité de la filière services et artisanat par agent économique

Indicateurs (en USD)	Activités économiques		
	Restaurant	Atelier Couture	Taxi Moto
Capital Investi	481	143	8
Coût d'exploitation	82	88	7
Chiffre d'Affaires	851	157	18
Bénéfice brut	769	69	11
Taux de rentabilité	160%	48%	126%

Source : ICREDES, Enquête de terrain mai 2017.

Des trois activités retenues dans cette filière, seule la restauration présente un coût en capital investi assez élevé pour les agents économiques qui y opèrent ou aimeraient s'y lancer, soit près de 500\$ (voir tableau 5.7). Les autres AGR demandent un capital investi relativement faible. Le cas du transport par taxi moto est douteux car généralement le capital investi doit être beaucoup plus élevé que noté dans le questionnaire. Il est possible que ce soit le motocycliste (travailleur) et non le propriétaire qui ait répondu au questionnaire, ou la méfiance habituelle d'exposer sa richesse qui relève de la culture traditionnelle.

Néanmoins le niveau de rentabilité est excellent dans ces activités puisqu'il est de l'ordre 50 % pour l'atelier de couture et de 160% pour la restauration. Le niveau de taux de 126% avancé pour l'activité de transport par taxi moto est certainement réaliste vu la faiblesse de transport par taxi auto, bien que l'estimation du capital investi soit erronée de toute évidence.

Tableau 5.8. Indicateurs de rentabilité de la filière agricole par agent économique

Indicateurs (en USD)	Activités économiques			
	Tomate	Manioc	Mais	Elevage
Capital Investi	434	11	116	42
Coût d'exploitation	111	6	9	5
Chiffre d'Affaires	547	14	26	10
Bénéfice brut	113	9	17	4
Taux de rentabilité	26%	82%	15%	11%

Source : ICREDES, Enquête de terrain mai 2017.

En ce qui concerne la filière agriculture (voir tableau 5.8), et à l'exception de la culture de la tomate dont le niveau très élevé de capital investi demande une explication cohérente, les autres AGR de cette filière affichent un niveau très abordable de besoin en capital à investir. Le manioc qui est une culture alimentaire de base connaît une rentabilité élevée (82%), suivi de loin par la tomate pourtant couteuse en investissement, alors que la culture de maïs et l'élevage connaissent un niveau très bas de rentabilité, qui est respectivement de 15 et 11%.

(v) Les bases des potentialités du marché

Au-delà des graphiques et des tableaux illustratifs de la situation tel que présentés ci-dessus, il est important de souligner certains aspects géographiques de Kamanyola dans une perspective économique à long terme. A cet effet, il y a lieu de souligner comme indiqué au début, l'existence et le dynamisme du grand marché de Kamanyola. Il a lieu chaque vendredi de la semaine. C'est pratiquement la grande foire de la petite bourgade où tous les villages périphériques, y compris des paysans des groupements voisins, viennent écouler leurs produits agricoles et se procurer d'autres biens utiles à leurs ménages. Toute une variété des produits agricoles se retrouve sur le marché. C'est en fait l'ensemble des produits agricoles et d'élevage. Pour ce qui est du commerce, ce sont notamment des produits prisés par les paysans comme la friperie, les chaussures et les savons. Certains produits peuvent varier en termes d'abondance ou de rareté dépendamment de saisons.

Du fait du trafic et du flux des personnes avec les pays voisins, il fonctionne à présent à Kamanyola un marché quasi quotidien, non loin de la frontière où sont vendus essentiellement les produits agricoles allant des fruits et légumes aux articles vivriers essentiellement, et d'autres produits et sous-produits d'élevage. Ceci prouve à

suffisance une demande constante de la part des voyageurs et autres commerçants des produits locaux d'une part, et de l'autre, la régularité de l'offre de Kamanyola dans la mesure où certains produits vendus proviennent des villages périphériques, notamment des marchés de Kashemi, de Rubumba et de Kalunga dont la route est en voie d'être réhabilitée.

De ce fait, l'on peut estimer qu'il existe réellement des potentialités de développement du marché, lesquels combinés à d'autres facteurs évoqués ci-dessus, démontrent qu'effectivement, les possibilités de croissance et les potentialités d'opportunités économiques existent dans le groupement. Vu sa position géostratégique aux confins de trois pays, Kamanyola se présente ainsi comme un marché à potentiel interterritorial et même sous régional.

En effet, de manière apparente, une des choses que l'on constate dans la bourgade de Kamanyola, est qu'il n'existe pratiquement pas de maison en paille ou chaume, la quasi-totalité de maisons est couverte des tôles galvanisées. Et selon les informations recueillies dans les discussions de groupe, dans plusieurs de ces maisons, on y pratique le petit commerce de proximité, spécialement la vente de boissons.

Aussi, il existe diverses autres potentialités de développement de Kamanyola, notamment de l'écotourisme dans les montagnes. Le monument historique du feu président Mobutu près du pont Kamanyola constitue déjà un point d'attraction non négligeable. Il existe en effet d'autres facteurs non moins négligeables dont entre autres :

- la présence d'une ligne électrique tirée du barrage Ruzizi et desservie par le Rwanda;
- la présence d'une minoterie quoiqu'elle tourne au ralenti à cause de la baisse sensible de la production;
- on constate quelques constructions des maisons appartenant aux particuliers et autres investisseurs qui construisent des hôtels, témoignant d'une certaine transformation moderne de l'agglomération;
- l'existence d'un hôpital moderne d'une grande capacité de lits (plus de 50) fréquenté aussi bien par les autochtones comme des étrangers de pays voisins; et qui est appelé à prendre plus d'ampleur avec le concours d'une congrégation religieuse et l'assistance d'une famille italienne qui construit un bâtiment imposant, lequel servira à des opérations chirurgicales plus délicates par des médecins venus de l'étranger;
- l'urbanisation de la ville car les normes des routes sont déjà bien tracées et visibles.
- la présence d'une carrière d'exploitation de pierres pour la construction des maisons comme des routes.

Ce sont là quelques atouts prometteurs, lesquels avec le temps, deviendront sûrement beaucoup plus importants. Il faut ajouter à cela, le dynamisme des bars et terrasses du coin, ainsi que la forte concentration des restaurants près de la frontière.

Tout ceci prouve qu'effectivement, l'argent circule et c'est même très visible rien qu'à observer la présence des cambistes au niveau de la frontière pour une aussi petite localité. En effet, vu le nombre des personnes qui traversent quotidiennement la frontière, on observe un flux important de trafic de devises monétaires des pays frontaliers, à savoir le Rwanda et le Burundi. Aussi, de part et d'autre de la frontière, on utilise couramment les monnaies respectives de chaque pays (Franc Rwandais, Franc Burundais et Franc Congolais) pour certains types d'achat des produits alimentaires.

Une autre particularité est la vente des viandes grillées spécifiquement de la chèvre, et qui est très prisée près de la frontière. C'est devenu en quelque sorte l'image de marque de Kamanyola reconnue dans les villes avoisinantes. En résumé, c'est donc à la frontière que sont concentrées les grandes activités commerciales de Kamanyola.

L'avènement de la construction du barrage de Ruzizi III près de Kamanyola constitue une autre source positive pour le décollage du potentiel économique de la région, notamment en raison des milliers d'emplois qui seront créés, tout comme de la reconversion possible des milliers des paysans comme travailleurs salariés. Ce qui peut être un frein à l'exode rural dans la région de la plaine de la Ruzizi pour les populations locales.

5.4. IDENTIFICATION DES FILIERES PORTEUSES

Au vu de l'analyse des indicateurs de rentabilité faite ci-dessus, et tenant compte aussi bien du marché existant que du marché potentiel, il se dégage trois points importants identifiables comme filières ou AGR porteuses. Il s'agit notamment :

- Dans la filière du commerce, les activités génératrices de revenu qui semblent porteuses sont la vente de braise, la fabrication de la boisson locale (bien que faisant partie de l'artisanat), et la boutique. Leur taux de rentabilité est respectivement de 100%, 107%, 5% et 70%. (Voir les indicateurs de rentabilités). Mais comme évoqué plus haut, les deux premières activités ne sont pas nécessairement à retenir comme une AGR à long terme à cause de la destruction de l'environnement, et en second lieu du non-respect des normes de fabrication de boisson. Seule l'activité de la boutique est une activité rentable et fiable compte tenu du dynamisme commercial du Groupement. Mais, elle reste une activité informelle pratiquée presque dans tous les ménages.

- Dans la seconde filière portant sur les services et l'artisanat, les trois activités porteuses sont le restaurant, le transport taxi-moto et l'atelier de couture. Le taux de rentabilité est respectivement de l'ordre de 160%, 125% et 48%. Seule le restaurant est une activité très florissante, et réellement porteuse en raison de revenu généré. Mais, il nécessite un encadrement dans les strictes normes de gestion et du respect sanitaire. Les deux autres activités relèvent de l'attrait personnel qu'un ménage peut exploiter en fonction de sa formation, notamment pour l'atelier de couture et pour le transport par moto en raison du gain facile.

- Enfin dans la filière de l'agriculture, la rentabilité est bien identifiée notamment dans les produits tomate 100% et manioc 81%. Il est très étonnant de voir la tomate supplanter le manioc, à cause du problème phytosanitaire récurrent. Ce qui a également comme conséquence une diminution des hectares cultivés. Mais il reste un aliment de base et donc culturellement ancré. La rentabilité reste certaine en raison de la demande de la consommation locale, et même « d'exportation » à Bukavu.

En conclusion, les produits dans les filières retenues selon notre enquête sur terrain, sont les AGR à proposer. Elles peuvent se résumer principalement en vente de braise, fabrication de la boisson locale et boutique (filiale commerce); en seconde position viennent la restauration, le transport taxi-moto et l'atelier de couture (filiale service); et enfin en culture de tomate et du manioc qui est très rentable (filiale agricole).

Néanmoins et compte tenu du potentiel économique existant dans le Groupement, il y a d'autres activités ou AGR à potentiel élevée, et qui peuvent être suggérées comme opportunités pour une croissance soutenue dans le groupement. Ces propositions formulées dans les lignes qui suivent, concernent les deux groupements cibles que sont Kamanyola et Luvungi. Ceci pour la simple raison que les deux groupements ne sont distants que de 15 km. Les échanges commerciaux et socioculturels entre les deux groupements sont très intenses. Ainsi, les problèmes rencontrés çà et là sont quasi identiques. En conséquence, l'analyse propose en plus d'opportunités existantes, des opportunités potentielles qui restent les mêmes pour les deux groupements, en termes d'AGR et de modes organisationnels. Parmi elles on peut mentionner :

- Mettre en place des structures de regroupement des paysans ou encore créer des coopératives agricoles, de manière à contrôler la production dès l'aval jusqu'en amont pour l'écoulement des produits agricoles dans les marchés pour l'exportation des produits, et dans les restaurants pour la consommation locale.

- Mettre en place des coopératives de travail c'est-à-dire une structure d'emploi, des placements pour les jeunes notamment dans la briqueterie, la menuiserie, la plomberie et la maçonnerie. Le groupement étant une petite localité, Il est suggéré de contrôler le marché de travail par une convention qui stipule que tout chantier de construction

importante doit être effectuée de manière formelle avec information à l'autorité administrative, de manière à permettre un placement cohérent des jeunes dans le marché d'emploi dans un chantier.

- Mettre en place une chambre froide près du marché notamment pour la conservation des viandes et autres produits périssables. l'idée principale est de constituer un comité de gestion d'autant plus que le groupement bénéficie de l'électricité. Ce qui est un atout considérable et surtout comme une AGR très pratique pour la localité. De même pour la construction des dépôts de stockage des produits agricoles avant l'écoulement dans le marché, car en plus, le dépôt constitue un point sécuritaire crucial pour les commerçants notamment pour le stockage, et une bien meilleure sûreté de leurs marchandises.

- Création des petites AGR pratiques notamment l'élevage de poules de ponte pour la production des œufs, activité inexistante dans la plaine. Dans cette orientation innovatrice, on peut imaginer la possibilité d'une AGR avec valeur ajoutée notamment avec la maîtrise des techniques pour fumer les viandes. Ceci demeure une AGR très pratique qui ne nécessite pas de fonds considérables ni d'obtention d'un quelconque permis d'exploitation. Mis ensemble dans une structure de regroupement à travers des quotas, ces AGR demeurent très rentables. Bien entendu, l'assistance du point de vue de la maîtrise de techniques de gestion serait très utile dans l'accompagnement de ses comités de gestion de ces structures. C'est ici que les femmes peuvent jouer un rôle primordial dans la maîtrise parfaite de leurs structures qui devraient être gérées uniquement par elles-mêmes. Cette suggestion peut être également reproduite pour les jeunes.

- Artisanat : d'après les discussions en focus groupes, certains produits importés des pays voisins notamment de la farine, sont des produits bien présentés uniquement à cause de l'emballage. Il serait donc pratique de développer des AGR dans ce sens pour la fabrication des emballages adaptés en vue de leur conservation et surtout de leur vente hors groupement, dans les centres de consommation comme Bukavu et Uvira. Il en est de même pour les produits de la boulangerie et beignets de fabrication locale.

5.5. FORCES, FAIBLESSES, OPPORTUNITES ET MENACES

Du fait de sa position géographique, le groupement de Kamanyola bénéficie de plusieurs avantages notamment :

- la ligne électrique tirée du barrage de Ruzizi et desservie par le Rwanda;
- l'imminence de la construction d'un nouveau barrage Ruzizi 3 près de Kamanyola avec tout son corollaire de construction des habitations et donc de création d'emplois;

- l'existence d'un hôpital moderne déjà opérationnel avec une grande capacité d'accueil y compris les étrangers des pays voisins;
- Kamanyola est un carrefour sur la route nationale no 5 où passent les camions en partance et en provenance d'Uvira, de Bukavu ainsi que du Burundi ou surtout du Rwanda;
- certaines ONGs internationales veulent ériger une représentation locale à l'instar de International Rescue Comitee (IRC);
- la construction des nouveaux hôtels et des maisons par des particuliers;

Mais de manière générale, la production tant agricole, d'élevage, de pêche que d'artisanat reste très faible à Kamanyola, le groupement étant peu modernisé, et pas du tout industrialisé. En outre et depuis une dizaine d'années, il subsiste des problèmes phytosanitaires des cultures de maïs à cause des chenilles légionnaires et de la mosaïque de manioc. C'est une maladie virale qui attaque les feuilles des plantes, en ayant un effet sur leur photosynthèse, et qui de surcroît, freine la croissance du manioc. Au point qu'à la période des soudures c'est-à-dire en fin de la saison sèche et peu avant la prochaine récolte, les rations alimentaires en prennent un coup : beaucoup de ménages réduisent le nombre de repas durant cette période.

Par ailleurs, l'écosystème de la région est relativement pauvre. Il suffit de regarder les paysages pour se rendre compte que les populations évoluent dans un environnement extrêmement fragile, car les collines sont dénudées, des champs sont cultivés sur les pentes des collines, et les signes d'érosion sont nombreux. Cette situation s'explique notamment par le côté rudimentaire et extensif des techniques agricoles, et le faible pouvoir d'achat de la population, car la majorité de la population utilise encore le bois comme première ressource de chauffe et de bois de braise.

Nous reprenons ici les grandes lignes énumérées par la cellule d'analyse d'indicateurs de développement en termes de faiblesses et menaces pour les opportunités économiques dans le groupement :

- **La rareté des terres cultivables** et des **superficies emblavées** à cause notamment de la pression démographique ;
- **Les guerres et l'insécurité** qui ont sévi le territoire de Walungu. La population rurale était en déplacement perpétuel, fuyant vers les centres villes ou dans les forêts pour chercher les moyens de survie en recourant au petit commerce ambulatoire, auquel il faut ajouter la crise financière ayant entraîné la fermeture des grandes unités de production agricole ;
- **La détérioration et l'impraticabilité des infrastructures routières** intérieures perturbent le circuit commercial des produits agricoles et l'accessibilité aux marchés ;
- **Le manque d'intrants et d'outillages agricoles** : le paysan ayant difficile à s'approvisionner en semences de bonne qualité et en quantité suffisante,

- **L'insuffisance des structures d'appui** et du personnel technique d'encadrement pour freiner le phénomène de dégradation continue des sols et des épidémies sur les cultures. (Source : www.caid.cd)

CONCLUSION

Kamanyola étant situé à la frontière de trois pays, jouit ou bénéficie de beaucoup d'avantages économiques pour un accroissement des activités génératrices de revenus. Le rôle de carrefour commercial entre Territoires et entre pays voisins lui ouvre des perspectives porteuses pour nombre de filières agropastorales. L'imminence d'extension du barrage de Ruzizi 3, ainsi que l'accroissement des échanges avec les pays voisins, constituent des atouts majeurs favorables à une transformation certaine du groupement en tant qu'une ville urbaine en devenir. Et de ce fait, il existe plusieurs possibilités pour le développement des Activités Génératrices de Revenus.

C'est ici que le rôle de la femme peut contribuer énormément à l'accroissement des AGR. Malheureusement ce rôle est limité ou freiné par la tradition et les us et coutumes, les postures mentales et les stéréotypes à leur égard. Les femmes sont principalement concentrées dans l'agriculture (70 % dans l'agriculture traditionnelle, et 60% dans le secteur informel). (Source : Plan quinquennal de croissance et d'emploi 2011-2015 de la province du Sud-Kivu, 2013)

A cela s'ajoute, le problème de l'environnement. Il demeure très préoccupant dans la mesure où la forte pression démographique ne fait que favoriser davantage une dégradation accélérée de l'écosystème. Par conséquent, *«la déforestation joue un rôle important et a des conséquences particulièrement graves : l'absence de barrières naturelles permet à l'eau d'accroître sa vitesse d'écoulement (parfois de manière spectaculaire et destructrice, emportant avec elle beaucoup de sédiments, allant jusqu'à détruire les habitations, les routes et les ponts), et empêchant la reconstitution de la nappe phréatique par infiltration dans le sol»*. (Source : Enquête socio-économique Action Contre la Faim, 2007).

C'est ici l'occasion de mettre en place des politiques appropriées pour la sauvegarde des domaines protégés, mais aussi d'ériger un système de reboisement. Certes, certaines actions ont déjà été entreprises par d'autres ONGs, mais il reste que le danger est bien réel.

CHAPITRE 6 : SITE DE LUVUNGI

6.1. MONOGRAPHIE ET CARTOGRAPHIE DE LUVUNGI

6.1.1 Situation administrative, géographique et socio-culturelle

(i) Situation administrative

Luvungi fait partie intégrante de la chefferie de Bifulero situé dans le Territoire d'Uvira, créé par l'Ordonnance-loi n° 21/91 du 28 février 1938, modifié par l'Ordonnance loi n°67-221 du 03 Mars 1967, le territoire d'Uvira est limité :

- au Nord : le Territoire de Walungu ;
- au Sud : le Territoire de Fizi ;
- à l'Est : le Burundi et la Tanzanie dont il est séparé respectueusement par la rivière Ruzizi et le lac Tanganyika ;
- et à l'Ouest : le Territoire de Mwenga et de Walungu.

Luvungi est le chef-lieu du groupement Itara-Luvungi. Il est situé à 15 km de Kamanyola. Il fait partie de la plaine de Ruzizi. Vu la proximité de deux groupements, c'est dire que les problèmes rencontrés à Luvungi sont quasi identiques à celui de Kamanyola. La population de Luvungi est estimée à 86.200 habitants selon les discussions recueillies en focus groupe. Il comprend 27 localités.

(ii) Situation géographique

- Luvungi est situé entre la latitude 2°52'0''Sud et la longitude 29°2'0''Est. L'exiguïté du groupement ne permet pas de le situer autrement sur le globe
- Climat

Il y a deux saisons bien distinctes. La saison sèche s'étend de mai à septembre, tandis que la saison des pluies va de octobre à mai, avec deux saisons agricoles A et B suite à la petite saison sèche en janvier/février. À quelques occasions il y a des pluies orageuses, et la pluviométrie annuelle est de 1600mm. Une partie du Territoire d'Uvira est située dans les Hauts plateaux qui sont compris dans la zone tropicale de haute et moyenne altitude (entre 1000 et 2800 m). La température moyenne mensuelle de l'air est comprise entre 22,5° et 25°C ; les moyennes mensuelles des températures maxima journalières croissent en fin de saison sèche (30,5° à 32,5° en septembre) tandis que les moyennes mensuelles des températures minima journalières sont les plus faibles pendant la moitié de la saison sèche (14,5° à 17°C en juillet).

- Hydrographie

Le Groupement est traversé par la rivière Ruvubu et la rivière Ruzizi, frontalière avec le Burundi.

- Type de sol et végétation

Les sols sont par endroit sablo-limoneux, très sableux, rarement argilo sablonneux. On distingue deux catégories de sol :

- le sol de montagne aux caractéristiques latéritiques,
- et le sol alluvionnaire caractéristique des plaines.

Pour ce qui est de la végétation, elle est dominée par une savane herbeuse qui sert d'une part à l'agriculture, et d'autre part aux pâturages pour les éleveurs des bœufs.

(iii) Situation socioculturelle

À Luvungi, ce sont les Bafulero qui constituent l'ethnie majoritaire, suivie des Babembe, Barega, Barundi, Bavira et les Banyarwanda. Les langues parlées sont le Fuliro, le Kijoba, le Kivira et le Kiswahili. Luvungi reste avant tout un groupement agricole. Le manque d'électricité est criant face au dynamisme économique de sa population. Malheureusement, jusqu'à ce jour, Luvungi connaît encore une présence active de certaines milices armées.

6.1.2. Situation économique

(i) Principales productions agricoles

Luvungi est avant tout une entité à vocation agricole. L'agriculture est la principale activité de la population. Elle occupe plus de 90% de la population active selon les informations obtenues en focus groupe. Le sol est très fertile. Pendant la saison sèche, certains paysans pratiquent l'irrigation pour la culture du riz.

En marge de l'agriculture, il y a deux types d'élevage :

- l'élevage traditionnel ou nomade est exercé par des petits éleveurs avec ou sans lopins de terre, et les bovins sont en général de race Ankole rustique, très résistante aux maladies.

- l'élevage moderne est constitué d'un nombre élevé de têtes de bovins (plus d'une centaine). Ce cheptel est en stabulation permanente, et est des fois reproduit par insémination artificielle pour l'amélioration du bétail ou en les croisant avec les races locales Ankole plus résistantes.

L'élevage a connu un regain du fait de l'insécurité dans d'autres groupements. Ainsi beaucoup de fermiers se sont rués à Luvungi. D'ailleurs, c'est de là que provient une partie des produits laitiers qui sont écoulés sur Kamanyola et Uvira. Le petit et grand commerce occupe également une infime partie de la population.

Il y a lieu de souligner une particularité ici, c'est que la pratique de la pisciculture est assez répandue à Luvungi, contrairement à Kamanyola. En général, c'est le poisson tilapia qui est le plus élevé. Néanmoins, comme indiqué dans l'enquête de l'ONG

Action Contre la Faim (ACF), la production agricole dans la plaine par ménage a sensiblement diminué, soit en moyenne 0,5ha à 0,75ha constate l'ONG ACF (source : Enquête socio-économique Action Contre la Faim, 2007).

Agriculture

Ci-dessous, le tableau monographique des filières à Luvungi :

Tableau 6.1. Productions agricoles pratiquées à Luvungi

Riz	Maïs	Manioc	Café	Haricot	Oignon, tomate aubergine	Huile de palme	Patate douce	Choux	Banane plantain	Pomme de terre
A, B	A, B	A, B	A, B	A	A	A, B	AB	A	A	A

Source ICREDES : Enquête de terrain, mai 2017.

Selon les données de l'enquête et notamment des discussions en focus groups, les cultures les plus pratiquées et donc prioritaires, sont celles cultivées deux fois l'an, aussi bien en saison agricole A (grande saison des pluies) qu'en saison agricole B (petite saison des pluies). Ce sont en particulier le riz, le maïs, le manioc, le haricot et la patate douce. Il y a également l'arachide et les légumes (culture des marais), et fruits. Le café et le palmier à huile font partie des cultures pérennes du Groupement.

Élevage

Tableau 6.2. Produits d'élevage pratiqués à Luvungi

Vache	Chèvre & mouton	Volaille	Lapin	Porc	Cochon d'inde
-------	-----------------	----------	-------	------	---------------

À part quelques cas qui diminuent en nombre et importance en ce qui concerne le gros bétail, l'élevage le plus pratiqué est celui du petit bétail, fait principalement des caprins et de la volaille. En ce qui concerne la pisciculture, elle est pratiquée et se développe dans le Groupement, et en particulier l'élevage du tilapia (très en vogue).

(ii) Infrastructures et commercialisation

Infrastructures routières

L'état des routes est déplorable. Car, pour aller à Uvira, certains préfèrent passer rapidement par Kamanyola et empruntent les routes des pays voisins du Rwanda et du Burundi. Idem pour se rendre à Bukavu qui est la capitale provinciale du Sud Kivu.

Il n'existe pratiquement pas de voies navigables excepté sur la rivière Ruzizi où certains empruntent les pirogues pour se rendre au Burundi voisin.

Commercialisation

Les produits agricoles sont généralement écoulés vers Uvira, Bukavu et une partie vers le Burundi. De même, les produits manufacturés proviennent du même circuit c'est-à-dire des villes et pays cités.

(iii) Industrie de transformation

Il existe tout de même un certain nombre d'unités de transformation assez importante pour Luvungi, et ce en dépit du manque d'électricité. (Voir le titre Marchés existants et potentialités).

(iv) Commerce et artisanat : La situation est pratiquement la même qu'à Kamanyola, excepté qu'ici certaines activités qui fonctionnent avec de l'énergie électrique sont faites à base de groupes électrogènes et rarement de panneaux solaires.

(v) Groupement des producteurs

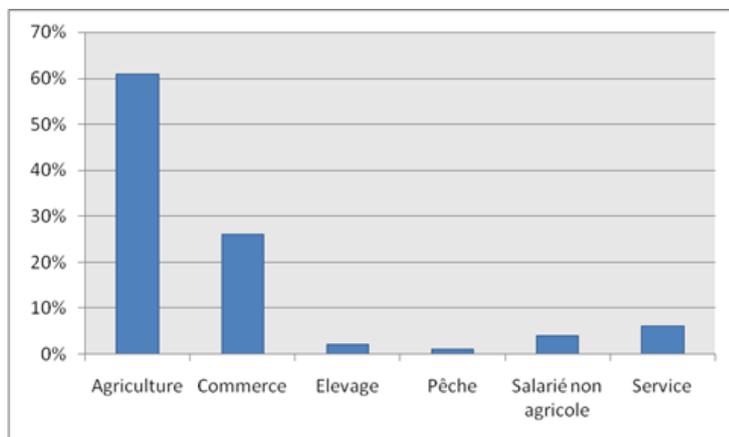
Il existe une association des entrepreneurs de Luvungi. Elle est constituée des propriétaires des unités de production.

6.2. MARCHES EXISTANTS ET POTENTIALITES

6.2.1. Cartographie des activités économiques par filière

Les filières représentatives dans la plaine sont en général l'agriculture, l'élevage, pêche et l'artisanat. Cependant, le commerce y compris le secteur de service s'accroît davantage en importance aussi bien en capital d'investissement ainsi que dans le revenu brut. Les différentes guerres d'occupation ont dans un sens accru la pression de l'exode rural vers les centres villes, ces derniers de retour dans leurs villages respectifs, pratiquent de plus en plus le commerce dans la recherche des revenus supplémentaires. N'empêche, l'agriculture reste la première vocation exercée par la population. C'est le cas à Luvungi où plus de 60% de la population sont dans l'agriculture, et 27% dans le commerce. Elle reste une activité qui continuera à accroître avec les années à venir, tout comme la filière services.

Graphique 6.1. Répartition des activités économiques dans le groupement



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Légende :

- Commerce : 1. Commerce de petits articles = Étalage informel d'articles de première nécessité
2. Boutique = commerce formel d'articles vendus régulièrement dans un magasin.
- Du fait de la faiblesse de l'artisanat, la fabrication des boissons locales a été volontairement incluse dans cette filière.
- Service : restaurant, taxi-moto, pharmacie, boucherie.

6.2.2. Les indicateurs de rentabilité

(i) Les indicateurs de rentabilité de la filière commerce

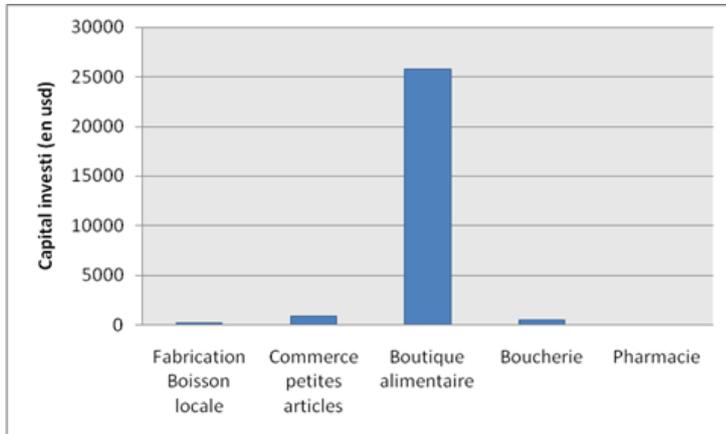
Tableau 6.3. Indicateurs de rentabilité des activités économiques de la filière commerce.

Indicateurs (en Usd)	Activités économiques				
	Fabrication Boisson locale	Commerce petites articles	Boutique alimentaire	Boucherie	Pharmacie
Capital Investi	200	899	25 839	500	36
Coût d'exploitation	200	33	899	30	50
Chiffre d'Affaires	300	475	3 164	120	107
Bénéfice brut	100	443	2 265	90	57
Taux de rentabilité	50%	49%	9%	18%	160%

Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Les données globales collectées pour la filière indiquent que c'est bien la branche de la pharmacie qui caracole en tête avec 160% en termes de taux de rentabilité, suivie de la fabrication de boisson locale. Cependant, les données recueillies ici peuvent engendrer un certain doute quant à leur fiabilité. Car, l'examen des autres indicateurs de rentabilité que sont le capital d'investissement, le coût d'exploitation, le chiffre d'affaires ou le capital d'investissement, indique que les chiffres avancés par les interviewés dans certaines activités génératrices de revenus sont très faibles. Et cela a un impact négatif sur la perception de ce secteur. Ceci peut s'expliquer par la méfiance de donner aux enquêteurs (inconnus) les vrais chiffres ou encore peut-être parce qu'ils ne maîtrisent pas la gestion. Il est possible que la question ait été posée aux travailleurs et non au propriétaire/gérant.

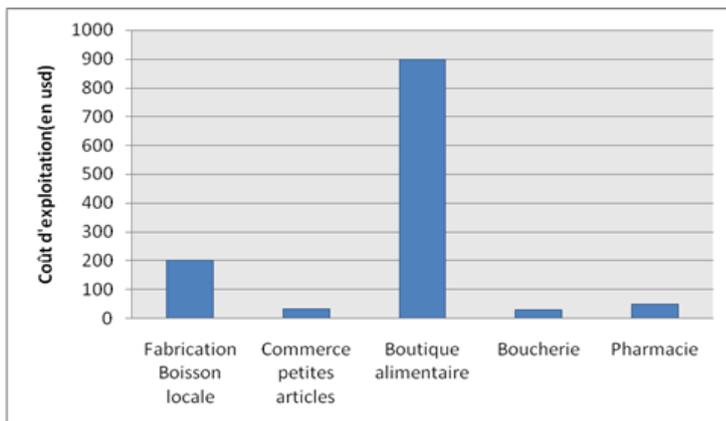
Graphique 6.2. Répartition des activités économiques selon le capital investi dans la filière commerce.



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

L'on ne peut pas comprendre que seule une activité se démarque dans une filière aussi importante. La boutique a un capital important de 2.500\$ tandis que les autres services à savoir la pharmacie et la boucherie ont un capital insignifiant (voir graphique 6.2). On peut expliquer cela par les raisons avancées précédemment pour les données sur le capital investi. Mais il y a aussi le fait qu'une boutique est un magasin formel qui nécessite un capital investi relativement élevé par rapport aux autres activités commerciales qui sont très informelles dans le Groupement, et ne demandent pas grand-chose en coût d'investissement.

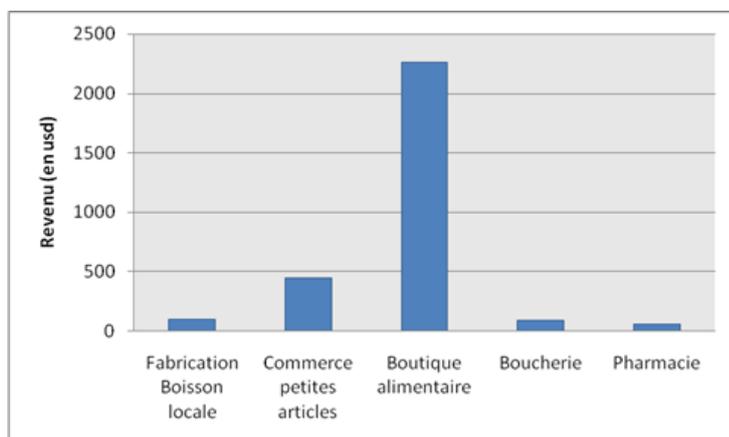
Graphique 6.3. Répartition des activités économiques selon le coût d'exploitation dans la filière commerce.



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

D'après les données présentes (graphique 6.3), la boutique a un coût d'exploitation de 900\$. Elle est en première position suivi de la fabrication de la boisson locale à 200\$. Pour ce qui est de la boucherie, on peut comprendre que le coût soit faible vu l'abondance de viande dans le marché. De même, il est étonnant de constater également un chiffre aussi bas pour le cas de la pharmacie. Une explication peut être avancée : en fait la catégorie pharmacie est souvent un commerce de produits pharmaceutiques vendus en étalage par terre ou sur une table dans les environs du marché par exemple. Très peu de produits sont vendus dans une officine qui respecte les normes de conservation.

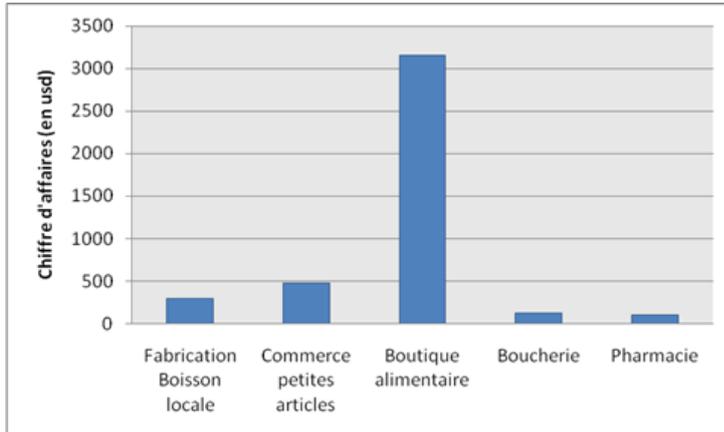
Graphique 6.4. Répartition des activités économiques selon le revenu dans la filière commerce.



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Selon les données telle que recueillie, seul le revenu de la boutique dépasse les 2.000\$. Il est de loin supérieur à la vente de petits articles qui est à peine à 500\$ pendant que tout le reste des produits de la filière gagne un revenu marginal (graphique 6.4).

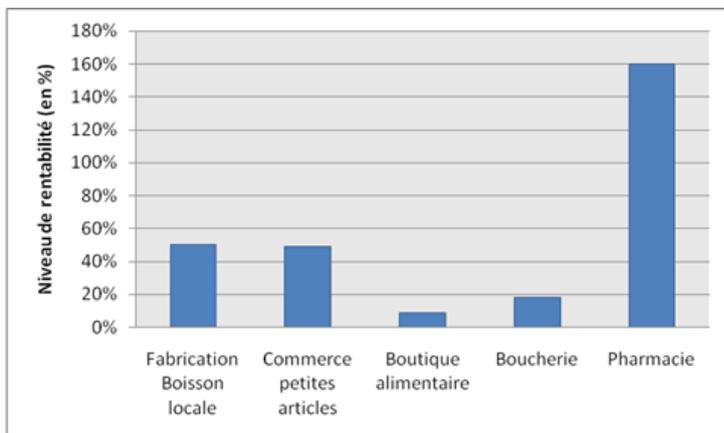
Graphique 6.5. Répartition des activités économiques selon le chiffre d'affaires dans la filière commerce.



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

De ce point de vue aussi, et comme on peut le voir sur la graphique 6.5 ci-dessus, la boutique a un chiffre d'affaires élevé, soit plus de 3.000\$ comparé aux autres produits situés à moins de 500\$, avec le commerce de petits articles en deuxième position (graphique 6.5).

Graphique 6.6. Répartition des activités économiques selon le niveau de rentabilité dans la filière commerce.



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

La pharmacie est en général une activité qui rapporte. Elle est prouvée avec un taux de rentabilité très remarquable de 160%. L'on remarque également que la rentabilité

des articles du petit commerce dépasse celle de l'activité boutique des biens de première nécessité. Cette situation ne se justifie pas dans la réalité. Mais les chiffres perçus sont nettement évidents. Néanmoins, le taux de rentabilité des activités génératrices de revenus comme la fabrication de boisson locale et le commerce informel de petits articles affiche un niveau très acceptable de l'ordre de 50% (graphique 6.6).

(ii) Les indicateurs de rentabilité de la filière service

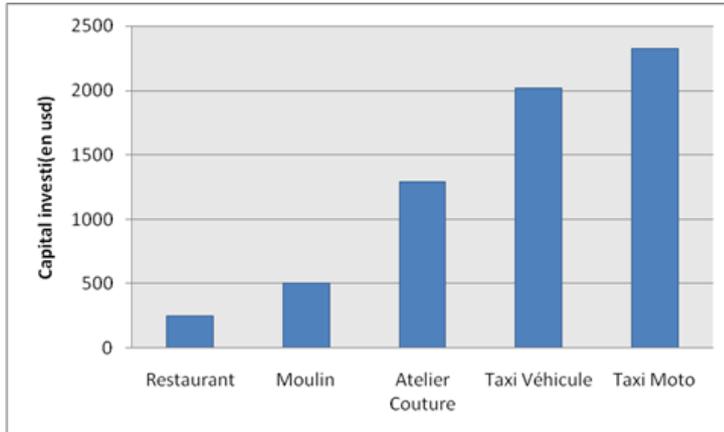
Tableau 6.4. Indicateurs de rentabilité des activités économiques de la filière services.

Indicateurs (en Usd)	Activités économiques				
	Restaurant	Moulin	Atelier Couture	Taxi Véhicule	Taxi Moto
Capital Investi	250	500	1 294	2 018	2 326
Coût d'exploitation	29	40	120	100	937
Chiffre d'Affaires	286	140	356	350	2 904
Bénéfice brut	257	100	236	250	1 967
Taux de rentabilité	103%	20%	18%	12%	85%

Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Les activités économiques dans la présente filière sont le restaurant avec un taux de rentabilité de 103% et le taxi-moto avec 85%. Pour les autres produits Moulin, Atelier Couture et Taxi Véhicule, les indicateurs sont faibles variant entre 12% et 20% du taux de rentabilité (voir tableau 6.4).

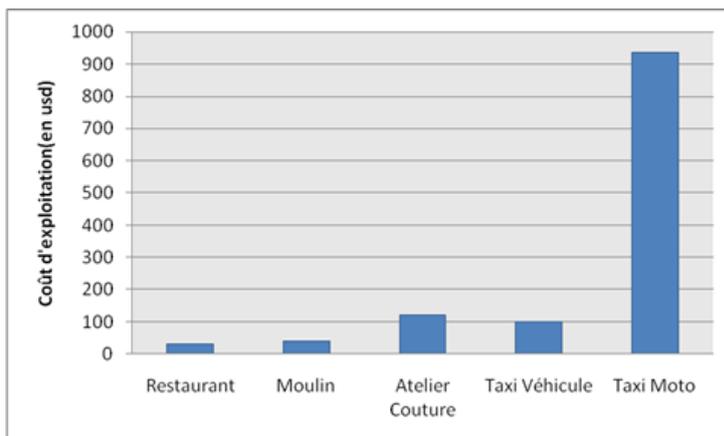
Graphique 6.7. Répartition des activités économiques selon le capital investi dans la filière services.



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Le capital investi, pris ici dans le sens de fonds de démarrage, est plus élevé pour les activités nécessitant un outil de travail à acquérir dans les grandes villes (machine à coudre, moto, véhicule). L'ouverture d'un restaurant ne faisant appel principalement qu'à des ustensiles de cuisine pouvant être déjà disponibles dans la cuisine familiale, ne requiert qu'un faible capital d'investissement en ce qui concerne la vaisselle, l'équipement mobilier qui sont généralement des outils de fortune (graphique 6.7).

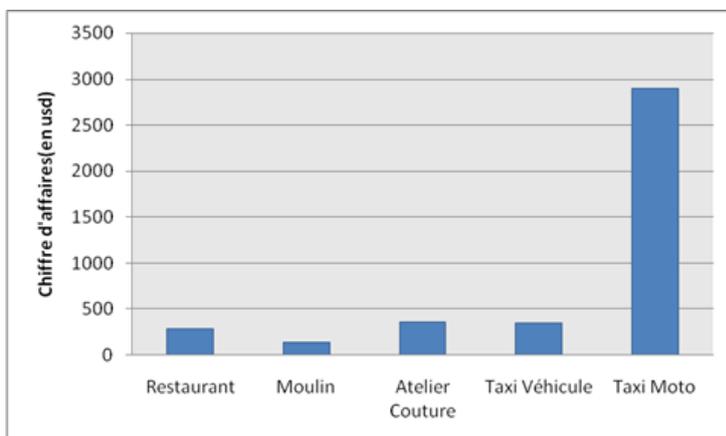
Graphique 6.8. Répartition des activités économiques selon le coût d'exploitation dans la filière services.



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Une fois de plus, le lieu de provenance de certains éléments ou facteurs de production des services et les inputs pour leur fonctionnement joue un rôle important. Par exemple les services qui dans la phase d'exploitation font appel à des intrants à faire venir des grands centres urbains (carburant, pièces de rechange, tissus et accessoires..) et qui sont sujets à diverses taxes administratives, connaissent des coûts d'exploitation relativement plus élevés que les autres (graphique 6.8). Le transport par taxi moto connaît un coût d'exploitation de plus de 900\$. Les produits agricoles cultivés localement constituent la base des habitudes alimentaires des populations, et sont accessibles à des coûts relativement bas en campagne, ce qui rend les activités des restaurants peu onéreuses en termes de renouvellement des stocks.

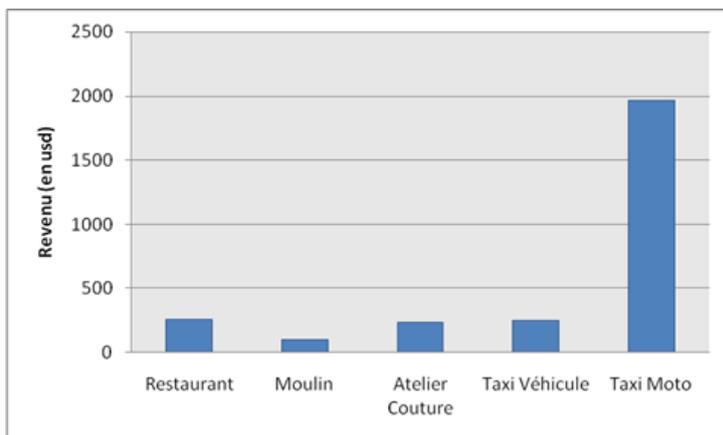
Graphique 6.9. Répartition des activités économiques selon le chiffre d'affaires dans la filière services.



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Le mouvement des populations dans des zones aussi vastes, souvent dépourvues de routes carrossables, justifie le développement de ce genre de mode de déplacement et de transport qui devient incontournable. La moto permet de rallier le lieu des activités champêtres et favorise les échanges commerciaux avec la cité d'Uvira voisine et d'autres groupements. Cette activité génère des sommes considérables (3.000\$ comme le montre le graphique 6.9), et attire beaucoup de jeunes. Les moulins pratiquent de tarifs à la limite du social, ce qui place cette activité au bas de la classification par chiffre d'affaire.

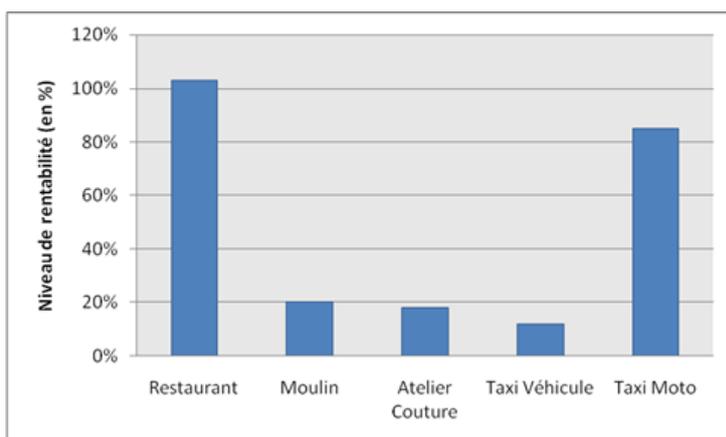
Graphique 6.10. Répartition des activités économiques selon le revenu dans la filière services.



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

En comparant ces services, par unité de prestation, il se dégage que le coût de la course à moto est peu élevé et accessible à une large clientèle. Ce qui permet ainsi aux exploitants de ce service d'atteindre périodiquement des revenus très élevés et confortables (près de 2.000\$, voir graphique 6.10) grâce aux multiples rotations, loin devant les exploitants des moulins qui pratiquent des tarifs beaucoup plus bas, et des véhicules dont les rotations sont limitées.

Graphique 6.11. Répartition des activités économiques selon le niveau de rentabilité dans la filière services



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Une fois établis, les restaurants et les moulins n'exigent pas des grandes injections d'argent dans leur phase d'exploitation, car ils font appel à des produits agricoles locaux à préparer ou à transformer, des produits pas chers qui sont revendus à des prix beaucoup plus avantageux une fois convertis en plats ou farine ; cet écart de prix justifie une rentabilité qui dépasse le pic des 100% (graphique 6.11). Le déplacement des populations sur des sentiers non carrossables, ne trouve satisfaction que dans les taxi moto, un moyen de transport résolument efficace et moins cher que les rares taxi véhicules. Car contrairement à ces derniers, ils sont sujets à moins de charges pour le maintien de l'outil de travail (pièces de rechange et consommation en essence), et fortement rentabilisé par le cumul de plusieurs passagers sur une même course, sans compter le tarif propre aux marchandises transportées.

(iii) Les indicateurs de rentabilité de la filière agricole

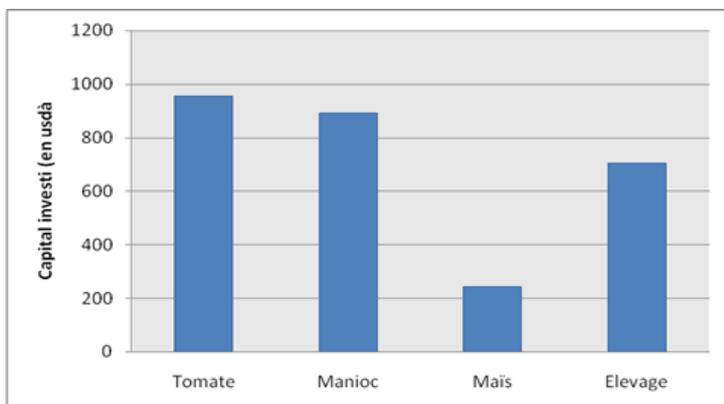
Tableau 6.5. Indicateurs de rentabilité des activités économiques de la filière agricole

Indicateurs(en USD)	Activités économiques			
	Tomate	Manioc	Mais	Élevage
Capital Investi	956	892	244	705
Coût d'exploitation	271	1 181	47	585
Chiffre d'Affaires	1 170	23 381	439	950
Bénéfice brut	899	22 200	392	365
Taux de rentabilité	94%	246%	161%	52%

Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

En observant de plus près les indicateurs de rentabilité des activités économiques de la filière agricole (voir le tableau 6.5 ci-dessus), l'on se rend compte que tous les produits de l'agriculture constituent un secteur très rentable soit 50% ou plus, y compris les produits de l'élevage.

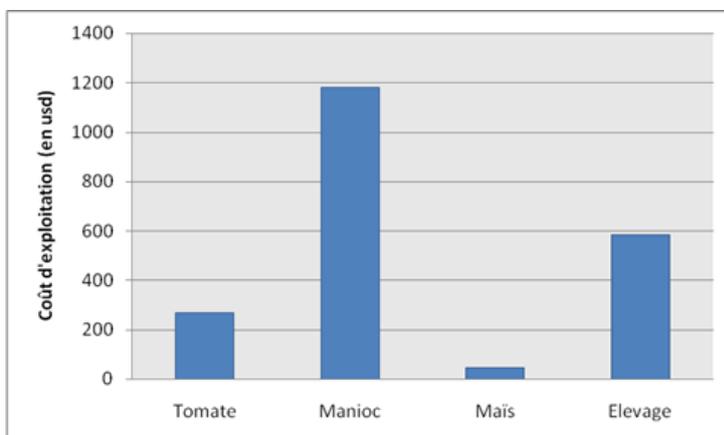
Graphique 6.12. Répartition des activités économiques selon le capital investi dans la filière agricole.



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Contrairement aux autres produits pour lesquels le niveau d'investissement navigue entre 650\$ et 950\$, le capital investi dans le maïs est faible, il faut voir par-là, le problème d'attaque de chenilles qui fait que les agriculteurs ne veulent pas prendre le risque d'investir massivement et perdre toute la récolte attendu en fin de saison agricole. Pour tout le reste, les produits ont un capital investi assez élevé.

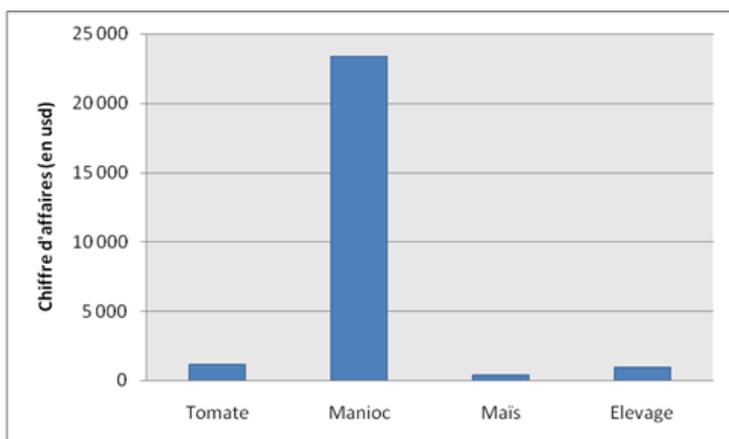
Graphique 6.13. Répartition des activités économiques selon le coût d'exploitation dans la filière agricole



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Le coût d'exploitation du manioc s'explique en raison de la mosaïque qui nécessite l'achat des produits pour soigner les plants. Il faut rappeler avec insistance que le manioc est la nourriture de base, et les populations sont prêtes à y investir massivement pour ne pas mourir de faim.

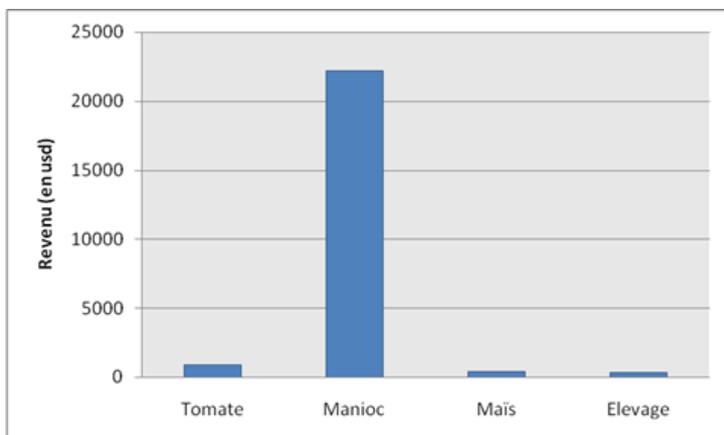
Graphique 6.14. Répartition des activités économiques selon le chiffre d'affaires dans la filière agricole.



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Seul le manioc a un chiffre d'affaires réellement respectable et à la hauteur de son poids dans l'économie du groupement et de l'alimentation des populations, soit plus de 23.000\$ (graphique 6.14). Ce qui laisse supposer également dans les graphiques qui suivent la prépondérance du produit manioc au niveau du revenu et de la rentabilité. Il y a un contraste à noter entre les rentabilités de la tomate à Kamanyola et à Luvungi alors que les deux groupements sont quasiment voisins.

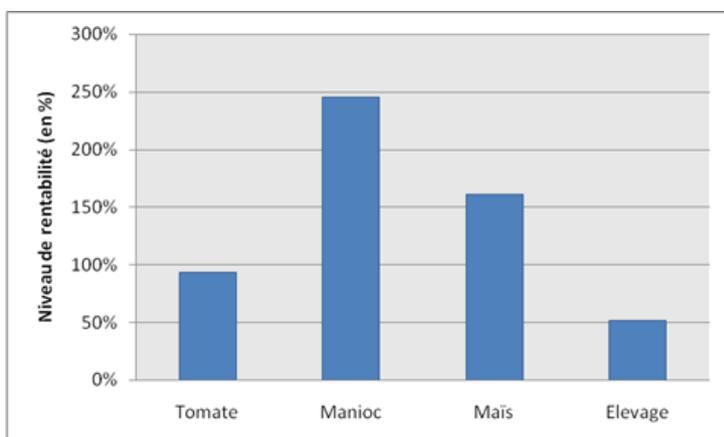
Graphique 6.15. Répartition des activités économiques selon le revenu dans la filière agricole.



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Le manioc a un revenu de plus de 22.000\$. Elle est un produit qui définitivement rapporte beaucoup. Il est consommé dans la plaine mais aussi exporté surtout vers la cité d'Uvira ou à Bukavu (graphique 6.15).

Graphique 6.16. Répartition des activités économiques selon le niveau de rentabilité dans la filière agricole.



Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Comme évoqué dans les graphiques ci-haut, le manioc se présente ainsi comme un produit met une activité jouissant d'un taux rentable. L'activité est donc très porteuse comme AGR à Luvungi, y compris cependant avec le maïs (condition de risque de maladie de la plante mise à part), la tomate et les produits et sous-produits de l'élevage (voir graphique 6.16 ci-dessus).

(iv) Indicateurs de rentabilité par agent économique et filière

Filière commerce

Tableau 6.6. Indicateurs de rentabilité de la filière commerce par agent économique

Indicateurs	Activités économiques				
	Fabrication Boisson locale	Commerce petites articles	Boutique alimentaire	Boucherie	Pharmacie
(en Usd)					
Capital Investi	11	11	1360	26	2
Coût d'exploitation	11	2	47	2	3
Chiffre d'Affaires	16	25	167	6	6
Bénéfice brut	5	23	119	5	3
Taux de rentabilité	50%	221%	9%	18%	158%

Source : ICREDES, Enquête de terrain mai 2017.

Les positions géographiques et autres conditions socioéconomiques ont une influence sur le niveau ou besoin de capital de démarrage d'une activité génératrice de revenu dans un site donné. De ce point de vue, il apparaît dans le site de Luvungi, l'implantation d'une boutique formelle de vente des biens de première nécessité et en particulier des produits alimentaires, demande un capital important (près de 1400\$), ce qui est hors portée des citoyens lambda de ce groupement. Tandis que les autres activités commerciales (fabrication de boisson locale, commerce en étalages informels pour les petits articles en biens de première nécessité e demande presque rien en capital à investir. Certains chiffres sont bien sûr discutables : c'est le cas de la pharmacie ou ce qui s'appelle comme cela, et qui est en réalité un étalage informel de médicaments le long d'un marché par exemple.

Néanmoins trois activités de cette filière semblent très rentables dans le site/groupement de Luvungi. Ce sont la fabrication de boissons locales avec un taux de rentabilité de 50%, la pharmacie avec un taux de 158%, et plus exceptionnellement le commerce de petits articles des biens de première nécessité avec 221%.

Filière services et artisanat

En ce qui concerne la filière services et artisanat, il est évident que les chiffres annoncés par les enquêtés (voir tableau 6.7 ci-dessous) sont invraisemblables pour tous les indicateurs de rentabilité. De ce fait le calcul des taux de rentabilité pour les cinq activités retenues dans cet échantillon a peu de signification. On peut noter néanmoins que le taxi moto et la restauration ont des taux de rentabilité rassurants dans la bourgade.

Tableau 6.7. Indicateurs de rentabilité de la filière services et artisanat par agent économique

Indicateurs (en Usd)	Activités économiques				
	Restaurant	Moulin	Atelier Couture	Taxi Véhicule	Taxi Moto
Capital Investi	13,16	26,31	68	106	122
Coût d'exploitation	1,52	2,10	6,31	5,26	49,30
Chiffre d'Affaires	15,05	7,36	18,74	18,4	153
Bénéfice brut	13,52	5,26	12,42	13,2	104
Taux de rentabilité	103%	20%	18%	12%	85%

Source : ICREDES, Enquête de terrain mai 2017.

Filière agriculture

Tableau 6.8. Indicateurs de rentabilité de la filière agricole par agent économique

Indicateurs (en USD)	Activités économiques			
	Tomate	Manioc	Mais	Elevage
Capital Investi	50	47	13	37
Coût d'exploitation	14	62	2	31
Chiffre d'Affaires	62	1231	23	50
Bénéfice brut	47	1168	21	19
Taux de rentabilité	94%	2488%	160%	52%

Source : ICREDES, Enquête de terrain mai 2017.

En ce qui concerne la filière agricole dans le site de Luvungi, l'investissement dans la culture des différentes spéculations qui sont essentiellement dans la base alimentaire des populations, reste faible et abordable pour les citoyens et agents économiques qui aimeraient se lancer dans ces productions. Avec des charges d'exploitation également

faibles, la rentabilité de ces spéculations est forte compte tenu de la proximité des marchés (forte demande), mais aussi de la faiblesse de la production pour le manioc et le maïs, notamment du fait de certaines maladies qui influent négativement sur le volume des récoltes de ces cultures. Il reste cependant que la rentabilité de l'investissement agricole est très élevée pour toutes ces spéculations, allant de 52% à 160% avec un pic exceptionnel de plus de 2 000% pour le manioc qui est la nourriture de base (tableau 6.8).

6.3. Identification des filières porteuses

Pour ce qui concerne les filières porteuses, il semble indiqué de retenir les activités ou AGR selon les trois filières qui suivent :

- Pour la filière de commerce, l'analyse du taux de rentabilité permet de singulariser les activités de pharmacie, soit 160%, suivies de la fabrication de boissons locales, soit 50%, et la boucherie 18%. Cette dernière activité apparaît avoir un taux de rentabilité comparativement très faible, mais ceci est dû probablement à la qualité des données y relatives, les données récoltées provenant des travailleurs et non des propriétaires. Par ailleurs, les produits et sous-produits sont très consommés dans le groupement. L'élevage ne peut donc être considéré comme un produit marginal. Au contraire, culturellement parlant, il constitue l'élément capital de la dot dans cette zone de la Plaine.
- Pour la filière de service, l'on a retenu exceptionnellement quatre produits notamment la restauration (taux de rentabilité de 103%), le transport en taxi-moto (taux de 85%), l'atelier de couture (taux de 20%), et moulin à farine (taux de 18%). Les raisons sont les mêmes avancées au même point sur la filière de services à Kamanyola. Le moulin reste également porteur en fonction de revenu généré. Il est sujet à des fluctuations importantes à des périodes spécifiques. C'est une des raisons qui explique notre attention en dépit du taux de rendement qui apparaît faible.
- Pour la filière agricole, tous les produits retiennent notre attention, notamment le manioc (taux de rentabilité de 246%), le maïs (taux de 161%), la tomate (taux de 94%), et les produits d'élevage (taux de 52%). Il est utile de rappeler que Luvungi est un grand centre de production de manioc.

Cependant et comme on l'a vu pour le groupement de Kamanyola, il y a également d'autres propositions complémentaires en termes d'opportunités économiques, et qui restent également valables pour le groupement de Luvungi (voir le chapitre 5 point 5.3 ci-dessus).

6.4. Forces, faiblesses, opportunités et menaces

Pour pousser plus loin l'analyse, on peut affirmer qu'outres ces opportunités économiques existantes, les potentialités existent bel et bien dans cette partie du territoire d'Uvira. Les défis restent les mêmes comparativement à Kamanyola du fait de la proximité avec Luvungi, soit une distance de 15 km à peine.

La population en majorité reste jeune, vigoureuse et très entreprenante, notamment dans la filière de l'agriculture qui est l'activité principale de la population. L'agriculture reste essentiellement vivrière, et dont les produits sont écoulés généralement à la Cité d'Uvira et à Bukavu. A noter qu'ici, Luvungi produit beaucoup de riz paddy des fois pendant trois saisons l'an (trois récoltes par an), et ce au moyen des canaux d'irrigation.

Il existe quelques marchés très dynamiques à Luvungi, notamment le marché des deux groupements Itara-Luvungi, et le grand marché propre au groupement de Luvungi qui a lieu chaque mercredi. Plusieurs commerçants venus de plusieurs horizons viennent s'y approvisionner. Et en retour, ces commerçants ravitaillent les marchés locaux et notamment les marchés de faible importance. Il s'agit de quelques marchés périphériques non moins négligeables à Mirungu et à Kasoko Mohinda. Ces deux modestes marchés sont quotidiens et se tiennent particulièrement le soir. On y vend et achète au détail de petits articles et surtout les produits de l'élevage et de la pisciculture.

Ce qu'on remarque aussi ici, c'est que le petit commerce est une activité florissante. Il s'accroît davantage et est dominé surtout par des jeunes qui ont une facilité de mouvement, notamment grâce aux motos pour l'approvisionnement des articles les plus demandés. La diversité des activités permet l'accroissement d'une économie réelle d'épargne, laquelle permet aux commerçants de faire face aux moments difficiles, et notamment lors des problèmes qui se posent de manière saisonnière : achat des semences, rentrée scolaire, etc.

En outre, il existe quelques unités de transformations à Luvungi, notamment des moulins, des décortiqueuses de paddy, une unité de torréfaction du café, une savonnerie, ainsi qu'une usine de fabrication de produits pharmaceutiques à partir des inputs locaux. Il y a également une usine non encore achevée de transformation de lait. Au vu de toutes ses unités de transformation, le marché de Luvungi est porteur d'un certain nombre de facteurs et opportunités réels et potentiels. A cela s'ajoute le dynamisme de la jeunesse. Malheureusement, le manque d'énergie constitue un puissant facteur limitant. Car, la majorité des unités de production citée ne fonctionne qu'avec des groupes électrogènes et rarement avec des panneaux solaires.

Au plan touristique, Luvungi dispose d'au-moins six hôtels privés, mais l'activité touristique exige d'être repensée dans toute la plaine de Ruzizi. Enfin, au rang des potentialités, Luvungi possède quelques carrières minières où une infime partie de la population exploite de l'or artisanal.

En conclusion sur cette question, on peut affirmer que Luvungi dispose réellement des opportunités de croissance notamment grâce au dynamisme de sa population qui est jeune. Mais, il est handicapé par le manque de l'électricité et de problèmes d'insécurité récurrente. Ces atouts peuvent se résumer ainsi :

Tableau 6.9. Matrice des forces, opportunités, faiblesses et menaces

Forces/opportunités	Faiblesses/menaces
Dynamisme des jeunes et créativité	Manque d'électricité
Présence des unités de production	Multitude d'ONG aux opérations inefficaces
Chef-lieu assez bien urbanisé	Absence de mécanisme permanent d'entretien des routes
Plusieurs points de vente (marchés)	Problèmes fonciers récurrent
Sol argileux favorable à la fabrication des briques cuites et sèches	Insécurité
Main d'œuvre bon marché	Formation main d'œuvre : briqueterie, maçonnerie, menuiserie et plomberie

CONCLUSION

Dans l'ensemble, la population exerce principalement dans la filière agricole, et dans une moindre mesure dans l'élevage et le petit commerce. Le manioc est la nourriture de base accompagnée des légumes ou feuilles de manioc (Sombe), ndakala (fretins) ou de haricot. Les problèmes soulevés dans les différents focus groupes tenus à Kamanyola pour les deux Groupements sont pratiquement les mêmes dans le site de Luvungi, notamment en ce qui a trait au déboisement et aux variations climatiques sur lesquels il est important d'attirer l'attention.

En effet, comme le souligne le rapport de l'ONG ACF : « Depuis 2004 des perturbations climatiques majeures viennent considérablement affecter la plaine de la Ruzizi, le littoral du lac Tanganyika et en partie les moyens plateaux, touchant les productions agricoles. Ces perturbations se manifestent par une insuffisance pluviométrique généralisée, une mauvaise répartition des précipitations au cours des saisons et des intensités variables allant de la sécheresse prolongée aux pluies torrentielles. En liaison avec ces perturbations, la déforestation joue un rôle important

et a des conséquences particulièrement graves ». (Source : Enquête socio-économique, Action Contre la Faim, 2007).

Sur un autre aspect très important à soulever, l'on se doit d'attirer l'attention sur le problème de la pauvreté de la femme ou encore mieux la féminisation de la pauvreté. Le rapport sur les violences contre les femmes dans les provinces du Nord et Sud Kivu le souligne en ces termes : « *La RDC est caractérisée par une féminisation de la pauvreté que les conflits armés ont contribué à aggraver. Toutefois, un des effets les plus marquants résultant de cette période d'instabilité est le changement dans les rôles masculins et féminins. Cela est illustré par le fait qu'aujourd'hui 80% des ménages doivent leur survie aux femmes. Malgré son rôle aujourd'hui indéniable dans la survie de la majorité de la population, la femme est confrontée à de nombreux problèmes d'accès aux ressources, aux services de base et aux services sociaux. Le dénuement dans lequel elle vit l'empêche également d'avoir accès à la justice... Cette féminisation de la pauvreté s'explique par les discriminations constatées dans tous les domaines de développement, dont l'éducation, la santé, le droit, l'accès aux ressources, la gouvernance, la prise de décision, l'emploi, l'environnement et autres.* » (Rapport sur les violences contre les femmes au Nord et Sud Kivu, juillet 2013).

DEUXIEME PARTIE :

PLAN DE DEVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEURS DES AGRs PORTEUSES

CHAPITRE 7 : PLAN DE DEVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEURS DES AGR PORTEUSES

Ce chapitre est relatif au *Plan stratégique d'Action* pour le développement des filières et chaînes de valeurs (CV) des activités génératrices de revenus (AGR) considérées comme rentables et porteuses dans les zones d'intervention des projets de

réintégration socioéconomique de l'Est de la RDC, et notamment dans les sites concernées par l'étude. Il s'agit des sites ci-après : chefferie de Basili et groupement de Mambasa en Ituri, territoire de Rutshuru dans le Nord-Kivu, territoire d'Ijwi, groupement de Kamanyola (territoire de Walungu) et enfin, groupement de Luvungi (territoire d'Uvira), dans le Sud-Kivu.

Ces 6 sites ont été ciblés et leurs économies ont été analysées avec un triple souci : (i) dégager une cartographie générale des activités/filières économiques génératrices de revenus (AGR), (ii) proposer une liste des AGR porteuses des meilleures possibilités pour une réinsertion socio-économique réussie et durable des populations pauvres et des personnes déplacées par la guerre et, enfin, (iii) identifier les contraintes/obstacles de développement des AGR porteuses comme chaînes de valeurs. Le document d'étude analysant l'état des lieux des opportunités économiques dans ces sites, et portant ces trois résultats a été déposé au PNUD en juillet 2017.

Faisant suite à l'analyse de l'état des lieux des opportunités économiques et des trois premiers résultats de l'étude, et construisant sur ces derniers, le présent chapitre porte le *Plan Stratégique d'Action* qui est le 4^e et dernier produit de l'étude, tente de répondre à la question du « que faire » après la connaissance de l'état des lieux ainsi articulé. Il s'articule en 6 points : (i) rappel-synthèse des trois résultats de l'étude qui ont été livrés au PNUD ; (ii) examen des enjeux et défis propres aux chaînes de valeurs à développer ; (iii) objectifs de développement des chaînes de valeurs ; (iv) axes stratégiques, actions prioritaires et cadre logique du Plan ; (v) mise en œuvre du Plan Stratégique de développement des chaînes de valeurs (vi) mécanisme de suivi-évaluation du Plan Stratégique.

Dans cette perspective, si la première partie du rapport donne des connaissances sur les opportunités que présentent les AGR identifiées et leur rentabilité dans le contexte des monographies et cartographies économiques de leurs zones, cette deuxième partie est appelé aussi à donner des pistes d'action et des portes d'entrée pour le programme et les projets spécifiques de développement des chaînes de valeurs de ces AGR. De ce fait il prépare le terrain de formulation de ces programme et projets pour le PNUD et les autres PTF intéressés dans le cadre de leur soutien aux programmes publics provinciaux et locaux de développement.

Il est utile de rappeler à ce niveau que la définition d'un plan de développement des chaînes des valeurs n'est pas un exercice de programmation proprement dite. Son essence consiste à formuler les axes stratégiques d'actions prioritaires qui seront alors moulés dans la programmation et l'élaboration des projets opérationnels.

7.1. RAPPEL SYNTHÈSE DE LA CARTOGRAPHIE DES AGR PORTEUSES

L'élaboration du présent Plan Stratégique d'Action s'inscrit dans la suite logique de répondre aux TdRs. En effet, selon les termes de référence, quatre "produits" doivent être livrés dans la présente étude :

- une cartographie des principales activités économiques/chaînes de valeurs locales dans les 6 sites d'étude identifiés de l'Est de la RDC ;

- une liste des activités économiques/chaînes de valeurs locales, constituée sur le critère de leur rentabilité, mais avec indications sur leur propre potentiel de développement ;
- Identification par activité/filière des contraintes structurelles et conjoncturelles;
- Elaboration d'un Plan Stratégique pour le développement et la mise en œuvre des opportunités porteuses. Ce quatrième et dernier produit de cette étude découle de trois premiers.

Ci-après, il est présenté une vue synthétique des trois premiers produits, sous forme de tableau de synthèse, produits qui de ce fait constituent la base de l'élaboration du plan qui est le quatrième et dernier produit de cette étude.

Premier produit : Cartographie des principales activités/chaînes de valeurs locales dans les 6 sites d'étude.

Au niveau de chaque site, les principales productions et activités commercialisés sont regroupées en filières. Dans chaque filière, les activités/produits sont présentées sur une ligne graduée de 1 à 10, dans l'ordre décroissant de leur importance localement. Ici, l'importance se mesure en proportion du nombre de la population qui produit ces biens et/ou les consomme localement (Voir ICREDES, Rapport d'étude Analyse des opportunités économiques...: livrable 1, juillet 2017).

Cependant l'ordre dans lequel les différents produits/activité sont présentés dans les lignes du tableau synthèse ci-dessous est un ordre quelconque ; il ne préjuge d'aucune priorité ou préférence. En effet, les différents produits/activités ont été trouvés dans la quasi-totalité des sites du projet. C'est dans chaque site qu'ils ont un ordre de préférence selon trois critères : i) taux de rentabilité, ii) faible fonds de démarrage, et iii) charge réduite en fonds de roulement.

Tableau 7.1.Synthèse des activités économiques porteuses dans les sites enquêtés

N°	Filières	Activités économiques porteuses							
		1	2	3	4	5	6	7	8
1	Agricole	Ananas	Tomate	Haricot	Banane	Café	Riz	Plantain	Maïs
2	Petit commerce	Carburant	Briques	Friperie	Cartes Télécom	Boissons locales	Vivres	Pharmacie	-

3	Services	Moulin	Télécom	Salon de coiffure	Salon couture	Resto	Mécanique	Transport Moto	-
4	Artisanat	Boulangerie à domicile	Briqueterie	Fabrication emballages	Maçonnerie	-	-	-	-
5	Elevage	Volaille	Petit bétail	-	-	-	-	-	-

Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Observations générales sur les profils de filières des activités/produits dans les 6 sites enquêtés :

- La "filière agriculture" est partout dominante, mobilisant entre 59% et plus de 90% de la population active ; les autres filières sont les mêmes partout et de contenus comparables : commerce, services et artisanat ; pour la plupart, les chaînes de valeurs locales sont très courtes en l'état actuel des choses, et en même temps extensibles à l'infini à moyen et long termes ;
- La production agricole - au sens large (incluant la pêche et l'élevage) - n'est guère transformée ; elle est très largement autoconsommée et commercialisée localement ;
- Les sites enquêtés sont tous non enclavés ; ils sont situés aux carrefours de mouvements de populations et de flux commerciaux, et bénéficient d'un marché potentiel - local, régional et extérieur - exceptionnellement porteur pour quasiment toutes les filières de production, et pour tous les produits ;
- Tous les sites souffrent d'une absence totale et paralysante d'énergie, d'industries sous toutes leurs dimensions et formes, et d'une qualité médiocre des infrastructures et équipements de transports et communications ;
- Partout, les populations sont majoritairement jeunes avec, à leur avantage, une pluviométrie élevée voire très élevée, un couvert végétal dense et même ça et là exubérant, des terres fertiles relativement abondantes (à l'exception toutefois de l'île d'Ijwi), et des ressources naturelles en grande diversité et même ici ou là en abondance ;
- La condition de la femme est partout préoccupante en termes de niveau d'éducation et de formation professionnelle, au plan de l'accès à l'information, aux ressources foncières et financières ainsi qu'à un patrimoine matériel propre ; il en va de même pour ce qui est de sa valorisation sociale et de son ascension politique ;
- Des risques évidents et lourds pèsent sur les écosystèmes naturels de tous les sites enquêtés. Ce fait tient principalement au poids croissant sur le milieu naturel des contraintes de survie des populations qui sont sans cesse en croissance, dans un environnement économique dépourvu d'énergie électrique : la faune et la flore sont donc constamment surexploitées et menacées de disparition ;
- L'insécurité et l'état de guerre connus dans ces sites depuis des décennies ont accéléré la destruction des écosystèmes naturels, en même temps qu'ils détruisaient les systèmes sociaux, les vies humaines, le patrimoine et l'espoir des survivants.

Le contexte des 6 sites est donc caractérisé à la fois, par de multiples atouts et fenêtres d'opportunité d'une part, et d'autre part, d'une poignée des contraintes structurelles qui plombent le présent et se dressent en obstacles sur la voie de la construction du futur (énergie, infrastructures, environnement, condition féminine, emplois et formation). Une meilleure

insertion socio-économique des pauvres et des déplacés dans ces régions longtemps troublées, passe par un diagnostic sur des activités et filières économiques présentant des garanties de rentabilité améliorée en même temps qu'un potentiel avéré de développement à moyen et long termes.

Deuxième produit : Étude de la rentabilité des filières et AGR économiques et présentation des AGR porteuses, site par site.

Quelques 3 critères croisés ont justifié le choix des activités/filières porteuses.

- le niveau élevé du **taux de rentabilité** constitue le premier critère, pour des raisons évidentes de lutte contre la pauvreté des habitants et la destruction des écosystèmes naturels ;
- la facilité relative de réunir le **capital de démarrage** constitue le second critère, dans cet environnement caractérisé par l'absence de crédits, par une forte pression quotidienne des besoins de subsistance et donc par un coût d'opportunité très élevé pour une moindre once de revenu ;
- le niveau faible des **charges d'exploitation** est le troisième critère : les difficultés de trésorerie en sont réduites d'autant, dans un contexte où manque toute possibilité de crédit-relai ;

À ces critères de base s'ajoutent des conditions d'accompagnement et des remarques méthodologiques complémentaires et importantes pour la sélection. Ce sont :

- Des marchés porteurs (à la fois réels et potentiels), ainsi qu'une rentabilité assurée dans l'avenir, sont garantis à la quasi-totalité des filières et produits examinés. Les 6 sites sont, en effet, des marchés naissants dans tous les domaines de l'activité économique. Il s'ensuit que ces atouts généralement partagés ne pouvaient figurer dans la liste des critères de sélection des activités et filières porteuses.
- Les activités destructrices de l'environnement (comme la production et le commerce du charbon de bois) ont été écartées de la liste.
- Les activités facilement exerçables par les femmes et les jeunes ont été choisies, par-delà les 3 critères retenus.

L'analyse de l'État de lieux de ce deuxième produit fait ressortir quelques remarques importantes : Les activités agricoles sont quasiment semblables, d'un site à un autre, à cette exception près qu'elles ont un ordre de priorité différentes à la lumière des critères de classement adoptés ;

- La liste inventorie les activités/filières "par le bas", c'est-à-dire par les activités et produits qui sont les plus banals et les plus courants. Ce fait s'explique sans doute par le caractère permanent de leurs marchés de débouché et, donc, en vertu d'un niveau élevé des taux de rentabilité que garantit une relative inélasticité-prix de la demande sociale ;
- Une liste qui donne pour les plus porteuses les activités et filières économiques "bas de gamme", a certes le désavantage de ne pas ouvrir, à court terme et de façon

audacieuse, sur les activités industrielles qu'appelle en priorité le développement. Mais, par contre, une telle liste a le suprême avantage de répondre à trois soucis majeurs et immédiats : a) mobiliser les femmes et les jeunes (vulnérables et peu pourvus en ressources et en expertise), de les anoblir par des emplois parmi les plus rémunérateurs du moment, de les arracher au chômage et à la précarité, et enfin d'en assurer l'insertion socio-économique ; b) correspondre aux besoins de subsistance qui talonnent la majorité de la population en termes de consommation et de revenus ; et c) d'être favorable à la création des groupements de producteurs sur une base plus ou moins égalitaire : une façon sûre de créer des solidarités et des synergies nécessaires à davantage d'intégration socio-économique.

- Les activités et filières retenues comme les plus porteuses du moment le sont effectivement : elles sont, en effet, pour la plupart, susceptibles d'être effectivement entreprises malgré les grands obstacles que demeurent le manque d'énergie, l'état délabré des infrastructures, l'absence criante des installations d'entreposage, de conditionnement et de conservation, le niveau peu élevé de formation professionnelle dans ces sites.

Troisième "Produit" déjà déposé : une brève analyse des contraintes à moyen et court termes, susceptibles de gêner le développement des chaînes de valeurs liées aux AGR porteuses.

Il n'a pas été facile d'inventorier et analyser les obstacles en tous les maillons (ou produits) de la chaîne de valeurs. En effet, l'étude a recensé 5 à 6 produits susceptibles d'être développés dans chaque activité économique, puis 4 à 6 activités différentes par filière identifiée, et, enfin, 5 à 6 filières distinctes dans chacun des 6 sites du projet. On aurait donc eu à examiner une série de contraintes/obstacles spécifiques sur la voie de développement d'un total de produits distincts allant de 600 à 1.296 unités. Il était donc sage de s'arrêter à l'examen des contraintes/obstacles générales à toutes les filières, et donc tous leurs produits.

À moyen et long termes, la majorité des contraintes/obstacles qui se profilent à l'horizon se situent dans la droite ligne des difficultés actuelles. La partie restante des contraintes/obstacles de demain proviendra, à coup sûr, de l'échec ou, au contraire, du succès des stratégies qui seront effectivement mises en œuvre pour résoudre aujourd'hui les soucis de pauvreté généralisée et de marginalisation socio-économique des groupes vulnérables (réfugiés, déplacés, vieillards, invalides, femmes et jeunes).

Ci-après la synthèse des analyses consacrées à ces contraintes/obstacles au développement des chaînes de valeur des AGR porteuses (voir le détail dans le document du livrable 1 déjà déposé) ; cette synthèse est faite pour tous les 6 sites étudiés :

(i) Permanence et prolongement des contraintes actuelles

Les contraintes actuelles constatées dans tous les sites sont relatives à l'absence de l'énergie, l'état défectueux des infrastructures, une relative insécurité, l'absence

d'installations de transformation, d'entreposage et de conditionnement des produits, un chômage de masse et une large plage de pauvreté et même de misère.

La levée de telles contraintes ne peut être envisagée à court terme. Et il faut un grand optimisme pour espérer les voir levées à moyen terme : car la charge financière qu'impose leur levée semble à ce jour disproportionnée, notamment par rapport aux ressources modestes de l'État qui fait face à des tâches semblables dans plusieurs coins de son immense territoire. Bien au contraire, un espoir, bien mince, réside dans la réussite des stratégies d'intégration socio-économique des masses de marginaux actuels et, surtout, dans l'augmentation et la diversification des productions et des revenus. On peut compter, à terme, sur cette modestie embellie économique et sociale - ainsi que sur de nouvelles synergies qui l'auront créée - pour attaquer les grands chantiers de l'énergie, des infrastructures et des diverses installations qui manquent cruellement.

(ii) Les contraintes à venir, consécutives à la mise en œuvre des stratégies d'insertion.

Cette catégorie de contraintes est relativement peu prévisible. En effet, elle dépend du degré, du moment et des bénéficiaires ou victimes du succès ou de l'insuccès des stratégies d'insertion qui seront effectivement mises en œuvre.

Il va de soi que la levée de cette catégorie spéciale de contraintes dépend, à moyen et surtout à long termes, du niveau d'aspirations/frustrations des témoins du succès de la réussite ou de l'échec. Elle dépendra également des synergies qui auront été créées de par les efforts de mise en œuvre des stratégies d'insertion.

Le premier livrable de cette étude a porté sur l'analyse de l'état des lieux qui a permis de livrer ces trois premiers produits. Et c'est sur cette base qu'il est possible d'élaborer /définir maintenant le Plan d'action pour le développement des chaînes de valeur des AGR identifiées comme porteuses, plan qui constitue le quatrième et dernier produit de l'étude.

Quatrième et dernier « Produit » attendu de cette étude : Plan de développement des chaînes de valeurs des AGR porteuses.

Ce Plan de développement des AGR porteuses est abordé, ci-dessous, au point de vue de ses enjeux et défis, ses objectifs (global et spécifiques), ses axes stratégiques et actions prioritaires ainsi que son mécanisme de mise en œuvre et de suivi-évaluation.

7.2. ENJEUX ET DEFIS POUR LE DEVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEURS

Dans tous les 6 sites, les activités et filières porteuses sont à ce jour exploitées à la façon traditionnelle, c'est-à-dire comme des segments très courts, comportant un ou deux produits, mais appartenant à de longues chaînes de valeurs demeurées longtemps inexploitées. L'objectif ultime de réintégration socioéconomique des populations cibles dans ces zones exige l'élargissement et la multiplication des AGR identifiées en chaînes de valeur, augmentant ainsi les opportunités économiques et

d'insertion socioéconomique. Le *développement* de ces AGR comme chaînes de valeurs devra démarrer rapidement, dès la mise en œuvre des phases suivantes du projet, pour viser l'exploitation de plusieurs produits par activité.

Il est donc nécessaire d'indiquer clairement les *enjeux* d'un tel *développement*, d'identifier les *défis* qui se dressent sur cette voie, et de cerner les *stratégies* qui s'imposent. En effet, le projet a l'ambition de déployer au maximum ces chaînes de valeurs, et d'exploiter, pour chacune d'elles, toute la diversité de produits potentiels. La multiplication des emplois et le relèvement des revenus sont à ce prix.

7.2.1. Enjeux du développement des filières/chaînes de valeurs des AGR porteuses

Les axes stratégiques d'action de ce plan sont appelés à indiquer la voie la mieux indiquée pour atteindre les objectifs poursuivis et répondre aux enjeux importants du développement des chaînes de valeurs. C'est pourquoi il est important d'identifier et définir clairement ces derniers. Les principaux enjeux sont :

- i) Production et élargissement des valeurs ajoutées locales depuis la production primaire des biens et services selon les différentes AGR;
- ii) Diversification élargie des activités économiques du point de vue verticale et horizontale (production, conservation, transformation, emballage, étiquetage, etc.) ;
- iii) Création, élargissement et conquête des marchés aussi bien pour les produits actuels que les nouveaux ;
- iv) Modernisation des capacités productives des acteurs ruraux : agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, artisans...);
- v) Création d'emplois ;
- vi) Intégration horizontale des chaînes de valeurs et création de tissus économiques locaux ;
- vii) Création et étiquetage des labels nationaux.

En effet, de chaque activité/filière, il est impérieux de tirer autant de produits que cela est possible. L'objectif du projet n'est pas d'en rester au mode traditionnel d'exploitation. Bien au contraire, il est d'exploiter toutes les fenêtres d'opportunité que chaque activité/filière est naturellement susceptible d'ouvrir. Par exemple, de l'élevage bovin, on ne devrait pas se limiter à tirer la viande comme l'unique produit.

Au contraire, sur ce créneau on devrait viser à exploiter d'autres nombreux produits comme le *lait*, le *cuir*, la *charcuterie*, ... Et, de chacun de ces derniers produits, il est loisible de tirer d'autres sous-produits. Comme le lait en poudre, le lait liquide, la crème, le fromage, le yaourt, le beurre et le lait caillé à partir du lait. Ou encore comme des chaussures, des ceintures et une très large gamme de produits de maroquinerie à partir du cuir. Ou, enfin, comme des saucisses, des sauces, des *corned beefs* en boîte, et des viandes séchées à côté d'une gamme infiniment diversifiée de viandes fraîches de boucherie.

Chaque produit nouveau constituerait une valeur ajoutée pour les producteurs, pour les consommateurs et, plus généralement, pour la région. Il se traduit par des emplois supplémentaires gagnés, des revenus relevés, une consommation élargie et améliorée, la production locale en augmentation et des importations en moins. Par une telle diversification de produits, les activités traditionnelles de ramassage le céderont progressivement aux activités de l'agriculture/élevage/aquaculture, celles-ci à leur tour appelleront un artisanat diversifié qui, enfin, débouchera sur la petite industrie de transformation. Parti d'un ou de deux produits uniquement, un tel processus de diversification est appelé à amplifier et diversifier les échanges commerciaux, à porter la région sur un niveau plus élevé de développement économique et social.

C'est de ce développement qu'il s'agit lorsque, en ce contexte, on parle des enjeux de l'exploitation des chaînes de valeurs. Le projet de réinsertion socio-économique des personnes pauvres et des déplacés, comporte donc des enjeux d'une très haute portée : en effet, par-delà la rentabilité économique et financière des AGR choisies, il est visé la durabilité et la soutenabilité du progrès ainsi amorcé.

7.2.2. Les défis de l'exploitation des chaînes de valeurs

L'exploitation des chaînes de valeurs locales dans l'optique présentée ci-dessus est une gageure. Des défis à relever sont nombreux. Ils sont au niveau du coût (en investissements, en maintenance et en temps) des infrastructures, marchés et diverses dessertes à créer dans la région. Ils sont surtout à l'échelle des hommes producteurs eux-mêmes : ceux-ci résistent au progrès, en demeurant accrochés aux habitudes acquises. Enfin, on retrouve ces défis au niveau des formes d'organisation socio-économiques à mettre en place et à faire fonctionner efficacement.

- Défis liés aux infrastructures, dessertes et marchés

Sur tous les six sites du projet, il existe une carence aussi importante que remarquable des infrastructures : routes, ponts, chemins de fer, voies fluviales ou lacustres entretenues et balisées, etc. Outre cette catégorie d'infrastructures, il y a lieu de souligner celle des infrastructures énergétiques qui est particulièrement contraignante pour le développement des chaînes de valeurs notamment quand il faut penser à l'amélioration des capacités productives dont celles de l'artisanat et de la petite industrie de transformation. Cette carence s'ajoute à celle, déjà largement paralysante, des divers équipements, charrois et matériels roulants. De même, les marchés existants sont réduits en dimension et en nombre. Ils sont tous pauvres en équipements (dépôts et moyens de conditionnement/conservation appropriés).

Il y a là autant d'obstacles dont il convient d'envisager une levée progressive, au fur et à mesure de la diversification de l'économie locale en valeurs ajoutées, mais également au rythme de la transformation, dans chaque filière, des installations artisanales en petites et moyennes industries manufacturières.

Par-delà ces installations qui manquent à tous les produits indistinctement, il convient de signaler l'absence de quantité d'autres installations spécifiquement exigées par tel et tel produits : installations spécifiques de fabrication, ou de maintenance, ou de conservation, ou de transport, etc. Par exemple, le poisson frais de l'île d'Idjwi exige naturellement une chaîne de froid sans interruption, à partir du lieu de la pêche jusqu'au consommateur final. De la même manière, le café-fruit de Rutshuru exige des usines de torréfaction et mouture, un emballage hermétique et imperméable à l'eau, ainsi que des endroits secs pour le stockage.

Le projet ne peut pourvoir aux lourds investissements liés à toutes ces exigences. Mais il ne peut se priver d'en alerter les populations encadrées. En particulier, il sera indispensable d'inscrire ces exigences dans le programme de formation des hommes et dans les formes choisies d'organisation productive. Il y va de la soutenabilité du progrès à moyen et long termes, dans les régions ciblées.

- Défis liés au facteur humain

La qualité du facteur humain constitue une exigence de tout premier ordre dans la réussite de ce projet. La rentabilité des AGR en dépend, souvent davantage qu'elle dépend du financement. En dépendent également le développement progressif des AGR en chaînes de valeurs, la qualité des divers produits qui y seront fabriqués, la rentabilité des activités, la conquête et l'élargissement des marchés, le mode d'affectation des revenus gagnés, etc. La perception des fenêtres d'opportunité des affaires, le sens d'initiative et de risque, ainsi que le savoir-faire technique sont particulièrement sollicités.

La réussite sur autant de terrains constitue une véritable gageure. Les habitudes et modes de vie actuels se dresseront en obstacles, parce qu'ils ne s'inscrivent pas résolument dans ces perspectives, mais également parce qu'ils nécessitent du temps pour faire la place à des attitudes, réflexes et compétences plus ouverts sur le progrès.

En conséquence, les jeunes et les femmes ont un apport substantiel à faire dans le projet en faveur du développement des opportunités d'affaires dans le sens du déploiement des chaînes de valeurs et dans chaque filière d'activités. En effet, ces deux catégories ont virtuellement peu d'intérêts à perdre et plus d'avantages à gagner dans le changement que le projet a mission d'introduire. Par le choix des hommes sur terrain, par la qualité de la formation à leur dispenser et par le mode de l'encadrement financier et technique du projet, il sera donc indispensable de répondre à ces défis.

Une dimension importante des défis de cet ordre est liée à la posture mentale des acteurs ruraux, posture qu'il faut progressivement transformer pour les amener à aller de la production pour la survie/subsistance, à l'activité productive pour gagner/générer et augmenter les revenus.

- Défis liés aux formes d'organisation

Les formules à appliquer en matière d'organisation de production ne devraient pas être quelconques, indifférentes. Les activités seront, en définitive, mieux promues et mieux gérées dans des unités opérationnelles regroupant plusieurs personnes : ménages, groupements, coopératives, PME/PMI, etc. Donner la priorité à la forme associative des unités opérationnelles présente plusieurs avantages : chance plus accrue de l'intégration socio-économique, opportunité d'exploiter des complémentarités et des synergies qui sommeillent, chance accrue d'introduire et de maîtriser des innovations techniques et managériales, facilité et rapidité des économies d'échelles, facilité et rapidité d'allonger les chaînes de valeurs dans les filières économiques, possibilité d'étendre et de multiplier des marchés, capacité plus élevée de création d'emplois et de relèvement de revenus, etc.

Toutefois, pour réussir les formes d'organisation prometteuses de progrès, il faut en envisager la nécessité et en programmer la promotion, déjà au niveau des stratégies de mise. À ce sujet, les défis sont légion : méfiances et préjugés croisés entre les sexes et entre les groupes socio-ethniques, habitudes et réflexes gérontocratiques et machistes, longues traditions

d'individualisme dans les initiatives économiques, absence quasi-généralisée d'expériences économiques franchement réussies avec des modes d'association plus avancées, etc.

Et pourtant, c'est au niveau de l'organisation sociale des unités de production qu'il est possible d'articuler l'économique et le social, le formel et l'informel, le présent et l'avenir, le local et le régional... De cette manière, le projet exploiterait mieux et plus à fond les nombreuses synergies, ces précieuses synergies dont on fait le constat dans les tentaculaires activités informelles, malheureusement peu rentables et sans grandes perspectives.

7.3. OBJECTIFS, AXES STRATÉGIQUES ET ACTIONS PRIORITAIRES

7.3.1. Objectifs du plan de développement des chaînes de valeurs

A travers la mise en œuvre du présent *Plan Stratégique d'Action*, le PNUD et les différents acteurs envisagent en objectif général, d'« *assurer une réintégration socio-économique réussie de la population cible, le développement socioéconomique durable de toutes les populations locales, ainsi que la protection des écosystèmes naturels*».

En termes de développement des chaînes de valeurs des AGR rentables/porteuses, cet objectif global s'analyse en objectifs spécifiques, qui s'alignent sur les enjeux définis ci-dessus. En plus de ces objectifs spécifiques alignés sur les enjeux et défis du développement des chaînes de valeurs, il y a aussi les objectifs de développement liés à l'objectif général de promotion des filières prometteuses dans les zones des projets d'intégration socioéconomique. Ce sont notamment :

- la promotion et la gestion durable des AGR porteuses ;
- la mise en place des pôles d'incubation ;
- le renforcement des capacités techniques et managériales des acteurs ;
- l'augmentation du niveau du PIB local ;
- la réduction du niveau de la pauvreté dans les zones considérées ;
- la réduction des activités à impact négatif sur les écosystèmes naturels dont la déforestation et la pression sur les ressources fauniques et végétales.

7.3.2. Axes stratégiques et actions prioritaires

Avant d'en faire une analyse et un commentaire spécifique ainsi que leurs actions prioritaires, il est utile d'abord de les définir et identifier clairement. Ils constituent ainsi le faisceau stratégique d'actions à déployer pour atteindre les objectifs spécifiques du plan, et gagner le pari des enjeux du développement des chaînes de valeurs des AGR rentables identifiées. Les axes stratégiques proposés dans ce plan sont les suivants :

- i) Promouvoir l'éclosion des chaînes de valeurs (CV) prometteuses à partir des AGR rentables/porteuses, et ce dans une dynamique de diversification verticale et horizontale de produits ;

- ii) **Localiser**, en veillant à la proximité de leurs marchés et à la facilité des échanges entre filières, **les différents créneaux porteurs** où seront promues les *valeurs ajoutées* des différentes AGR porteuses, et le faire pour tous les maillons de la chaîne allant de la production à la consommation ;
- iii) Développer la productivité des unités de production et augmenter la quantité de leurs produits (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, artisans, industriels, transporteurs) dans les filières des AGR choisies, de façon à relever partout la valeur ajoutée, l'emploi et le revenu gagné ;
- iv) Faciliter l'accès aux marchés pour les producteurs ruraux, et en particulier pour les unités de productions tenues par les femmes et les jeunes ;
- v) Interconnecter les filières entre elles et lier entre elles les chaînes de valeurs locales, et ainsi créer dans chaque site un tissu économique intégré comme base du développement futur des chaînes de valeurs ;
- vi) Promouvoir les sources d'énergie renouvelables et à la portée physique et financière des unités de production dans chaque site ;
- vii) **Stimuler et appuyer**, dans chaque filière et maillon de la chaîne allant de la production à la consommation finale, la création et la diversification des unités de transformation, d'entreposage, de conditionnement, de promotion, de commercialisation, etc. d'une spécialisation sans cesse plus poussée et sans cesse tournées vers l'industrie ;
- viii) Réhabiliter les infrastructures de transport (routes), des marchés et de stockage, et en créer des nouvelles en cas de besoin.

Les lignes ci-dessous développent les différents axes stratégiques et les actions prioritaires pour leur mise en œuvre.

- **Axe stratégique 1 : Promouvoir l'éclosion des chaînes de valeurs (CV) prometteuses à partir des AGR rentables/porteuses, et ce dans une dynamique de diversification verticale et horizontale de produits.**
- Actions prioritaires
 - Démonter les AGR porteuses en **chaînes de valeurs** et en identifier ainsi toutes les **activités** et leurs **produits possibles** vers lesquels orienter le public des producteurs ciblés ;
 - Organiser les producteurs ruraux, et en particulier les femmes et les jeunes par filières, en groupes ou unités de production épousant la forme de regroupements et donc propices aux économies d'échelles – et promouvoir l'**intégration** (verticale et horizontale) entre ces unités de production, grâce à leur **spécialisation** dans les différents créneaux ;

- Transformer les AGR porteuses en « économie des filières », et donc privilégier le développement des chaînes de valeurs à grande capacité d'effets d'entraînement ;
- Promouvoir, de préférence sous des **labels** précis, la commercialisation de produits à **grande valeur ajoutée** et à grande capacité d'**effets d'entraînement**.
- **Axe stratégique 2 : Localiser, en veillant à la proximité de leurs marchés et à la facilité des échanges entre filières, les différents créneaux porteurs où seront promues les valeurs ajoutées des différentes AGR porteuses, et le faire pour tous les maillons de la chaîne allant de la production à la consommation.**
- Actions prioritaires
 - Développer les infrastructures et les moyens de transport de manière à faciliter et l'accès aux marchés et les échanges à faible coût entre les différents créneaux de production ;
 - Développer les structures d'entreposage, de conservation, de stockage et de transformation de la production agricole, pastorale, halieutique, artisanale et (à terme) industrielle ;
 - Créer de nouveaux marchés et ouvrir de nouveaux débouchés, de façon à transformer le territoire de chaque site en un maillage intégré d'échanges en tous sens.
 - Inciter et encourager les acteurs (organisations des producteurs, opérateurs économiques privés) à investir dans les créneaux étapes de valorisation des produits et de développement de l'économie des filières ;
 - Promouvoir les marques nationales dans le conditionnement et commercialisation de produits agricoles et halieutiques par l'emballage et l'étiquetage spécifique.
- **Axe stratégique 3 : Développer la productivité des unités de production et augmenter la quantité de leurs produits (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, artisans, industriels, transporteurs) dans les filières des AGR choisies, de façon à relever partout la valeur ajoutée, l'emploi et le revenu gagné.**
- Actions prioritaires
 - Appuyer fortement le processus de modernisation des outils et méthodes de production dans les AGR rentables et porteuses, et augmenter ainsi leur productivité et leur rendement ;
 - Identifier, en nature et en niveau, les compétences et capacités à conférer aux unités de production, filière par filière et créneau par créneau, de façon à relever significativement la productivité et la production ;

- Faciliter l'acquisition de l'équipement productif collectif (associations) ou individuel (opérateurs économiques privés) par un système de crédit approprié ;
 - Définir les besoins en formation pour permettre aux acteurs (associations des producteurs, organisations des opérateurs privés) d'acquérir les compétences et capacités d'utilisation et de gestion de leurs capacités productives ;
 - Définir la stratégie de formation (immersion et/ou modulaire) et en évaluer le coût financier, matériel et en ressources humaines ;
 - Créer des incubations et y animer des sessions de formation, voire des stages professionnels par immersion au profit des opérateurs ciblés ;
 - Assurer le suivi post-formation sur le terrain ;
 - Évaluer la richesse des dotations en ressources naturelles (terres, eaux et forêts), apprécier l'efficacité productive des intrants, outillages et méthodes d'exploitation en vigueur et, enfin, dégager des besoins en amélioration de la productivité du travail dans les différents créneaux.
- **Axe stratégique 4 : Faciliter l'accès aux marchés pour les producteurs ruraux, et en particulier pour les femmes et les jeunes.**
 - Actions prioritaires
 - Systématiser et stabiliser les contenus des produits, leur qualité, leur présentation et leurs goûts, de façon à faire entrer les unités de production dans des normes standardisées de consommation, dans le pays et dans le monde ;
 - Créer et promouvoir des marques nationales de produits soigneusement identifiés et efficacement protégées, grâce notamment au conditionnement, à l'emballage, à l'étiquetage, à la publicité, et à la participation à des activités foraines ;
 - Valoriser et introduire les marques nationales de produits sur les marchés domestiques et des débouchés extérieurs, spécialement pour des produits fabriqués par des femmes et des jeunes ;
 - Former les producteurs à la conquête (multiplication et élargissement) des marchés locaux, régionaux et nationaux appelés à servir de débouchés pour les produits et marques de produits des zones du projet.

- Organiser les producteurs ruraux et en particulier les femmes et les jeunes en groupements communautaires ou coopératifs de producteurs et/ou vendeurs.
- ix) Axe stratégique 5 : Interconnecter les filières entre elles et lier entre elles les chaînes de valeurs locales, et ainsi créer dans chaque site un tissu économique intégré comme base du développement des chaînes de valeurs.**
- Actions prioritaires
 - Fixer la liste des filières et chaînes de valeurs locales à promouvoir ;
 - Identifier et valoriser les créneaux de promotion d'échanges entre filières vers la création d'activités économiques intégrées au niveau local ou régional ;
 - Inciter les opérateurs économiques et les associations des producteurs à investir dans lesdits créneaux d'échange entre filières, et de constitution de tissus économiques intégrés à la base ;
 - Mettre en place des mécanismes publics et privés de facilitation du développement de cette connectivité entre filières et chaînes de valeurs locales.
 - **Axe stratégique 6 : Promouvoir des sources d'énergie renouvelables, et à la portée physique et financière des unités de production dans chaque site.**
 - Actions prioritaires
 - Evaluer les besoins en énergie dans la zone d'une façon générale et en particulier pour le développement des chaînes de valeurs à promouvoir et leurs pôles d'incubation ;
 - Identifier les sources d'énergie renouvelable disponibles dans la zone géographique abritant le site concerné, et en faire examiner la faisabilité et l'exploitation à court ou moyen terme ;
 - Sur la base des projets de faisabilité, appuyer l'État et la communauté locale dans le travail d'information, de sensibilisation et de persuasion des partenaires financiers et techniques éventuels, en vue d'exploiter ces sources ;
 - Exploiter les moins coûteuses de ces sources d'énergies et faciliter leur accès physique et financier aux unités de productions exploitant les chaînes de valeurs des activités/filières porteuse dans chaque site.

- **Axe stratégique 7 : Stimuler et appuyer, dans chaque filière et maillon de la chaîne allant de la production à la consommation finale, la création et la diversification des unités de transformation, d'entreposage, de conditionnement, de promotion, de commercialisation, etc. d'une spécialisation sans cesse plus poussée et sans cesse tournées vers l'industrie.**
- Actions prioritaires
 - Dresser la cartographie des unités existantes de transformation, d'entreposage et de conditionnement dans la zone en général et en particulier dans les pôles d'incubation et les appuyer dans le processus de leur modernisation et de renforcement de leurs capacités productives;
 - Compte tenu du volume actuel et prévisible de la production, des créneaux identifiés de valorisation des spéculations et d'échanges avec d'autres filières, estimer le besoin en unités de transformation, d'entreposage et de conditionnement dans chaque zone/pôle d'incubation en fonction de spéculations qui y sont produites : le moulin est envisagé dans les pôles où la production du maïs et manioc est réalisée, la presse à huile dans les pôles où les palmerais sont exploités ; les décortiqueuses là où le riz est produit, etc. ;
 - Inciter les acteurs à investir dans ces unités pour mettre en valeur et exploiter les possibilités qui s'ouvrent à eux et à leur communauté ;
 - Développer ou renforcer les possibilités de maintenance et de réparation des unités de transformation, d'entreposage et de conditionnement autour des pôles d'incubation.
- **Axe stratégique 8 : Réhabiliter des infrastructures de transport (routes), des marchés et des installations de stockage, et en créer de nouvelles en cas de nécessité.**
- Actions prioritaires
 - Contrôler et maintenir en bon état les infrastructures routières dans la zone et surtout autour des pôles d'incubation ;
 - Identifier les axes routiers prioritaires et les nouveaux axes routiers à construire qui sont susceptibles de répondre aux besoins de développement des chaînes de valeur;
 - Mobiliser les moyens financiers et techniques, ainsi que les ressources humaines nécessaires à la réhabilitation des axes routiers à grand impact sur le développement de l'économie des filières ;

- Planifier les interventions de réhabilitation dans une approche participative.

7.3.3. Cadre logique des actions planifiées

PLAN DE DEVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEURS DES AGR PORTEUSES				
Durée du Plan : 5 ans				
Objectifs et axes stratégiques	Résultats attendus	Activités préconisées	Indicateurs de succès	Instances responsables
<p>Objectif global</p> <p>« Assurer notamment à travers le plan de développement des filières:</p> <p>(i) une réintégration socio-économique réussie de la population cible,</p> <p>(ii) un développement socioéconomique durable de toutes les populations locales, et</p> <p>(iii) la protection des écosystèmes naturels ».</p>	<p>(i) population cible réintégrée au plan socioéconomique de façon réussie</p> <p>(ii) populations locales développées au plan socio-économique</p> <p>(iii) écosystèmes naturels efficacement protégés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ○ créer et gérer dans la durée des AGR porteuses ○ créer et faire fonctionner des pôles d'incubation au plan de la formation/encadrement des producteurs ○ fixer et appliquer les conditions techniques de réussite des AGR porteuses en matière d'exploitation de leurs chaînes de valeur ○ garantir l'implication des différents acteurs et l'appropriation par eux des objectifs du projet ○ renforcer les capacités techniques et managériales des acteurs, <p>réduire les activités nuisibles aux écosystèmes naturels</p>	<p>Par rapport à la situation de référence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre des AGR porteuses augmenté - le nombre des pôles d'incubation installés à la hausse - la production et le nombre de produits par filière en hausse - la qualité des produits affinée et améliorée - davantage de marques de produits déposées dans chaque filière, et davantage de filières exploitées - les marchés plus nombreux et plus larges - le niveau du PIB local en hausse - la pauvreté en baisse, en particulier pour les femmes et les jeunes - la pression anthropique sur la 	<ul style="list-style-type: none"> • Autorités nationales, régionales • Autorité traditionnelle locale • Le PNUD et d'autres partenaires financiers et techniques • Comité de pilotage du projet • Population cible de producteurs <p>Divers acteurs locaux impliqués</p>

			faune et la flore en baisse le taux de dégradation des écosystèmes réduit	
<p><u>Axe stratégique 1</u></p> <p>Promouvoir l'éclosion des chaînes de valeurs (CV) prometteuses à partir des AGR rentables et porteuses, et ce dans une dynamique de diversification verticale et horizontale de produits</p>	<p>(i) AGR décomposées comme des chaînes de valeurs et chaque chaîne éclatée en nombreux produits ;</p> <p>(ii) Nombre d'unités de production créées dans une intégration verticale et horizontale</p> <p>(iii) Labels de produits créés de grande valeur ajoutée et de fort effet d'entraînement</p>	<ul style="list-style-type: none"> ○ Désarticuler les filières en chaînes de valeurs et identifier des produits ○ Créer des unités de production et les intégrer verticalement dans chaque chaîne, et horizontalement de telle chaîne à telle autre chaîne ○ Promouvoir en labels nationaux des produits de grande valeur ajoutée et de grands effets d'entraînement ○ Transformer les AGR porteuses en « économie des filières », et donc privilégier le développement des chaînes de valeurs à grande capacité d'effets d'entraînement. 	<p>Par rapport à la situation de référence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nombre en hausse des AGR exploitées comme chaînes de valeurs - nombre des unités de production en hausse sur chaque chaîne de valeurs - nombre de marques déposées de produits en hausse 	<p>De façon solidaire,</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gouvernance politico-administrative • Comité de Pilotage • Partenaires techniques et financiers • Population cible • Diverses unités de production
<p><u>Axe stratégique 2</u></p> <p>Localiser, en veillant à la proximité de leurs marchés et à la facilité des échanges entre filières, les différents créneaux porteurs où</p>	<p>(i) Accès aux marchés garanti et échanges à faibles coûts assurés</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Développer les infrastructures et les moyens de transport - Développer les installations d'entreposage, de 	<p>Par rapport à la situation de référence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nombre en hausse de créneaux et lieux de 	<p>De façon solidaire,</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gouvernance politico-administrative • Comité de Pilotage

<p>seront promues les valeurs ajoutées des différentes AGR porteuses, et le faire pour tous les maillons de la chaîne allant de la production à la consommation</p>	<p>(ii) Entreposage, conservation, stockage et transformation de produits assurés</p> <p>(iii) Divers et nombreux produits offerts sur plusieurs marchés comme des marques déposées</p> <p>(iv) Chaque site du projet est un maillage intégré d'échanges en tous sens</p>	<p>conservation, de stockage et de transformation</p> <p>- Promouvoir des marques nationales de produits dans divers maillons des chaînes de valeurs</p> <p>- Identifier et créer de nouveaux marchés d'approvisionnement et débouché, de façon à faire de l'économie de chaque site un maillage dense des échanges commerciaux ;</p> <p>- Inciter et encourager les acteurs à investir dans les créneaux étapes de valorisation des produits et de développement de l'économie des filières.</p>	<p>production de valeurs ajoutées</p> <p>- chiffre en hausse des installations d'entreposage, de conservation, de stockage et de transformation</p> <p>- chiffre plus élevé des marques déposées nationales de produits commercialisées</p> <p>- pour chaque site, quantité en hausse de produits locaux échangés et chiffre en hausse de marchés locaux, régionaux et extérieurs fréquentés aussi bien pour les approvisionnements que pour les ventes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Partenaires techniques et financiers • Population cible • Diverses unités de production
<p><u>Axe stratégique 3</u></p> <p>Développer la productivité des unités de production et augmenter la quantité de leurs produits (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, artisans, industriels, transporteurs) dans les filières des AGR choisies, de façon à relever partout la valeur ajoutée, l'emploi et les gains de revenu.</p>	<p>(i) Les capacités techniques des opérateurs économiques sont renforcées et améliorées</p> <p>(ii) Les capacités managériales des opérateurs économiques sont renforcées et améliorées</p> <p>(iii) La productivité des installations de production est en hausse pour tous les produits dans diverses chaînes de production</p>	<p>- Appuyer fortement le processus de modernisation des outils et méthodes de production dans les AGR rentables et porteuses, et augmenter ainsi leur productivité et leur rendement ;</p> <p>- Identifier, en nature et en niveau, les compétences</p>	<p>de façon à faire entrer les unités de production dans des normes standardisées de consommation, dans le pays et dans le monde</p> <p>- chiffre en hausse de la production par tête dans tous les créneaux</p>	<p>De façon solidaire,</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gouvernance politico-administrative • Comité de Pilotage • Partenaires techniques et financiers • Population cible

	<p>(iv) Le PIB est en croissance pour chaque site du projet</p> <p>(v) L'emploi et les gains de revenu sont en hausse sur chaque site, en particulier pour les femmes et les jeunes</p>	<p>et capacités à conférer aux unités de production, filière par filière et créneau par créneau, de façon à relever significativement la productivité et la production ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'acquisition de l'équipement productif collectif (associations) ou individuel (opérateurs économiques privés) par un système de crédit approprié ; - Définir les besoins en formation pour permettre aux acteurs (associations des producteurs, organisations des opérateurs privés) d'acquérir les compétences et capacités d'utilisation et de gestion de leurs capacités productives ; - Définir la stratégie de formation (immersion et/ou modulaire) et en évaluer le coût financier, matériel et en ressources humaines ; - Créer des incubations et y animer des sessions de 	<ul style="list-style-type: none"> - chiffre en hausse du PIB de chaque site - chiffre plus élevé des marques déposées nationales de produits commercialisés - nombre en hausse des emplois créés - niveau plus élevé des revenus gagnés 	<ul style="list-style-type: none"> • Diverses unités de production
--	---	--	--	---

		<p>formation, voire des stages professionnels par immersion au profit des opérateurs ciblés ;</p> <p>- Assurer le suivi post-formation sur le terrain ;</p> <p>- Évaluer la richesse des dotations en ressources naturelles (terres, eaux et forêts), apprécier l'efficacité productive des intrants, outillages et méthodes d'exploitation en vigueur et, enfin, dégager des besoins en amélioration de la productivité du travail dans les différents créneaux.</p>		
<p><u>Axe stratégique 4</u></p> <p>Faciliter l'accès aux marchés pour les producteurs ruraux, et en particulier pour les femmes et les jeunes</p>	<p>Avec un accès effectif aux différents marchés</p> <p>(i) des associations/coopératives de producteurs sont créées (iii) des associations/coopératives de femmes sont créées (iv) des associations/coopératives de jeunes sont créées (v) des produits phares sont lancés en nombre sur les marchés</p>	<p>○ Systématiser et stabiliser les contenus des produits, leur qualité, leur présentation et leurs goûts ;</p> <p>○ Créer et promouvoir des marques nationales de produits sur les marchés ;</p> <p>○ Multiplier et élargir les marchés locaux, régionaux et nationaux ;</p>	<p>Par rapport à la situation antérieure de référence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - chiffre en hausse des unités de production dans chaque site - chiffre en hausse de producteurs chaque site - nombre plus élevé de produits avec 	<p>De façon solidaire,</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gouvernance politico-administrative • Comité de Pilotage • Partenaires techniques et financiers • Population cible • Diverses unités de production

		<ul style="list-style-type: none"> ○ Former les producteurs à la conquête (multiplication et élargissement) des marchés locaux, régionaux et nationaux appelés à servir de débouchés pour les produits et marques de produits des zones du projet ; ○ Organiser les producteurs ruraux et en particulier les femmes et les jeunes en groupements communautaires ou coopératifs de producteurs et/ou vendeurs. 	<p>normes standardisées à la production et à la consommation</p> <ul style="list-style-type: none"> - pourcentage élevé de femmes et de jeunes arrachés au chômage et à la pauvreté 	
<p><u>Axe stratégique 5</u></p> <p>Interconnecter les filières entre elles et lier entre elles les chaînes de valeurs locales, et ainsi créer dans chaque site un tissu économique intégré comme base du développement futur des chaînes de valeurs</p>	<p>La connexion des filières entre elles et des chaînes de valeurs locales, est effective</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Fixer la liste des filières et chaînes de valeurs locales à promouvoir ; - Identifier et valoriser la connectivité entre les filières et chaînes de valeurs locales ; - Inciter et les opérateurs économiques et les associations des 	<p>Par rapport à la situation antérieure de référence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - chiffre augmenté de filières interconnectées - chiffre plus élevé de chaînes de valeurs interconnectées 	Idem

		<p>producteurs à investir dans lesdits créneaux d'échange entre filières, et de constitution de tissus économiques intégrés à la base ;</p> <p>- Mettre en place des mécanismes publics et privés de facilitation du développement de cette connectivité entre filières et chaînes de valeurs locales.</p>		
<p><u>Axe stratégique 6</u></p> <p>Promouvoir les sources d'énergie renouvelables et à la portée physique et financière des unités de production dans chaque site</p>	<p>(i) des sources d'énergie renouvelables sont installées et opérationnelles</p> <p>(ii) l'accès des acteurs économiques ruraux aux sources d'énergie renouvelable est effectif</p>	<ul style="list-style-type: none"> o Évaluer les besoins en énergie dans le site et les pôles d'incubation ; o Identifier les sources d'énergie renouvelable disponibles dans la zone concernée, et en faire examiner la faisabilité et l'exploitation à court ou moyen terme ; o Sur la base des projets de faisabilité, appuyer l'État et la communauté locale dans le travail d'information, de sensibilisation et de persuasion des partenaires financiers et techniques éventuels, en 	<p>Par rapport à la situation antérieure de référence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nombre relevé de sources d'énergie opérationnelles - chiffre plus important des acteurs économiques ayant accès à l'énergie 	Idem

		<p>vue d'exploiter ces sources ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Exploiter les moins coûteuses de ces sources d'énergies et faciliter leur accès physique et financier aux unités de productions exploitant les chaînes de valeurs des activités/filières porteuse dans chaque site. 		
<p><u>Axe stratégique 7</u></p> <p>Stimuler et appuyer, dans chaque filière et maillon de la chaîne allant de la production à la consommation finale, la création et la diversification des unités de transformation, d'entreposage, de conditionnement, de promotion, de commercialisation, etc. d'une spécialisation sans cesse plus poussée et sans cesse tournées vers l'industrie.</p>	<p>(i) réduction de la dépendance extérieure des unités locales de production</p> <p>(ii) renforcement de l'interdépendance des unités locales de production</p>	<ul style="list-style-type: none"> ○ Dresser la cartographie des unités de production dans le site et, en particulier, autour des pôles d'incubation et les appuyer dans le processus de leur modernisation et de renforcement de leurs capacités productives ; ○ Estimer les besoins en unités de transformation, d'entreposage et de conditionnement dans chaque zone et pôle d'incubation en fonction de spéculations qui y sont produites ; 	<p>Par rapport à la situation antérieure de référence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chiffre réduit des importations des matériels courants et des biens d'approvisionnement au profit des unités de production - Niveau en hausse d'échanges entre les unités locales de production 	Idem

		<ul style="list-style-type: none"> ○ Inciter les acteurs à investir dans ces unités pour mettre en valeur et exploiter les possibilités qui s'ouvrent à eux et à leur communauté ; ○ Développer ou renforcer les possibilités de maintenance et de réparation des unités de transformation, d'entreposage et de conditionnement autour des pôles d'incubation. 		
<p><u>Axe stratégique 8:</u></p> <p>Réhabiliter des infrastructures de transport (routes), des marchés et des installations de stockage, et en créer de nouvelles en cas de nécessité.</p>	<p>(i) Les infrastructures routières sont réhabilitées</p> <p>(ii) les marchés et dépôts sont construits</p> <p>(iii) les produits sont stockés et commercialisés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ○ Contrôler et maintenir en bon état les infrastructures routières dans la zone et surtout autour des pôles d'incubation ; ○ Identifier les axes routiers prioritaires et les nouveaux axes routiers répondant aux besoins de développement des chaînes de valeur ; ○ Mobiliser les moyens financiers et 	<p>Par rapport à la situation antérieure de référence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nombre en hausse de km de routes réhabilitées - nombre de marchés en hausse - quantité en baisse de produits sans possibilité de stockage 	Idem

		<p>techniques, ainsi que les ressources humaines nécessaires à la réhabilitation des axes routiers à grand impact sur le développement de l'économie des filières</p> <ul style="list-style-type: none">○ Planifier les interventions de réhabilitation dans une approche participative.		
--	--	--	--	--

7.4. MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE DÉVELOPPEMENT DES CHAÎNES DE VALEURS

Ce point aborde les questions relatives aux moyens et instruments nécessaires à la mise en œuvre du Plan de développement des chaînes de valeurs, le rôle des acteurs (État, autorités coutumières, services publics, les opérateurs économiques et associations des femmes et des jeunes, l'INPP et autres institutions de formation), les pistes et rôle des partenaires Techniques et Financiers ainsi que les conditions et mesures d'accompagnement.

7.4.1. Moyens et instruments (politiques et techniques)

La mise en œuvre du Plan de développement des filières demande la maîtrise de certains instruments et moyens d'action qui peuvent être d'ordre politique et technique même au niveau local des territoires, chefferies et groupements considérés. Le PNUD aura à appuyer les instruments institutionnels et organisationnels à mettre en place progressivement à ce niveau. Il devra en outre faciliter l'acquisition des moyens financiers et techniques, ainsi que l'acquisition des compétences nécessaires à la gestion de la mise en œuvre du plan de développement des filières/chaînes de valeurs des AGR sélectionnées.

Les principales tâches relevant d'une telle organisation sont les suivantes :

- penser, impulser, piloter et coordonner la mise en œuvre du Plan Stratégique pour le développement des chaînes de valeurs des AGR porteuses;
- évaluer, mobiliser et gérer les ressources nécessaires à la mise en œuvre du Plan ;
- exécuter le plan ou en assurer la matérialisation dans une marche participative des parties prenantes, bien que sous le leadership du niveau concerné de l'État ;
- assurer le suivi-évaluation du plan.

Il faudra pour cela un dispositif institutionnel et organisationnel qui donnera l'impulsion aux diverses structures opérationnelles sur terrain et assurera la coordination des actions. Ce pourrait être un Comité de Pilotage qui travaillera sur trois fronts distincts en même temps : (i) à l'interface avec la gouvernance politico-administrative à l'échelle provinciale et locale, (ii) à l'interface avec les partenaires financier et techniques venus en appui au projet, et (iii) à l'interface avec les diverses strates d'acteurs parties prenantes (associations des producteurs et opérateurs privés) et structures partenaires du projet sur le terrain, ainsi qu'avec les unités opérationnelles engagées dans l'exploitation des AGR dans les sites du projet. Ce Comité veillera particulièrement à :

- la planification stratégique des séquences d'actions par zone d'intervention, en étroite collaboration avec les différents services étatiques impliqués, de loin ou de près, dans la promotion des AGR ;
- la prise des décisions politiques et administratives, appropriées et opportunes, par l'autorité compétente tant aux niveaux national, provincial que local ;
- la centralisation et la gestion des données de gestion, grâce à une base de données montée à la diligence des services et organisations opérant sur le terrain.

Il est entendu que le dispositif institutionnel en place a le Comité de pilotage pour noyau, mais regroupe, dans un mécanisme permanent de dialogue, de consultation et de concertation, toutes les parties prenantes au projet de développement des chaînes de valeurs : gouvernance politico-administrative, autorités traditionnelles, groupements de producteurs concernés, organisations pertinentes de la société civile, ONG et divers syndicats professionnels, PNUD et aux autres Partenaires Techniques et Financiers (PTF), etc. Le rôle de maître d'ouvrage revient toutefois à l'Administration publique.

Ainsi décrit, le dispositif de la coordination et du pilotage s'articule autour de :

- Au niveau provincial, il serait utile que la structure provinciale de coordination soit mise en place si elle n'existe pas, dans l'intersection entre la planification, l'économie, l'industrie, l'agriculture et les PME notamment. Ce serait le Comité Provincial de Pilotage (PPP). Ce serait une instance ad hoc de pilotage politique de l'ensemble des activités du plan de développement des filières. Il pourrait être appuyé techniquement par des commissions ad hoc selon les filières concernées.
- Au niveau local, il est proposé d'installer un Comité Local de Pilotage au niveau du site concerné (territoire, chefferie ou groupement). Il sera l'instance de pilotage (impulsion, coordination, exécution et suivi) à ce niveau. Il s'occupera notamment de l'animation du cadre général de concertation où se retrouvent périodiquement les représentants de toutes les parties prenantes énumérées plus haut.

7.4.2. Rôle des acteurs du développement des chaînes de valeurs

Sous ce point, il est question de présenter les principaux acteurs et leur rôle dans la mise en œuvre du Plan de développement des chaînes de valeurs des AGR porteuses. Ce rôle est, de manière générale, donné par le pouvoir organisateur avec l'implication de tous les intervenants. Les acteurs de la mise en œuvre du Plan comprennent l'État aux niveaux concernés du pouvoir public et dans leurs différents démembrements, les producteurs des biens (agricoles, industriels et artisanaux) et services, qu'ils soient organisés en corps professionnels et groupements ou pas, les parties prenantes de la société civile, et les partenaires techniques et financiers ou bailleurs de fonds.

A. Etat (Gouvernement provincial et local)

Entériner, encourager, appuyer, financer et, si nécessaire, constituer la garantie des bailleurs de fonds. En clair, le rôle de l'Etat consiste entre autres à :

- instaurer la paix dans la zone ;
- créer un cadre approprié pour le développement des chaînes de valeurs en assurant la sécurité physique et juridique des opérateurs économiques et de leurs biens;
- définir les politiques incitatives pour la promotion des affaires et notamment des investissements de développement des filières plus adaptées au contexte socio-économique de la zone sous étude sur le plan fiscal, douanier et foncier;
- mettre en place les infrastructures nécessaires au développement des chaînes de valeurs (énergie, routes, etc.), et en assurer la maintenance et l'accessibilité.

B. Autorités coutumières

Entériner, apporter la caution morale, appuyer et participer au suivi-évaluation. Le rôle des autorités coutumières est d'assurer la cohésion sociale, condition nécessaire pour le développement des chaînes de valeurs. Elles jouent également un grand rôle dans la gestion foncière et accès au capital foncier dans la zone.

C. Services publics

Bras exécutif ou opérationnel de l'État, les services publics ont pour rôle principal de gérer l'exécution du plan de développement des filières, les mesures définies à cet effet, de maintenir les rapports de partenariat avec les autres acteurs de la mise en œuvre du plan, de gérer les dispositions publiques et autres mesures d'accompagnement y compris les conditions préparatoires. Son rôle est aussi et de manière générale, de veiller à l'amélioration du climat des affaires et la facilitation de l'accès au capital, à travers le régime fiscal et douanier, le développement des établissements de crédits (bancaires et ou non bancaires). Son rôle est enfin de gérer efficacement les services de proximité dans l'appui aux producteurs et en particulier aux producteurs agricoles.

- Service fiscal, douanier et de crédit:

La zone du projet est caractérisée par la quasi-inexistence de dispositifs officiels encourageant la création et le développement /promotion des chaînes de valeurs des AGR, qu'elles soient individuelles ou collectives. Il est impérieux que ces services jouent réellement un rôle spécifique dans le développement des chaînes des valeurs, rôle consistant à accorder les avantages fiscaux et à réduire le nombre de taxes imposables aux chaînes des valeurs.

- Le régime fiscal

Le régime fiscal appliqué aux petites unités de productions constitue le seul dispositif susceptible d'encourager la création et le développement des AGR porteuses dans la zone, de manière à réduire la multiplicité de taxes imposables à cette catégorie d'opérateurs économiques.

- Le régime douanier

S'agissant du régime douanier, il est à noter que le commerce transfrontalier dans la zone se fait avec l'Ouganda et le Rwanda. Les détenteurs des petites unités de production sont soumis aux taxes douanières et aux obstacles non tarifaires laissés au libre arbitre des contrôleurs frontaliers. Seules les ONG, les projets et les institutions confessionnelles bénéficient de l'exonération, sans pour autant échapper aux tracasseries. et les accords frontaliers ne sont pas encore au rendez-vous.

- Le crédit

La zone est caractérisée par l'absence des institutions spécialisées dans les opérations de crédit ou l'intermédiation financière. L'absence des établissements de crédit bancaire et non bancaire dans ces zones, rend ainsi difficile le développement et la mise en œuvre des chaînes de valeurs des AGR porteuses, car l'accès au capital est une contrainte importante pour le lancement des initiatives entrepreneuriales, et notamment dans les créneaux de développement de l'économie des filières. D'où la nécessité de repenser leur mode de financement par la formulation des options et stratégies plus adaptées au contexte de ces zones.

- Les tracasseries administratives

Une des tâches de la responsabilité des instances gouvernementales est d'éliminer la totalité des tracasseries administratives qui ont un impact négatif sur les activités et possibilités d'opportunités économiques que rencontrent les acteurs économiques sur le terrain, et qui sont des contraintes aux initiatives de développement de l'économie des filières. Outre le paiement des taxes administratives non légales exigées par différents services qui s'immiscent dans le processus économique, il y a aussi les tracasseries administratives et policières qui découragent la promotion des opportunités économiques. De ce point de vue, le gouvernement a la responsabilité d'éliminer l'ensemble de ces pratiques négatives ou contraintes sur le développement de l'économie des filières dans les zones de mise en œuvre du plan.

- Service National de Semences

C'est le service officiel du Ministère de l'Agriculture, Pêche, Elevage chargé de la certification et du contrôle et de la qualité des semences. Il est aussi compétent pour appuyer le développement de la filière semencière et joue un rôle important dans la formulation et la mise en œuvre de la politique et des stratégies de production des semences de qualité. Son rôle est crucial pour garantir que les semences proposées à la vente sont conformes aux qualités attendues par les utilisateurs, condition nécessaire pour la promotion et le développement des chaînes de valeurs des AGR porteuses particulièrement dans la filière agricole.

Dans le cadre de la mise en plan de développement des chaînes des valeurs, l'efficacité de ce service à ce niveau contribue largement au renforcement des capacités productives de l'agriculture et des producteurs ruraux, ce qui assure l'alimentation des créneaux/étapes ou maillons suivants dans la chaîne des valeurs.

- Les services publics du développement rural et de l'agriculture : IPAPPEL et IPDR

Ces administrations publiques ont pour principales missions de piloter, mettre en œuvre, et suivre les politiques publiques nationales et/ou provinciales de développement rural et développement agricole sur l'ensemble de la province. Ces administrations sont présentes à plusieurs niveaux territoriaux (Territoire et secteur notamment), et disposent d'agents techniques de proximité : moniteurs agricoles pour l'agriculture, animateurs ruraux ou Service pour le développement rural. Les services publics apportés par ces deux administrations sont cependant très irréguliers et fragiles.

Mais ils ont un rôle important dans la mise en œuvre du plan de développement des chaînes de valeur agricole et agroindustrielle, notamment en encadrant les producteurs, et contribuant ainsi à l'accroissement et l'amélioration des capacités productives des producteurs agricoles. Ce qui renforce et donne une base fiable et croissante à la construction des filières économiques des AGR porteuses.

D. Opérateurs économiques et Associations des femmes et des jeunes

L'analyse de la cartographie économique de la zone identifie les opérateurs économiques suivants : les producteurs, les commerçants, les transporteurs, les transformateurs et les fournisseurs.

- a. Les producteurs (agriculteurs, pêcheurs, éleveurs, artisans, etc.)

Les producteurs ont pour rôle principal la préparation du sol, le semis et entretien, la récolte, la conservation et la vente de la production. Dans la zone sous étude, presque toute la population est constituée de producteurs agricoles.

Certains producteurs sont certes organisés en organisations paysannes, mais leur approche de travail reste encore individuelle, que ce soit au niveau de la production ou de la commercialisation. Les efforts du projet devraient tendre à promouvoir une approche collective et communautaire ou coopérative.

En amont, les producteurs sont en relation avec les fournisseurs des biens et services : semences, intrants agricoles et main d'œuvre rentrant dans le processus de production. Ces fournisseurs sont de trois catégories :

- Les personnes physiques (commerçantes) spécialisées dans la vente de semences et intrants agricoles sur le marché local et qui développent des relations de proximité avec les producteurs. Il faut noter que dans la zone sous étude comme c'est le cas un peu partout, la grande partie de semences utilisées par les producteurs provient de leur propre grenier et des organisations

paysannes prises en charge par certains partenaires techniques. Certains de ces commerçants sont aussi fournisseurs de l'outillage agricole (sens large);

- Les partenaires techniques au développement (FAO, PAM, Oxfam, etc.) et l'Inspection provinciale de l'Agriculture qui assure un appui logistique et humain en termes de distribution de semences améliorées, intrants agricoles et de renforcement de capacités en techniques culturales, ainsi que le suivi et l'accompagnement de producteurs dans la réalisation de leurs activités agricoles ;
- Les ménages locaux fournissant la main d'œuvre dont les producteurs ont besoin dans le processus de production dans le cadre familial ou communautaire. Il sied de souligner que le recours à la main d'œuvre salariée est limité par les contraintes financières, étant donné le contexte de rareté de ressources financières dans lequel les producteurs œuvrent dans la zone, et le fait que le travail de production est fait d'abord et principalement pour la subsistance ou l'autosubsistance;
- Les associations de producteurs qui organisent les activités de production et de commercialisation dans une approche participative et collective. Cette approche permet de minimiser le coût de production et de maximiser la rentabilité.

Les producteurs agricoles sont donc les premiers acteurs économiques au démarrage des chaînes des valeurs, et leur rôle est important dans la construction de l'économie des filières basées sur les AGR porteuses identifiées dans chaque site. Ils alimentent les autres créneaux et maillons des chaînes de valeurs.

De ce fait en aval, les producteurs agricoles travaillent et développent d'abord des relations étroites avec les commerçants, transporteurs, conditionneurs, transformateurs artisanaux et industriels en particulier dont le rôle est déterminant dans la suite des opérations post récolte dans le développement des filières concernées. En outre, ils travaillent aussi avec les partenaires susmentionnés dans la dimension renforcement des capacités productives des différents maillons de construction des filières.

b. Les transporteurs

Traditionnellement, le rôle du transporteur est capital tant dans le processus de la production que dans celui de la commercialisation de produits agricoles. Dans le contexte de l'espace sous étude, le transporteur est en relation et/ou en contact avec plusieurs autres acteurs à différents niveaux :

- Avec les producteurs, le transporteur (particulièrement pour le riz) permet d'évacuer la production d'abord du champ vers le grenier familial ; ensuite de ce dernier vers le dépôt communautaire et enfin, du grenier communautaire vers le dépôt ;

- Avec les commerçants, le transporteur assure le déplacement de produits agricoles du champ et/ou grenier familial ou communautaire du producteur vers l'entrepôt du commerçant avant sa destination vers les grands centres de consommation.

De ce fait le transporteur est un maillon important dans la chaîne des valeurs, et joue un rôle incontournable dans le développement de l'économie des filières, qui est un rôle de lien entre les différents maillons de la chaîne des valeurs. Il faudra que le plan aide non seulement à renforcer cette activité, mais aussi à la diversifier et même se complexifier. Dans beaucoup de cas, le transporteur se joint au commerçant (capital commercial) pour s'accaparer du surplus agricole au détriment du producteur d'abord, et du consommateur ensuite. Le Plan devra, en contribuant à l'organisation et l'amélioration de l'efficacité des activités de transport, aider à trouver l'équilibre dans le partage du surplus rural, et à renforcer l'apport de ce maillon dans la construction de l'économie des filières.

c. Les transformateurs et conditionneurs (industriels, artisans)

La transformation de la production agricole est une étape importante dans le processus, et elle reste au centre du développement des chaînes de valeurs ou du processus de construction de l'économie des filières basées sur les AGR rentables et porteuses identifiées. Elle permet l'obtention de quatre avantages :

- Valoriser la production par l'augmentation de la valeur-ajoutée aux différents créneaux et maillons de la chaîne des valeurs;
- Faciliter la conservation de produits, facteur important dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et l'amélioration du revenu ménager;
- Régler les problèmes de rareté et de surplus de la production liée à la saisonnalité et se caractérisant par les prix élevés et très bas respectivement pendant les périodes de faible production et celles de forte production ;
- Élargir le potentiel de commercialisation et de conquête des marchés, et même de création des labels locaux et ou nationaux.

Dans l'espace de l'étude, les unités de transformation de produits agricoles sont quasi inexistantes. Celles qui existent sont de petites unités de transformation à faible capacité de transformation du manioc et du maïs, et dont le coût de fonctionnement est élevé faute de l'électricité dans la zone. Pour le traitement du riz, il ya essentiellement des décortiqueuses à faible capacité et dont l'accessibilité de la population est réduite. La quantité vendue localement est décortiquée de façon artisanale ou même vendue comme paddy ou, sous forme non décortiquée. Les mêmes difficultés sont observées dans la production de l'huile de palme.

In fine, c'est la sécurité alimentaire qui est touchée remarquablement par l'absence d'unités de transformation. Ces dernières ont l'avantage de contribuer significativement à la création de chaînes de valeurs et la construction de l'économie des filières, à valoriser la production locale et promouvoir les valeurs ajoutées locales,

à créer des emplois et élargir le champ des opportunités économiques et de génération des revenus, et à disponibiliser le produit fini destiné à la consommation.

Le manque de ces unités de transformation de la production agricole qui exacerbe l'insécurité alimentaire devrait être au centre de discussions entre acteurs de ces zones et leurs autres parties prenantes. Ceci pour renverser la tendance par l'installation progressive de moulins, décortiqueuses et presses à huile dans la zone, mais aussi par l'installation d'autres unités de conditionnement et de transformation nouvelles et/ou innovantes. L'installation de ces unités de transformation est un facteur déterminant pour stimuler la production et la commercialisation aussi bien du riz que d'autres spéculations, et pour élargir le champ de conquête des marchés locaux et voisins. La viabilité de l'économie des filières exige que le rapport entre le producteur agricole et le conditionneur/transformatrice soit un rapport de partage de surplus et non d'extorsion de celui-ci en faveur du transformateur et au détriment du producteur agricole. Autrement ce dernier devient un « ouvrier à domicile » de l'unité de transformation, et non un maillon de la chaîne des valeurs.

d. Les commerçants

Le rôle de commerçants consiste principalement en la commercialisation de la production agricole et des produits manufacturés. Les commerçants présents sur les marchés de la zone sous étude sont des personnes physiques et morales. Parfois, ils s'approvisionnent directement auprès des producteurs ou sont en ligne avec des intermédiaires et/ou des collecteurs. Ils peuvent être regroupés en fonction de la nature de produits/marchandises ou spéculations qu'ils commercialisent. Dans le processus de la commercialisation, on identifie les commerçants grossistes, demi-grossistes et détaillants.

Le développement du capital commercial dans les milieux ruraux et notamment entre les producteurs agricoles et les milieux urbains des consommateurs, s'est accompagné de l'accaparement du surplus agricole et rural par ce capital au détriment du producteur. La construction de l'économie des filières à travers ce plan devra veiller à assurer la viabilité des chaînes de valeurs par l'établissement des relations d'échange et non d'extorsion de surplus entre ces maillons de la chaîne.

E. INPP et autres institutions de formation

L'Institut National de Préparation Professionnelle est un acteur de formation sous tutelle du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale, s'occupant des travailleurs opérationnels et des personnes aspirant à s'insérer professionnellement. L'INPP organise des formations modulaires ou par immersion dans les filières techniques telles que : mécanique auto, menuiserie, coupe-couture, coiffure, électricité-froid, électricité bâtiment, ajustage et conduite automobile et en gestion : comptabilité générale, tenue de caisse, gestion des stocks, gestion des ressources humaines, informatique, français et anglais. Au centre de ces formations est développé l'esprit d'entrepreneuriat, condition nécessaire pour le développement et la mise en œuvre des chaînes de valeurs des AGR porteuses. L'INPP est présent dans la zone d'intervention du projet.

Outre l'INPP, d'autres institutions spécialisées dans la formation professionnelle sont opérationnelles dans la zone :

- Les Centres de Formation Professionnelle (Ministère de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs) qui axent leurs principales interventions sur l'occupation des jeunes et l'auto-emploi. 13 centres sont opérationnels : dont 5 à Irumu. Ces centres assurent des formations dans les filières: menuiserie, maçonnerie, mécanique auto, coupe-couture et agriculture ;
- Les Centres de Promotion Sociale (Ministère des Affaires sociales, de l'Action humanitaire et de la Solidarité nationale) intervenant prioritairement sur l'autopromotion des jeunes, le rattrapage scolaire et les cours d'alphabétisation pour adultes. Un des trois centres est opérationnel à Irumu. Il assure les formations dans les filières : couture-tricot-broderie pour filles-mères principalement et cordonnerie pour handicapés ;
- Le Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel (MEPSP) qui organise les cinq types d'enseignement : général, normal, technique, professionnel et arts & métiers. Cinq filières en enseignement professionnel sont opérationnelles : coupe-couture, maçonnerie, mécanique générale, menuiserie et agriculture.

L'existence de ces centres de formation est importante dans le processus de renforcement des capacités productives des différents maillons des chaînes de valeurs, et surtout de stimulation des initiatives entrepreneuriales au niveau de ces maillons. En fonctionnant efficacement dans leurs réponses aux demandes existantes et émergentes de formation, ces centres jouent et pourront jouer un rôle stratégique dans la construction de filières fiables au départ des AGR existantes.

7.4.3. Pistes et rôle pour les Partenaires Techniques et Financiers (PTF)

Les partenaires Techniques et Financiers accompagnent l'Etat dans la formulation et la mise en œuvre des politiques et stratégies de développement dans divers secteurs de la vie nationale. Parmi ces partenaires, il y a lieu de noter que le PNUD parmi d'autres PTF, joue un rôle important, intervenant dans plusieurs secteurs dans la zone sous étude. Ils constituent une catégorie d'acteurs qui mérite d'être mis en exergue à part, comme il s'agit d'acteurs extérieurs par rapport aux acteurs nationaux dont le rôle respectif est examiné ci-dessus.

Le rôle de l'ensemble des partenaires Techniques et Financiers œuvrant dans la zone est déterminant pour la mise en œuvre et le développement des chaînes de valeurs des ARG porteuses. Leur appui au développement de l'ensemble des chaînes inscrites au plan, à certaines filières choisies ou à certains maillons de ces filières est important pour le succès du plan. Ils peuvent le jouer au niveau de l'appui financier et/ou technique. Dans ce cadre, leurs interventions devront être coordonnées pour plus d'efficacité et d'efficience par une approche de spécialisation et de coopération

de manière à maximiser l'efficacité de l'aide publique au développement au détriment de la visibilité des partenaires sur terrain.

7.4.4. Chronogramme/Séquences possibles de mise en œuvre

Activités programmées	Année1				Année2				Année3				Année4				Année5			
	Trim1	Trim2	Trim3	Trim4																
Axe stratégique 1 : Promouvoir l'éclosion des chaînes de valeurs (CV) prometteuses à partir des AGR rentables/porteuses, et ce dans une dynamique de diversification verticale et horizontale																				
Axe stratégique 2 : Promouvoir l'éclosion des chaînes de valeurs (CV) prometteuses à partir des AGR rentables/porteuses, et ce dans une dynamique de diversification verticale et horizontale																				
Axe stratégique 3 : Identifier et valoriser les créneaux et lieux de promotion des valeurs ajoutées des différentes AGR sélectionnées de la production à la consommation en passant par le transport, la conservation, le stockage, la transformation, l'emballage, l'étiquetage, la mise sur le marché, etc.																				
Axe stratégique 4 : Développer les capacités productives des opérateurs économiques (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, artisans, industriels, transporteurs) dans les filières des AGR choisies																				

<p>Axe stratégique 5 : Connecter les filières et chaînes de valeurs locales et promouvoir la création de tissus économiques à la base</p>
<p>Axe stratégique 6 : Promouvoir les sources d'énergie renouvelables et à la portée des acteurs économiques ruraux</p>
<p>Axe stratégique 7 : Promouvoir des unités de transformation, d'entreposage et de conditionnement des produits agricoles, d'élevage et de pêche</p>
<p>Axe stratégique 8 : Réhabiliter les infrastructures de transport (routes), des marchés et de stockage</p>

7.4.5. Conditions et mesures d'accompagnement

Il s'agit des conditions et mesures d'accompagnement pour assurer ou augmenter les chances de réussite du Plan de développement des chaînes de valeurs des AGR porteuses.

i) Conditions de réussite du Plan

- Accord et implication des Gouvernements ou pouvoirs d'état provincial et local ;
- Maintien des conditions de paix et de sécurité ;
- Appropriation du plan et de ses activités par les acteurs et producteurs locaux ;
- Garantie du soutien par les partenaires ;
- Appropriation du Plan de développement des chaînes de valeurs des AGR porteuses par les parties prenantes ;
- Promotion du régime fiscal et douanier incitatif.

ii) Mesures d'accompagnement du Plan

- Mise en place d'un cadre de concertation et de renforcement des mécanismes de dialogue multi-acteurs sur la création des AGR à travers les actions suivantes :
 - Identifier les acteurs majeurs ;
 - Echanger sur le choix, le contenu et les conditions d'exploitation des AGR porteuses et de leurs chaînes de valeurs ;
 - Assurer la communication, le partage et l'appropriation du Plan de construction des filières, le contexte, les conditions et le mécanisme de la mise en œuvre du Plan stratégique (y compris paix et sécurité) ;
 - Discuter la nature et les modalités du soutien et appui des partenaires, et du partenariat à construire dans le partage des rôles entre parties prenantes au plan de développement des chaînes de valeurs et au processus de sa mise en œuvre ;
 - Organiser, définir et opérationnaliser le statut du cadre de concertation : répartition de tâches et adoption d'un calendrier opérationnel ;
 - Arrêter la liste des probables partenaires en capacité de financement.
- Localisation et mise en place de pôles d'incubation des initiatives de création d'entreprises de conditionnement et de transformation pour la valorisation des

maillons des différentes filières, mais aussi de création d'emplois et de revenus à travers les actions suivantes :

- Déterminer la liste des AGR porteuses locales susceptibles de faire partie du plan de développement des filières, et d'être considérées pour les pôles d'incubation concernés avec l'appui des partenaires ;
 - Définir les critères d'identification de pôles d'incubation ;
 - Arrêter le mode de fonctionnement et de financement de pôles d'incubation ;
 - Arrêter les critères de choix des lanceurs d'initiatives et bénéficiaires ;
 - Identifier les bénéficiaires par pôle d'incubation.
- Contacts avec des partenaires nationaux et étrangers à même d'apporter leur appui au plan et à la mise en œuvre en ressources financières d'investissement ou d'aide à la coopération et en ressources humaines et techniques, notamment à travers les actions suivantes :
 - Sensibiliser et mobiliser les partenaires nationaux pour leur implication dans le développement de l'économie des filières provinciales et locales ;
 - Organiser des réunions et des missions de plaidoyer et de lobbying auprès des partenaires extérieurs (PTF) ;
 - Organiser des séances de consultation/sensibilisation du public cible sur les opportunités de recherche de financement disponible au niveau local ;
 - Créer un mécanisme de financement local de type « groupement d'épargne et de crédit » entre opérateurs économiques
 - Actions de renforcement des capacités du public cible et appui à la gouvernance locale à travers les actions suivantes :
 - Définir les compétences et capacités à conférer aux opérateurs en général, et filière par filière et les besoins existant dans ce domaine ;
 - Déterminer la stratégie de renforcement de ces capacités aux niveaux humain ou individuel des acteurs, institutionnelle (instances gouvernementales, organisations des producteurs et syndicats professionnels) et sociétale ;
 - Organiser le programme de formation pour répondre aux besoins et renforcer les capacités de mise en œuvre du plan de développement de l'économie des filières ;
 - Assurer le suivi post-formation sur le terrain.

- Financement et mise en exploitation des opportunités porteuses à travers les actions suivantes :
 - Évaluer les besoins en financement du pan de développement de chaînes de valeur dans chaque zone d'intervention sur la période suggérée de cinq ans ;
 - Définir le mode de financement des AGR des filières retenues dans le pôle d'incubation, et en particulier sur ressources des parties prenantes nationales, provinciales et locales ;
 - Déterminer les partenaires financiers et techniques cibles à approcher pour l'appui au développement des filières économiques locales;
 - Développer et mettre en œuvre les divers types de plan d'affaires par filière;
 - Accompagner les AGR mises en exploitation sur le plan technique et financier.

La réussite de la mise en œuvre du Plan de développement des chaînes des valeurs est subordonnée à la coordination et la complémentarité de rôle spécifique que chaque acteur devra jouer. A ce titre, le rôle de l'Etat (provincial et local) consistera à soutenir et à faciliter le renforcement des capacités productives des acteurs, notamment par : i) l'instauration de la paix et la garantie de la sécurité judiciaire et juridique en général et en particulier en matière foncière ; ii) l'assouplissement du régime fiscal et douanier /la promotion de régime fiscal et douanier incitatif ; iii) la création des infrastructures (routes, sources d'énergie, marchés, etc.) ; iv) l'appui à l'accès au capital, à la technologie, au marché et au savoir-faire technique et managérial, etc.

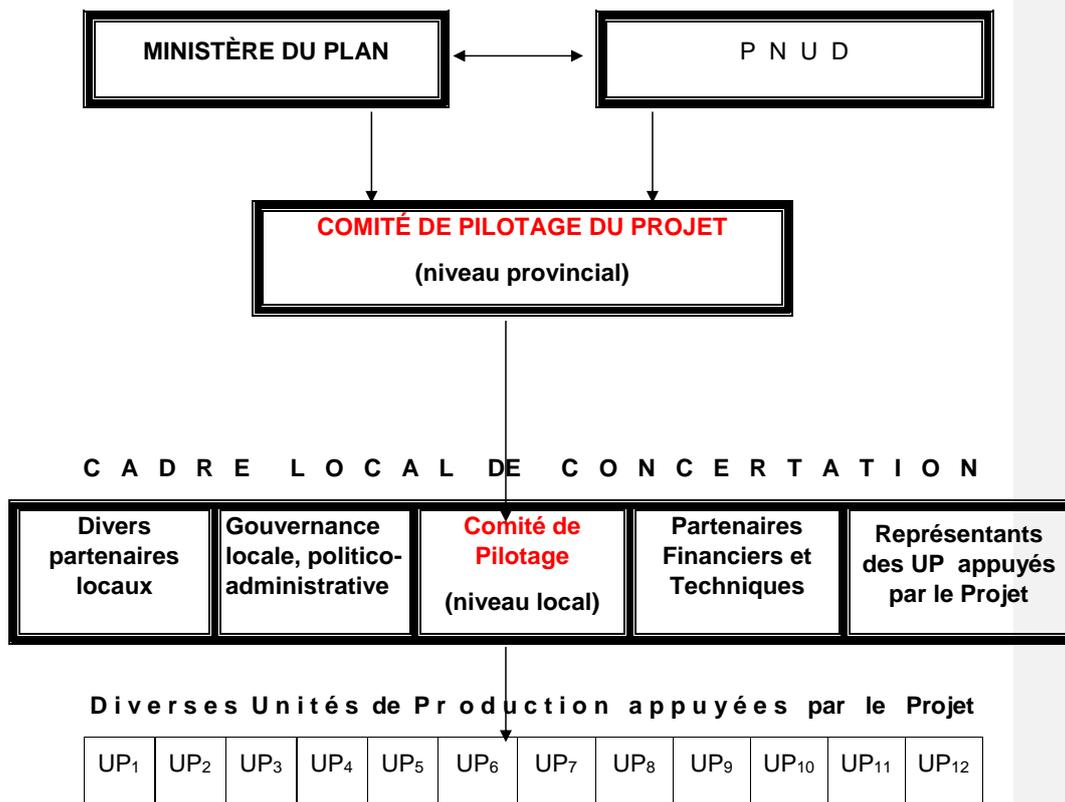
Les partenaires Techniques et Financiers viennent en appui aux institutions publiques dans la formulation et la mise en œuvre des politiques conjoncturelles et structurelles.

Les institutions de formation assureront le renforcement de capacités des promoteurs des AGR porteuses, renforcement de capacités techniques et managériales susceptibles de conduire à une gestion orthodoxe, efficace et efficient dans un contexte de rareté des ressources.

Le rôle des producteurs est capital en ce sens qu'ils sont au cœur du développement des chaînes des valeurs des ARG porteuses. Leur rôle devra s'inscrire dans une approche associative et coopérative pour minimiser le coût de production et maximiser le profit. Parmi ces producteurs, les femmes et les jeunes présentent un atout majeur dans la mise en place de pôles d'incubation, pépinières d'entrepreneurs et instrument important pour la promotion et le développement des chaînes des valeurs.

7.4.6. Organigramme proposé pour le pilotage du plan de développement des chaînes de valeurs

STRUCTURE DE PILOTAGE DU PLAN DE DÉVELOPPEMENT DES CHÂÎNES DE VALEURS



N.B. : UP = Unité de production constituée par la population cible, et opérationnelle dans l'exploitation des divers produits à travers les différentes chaînes de valeurs locales ou même provinciales.

Ces UP peuvent revêtir diverses formes d'organisation et avoir différents statuts juridiques : exploitation individuelle, exploitation familiale, entreprise unipersonnelle, établissement, groupement pré-coopératif, coopérative, MPE, MPI, PME, PMI, grande entreprise, ...

Deux précisions s'imposent : (i) le Projet donne préférence aux UP regroupant plusieurs individus (l'insertion socio-économique de la population pauvre marginalisée ou déplacée est, en effet, à ce prix) ; (ii) pendant les années de mise en œuvre du projet, les efforts seront constamment déployés pour faire évoluer les UP vers des

formes technologiquement plus équipées et plus développées (unités industrielle, etc.).

7.5. MECANISME DE SUIVI-EVALUATION

Pour le succès dans la mise en œuvre du Plan de développement des chaînes de valeurs des AGR porteuses, il est important de mettre en place un mécanisme de suivi-évaluation. Ce dernier a pour objectif premier de veiller à l'effectivité et l'efficacité de l'exécution du plan de construction de l'économie des filières dans les zones opérationnelles considérées. Il a pour objectif aussi de fournir aux instances gouvernementales (niveaux provincial et local), au PNUD et aux parties prenantes les données et informations sur l'avancement de la mise en œuvre du Plan et les adaptations nécessaires pour la prise des décisions stratégiques.

Ainsi, les données du suivi constituent le socle de mise en œuvre du Plan et servent à la justification des résultats, à l'assurance de la qualité et à la reddition des comptes. Ceci facilitera en outre la mobilisation des ressources internes et externes pour chaque axe stratégique et action prioritaire aux différentes phases de mise en œuvre du plan.

Les données et propositions du suivi-évaluation facilitent le processus d'apprentissage au sein du Plan et sont intégrées pour la gestion des connaissances afin de pouvoir communiquer sur ce qui fonctionne bien et sur les points à améliorer. Les enseignements qui sont tirés sont utilisés pour ajuster le tir pour les phases suivantes de la mise en œuvre du Plan. Le mécanisme de suivi-évaluation permet de répondre au souci de renforcer l'intégration, la mise en œuvre et la cohérence du Plan dans le processus de développement économique et social général des zones considérées, mais aussi d'évaluer les progrès réalisés, les lacunes pouvant subsister et les obstacles rencontrés dans la mise en œuvre et à différents niveaux, en vue d'y apporter des solutions éventuelles. Le mécanisme de suivi-évaluation de la mise en œuvre du plan est axé sur les résultats, sous la responsabilité directe du Gouvernement provincial et local/Ministère du Plan, appuyé par une instance de partenaire ad hoc que constitue le Comité de pilotage (provincial et local) suivant des rubriques ci-après :

Au niveau stratégique, le Comité provincial de pilotage, relayé au niveau de la zone par le Comité local de pilotage assume le suivi de la mise en œuvre d'abord dans l'exécution des fonctions politiques de pilotage, d'orientation, de prise de décisions stratégiques de l'exécution du plan de construction des filières. Cette responsabilité porte entre autres sur le niveau de réalisation ou d'atteinte de l'Objectif global et des objectifs spécifiques du plan, la mesure dans laquelle il répond aux enjeux, et relève les défis identifiés, et enfin la mesure dans laquelle la mise en œuvre est dans la direction indiquée et se fait des chances de réaliser les résultats attendus au niveau d'ensemble comme au niveau de chaque axe stratégique. Il prend en conséquence

les décisions correctives appropriées pour l'exécution du plan au cours des phases suivantes.

Au niveau opérationnel et en exécution des décisions politiques et d'orientation stratégique du Gouvernement en partenariat avec les autres membres du Comité provincial de pilotage du plan, les instances gouvernementales locales en partenariat avec les autres parties prenantes de ce niveau et par le truchement du Comité local de pilotage du plan, veillent à la mise en œuvre effective, efficace et efficiente du plan de développement des filières économiques. Le Comité local de pilotage veille à l'exécution du plan pour sa zone d'intervention, suit l'exécution des responsabilités de chaque partie prenante et le fonctionnement du partenariat à ce niveau, et en rend compte aux réunions du cadre de concertation pour le niveau de décisions appropriées.

Les données collectées au sein du système de suivi-évaluation de chaque axe stratégique et/ou action prioritaire vont édifier le travail du Gouvernement provincial/Ministère du Plan et du Comité de pilotage (Dispositif institutionnel de pilotage et coordination).

Les parties prenantes de la mise en œuvre et du suivi-évaluation du plan comprennent ainsi au niveau provincial :

- Les ministères de tutelle des activités de production rurale (agriculture, élevage, pêche et développement rural ; industrie, artisanat et classes moyennes ; environnement, transports et travaux publics, sous le leadership du ministère provincial du plan ;
- Les organisations provinciales des opérateurs économiques du secteur privé ;
- Les organisations des producteurs des différentes filières au niveau provincial ;
- Les PTF représentés au niveau provincial et impliqués dans le plan de développement des chaînes de valeurs ;
- Les organisations pertinentes de la Société civile et autres acteurs non gouvernementaux ;
- Le Comité provincial de pilotage qui en est l'organe de partenariat et de supervision opérationnel du plan.

Au niveau local les parties prenantes comprennent :

- Les instances de gouvernance locale (Territoire et des ETD) et les antennes ministérielles concernées à ce niveau ;
- Les organisations locales des opérateurs économiques du secteur privé ;
- Les organisations des producteurs des différentes filières au niveau local ;
- Les PTF ayant des projets de coopération à ce niveau et intéressés par le développement de l'économie des filières locales et provinciales ;
- Les organisations pertinentes de la Société civile et autres acteurs non gouvernementaux actives au niveau du territoire et/ou de l'ETD concernés ;

- Les représentants des Unités de production (UP) selon les filières de développement des chaînes de valeur ;
- Le Comité local de pilotage du plan qui en est l'organe de partenariat entre parties prenantes, et de gestion opérationnelle du plan à ce niveau.

En définitive, la mise en œuvre du mécanisme de suivi-évaluation du Plan est appuyée par l'utilisation des fiches de collecte des données standardisées, notamment la fiche de suivi des résultats au niveau stratégique, la fiche de suivi des actions prioritaires, et celle des activités et sous activités au niveau opérationnel.

CONCLUSION GÉNÉRALE

La présente étude constitue une phase d'un projet spécifique du CIDD-PNUD, qui est structuré en trois phases. Cette phase vise la création d'emplois générateurs de revenus à travers l'approche '3 x 6', dans une stratégie globale tendue vers une meilleure réinsertion socio-économique des populations pauvres et/ou déplacées dans un contexte post-conflit.

Selon les termes de référence, trois "produits" doivent être livrés dans cette première phase :

- une cartographie des principales activités économiques/chaînes de valeurs locales dans les 6 sites d'étude identifiés de l'Est de la RDC ;
- une liste des activités économiques/chaînes de valeurs locales, constituée sur le critère de leur rentabilité, mais avec indications sur leur propre potentiel de développement ;
- Identification par activité/filière des contraintes structurelles et conjoncturelles.

Ci-après, il est présenté une vue synthétique de ces trois produits, de préférence sous forme de tableaux et graphiques de synthèse.

Premier produit : Cartographie des principales activités/chaînes de valeurs locales dans les 6 sites d'étude.

Les principales productions et activités commercialisés sont regroupées en filières (colonne 2 des tableaux), selon l'ordre décroissant de leur importance locale. Dans chaque filière, les activités/produits sont présentées sur une ligne graduée de 1 à 10, dans l'ordre décroissant de leur importance localement. Ici, l'importance se mesure ici en proportion du nombre de la population qui produit ces biens et/ou les consomme localement.

Il est important de rappeler que les séries des tableaux qui suivent sont tirées des monographies présentées dans les six sites de l'étude.

Mis en forme : Surlignage

Commenté [SA1]: Dire plutôt est une contribution à la mise en œuvre d'une phase de l'approche 3X6

Mis en forme : Surlignage

Mis en forme : Surlignage

Commenté [SA2]: Ne faut il pas coupler les autres critères

Mis en forme : Surlignage

Tableau C1. Situation des principales activités économiques dans la chefferie de Basili (Ituri, 2017)

N°	Filières	P R I N C I P A U X P R O D U I T S E T S E R V I C E S									
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	Agricole	Manioc	Riz	Maïs	Huile de palme	Café	Banane plantain	Haricot	Tomate	Choux	Aubergine
2	Petit commerce	Boutique d'habillement	Boutique alimentaire	Boucherie	Carburant	Bar	Restaurant	Friperie	Quincaillerie	Cabinet communication	Pharmacie
3	Services	Secrétariat public	Transport moto	Réparation moto	Salon de coiffure	Ajustage	Moulin	Menuiserie	-	-	-
4	Artisanat	Production alcool local	Production charbons de bois	Exploitation artisanale de bois	Boulangerie	Exploitation minière artisanale	-	-	-	-	-
5	Elevage	Gros bétail	Petit bétail	-	-	-	-	-	-	-	-

Tableau C2. Situation des principales activités économiques dans la chefferie de Mambasa (Ituri, 2017).

N°	Filières	P R I N C I P A U X P R O D U I T S E T S E R V I C E S									
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	Agricole	Manioc	Riz	Maïs	Huile de palme	Cacao	Banane plantain	Haricot	Tomate	Choux	Aubergine
2	Petit commerce	Boutique d'habillement	Boutique alimentaire	Boucherie	Carburant	Bar	Restaurant	Friperie	Quincaillerie	Cabinet communication	Pharmacie
3	Services	Secrétariat public	Transport moto	Réparation moto	Salon de coiffure	Ajustage	Moulin	Menuiserie	-	-	-
4	Artisanat	Production alcool local	Carbonisation	Exploitation artisanale de bois	Boulangerie	Exploitation minière artisanale	-	-	-	-	-
5	Elevage	Gros bétail	Petit bétail	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Discussions de groupe (focus group) organisées par ICREDES, mai 2017, sur le site

Tableau C3. Situation des principales activités économiques dans la chefferie de Rutshuru (Rutshuru, 2017).

N°	Filières	P R I N C I P A U X P R O D U I T S E T S E R V I C E S									
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	Agriculture 77%	Manioc	Canne à sucre	Patate douce	Maïs	-	-	-	-	-	-
2	Artisanat 8%	Boissons alcoolisées	Menuiserie	Atelier de couture	-	-	-	-	-	-	-
3	Commerce 7%	Viande	Soja	Restauration	Friperie	Pharmacie	Petit Commerce	Boutique	Huile	Boissons/ Bistro	Braise
4	Services 7%	Change	Meunerie	Salon de coiffure	Taxi-moto	-	-	-	-	-	-
5	Elevage 2%	Poules	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6	Salariat non agricole 2%	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Tableau C4. Situation des principales activités économiques sur l'île d'Idjwi (Sud-Kivu, 2017).

N°	Filières	P R I N C I P A U X P R O D U I T S E T S E R V I C E S									
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	Agriculture, Pêche, Élevage	Manioc	Maïs	Ananas	Fretins	Café	Soja	Tomate	Volaille/ Dindes	-	-
2	Commerce	Briques	Ananas	Œufs	Sable	Boutique	Pharmacie	Resto	Petits Articles	Cabines communicat ion	-
3	Services	Change	Moulin	Bureautique	Salon de coiffure	Restau	Taxi-moto	-	-	-	-
4	Artisanat	Briques	Exploitation sable	Couture	Boissons alcoolisées	Boulangerie	-	-	-	-	-

Tableau C5. Principales activités économiques à Kamanyola (Walungu, Sud-Kivu, 2017).

N°	Filières	P R I N C I P A U X P R O D U I T S E T S E R V I C E S									
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	Agriculture 59%	Manioc	Haricot	Riz	Maïs	Cacao	Banane plantain	Haricot	Huile de palme	Tomate Choux	Aubergine
2	Commerce 20%	Boissons locales	Braise	Boutique d'alimenta- tion	Articles d'étalage	Friperie	Resto	Friperie	Carburant/ Quincaillerie	Cabines communicat ion	Pharmacie
3	Services 14%	Moulin	Transport moto	Réparation moto	Salon de coiffure	Ajustage	Atelier couture	Menuiserie	-	-	-
4	Artisanat	Production alcool local	Carbonisation	Exploitation artisanale de bois	Boulangerie	Exploitation minièr artisanale	-	-	-	-	-
5	Elevage	Bovins	Petit bétail	Volaille (oies et canards)	-	-	-	-	-	-	-

Tableau C6. Situation des principales activités économiques à Luvungi (Uvira, Sud-Kivu, 2017).

N°	Filières	P R I N C I P A U X P R O D U I T S E T S E R V I C E S									
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	Agricole	Manioc	Riz	Haricot	Huile de palme	Cacao	Banane plantain	Maïs/Patate douce	Tomate	Choux	Aubergine
2	Commerce	Boutique d'habillement	Boutique alimentation	Moulin	Carburant	Bar/Boissons	Resto	Taxi-moto, Réparation-moto	Taxi-véhicule Réparation-Véhicule	Cabines communication	Atelier Couture
3	Services	Taxi- moto	Cabines télécom	Réparation moto	Atelier de couture	Taxi-véhicule	Moulin	-	-	-	-
5	Elevage	Gros bétail	Petit bétail	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Discussions de groupe (focus group) organisées par ICREDES, mai 2017, sur le site

Observations générales sur les profils de filières des activités/produits dans les 6 sites enquêtés :

- La "filière agriculture" est partout dominante, mobilisant entre 59% et plus de 90% de la population active ; les autres filières sont les mêmes partout et de contenus comparables : commerce, services et artisanat ; pour la plupart, les chaînes de valeurs locales sont très courtes en l'état actuel des choses, et en même temps extensibles à l'infini à moyen et long termes ;
- La production agricole - au sens large (incluant la pêche et l'élevage) - n'est guère transformée ; elle est très largement autoconsommée et commercialisée localement ;
- Les sites enquêtés sont tous non enclavés ; ils sont situés aux carrefours de mouvements de populations et de flux commerciaux, et bénéficient d'un marché potentiel - local, régional et extérieur - exceptionnellement porteur pour quasiment toutes les filières de production, et pour tous les produits ;
- Tous les sites souffrent d'une absence totale et paralysante d'énergie, d'industries sous toutes leurs dimensions et formes, et d'une qualité médiocre des infrastructures et équipements de transports et communications ;
- Partout, les populations sont majoritairement jeunes avec, à leur avantage, une pluviométrie élevée voire très élevée, un couvert végétal dense et même ça et là exubérant, des terres fertiles relativement abondantes (à l'exception toutefois de l'île d'Idjwi), et des ressources naturelles en grande diversité et même ici ou là en abondance ;
- La condition de la femme est partout préoccupante en termes de niveau d'éducation et de formation professionnelle, au plan de l'accès à l'information, aux ressources foncières et financières ainsi qu'à un patrimoine matériel propre ; il en va de même pour ce qui est de sa valorisation sociale et de son ascension politique ;
- Des risques évidents et lourds pèsent sur les écosystèmes naturels de tous les sites enquêtés. Ce fait tient principalement au poids croissant sur le milieu naturel des contraintes de survie des populations qui sont sans cesse en croissance, dans un environnement économique dépourvu d'énergie électrique : **la faune et la flore sont donc constamment surexploitées et menacées de disparition** ;
- **L'insécurité et l'état de guerre connus dans ces sites** depuis des décennies ont accéléré la destruction des écosystèmes naturels, en même temps qu'ils détruisaient les systèmes sociaux, les vies humaines, le patrimoine et l'espoir des survivants.

Mis en forme : Surlignage

Commenté [SA3]: A-t-on identifié les facteurs clés sur base des activités économiques développées hormi la carbonification qui n'est citée que dans quelques sites ? Les mauvaises pratiques agri ? ...

Commenté [SA4]: Peut être qu'il serait important de nuancer selon les sites car Idjwi par exemple a été exempté des conflits et situation d'insécurité préoccupante

Le contexte des 6 sites est donc caractérisé, à la fois, par de multiples atouts et fenêtres d'opportunité d'une part, et d'autre part, d'une poignée des contraintes structurelles qui plombent le présent et se dressent en obstacles sur la voie de la construction du futur (énergie, infrastructures, environnement, condition féminine, emplois et formation). Une meilleure insertion socio-économique des pauvres et des déplacés dans ces régions longtemps troublées, passe par un diagnostic sur des activités et filières économiques présentant des garanties de rentabilité améliorée en même temps qu'un potentiel avéré de développement à moyen et long termes.

Un tel diagnostic constitue le deuxième produit attendu de la présente phase de l'étude.

Deuxième produit : Étude de la rentabilité des filières et AGR économiques et présentation des AGR **porteuses**, site par site.

Quelques **3 critères** croisés ont justifié le choix des activités/filières porteuses.

- le niveau élevé du **taux de rentabilité** constitue le premier critère, pour des raisons évidentes de lutte contre la pauvreté des habitants et la destruction des écosystèmes naturels ;
- la facilité relative de réunir le **capital de démarrage** constitue le second critère, dans cet environnement caractérisé par l'absence de crédits, par une forte pression quotidienne des besoins de subsistance et donc par un coût d'opportunité très élevé pour une moindre once de revenu ;
- le niveau faible des **charges d'exploitation** est le troisième critère : les difficultés de trésorerie en sont réduites d'autant, dans un contexte où manque toute possibilité de crédit-relai ;

Remarques méthodologiques complémentaires et importantes pour la sélection :

1. Des marchés porteurs (à la fois réels et potentiels), ainsi qu'une rentabilité assurée dans l'avenir, sont garantis à la quasi-totalité des filières et produits examinés. Les 6 sites sont, en effet, des marchés naissants dans tous les domaines de l'activité économique. Il s'ensuit que ces atouts généralement partagés ne pouvaient figurer dans la liste des critères de sélection des activités et filières porteuses.

2. Les activités destructrices de l'environnement (comme la production et le commerce du charbon de bois) ont été écartées de la liste.

3. Les activités facilement exerçables par les femmes et les jeunes ont été choisies, par-delà les 3 critères retenus.

C'est sur cette double base que les tableaux qui suivent ont été élaborés, indiquant la sélection proposée des AGR les plus prometteuses.

Commenté [SA5]: Il conviendrait de coupler les paramètres financiers et ceux non financiers pour déterminer si les activités/filières sont porteuses. Ce qui devrait donner de la richesse à l'analyse. Une approche dynamique devrait être optée pour donner des perspectives dans un contexte mouvant comme celui dans les sites explorés

Commenté [SA6]: Tout au moins le risque afferant devrait être prise en compte

Tableau C.7. Activités économiques porteuses pour la chefferie de Basili, territoire d'Ituri.

N°	Filières	Activités économiques porteuses				
		1	2	3	4	5
1	Agricole	Volaille	Mais	Élevage	Manioc	Riz et Tomate
2	Petit commerce	Friperie t	Carburant	Boulangerie	Change	
3	Services	Maçonnerie	Mécanique	Change	Salon de coiffure	Transport moto
4	Artisanat	Boulangerie à domicile				
5	Elevage	Volaille	Petit bétail			

Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017.

Commenté [SA7]: Peut être qu'il fallait éclater les filières comme celui de la petite transformation par exemple, ..

Commenté [SA8]: Mettre plutôt au niveau de l'élevage

Commenté [SA9]: Plutôt élevage

Mis en forme : Surlignage

Mis en forme : Surlignage

Commenté [SA10]: Ceci devrait aller dans les services

Mis en forme : Surlignage

Mis en forme : Surlignage

Mis en forme : Surlignage

Tableau C.8. Activités économiques porteuses pour la chefferie de Mambasa, territoire d'Ituri.

N°	Filières	Activités économiques porteuses				
		1	2	3	4	5
1	Agricole	Manioc	Haricot	Tomate	Banane plantain	Café
2	Petit commerce	Carburant	Cabine de communication	Friperie	Restauration	
3	Services	Transport moto	Réparation moto	Moulin	Salon de coiffure	
4	Artisanat	Boulangerie à domicile				
5	Elevage	Volaille	Petit bétail			

Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017.

Mis en forme : Surlignage

Commenté [SA11]: N'est pas du services ?

Mis en forme : Surlignage

Tableau C.9. Activités économiques porteuses pour le territoire de Rutshuru, Nord-Kivu.

N°	Filières	Activités économiques porteuses				
		1	2	3	4	5
1	Agricole	Tomate	Haricot	Manioc	Banane plantain	Café
2	Petit commerce	Carburant	Cabine de communication	Friperie	Restauration	
3	Services	Moulin	Transport moto	Réparation moto	Salon de coiffure	
4	Artisanat	Boulangerie à domicile				
5	Elevage	Volaille	Petit bétail			

Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017.

Mis en forme : Surlignage

Tableau C.10. Activités économiques porteuses pour e territoire d'Idjwi, Sud-Kivu.

N°	Filières	Activités économiques porteuses				
		1	2	3	4	5
1	Agricole	Ananas	Tomate	Haricot	Banane	Café
2	Petit commerce	Carburant	Briques	Friperie		
3	Services	Moulin	Cabine de communication	Salon de coiffure	Salon de couture	Resto
4	Artisanat	Boulangerie à domicile				
5	Elevage	Volaille	Petit bétail			

Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Tableau C.11. Activités porteuses dans le groupement de Kamanyola, territoire de Walungu

N°	Filières	Activités économiques porteuses				
		1	2	3	4	5
1	Agricole	Manioc	Haricot	Tomate	Banane plantain	Café
2	Petit commerce	Braise	Boissons locales	Boutique	restauration	
3	Services	Cabine de communication	Taxi-moto	Chambre froide	Dépôts	Menuiserie, plomberie, maçonnerie
4	Artisanat	Fabrication emballages	Maçonnerie	Boulangerie à domicile		
5	Elevage	Volaille	Petit bétail			

Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017

Mis en forme : Surlignage

Tableau C.12. Activités porteuses dans le groupement de Luvungi, territoire de d'Uvira

N°	Filières	Activités économiques porteuses				
		1	2	3	4	5
1	Agricole	Manioc	Mais	Tomate	-	-
2	Petit commerce	Pharmacie	Boissons	Boucherie	Restauration	
3	Services	Taxi-moto	Moulin	Réparation moto	Change	
4	Artisanat	Boulangerie à domicile	Maçonnerie			
5	Elevage	Volaille	Petit bétail			

Source : Enquête de l'ICREDES, mai 2017.

Il est important de faire quelques commentaires analytiques sur le second "Produit/résultat" : la présentation site par site, des activités et filières économiques porteuses.

- Les activités agricoles sont quasiment semblables, d'un site à un autre, à cette exception près qu'elles ont un ordre de priorité différentes à la lumière des critères de classement adoptés ;

- La liste inventorie les activités/filières "par le bas", c'est-à-dire par les activités et produits qui sont les plus banals et les plus courants. Ce fait s'explique sans doute par le caractère permanent des de leurs marchés de débouché et, donc, en vertu d'un niveau élevé des taux de rentabilité que garantit une relative inélasticité-prix de la demande sociale ;
- Une liste qui donne pour les plus porteuses les activités et filières économiques "bas de gamme", a certes le désavantage de ne pas ouvrir, à court terme et de façon audacieuse, sur les activités industrielles qu'appelle en priorité le développement. Mais, par contre, une telle liste a le suprême avantage de répondre à trois soucis majeurs et immédiats : a) mobiliser les femmes et les jeunes (vulnérables et peu pourvus en ressources et en expertise), de les anoblir par des emplois parmi les plus rémunérateurs du moment, de les arracher au chômage et à la précarité, et enfin d'en assurer l'insertion socio-économique ; b) correspondre aux besoins de subsistances qui talonnent la majorité de la population en termes de consommation et de revenus ; et c) d'être favorable à la création des groupements de producteurs sur une base plus ou moins égalitaire : une façon sûre de créer des solidarités et des synergies nécessaires à davantage d'intégration socio-économique.
- Les activités et filières retenues comme les plus porteuses du moment le sont effectivement : elles sont, en effet, pour la plupart, susceptibles d'être effectivement entreprises malgré les grands obstacles que demeurent le manque d'énergie, l'état délabré des infrastructures, l'absence criantes des installations d'entreposage, de conditionnement et de conservation, le niveau peu élevé de formation professionnelle dans ces sites.

Troisième "Produit" attendu de la présente étude : Une brève analyse des contraintes à moyen et court termes.

À moyen et long termes, la majorité des contraintes qui se profilent à l'horizon se situent dans la permanence et le prolongement des obstacles actuels. Une partie des contraintes de demain proviendra de l'échec ou, au contraire, du succès des stratégies effectivement mises en œuvre pour résoudre aujourd'hui les soucis de pauvreté généralisée, de marginalisation socio-économique des groupes vulnérables (réfugiés, déplacés, vieillards, invalides, femmes et jeunes). Ci-après la synthèse des analyses consacrées à ces contraintes dans le corps du texte, site par site.

(i) Permanence et prolongement des contraintes actuelles

Les contraintes actuelles constatées dans tous les sites sont relatives à l'absence de l'énergie, l'état défectueux des infrastructures, une relative insécurité, l'absence d'installations de transformation, d'entreposage et de conditionnement des produits, un chômage de masse et une large plage de pauvreté et même de misère.

La levée de telles contraintes ne peut être envisagée à court terme. Et il faut un grand optimisme pour espérer les voir levées à moyen terme : car la charge financière qu'impose leur levée semble à ce jour disproportionnée, notamment par rapport aux ressources modestes de l'État qui fait face à des tâches semblables dans plusieurs coins de son immense territoire. Bien au contraire, un espoir, bien mince, réside dans la réussite des stratégies d'intégration socio-économique des masses de marginaux actuels et, surtout, dans l'augmentation et la diversification des productions et des revenus. On peut compter, à terme, sur cette modestie embellie économique et sociale - ainsi que sur de nouvelles synergies qui l'auront créée - pour attaquer les grands chantiers de l'énergie, des infrastructures et des diverses installations qui manquent cruellement.

(ii) Les contraintes à venir, consécutives à la mise en œuvre des stratégies d'insertion

Cette catégorie de contraintes est relativement peu prévisible. En effet, elle dépend du degré, du moment et des bénéficiaires ou victimes du succès ou de l'insuccès des stratégies d'insertions qui seront effectivement mises en œuvre.

Il va de soi que la levée de cette catégorie spéciale de contraintes dépend, à moyen et surtout à long termes, du niveau d'aspirations/frustrations des témoins du succès de la réussite ou de l'échec. Elle dépendra également des synergies qui auront été créées de par les efforts de mise en œuvre des stratégies d'insertion.

Quatrième et dernier « Produit » attendu de cette étude : Plan de développement des chaînes de valeurs des AGR porteuses.

Ce Plan de développement des AGR porteuses est abordé au point de vue de ses enjeux et défis, ses objectifs (global et spécifiques), ses axes stratégiques et actions prioritaires ainsi que son mécanisme de mise en œuvre et de suivi-évaluation.

Dans ce processus, le PNUD est dans la posture de concepteur, de maître d'œuvre et de bailleur de fonds. Au plan technique il appuie le gouvernement qui a la responsabilité politique et morale du projet de réintégration socioéconomique comme de l'ensemble des stratégies de développement du pays. L'essentiel de l'impulsion est attendu du Gouvernement à ses différents niveaux et échelons du pouvoir d'État.

C'est en appui aux autorités dans leurs programmes (provinciaux et locaux) que le PNUD, comme d'autres PTF, entend exercer ses responsabilités dans la mise en œuvre du projet dans les différents sites, jusqu'au moment prévu de la fin du projet (préconisé pour 5 ans) où il doit passer la main. Il les exerce à travers un Comité de pilotage, au sein d'un cadre de concertation plus large des représentants de tous les partenaires au projet.

Les objectifs général et spécifiques ou opérationnels sont clairement définis dans ce Plan Stratégique de développement des chaînes de valeurs. Le couronnement du projet, à son terme prévu, interviendra avec sur le terrain, la présence des MPE et PME comme formes modernes d'unités d'exploitation en lieu et place d'unités familiales ou d'entreprises informelles. À cette échéance, les filières économiques ne se limiteront plus à une demi-douzaine d'activités, comme c'est le cas aujourd'hui. Mais elles comporteront plutôt une multitude d'activités, au sein desquelles d'innombrables

produits, à différents paliers de transformation, viendraient prolonger et enrichir les chaînes de valeurs, et ainsi développer les régions concernées et sauver leurs populations de la pauvreté.

En même temps que l'objectif de réinsertion socio-économique des populations pauvres et des personnes déplacées sera atteint, un développement autonome et localement soutenu sera amorcé avec, pour retombées immédiates, la réduction du chômage (surtout au profit des femmes et des jeunes) et le ravalement des inégalités trop grandes entre les milieux ruraux et les milieux urbains.

*

BIBLIOGRAPHIE

- Cellule d'Analyse des Indicateurs de Développement (CAID)
- Profil Sud-Kivu, PNUD/RDC, Mars 2009.
- Enquête socio-économique Action Contre la Faim, 2007.
- Profil socio-économique du Sud Kivu et futures pistes de recherche, 2010. *An Ansoms, Wim Marivoet.*
- Le rapport sur les violences contre les femmes en Nord et Sud Kivu, juillet 2013. SFVS, OMCT.
- Plan quinquennal de croissance et d'emploi 2011-2015 de la province du Sud-Kivu, 2013

ANNEXE : LES TERMES DE REFERENCE DE L'ETUDE

Termes de référence (TOR)²

Etude sur les opportunités économiques dans les zones de réintégration socioéconomique des groupes vulnérables

Pays :	République Démocratique du Congo – RDC
Intitulé de la mission :	Sélection d'un (01) Cabinet/Bureau d'études ou ONG constitué de trois (3) experts permanents chargés de l'analyse des opportunités économiques dans les zones de mise en œuvre de projets de réintégration socioéconomique
Type de contrat :	Contrat de Services Professionnels
Lieu de la mission :	Goma, avec des déplacements à l'intérieur des provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri
Durée de la mission :	45 jours ouvrables

Contexte et justification

En RD Congo, le Programme des Nations Unies pour le Développement met en œuvre son programme de coopération 2013-2017 centré sur trois piliers d'intervention, à savoir : (i) le renforcement de la démocratie et la stabilisation ; (ii) La croissance inclusive et planification du développement ; (iii) le développement durable et lutte contre les changements climatiques. Les deux derniers piliers sont combinés dans un programme unique, intitulé «Croissance Inclusive et Développement Durable», CIDD en sigle.

Dans ce contexte de sortie de crise, particulièrement dans les zones sortant de conflits de l'est du pays, le développement des moyens d'existence durables qui est porté par le deuxième pilier est proposé comme réponse à la problématique de la précarité des revenus, du manque d'opportunités d'emplois, de la baisse des rendements agricoles et de l'insuffisance de terres arables, etc. Le programme propose, comme alternative, la création d'emplois et de revenus à travers l'approche '3 x 6 +', une théorie de changement inspirée par la Politique des Nations Unies pour la création d'emplois et de revenus, ainsi que la réintégration socioéconomique. Articulée en trois phases précédées d'une phase préliminaire, cette approche se focalise sur la réintégration des groupes vulnérables (déplacés, retournés, ex-combattants, survivants des violences sexuelles, jeunes sans emplois, etc.), mais intègre aussi les aspects de cohésion sociale, de sécurité et de stabilisation.

² Le présent document est un guide destiné aux services demandeurs afin de leur aider à rédiger les TOR de la RFP en faisant des suggestions quant à leur contenu. Le présent document ne doit pas être communiqué aux soumissionnaires dans son état actuel. Les TOR qui seront rédigés par le service demandeur sont ceux qui devront être annexés à la présente partie de la RFP.

- La Phase 0 ou phase préliminaire - Promotion de la paix - porte sur la mise en place des mécanismes locaux pour une réintégration apaisée des personnes affectées par le conflit dans leurs communautés respectives, y inclus la sensibilisation, le renforcement du dialogue social, la prévention et la gestion de conflits par des mécanismes participatifs de réconciliation.
- La Phase 1 - Inclusion - est celle de la réalisation des micro-projets d'intérêt communautaire (identifiés pendant la phase préliminaire) à travers les travaux HIMO (Haute Intensité de Main d'Œuvre, ex. réhabilitation infrastructures économiques, reboisement...) par les volontaires, identifiés pendant la phase préliminaire et qui travaillent pendant 2 à 4 mois durant lesquels une partie du salaire est épargnée.
- Phase 2 - Appropriation - Les participants volontaires de la phase précédente démarrent des microprojets, en investissant l'intégralité ou une partie de leur épargne de la phase 1, montant auquel le projet ajoute un fonds additionnel, afin de permettre aux groupes solidaires de disposer d'une somme suffisamment consistante pour démarrer une activité économique viable.
- Phase 3 - Vers la Durabilité - s'organise autour du renforcement des capacités des groupes solidaires et de l'appui à la création d'un environnement favorisant le développement des micro-projets et leur intégration dans des circuits économiques déjà existants, de la professionnalisation des groupes solidaires, de l'accompagnement à la création des PME, de la facilitation de l'accès aux services financiers, etc.

Les premières expériences en matière d'approche 3x6 réalisées au Nord et au Sud-Kivu en 2014 et 2015 ont fait l'objet d'une légère évaluation économique qui a montré qu'environ 50% des activités économiques développées dans la Phase II étaient encore très fragiles et pouvaient facilement basculer vers l'échec en cas d'absence d'actions de redressement et de réorientation, tandis qu'environ 25% étaient carrément non rentables après analyse des comptes d'exploitation prévisionnels réalisés sur le champ.

Considérant que les interventions du PNUD dans le domaine des économies locales visent à aider les populations vulnérables à subvenir à leurs besoins, de manière durable, à travers les revenus qu'elles produisent et, tirant les leçons de l'application de l'approche 3x6 dans les deux provinces précitées, le programme CIDD a prévu de réaliser une analyse des opportunités économiques dans chaque zone où l'approche est appelée à être mise en œuvre.

Objectif global

Identifier et procéder à une analyse de la rentabilité et de la viabilité des opportunités économiques les plus porteuses pour les populations vulnérables de chacune des zones de mise en œuvre de l'approche 3x6 (Bwisha/Rutshuru, (Nord Kivu), Idjwi (Sud Kivu) et Sud Irumu et Mambasa (Ituri),

Objectifs spécifiques

- a) Identifier les principales activités économiques du milieu (Chefferie, Groupement, Localité), les chaînes de valeurs locales, ainsi que les différentes activités menées par la population locale qui ont un potentiel significatif à générer des revenus ;
- b) Procéder à une étude économique des AGR développées dans la zone afin d'identifier celles qui, par leur importance et leur connaissance par les populations locales, sont susceptibles de

permettre aux groupes vulnérables appuyés par le programme d'offrir des produits compétitifs sur le marché local ;

- c) Dans les résultats finaux de l'étude, définir les AGR/filières les plus prometteuses sur base des critères de faisabilité technique dans le milieu, rentabilité financière, viabilité économique, possibilité de soutenir le financement et d'envisager un accroissement de la capacité de production même après l'arrêt du programme d'appui ;
- d) Fournir des conseils et recommandations sur les meilleures approches d'apporter le soutien aux filières identifiées pour en assurer la viabilité et durabilité.

Fonctions / tâches et résultats attendus

Le Cabinet/Bureau d'études ou ONG mettra à disposition une équipe de trois (3) experts permanents qui travaillera sous l'autorité générale du Team Leader du Pilier Planification du Développement, Croissance inclusive et Gestion des Ressources Naturelles et Experts concernés.

La réalisation satisfaisante des tâches par le cabinet/ONG (représenté par l'équipe de consultants) devra aboutir aux produits suivants, pour chaque zone de mise en œuvre des projets de réintégration socioéconomiques :

1. **Une cartographie des principales activités économiques et des chaînes de valeur locales sources de revenus pour les populations des différentes localités**
2. **Une étude de rentabilité des activités économiques/chaînes de valeur locales menées par les populations locales**
 - 2.1. Dégager, par activité/produit, les chiffres d'affaires
 - 2.2. Etablir les coûts de production
 - 2.3. Déterminer les revenus
 - 2.4. Faire une estimation du marché potentiel du produit/activité
 - 2.5. Déterminer la rentabilité potentielle
3. **Identification, par filière, les facteurs qui entravent le développement des AGR dans les chaînes de valeurs liées à chaque produit (production, transformation, commercialisation, etc.)**
 - 3.1. Analyser les contraintes structurelles
 - 3.2. Analyser les contraintes conjoncturelles
4. **Un plan de développement des chaînes de valeurs par produit**
 - 4.1. Formuler des recommandations précises (interne et externe) pour permettre une rentabilité suffisante
 - 4.2. Développer un plan d'action pour le renforcement de ces activités : renforcement, sur le plan des arrangements de gestion, du renforcement des capacités (formation, suivi, appui-conseil), de l'équipement complémentaire (investissements) ou du fonds de roulement (consommables ou autres charges d'exploitation)

Méthodologie

Pour des raisons de cohérence dans la démarche, l'étude sera réalisée par le cabinet/ONG identifié qui couvrira le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et l'Ituri

Au plan méthodologique, le prestataire devra proposer une offre méthodologique détaillée incluant les techniques et outils de travail et une proposition de calendrier de travail, avant l'intervention.

Pendant la durée de l'étude, le cabinet/ONG pourra bénéficier de l'appui et de l'assistance du Programme Pauvreté au niveau du Bureau Pays à Kinshasa ainsi que des coordinations provinciales au Sud-Kivu, Nord-Kivu et Ituri.

Résultats/livrables attendus

Au terme de la consultance, les documents ci-dessous seront élaborés et annexés/intégrés au rapport général de la consultance, en lien avec les tâches citées plus haut :

Par rapport au produit 1 :

- 1.1. une liste des principales activités économiques et des chaînes de valeur locales sources de revenus pour les populations des différentes localités
- 1.2. une liste des activités économiques/chaînes de valeurs locales susceptibles de permettre aux groupes vulnérables appuyés par le programme de développer des AGR pour offrir des produits compétitifs sur le marché local

Par rapport au produit 2 :

- 2.1. Une analyse de rentabilité pour toutes les AGR mises en œuvre dans la zone de projet de réintégration socioéconomique (Dégager, par activité/produit, les chiffres d'affaires et les marges bénéficiaires)
- 2.2. Une analyse de marché potentiel pour toutes les activités, identifiant les goulots d'étranglement en amont ou en aval de l'activité et leur potentiel de développement

Par rapport au produit 3 :

- 3.1. Plan de renforcement/réorientation proposé pour les activités actuellement mises en œuvre ou d'autres activités proposées comme porteuses
- 3.2. Compte d'exploitation prévisionnel pour les activités retenues
- 3.3. Des recommandations précises expliquant comment développer l'activité pour la rendre plus rentable à moyen et long terme.

Durée et localisation

La mission s'étendra sur une période maximale de 60 jours calendaires pour toutes les provinces, y compris la phase préparatoire, la phase des visites de terrain, celle du rapportage et de la restitution. Un calendrier précis des déplacements pourra être élaboré par le consultant en collaboration avec l'équipe du PNUD en tenant compte des contraintes logistiques.

L'étude couvrira les provinces du Nord Kivu, du Sud Kivu et de l'Ituri à travers les localités ci-après : Bwisha/Rutshuru, (Nord Kivu), Idjwi (Sud Kivu) et Sud Irumu et Mambasa (Ituri).

Un calendrier précis des déplacements pourra être élaboré par le consultant en collaboration avec les équipes PNUD en tenant compte des contraintes logistiques.

Qualification/Expérience/compétences

Experts permanents	<p>Une équipe de trois (3) experts permanents répondant aux profils ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un Expert Agroéconomiste ayant des expériences avérées en analyse de chaînes de valeurs locales, et en analyse de filières économiques • Un Expert Statisticien Economiste ayant des expériences avérées en enquête économique et analyse économique sectorielle/filières
--------------------	---

	<ul style="list-style-type: none"> • Un économiste/planificateur ayant des expériences en étude monographique et de potentialités économiques
Experts ponctuels	Dépendant de la nature et du contenu des propositions techniques, le Cabinet/Bureau d'études ou ONG pourra proposer des experts ponctuels pour prendre en charge certains aspects spécifiques de l'étude.
Connaissances linguistiques :	<p>Maîtrise indispensable de la langue française et du Swahili tant à l'écrit qu'à l'oral. Excellentes capacités rédactionnelles en français.</p> <p>La connaissance d'autres langues régionales serait un avantage.</p>